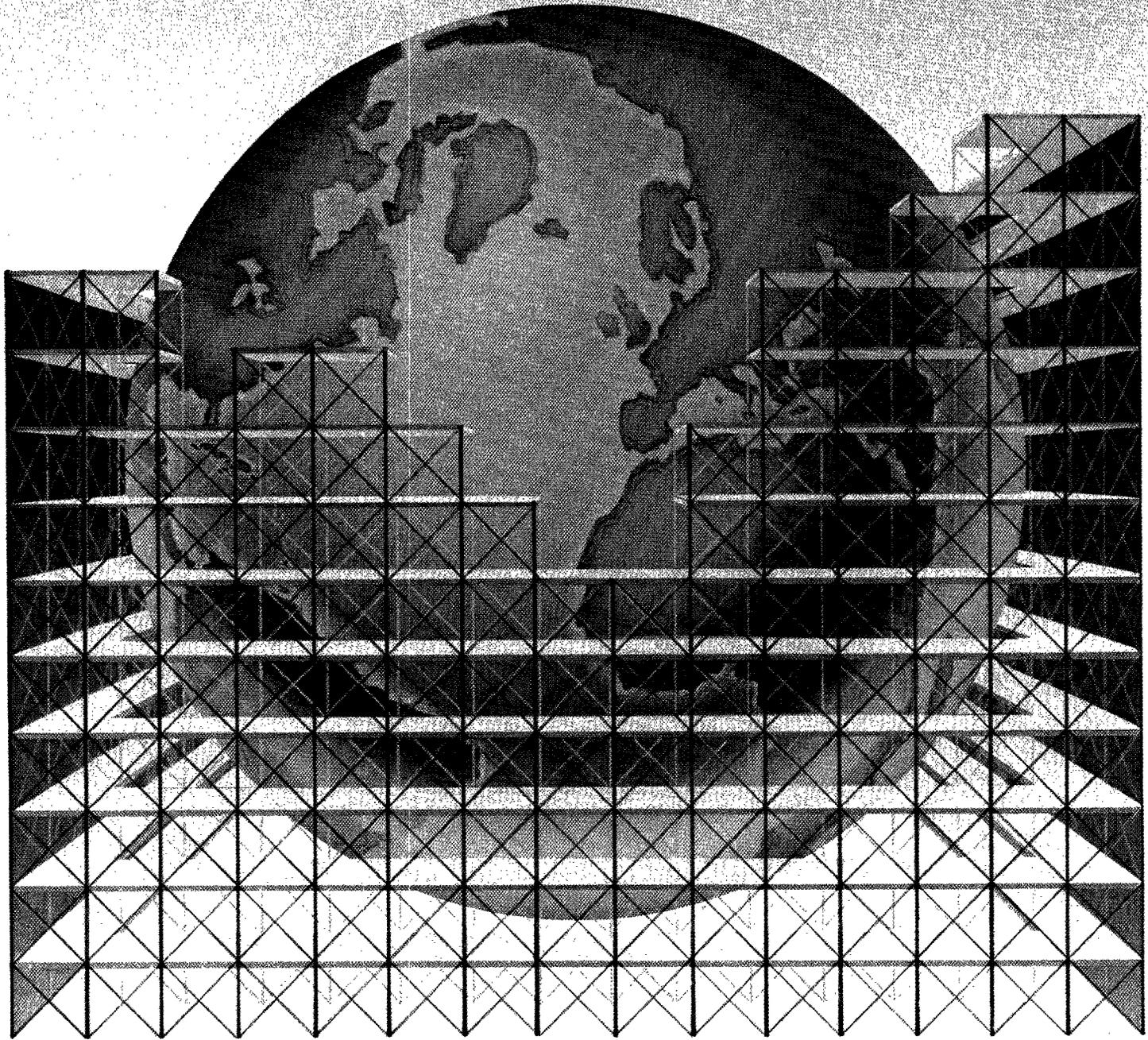


SFI

Société Financière Internationale

20793



Rapport Annuel 1990

OBJECTIFS DE LA SFI

La Société financière internationale (SFI) est une institution multilatérale de développement. Créée en 1956, elle est affiliée à la Banque mondiale et a pour objectif de stimuler la croissance économique de ceux de ses membres qui sont des pays en développement en encourageant l'expansion des investissements productifs privés. Les 135 pays—industrialisés et en développement—qui ont souscrit à son capital, déterminent en commun sa politique et ses activités par l'entremise de son Conseil d'administration.

La SFI réunit les financements, l'assistance technique et les compétences en matière de gestion qui sont nécessaires pour tirer parti des possibilités d'investissement offertes par les pays en développement. Sans bénéficier de garanties gouvernementales, elle accorde des prêts à long terme et fait des investissements en capital en faveur d'entreprises privées qui peuvent difficilement mobiliser des fonds à des conditions raisonnables auprès d'autres sources. Les types d'assistance financière qu'elle dispense sont conçus de façon à répondre aux besoins particuliers de sociétés qui sont ses clients. Pour le financement des projets auxquels elle participe, elle mobilise des ressources additionnelles auprès d'autres investisseurs et bailleurs de fonds. Dans toutes ses activités, la SFI cherche à obtenir des conditions équitables pour les investisseurs du secteur privé et utilise son statut d'institution multilatérale pour faciliter la conclusion d'accords satisfaisants entre investisseurs locaux et étrangers, bailleurs de fonds, emprunteurs et organismes gouvernementaux compétents.

La Société encourage également les flux de capitaux privés locaux et étrangers en créant des institutions financières et des marchés de capitaux dans les pays en développement ou en renforçant ceux qui existent. Elle offre une assistance technique aux gouvernements de ses pays membres pour les aider à créer un climat propice à l'investissement privé.

FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE

	1990	1989
Nouveaux investissements approuvés*	122	92
Total des investissements (brut)	\$ 2,2 milliards	\$ 1,7 milliard
Investissements nets pour le compte de la SFI	\$ 1,5 milliard	\$ 1,3 milliard
Coût total des projets	\$ 9,4 milliards	\$ 9,7 milliards
Engagements nets pour le compte de la SFI	\$ 1,0 milliard	\$ 1,2 milliard
Décaissements nets pour le compte de la SFI	\$ 1,0 milliard	\$ 870 millions
Bénéfice net	\$ 157,0 millions	\$ 196,5 millions
Capital libéré	\$ 1,1 milliard	\$ 948 millions
Bénéfices cumulés	\$ 792 millions	\$ 635 millions
Emprunts au cours de l'exercice	\$ 799 millions	\$ 845 millions
Total du portefeuille de prêts et de participations décaissés pour le compte de la SFI	\$ 3,6 milliards	\$ 2,8 milliards
* Les totaux comprennent 12 projets du Fonds pour l'entreprise en Afrique pour l'exercice 90 et deux pour l'exercice 89.		

page

- 11 Le volume des investissements approuvés a atteint un niveau record.
- 15 Le bénéfice net n'a été plus élevé qu'une seule fois depuis la création de la SFI.
- 4 La SFI est prête pour un nouveau programme d'action de grande envergure en Europe de l'Est.
- 37 La SFI a syndiqué un volume record de participations à ses prêts auprès de banques commerciales.
- 6 La SFI a formellement institué l'examen des dimensions écologiques de ses projets.
- 17 La SFI a lancé une émission de 300 millions de dollars d'euro-obligations qui constitue son plus gros emprunt à ce jour.
- 38 La SFI a lancé un nouvel instrument, l'Ouverture de crédit multipays pour le financement des petites et moyennes entreprises.

Sigles

AMGI	Agence multilatérale de garantie des investissements
AMSCo	Société de services de gestion pour l'Afrique
ANASE	Association des nations de l'Asie du Sud-Est
APDF	Service de promotion et de développement des investissements en Afrique
BAfD	Banque africaine de développement
BID	Banque interaméricaine de développement
BIRD	Banque internationale pour la reconstruction et le développement (Banque mondiale)
EMDB	Base de données des marchés naissants
CE	Communauté européenne
CPDF	Service de promotion et de développement des investissements aux Caraïbes
DEG	Société financière allemande pour les investissements dans les pays en développement
FEA	Fonds pour l'entreprise en Afrique
FIAS	Service-conseil pour l'investissement étranger
FMI	Fonds monétaire international
IDA	Association internationale de développement
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
SFI	Société financière internationale
SPPF	Service de promotion et de développement des investissements dans le Pacifique Sud
USAID	Agence des Etats-Unis pour le développement international

Abréviations

CET	Construction-exploitation-transfert
Ex.	Exercice
LIBOR	Taux interbancaire moyen des eurodollars à Londres
PIB	Produit intérieur brut
PNB	Produit national brut

Notes et définitions

1. L'exercice de la SFI va du 1er juillet au 30 juin. L'exercice 90 (Ex. 90) a ainsi commencé le 1er juillet 1989 et s'est terminé le 30 juin 1990.
2. L'appellation Banque mondiale englobe la BIRD et l'IDA. Le Groupe de la Banque mondiale comprend la Banque mondiale, la SFI et l'AMGI. Dans le présent rapport, la SFI est parfois appelée la Société.
3. Les montants des investissements sont généralement indiqués en dollars des Etats-Unis, indépendamment de la (ou des) monnaie(s) de l'investissement, sur la base du taux de change en vigueur au 30 juin 1990.
4. Les chiffres indiqués dans le présent rapport et concernant les investissements peuvent s'appliquer aux :
 - a) *Approbatons* Prêts, investissements en capital et en quasi fonds propres, garanties, accords de confirmation, et engagements de souscription approuvés durant l'exercice 90.
 - b) *Engagements* Prêts, investissements en capital et en quasi fonds propres, et engagements de souscription pour lesquels des accords ont été signés par la SFI et les promoteurs de projets durant l'exercice 90.
 - c) *Décaissements* Prêts, investissements en capital et en quasi fonds propres, et engagements de souscription pour lesquels les décaissements ont été effectués durant l'exercice 90.
5. Les chiffres cités dans le présent Rapport peuvent s'appliquer à des investissements nets ou bruts :
 - a) *Investissement net* Montant prêté ou investi pour le propre compte de la SFI, y compris les garanties et les accords de confirmation, mais compte non tenu des fonds fournis par d'autres parties ou des engagements de souscription.
 - b) *Investissement brut* Investissement total, y compris les prêts et les investissements en capital et en quasi fonds propres de la SFI, les fonds fournis par d'autres investisseurs et prêteurs, les garanties, les accords de confirmation, et les engagements de souscription.
6. Dans certains tableaux, les chiffres ayant été arrondis, il se peut que les totaux s'écartent de la somme de leurs composantes.

TABLE DES MATIERES

Lettre aux membres du Conseil des Gouverneurs	2
Bilan de l'exercice	3
Climat de l'investissement	7
Rapport d'activité	11
Aperçu des investissements	11
Portefeuille	13
Résultats financiers	15
Rapports régionaux	19
Afrique	19
Asie	22
Europe et Moyen-Orient	26
Amérique latine et Caraïbes	29
Marchés financiers	33
Services de gestion financière des entreprises	36
Autres opérations	37
Syndicats de financement	37
Service de promotion et de développement des investissements en Afrique	40
Société de services de gestion pour l'Afrique	41
Service de promotion et de développement des investissements aux Caraïbes	41
Programme énergétique	42
Service-conseil pour l'investissement étranger	44
Service de promotion et de développement des investissements dans le Pacifique Sud	45
Assistance technique et transfert de technologie	45
Gestion du personnel et administration	47
Etats financiers	49
Appendices	59
<i>Encadrés</i>	
L'environnement—Etude de cas	6
Le Fonds pour l'entreprise en Afrique	21
Ouvertures de crédit multipays	38
Exemples de projets de l'APDF	40
Le projet d'exploration et d'exploitation de Meleiha	43
Les activités du FIAS en Europe de l'Est	44
Projets d'assistance technique	46

Société Financière Internationale

Rapport annuel
1990

SFI

Le 7 août 1990

AUX MEMBRES DU CONSEIL DES GOUVERNEURS,

Le Conseil d'administration de la Société financière internationale a préparé ce Rapport annuel pour l'exercice prenant fin le 30 juin 1990 conformément aux Statuts de la Société. M. Barber B. Conable, Président de la Société et Président du Conseil d'administration, a soumis ce Rapport ainsi que les états financiers vérifiés au Conseil des Gouverneurs.

Le Conseil d'administration a le plaisir d'annoncer que, durant l'exercice 90, la SFI a poursuivi l'expansion de ses activités d'investissement et de ses services consultatifs dans ses pays membres en développement tout en consolidant sa position financière.

Le Conseil tient à remercier le personnel de la SFI pour sa contribution à la poursuite du succès des opérations de la Société durant cette année.

Conseil d'administration

Administrateurs

Ibrahim A. Al-Assaf
Fawzi Hamad Al-Sultan
Paul Arlman
Mourad Benachenhou
J.S. Baijal
Gerhard Boehmer
Cesare Caranza
E. Patrick Coady
Jacques de Groot
J.S.A. Funna
Jonas H. Haralz
Jean-Pierre Landau
Chang-Yuel Lim
André Milongo
Raymundo Morales
David Peretz
Jorge Pinto
Frank Potter
Masaki Shiratori
Vibul Aunsnunta
Eduardo Wiesner
Zhang Junyi

Suppléants

Abdulaziz Al-Sehail
Mohamed W. Hosny
Cvitan Dujmovic
Salem Mohamed Omeish
M. Mustafizur Rahman
Bernd Esdar
Fernando S. Carneiro
Mark T. Cox, IV
Bahar Sahin
Jabez A. Langley
Jorunn Maehlum
Stéphane Pallez
Robert G. Carling
Jean-Pierre Le Boudier
Felix Alberto Camarasa
Robert Graham-Harrison
Silvia Charpentier
Clarence Ellis
Yukio Yoshimura
Le Van Chau
Pedro Sampaio Malan
Jin Lique

BILAN DE L'EXERCICE

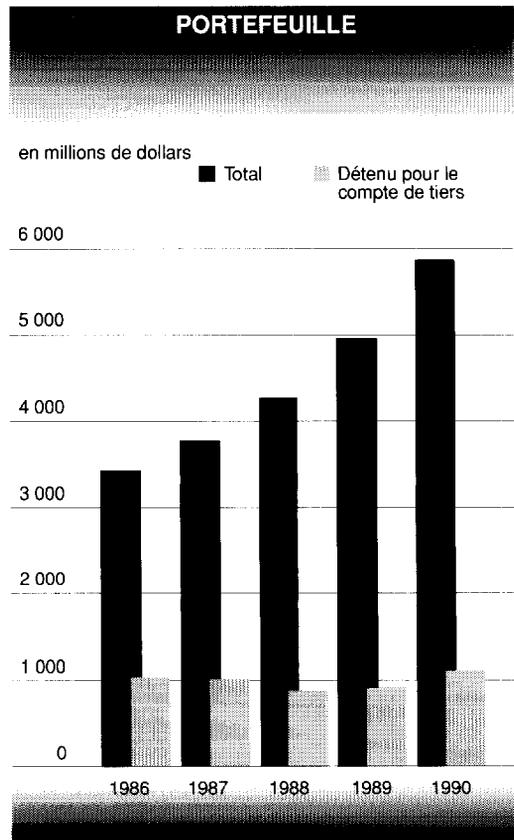
L'exercice clos le 30 juin 1990 a été marqué dans l'ensemble par la poursuite de la croissance des activités de la SFI, qui a permis à la Société d'accroître son impact sur le développement de bon nombre de ses pays membres. Dans ses trois principaux domaines d'activité—le financement de projets, la mobilisation de fonds auprès d'autres sources et la fourniture de services consultatifs—elle a atteint des niveaux records. En même temps, un certain nombre d'initiatives nouvelles ont été lancées, et la Société a encore renforcé sa position financière.

Le Conseil d'administration de la Société a approuvé de nouveaux investissements pour le compte propre de la SFI représentant un total de 1,5 milliard de dollars—16 % de plus qu'au cours de l'exercice 89—et portant sur 122 projets du secteur privé entrepris dans 38 pays. Les décaissements effectués par la SFI pour son propre compte au cours de l'exercice 90 ont atteint le montant de 1,0 milliard de dollars, soit un accroissement de 15 %, et le portefeuille des investissements décaissés et non remboursés a augmenté, atteignant 3,6 milliards de dollars à la fin de l'exercice. Le nombre des sociétés dans lesquelles la SFI détient des investissements sous forme de prêts ou de participations est passé de 468 à 495.

Par sa participation, la SFI contribue à mobiliser des fonds auprès d'autres sources pour de solides projets dans le secteur privé; cet effet catalytique représente un aspect important du rôle de la SFI en faveur du développement. Au cours de l'exercice 90, le coût total des projets financés par la SFI a été de 9,4 milliards de dollars, soit environ le même que durant l'exercice 89. Autrement dit, pour chaque dollar investi par la SFI, les projets ont reçu en moyenne 5,2 dollars d'autres bailleurs de fonds et investisseurs. Cette proportion est inférieure à celle atteinte au cours de l'exercice 89, mais elle est supérieure à la moyenne réalisée sur les années 1985–89, qui était de 4,5 dollars. Les fonds mobilisés directement par la SFI par le biais de syndicats de financement, d'engagements de souscription et de placements de titres par voie privée ont atteint le niveau record de 1,0 milliard de dollars.

La SFI mobilise également des fonds sur les marchés internationaux des capitaux. Au cours de l'exercice 90, elle a joué un rôle déterminant dans le montage et le lancement de 11 fonds-pays (y compris un fonds de conversion de dette en fonds propres), ainsi que dans une offre internationale de participation dans une entreprise privée chilienne. Ces offres internationales de titres ont permis de réunir plus de 1 milliard de dollars pour des investissements en capital dans des sociétés de pays en développement, avec un apport minime ou sans aucun apport financier de la SFI.

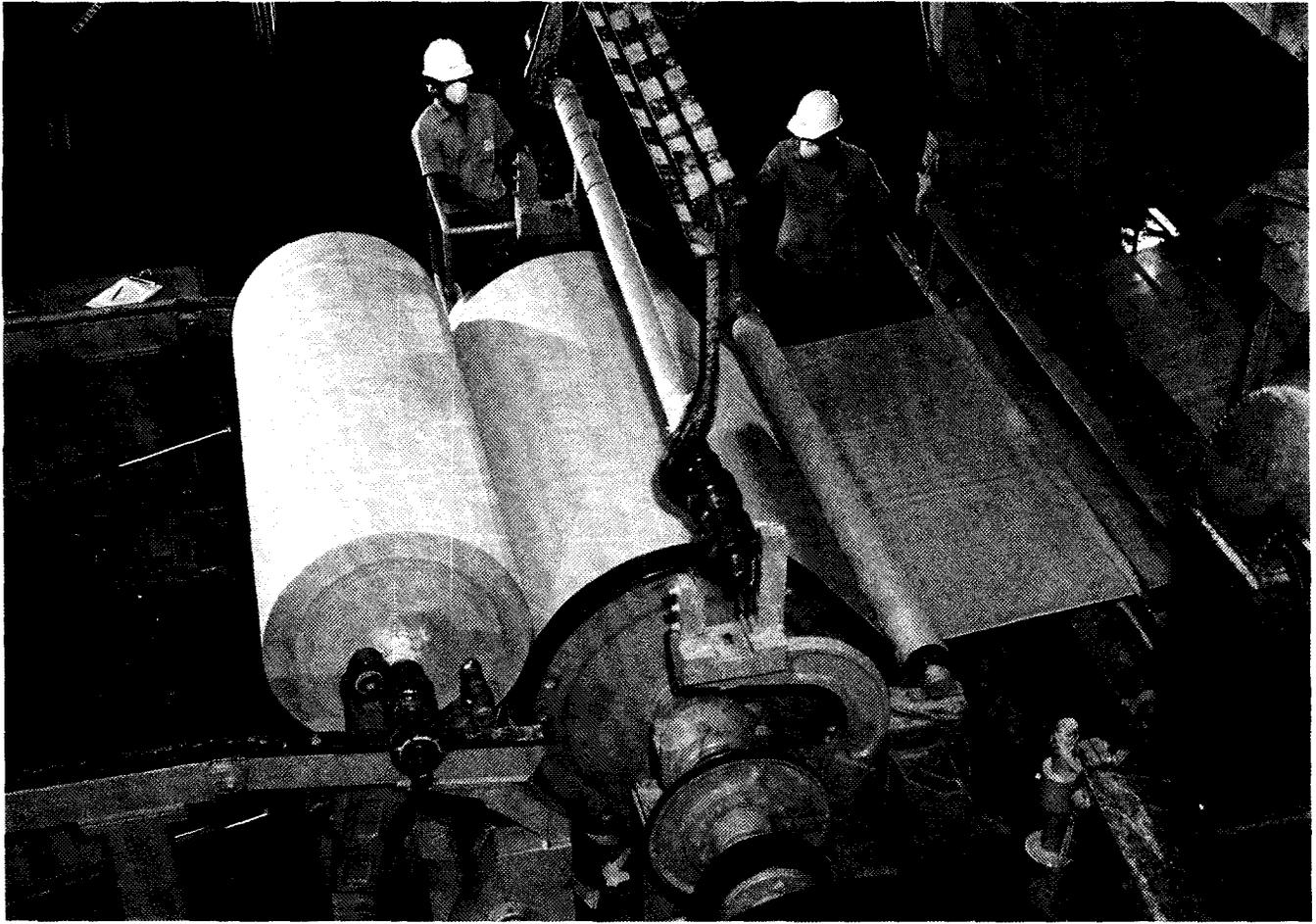
L'exercice 90 a également été marqué par une ampleur et une diversité accrue des services consultatifs dispensés aux clients des secteurs public et privé. Ces services, qui ont pris, au cours de ces dernières années, une place de plus en plus importante dans les activités en faveur du développement de la SFI, ont porté principalement sur les questions de privatisation, de restructuration d'entreprises et de développement



des marchés financiers. A la fin de l'exercice, la SFI traitait plus de 50 cas de prestation de services consultatifs dans 30 pays. Le revenu provenant de ses commissions de services a atteint 17 millions de dollars.

Le bénéfice net de la Société pour l'exercice 90, soit 157 millions de dollars, a été plus élevé que prévu, quoique inférieur au chiffre exceptionnel de l'exercice précédent. Le portefeuille est resté solide. Les revenus tirés des intérêts, dividendes et commissions ont tous atteint des niveaux records et, comme prévu, les plus-values réalisées, de 91 millions de dollars, ont été substantielles sans atteindre pour autant leur niveau de l'exercice 89. Malgré les ventes qui ont permis de réaliser ces gains, on estime que la valeur des plus-values non réalisées sur le portefeuille de participations de la Société était plus élevée à la fin de l'exercice 90 qu'à la fin de l'exercice 89. Le taux de rentabilité du portefeuille de participations de la Société (net des réserves) au cours de l'exercice 90 a été de 25,9 %.

Grâce à la libération de parts supplémentaires de capital et aux bénéfices non redistribués au cours de l'exercice, la valeur nette de la SFI a augmenté, atteignant 1,9 milliard de dollars le 30 juin 1990, contre 1,6 milliard de dollars à la fin de l'exercice 89. Les ratios financiers de la Société sont restés solides. Le volume total de ses emprunts au cours de l'exercice 90 a été de 799 millions de dollars, soit légèrement inférieur à celui de l'exercice 89, mais composé dans une plus forte proportion (81 %) d'emprunts sur les marchés internationaux. La SFI a utilisé principalement ses emprunts à la Banque mondiale pour financer ses prêts à taux fixes.



La SFI a effectué deux investissements dans la Scott Paper Company of Costa Rica, S.A., le plus gros fabricant de papier mousseline d'Amérique centrale.

En mai 1990, la SFI s'est tournée vers le marché des euro-obligations, sur lequel elle a lancé son plus gros emprunt à ce jour, une émission de 300 millions de dollars à cinq ans pour laquelle la Deutsche Bank Capital Markets Ltd. a joué le rôle de chef de file. Le succès de cette émission a renforcé la Société dans la poursuite de l'objectif qu'elle s'était fixé de devenir un emprunteur régulier et de premier rang sur les marchés d'obligations, avec l'appui de la cotation AAA attribuée à ses émissions d'obligations à long terme en juin 1989.

Pendant l'exercice, le Conseil des Gouverneurs a approuvé l'octroi d'allocations supplémentaires de 37 570 parts à la République de Corée, à la France, à l'Inde, à l'Italie et au Japon. Ce dernier deviendra ainsi le deuxième actionnaire de la SFI après les Etats-Unis, tandis que la République fédérale d'Allemagne occupera le troisième rang, que la France et le Royaume-Uni se partageront la quatrième place et que le Canada, l'Inde et l'Italie viendront à égalité en sixième place.

Deux pays sont devenus membres de la SFI au cours de l'exercice 90. L'Angola a adhéré à la Société en septembre 1989 et le Cap-Vert en mai 1990, portant le nombre total des membres de la Société à 135 pays. La Namibie, la Roumanie, la Suisse et la Tchécoslovaquie ont présenté des demandes d'adhésion.

L'expansion générale des activités de la SFI s'explique par la tendance mondiale à évoluer vers des politiques de marché et à encourager le secteur privé. Un certain nombre de pays en développement qui entreprennent aujourd'hui des programmes d'ajustement attendent du secteur privé et de l'investissement privé qu'ils donnent la principale impulsion à la croissance économique, et certains d'entre eux se sont lancés dans des programmes de privatisation.

Au cours de l'exercice 90, l'Europe de l'Est est devenue une région de grande importance, nécessitant une attention accrue de la part de la SFI pour appuyer les réformes qui y sont entreprises. La SFI est bien placée pour dispenser des conseils sur les problèmes pratiques de la transition vers l'économie de marché. En Hongrie et en Pologne, elle fournit à présent des conseils sur tout un ensemble de questions aux institutions gouvernementales participant au processus de réforme économique et financière, et elle s'est lancée dans un programme d'investissements, principalement dans des entreprises communes, dans ces pays.

Au sein de la SFI, un nouveau Département des investissements, Europe, concentre ses efforts sur l'Europe de l'Est et l'Europe méridionale. La Société a également l'intention de collaborer, avec la nouvelle Banque européenne

pour la reconstruction et le développement, à l'expansion du secteur privé en Europe de l'Est.

La SFI s'est également dotée d'un nouveau département tourné plus particulièrement vers le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, où ses investissements ont connu une croissance médiocre au cours de ces dernières années.

Le volume net des investissements approuvés en Afrique a progressé de 50 % au cours de l'exercice 90, atteignant ainsi un niveau record. La SFI a approuvé des investissements substantiels dans des projets de mise en valeur des ressources naturelles, notamment dans certains pays où le climat des investissements a bénéficié de réformes économiques privilégiant le secteur privé. La Société a continué d'aider les petites et moyennes entreprises en Afrique subsaharienne. Douze investissements ont été effectués dans de telles entreprises par l'entremise du Fonds pour l'entreprise en Afrique. Avec le personnel en place, ce programme devrait se développer considérablement. L'aide du Service de promotion et de développement des investissements en Afrique (APDF) est restée très demandée; pendant l'exercice, le Conseil a ap-

prouvé l'octroi d'une contribution de la SFI pour le renouvellement et l'expansion de l'APDF.

Favorisées par la persistance d'un climat favorable à l'investissement privé, les approbations d'investissement en Asie ont progressé de 81 %. Le programme de la SFI pour l'exercice 90 comprenait de gros investissements industriels en Asie de l'Est et des investissements dans le secteur énergétique en Asie du Sud. Inspirée par le succès des Services de promotion et de développement des investissements en Afrique et dans les Caraïbes, la SFI vient de créer un service similaire pour le Pacifique Sud.

La part des nouveaux investissements consacrée à l'Amérique latine et aux Caraïbes, qui était supérieure à 50 % depuis quelques années, a été plus faible au cours de l'exercice 90, mais la Société conserve un rôle très important dans cette région. Des investissements ont été approuvés dans un certain nombre de grands projets au Brésil, au Chili, au Mexique et au Venezuela, et la Société a réussi à mobiliser des fonds pour certains d'entre eux auprès de sources internationales, en partie par la vente de participations à certains

ACTIVITES ET SITUATION FINANCIERE DES DIX DERNIERES ANNEES

(en millions de dollars)

Exercice	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990
OPERATIONS										
Investissements détenus par la SFI										
Nombre d'entreprises	314	333	341	349	366	377	409	454	468	495
Prêts	1 374	1 551	1 588	1 644	1 748	2 001	2 347	2 848	3 472	4 068
Prises de participation	273	284	294	346	368	386	409	526	573	684
Total	1 647	1 835	1 882	1 990	2 116	2 387	2 756	3 374	4 045	4 752
Décaissements										
Pour le compte de la SFI	292	246	228	238	266	325	328	762	870	1 001
Pour le compte d'autres investisseurs	295	284	146	143	84	140	166	110	207	125
Total	587	530	374	381	350	465	493	872	1 077	1 126
Engagements										
Pour le compte de la SFI	347	300	218	355	354	513	742	1 098	1 207	1 027
Pour le compte d'autres investisseurs	390	80	115	415	127	168	255	63	314	337
Total	737	380	333	770	481	681	997	1 161	1 521	1 574
Investissements approuvés										
Nombre de projets	56	65	58	62	75	85	92	95	92 ¹	122 ²
Montant (brut)	811	612	845	696	937	1 156	920	1 270	1 710	2 201
Coût total des projets	3 340	2 936	2 894	2 473	2 768	3 588	4 343	5 010	9 698	9 377
RESSOURCES ET REVENUS										
Capitalisation										
Emprunts	509	531	536	583	825	1 223	1 581	2 047	2 255	3 580
Capital libéré	392	497	544	544	546	602	722	850	948	1 072
Résultats cumulés	159	181	204	230	258	284	338	438	635	792
Bénéfices										
Bénéfice net	19,5	21,6	23,0	26,3	28,3	25,4	53,8	100,6	196,5	157,0

1. Ce montant inclut deux projets du Fonds pour l'entreprise en Afrique.

2. Ce montant inclut 12 projets du Fonds pour l'entreprise en Afrique.

de ses prêts, favorisant ainsi le retour des banques commerciales à des activités de financement du développement en Amérique latine. La SFI a également dispensé des services consultatifs et financiers, assurant notamment ses premières intermédiations dans des swaps de monnaies pour le compte de deux banques latino-américaines.

La SFI a renforcé son aide aux petites et moyennes entreprises au cours de l'exercice 90. Elle a approuvé 10 ouvertures de crédit à des intermédiaires financiers pour l'octroi de prêts à des projets trop petits pour justifier une assistance directe de sa part, une ouverture de crédits pour la prise de participations, et deux délégations de crédits pour des prêts aux termes desquelles les intermédiaires devront identifier et évaluer de petites et moyennes entreprises et y investir parallèlement à la SFI. Ces projets ont représenté 14 % du volume total brut des approbations. Un nouvel instrument destiné à favoriser les prêts en devises des banques commerciales, l'Ouverture de Crédit multipays, a également été lancé. Trois de ces ouvertures ont été approuvées au cours de l'exercice 90. Dans chaque ouverture il est prévu que la SFI et une banque commerciale fourniront des financements dans des proportions convenues destinés à des projets de petite ou moyenne envergure dans certains pays en développement.

L'évolution du rôle consultatif de la SFI s'est manifestée en janvier 1990 par la conversion du Service de gestion financière des entreprises, créé l'an dernier, en un département à part entière de la Société, pour répondre à la croissance rapide de la demande de services consultatifs liés aux privatisations et aux restructurations d'entreprises. Les activités du Département des marchés financiers se sont considérablement développées : le nombre de projets est passé de 20 à 33 dans toutes les régions du monde. La Division des valeurs mobilières internationales, créée au sein du Département des marchés financiers pour aider les emprunteurs des pays en développement à mobiliser des capitaux sur les marchés boursiers internationaux, a pleinement atteint ses objectifs de recrutement; elle est à présent parfaitement opérationnelle et dispose d'une bonne réserve de projets.

Au cours de l'exercice 90, la SFI a accordé une plus grande attention à la protection de l'environnement. Elle s'est dotée de procédures formelles pour l'examen des questions d'environnement. Pour avoir droit à un financement de la SFI, les projets doivent être conformes aux exigences écologiques du pays hôte et aux directives de la Banque mondiale. Au cours de l'exercice 90, le Conseiller de la SFI pour l'environnement a examiné une centaine de propositions de projet. Une fois que les projets auront été exécutés, la SFI s'assurera qu'ils continuent à se conformer aux règles de protection de l'environnement. La Société a également entrepris d'étudier la possibilité de promouvoir et de financer la production, par le secteur privé, de biens et de services pour la défense de l'environnement dans les pays en développement.

Au cours de l'exercice 90, la SFI a ouvert une nouvelle mission régionale au Pakistan (Islamabad). De nouvelles missions ont été ouvertes au début de l'exercice 91 au Brésil (Sao Paulo), au Cameroun (Douala) et au Zimbabwe (Harare).

L'environnement—Etude de cas

Au cours de l'exercice, la SFI a achevé une évaluation des aspects écologiques d'un projet, approuvé pendant l'exercice 89, de réouverture d'une mine d'or fermée depuis 1955 dans la concession de Bogosu, au Ghana. Le minerai sera extrait à ciel ouvert, au rythme de 900 000 tonnes par an, et traité sur place.

L'examen par la SFI des conséquences de ce projet sur l'environnement a été décidé à la suite de visites sur les lieux par les membres de son personnel et d'une évaluation écologique effectuée par le promoteur, la Canadian Bogosu Resources Limited (CBRL), conformément aux lois en vigueur au Ghana. Il a été constaté que ce projet posait un certain nombre de problèmes d'environnement et de problèmes sociaux :

- récupération du trioxyde d'arsenic des gaz qui se dégagent du four de grillage;
- émissions d'anhydride sulfureux du four de grillage;
- manipulation et traitement des résidus;
- remise en état des mines et des aires d'évacuation des résidus;
- incidence sur les ressources locales en eau;
- réimplantation d'environ 200 familles; et
- santé des travailleurs et mesures de sécurité.

Etant donné les problèmes particulièrement délicats posés par ce projet, les fonctionnaires de la SFI ont travaillé en étroite collaboration avec le promoteur, la CBRL, et ses consultants pendant la préparation de l'évaluation des effets de ce projet sur l'environnement. La SFI a examiné les projets d'étude et la documentation relative à toutes les questions identifiées. A la suite de cet examen et du dialogue entre la SFI et le promoteur, un plan détaillé de suivi et d'atténuation des effets du projet sur l'environnement a été inclus dans l'évaluation définitive. La CBRL surveillera les effluents liquides, les émissions des cheminées et la qualité de l'air ambiant, et elle est également convenue d'installer des équipements supplémentaires antipollution si les résultats ne sont pas conformes aux directives de la Banque mondiale. En outre, le plan de suivi traite des modifications apportées à l'utilisation des terres, de la végétation et de la qualité des eaux de surface et des eaux souterraines. Des rapports annuels de suivi permettront à la SFI de veiller au respect constant des directives de la Banque mondiale.

La CBRL a affecté au projet un responsable à plein temps de l'environnement. L'une des premières tâches de ce responsable a été d'élaborer un plan de santé et de sécurité pour les travailleurs, qui sera examiné par la SFI. La CBRL travaille en outre à la préparation de plans détaillés pour la sécurité de la manipulation, du stockage et de la commercialisation du trioxyde d'arsenic récupéré.

La demande d'aide financière et de services de la SFI reste forte, et tout semble indiquer qu'elle augmentera au cours des années 90, à mesure qu'augmentera le nombre des pays qui confieront au secteur privé le soin de mener l'effort d'expansion de leur économie. Toutefois, le rythme d'expansion des investissements de la SFI sera en partie fonction de son capital. A la fin de l'exercice, ses actionnaires ont mis la question d'une augmentation du capital de la SFI à leur ordre du jour.

CLIMAT DE L'INVESTISSEMENT

Climat des affaires

Les pays industrialisés ont connu en 1989 leur septième année consécutive d'expansion. La croissance a été de 3,4 %, en baisse par rapport aux 4,5 % de 1988. Contrairement aux années précédentes, les courbes de croissance de ces pays ont commencé à diverger. La croissance de l'économie a enregistré un ralentissement aux Etats-Unis, passant de 4,4 % en 1988 à 3,0 % en 1989, alors qu'elle s'est accélérée en France et en Allemagne fédérale. L'économie japonaise a également commencé à progresser très rapidement après le milieu de l'année.

L'expansion s'est poursuivie, stimulée en grande partie par l'investissement. Les investissements des entreprises se sont accélérés en Allemagne, en France et en Italie et sont restés à des niveaux élevés au Japon; mais ils se sont ralentis aux Etats-Unis où la hausse des coûts a provoqué un rétrécissement des marges bénéficiaires. Le maintien d'un niveau élevé de l'investissement dans les pays industrialisés est l'une des principales causes de l'expansion ininterrompue du volume des échanges internationaux, qui, selon les estimations, auraient atteint 6,8 % en 1989 (après une croissance de 9 % en 1988). Toutefois, le ralentissement de l'économie américaine a entraîné un fléchissement des exportations des produits manufacturés des pays en développement vers le marché américain, et laisse prévoir une intensification prochaine de la concurrence entre ces pays.

Les cours de nombreux produits de base ont commencé à s'affaiblir en 1989, sous l'effet du ralentissement de la croissance économique et de l'augmentation de l'offre. Les cours de l'étain, du nickel et de l'aluminium ont enregistré des baisses particulièrement fortes, de même que les prix de certains produits industriels clés comme le méthanol, le propylène et l'éthylène. Les cours du cacao et du café ont poursuivi leur déclin. Par contre, les producteurs de céréales et de sucre ont obtenu de bons résultats et les prix de l'acier et du ciment se sont maintenus. Les cours du pétrole sont remontés par rapport à leurs niveaux de 1988.

Le volume des apports de capitaux aux pays en développement a été plus faible que celui de leurs sorties, de sorte que l'année a été une fois de plus marquée pour ces pays par un transfert de ressources négatif. Les taux d'intérêt réels ont commencé à monter vers la fin de 1989 et se sont maintenus à leur niveau plus élevé jusqu'au milieu de 1990. Cette hausse des taux d'intérêt a eu pour effet d'alourdir le fardeau du service de la dette des pays débiteurs.

Le taux de croissance des pays en développement considérés globalement enregistré en 1989 a été le plus bas depuis 1983 : 3,5 % contre 5,5 % en 1988. Ce ralentissement est imputable essentiellement à l'Asie, et notamment à la Chine, à la République de Corée et à l'Inde, où le taux de

croissance est tombé, tout en restant élevé par rapport aux niveaux internationaux. Les pays de l'ANASE continuent à enregistrer une croissance vigoureuse. En Amérique latine, le taux d'expansion est resté stable mais très bas (1,5 %), entraînant un recul du PIB par habitant. Les taux de croissance de l'Europe de l'Est et du Moyen-Orient ont eux aussi décliné. La croissance de l'Afrique subsaharienne a enregistré une certaine reprise, passant de 2,8 % en 1988 à 3,2 % en 1989, mais ce taux d'expansion suffit à peine à tenir le rythme de l'accroissement de la population.

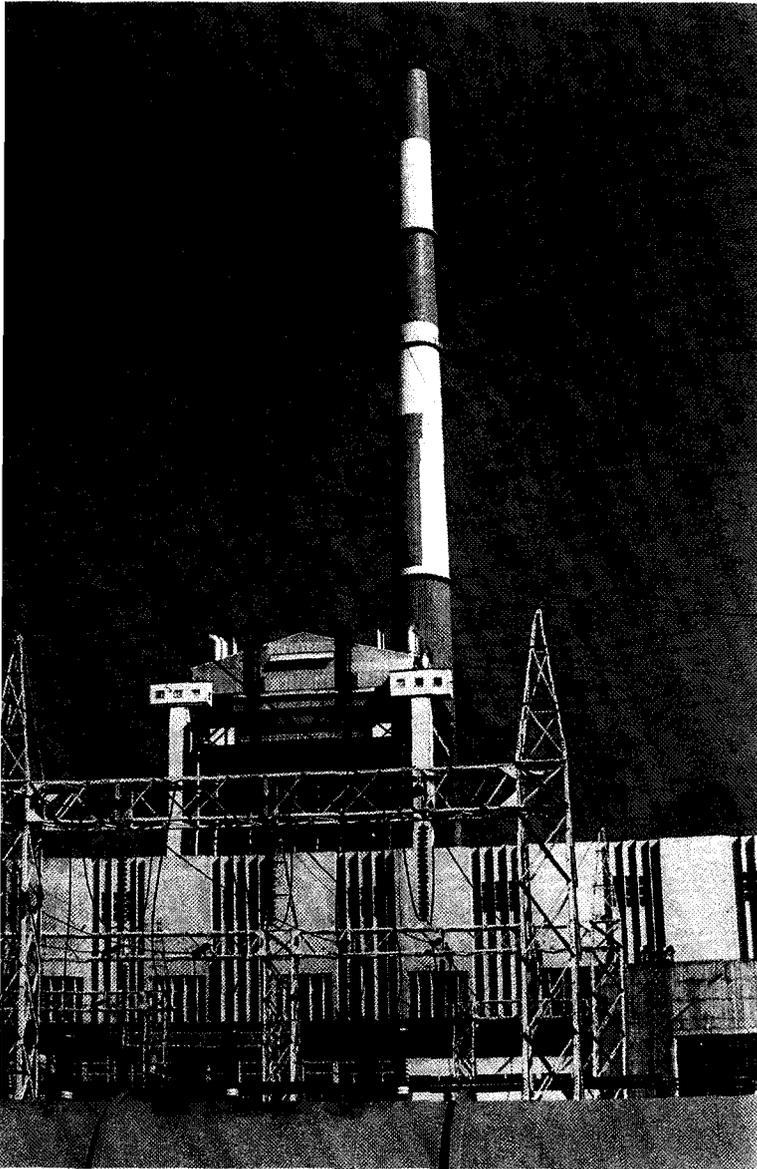
Le ralentissement de la croissance des pays industrialisés a eu certaines répercussions sur la performance économique des pays en développement, mais l'inflation demeure la principale cause de la faible croissance de ces derniers. Les efforts de stabilisation ont freiné la croissance de la demande intérieure de pays aussi divers que la Chine, l'Inde et la Turquie. Dans d'autres pays, par exemple en Argentine et en Pologne, la croissance s'est heurtée à l'accélération de l'inflation en 1989.

Les perspectives à court terme diffèrent d'un pays en développement à un autre. En Asie, les perspectives d'expansion sont particulièrement encourageantes en Indonésie, en Malaisie et en Thaïlande; ces pays ont créé des conditions très favorables à l'initiative privée, ce qui se traduit par des augmentations sans précédent de l'investissement étranger direct. Ailleurs en Asie, notamment en Chine et en Inde, les efforts de stabilisation et les contraintes financières limiteront l'expansion.

On prévoit une modeste amélioration de la croissance pour l'ensemble de l'Afrique subsaharienne, à mesure que les efforts d'ajustement structurel commenceront à porter leurs fruits, mais le faible niveau de l'investissement privé et la pénurie de devises continueront à limiter gravement la performance de la plupart des pays.

En Amérique latine, les vigoureux efforts de stabilisation et d'ajustement entrepris par le Mexique commencent à laisser apparaître une augmentation de l'investissement privé. L'an dernier, l'économie chilienne a progressé de 10 %, ce qui est l'une des meilleures performances mondiales, et elle devrait continuer à croître à des taux satisfaisants. Ailleurs dans la région, les perspectives sont moins encourageantes; les gouvernements poursuivent leur lutte contre l'inflation, et le processus d'ajustement structurel ne fait que commencer.

Il est fort probable que les transformations spectaculaires intervenues en Europe de l'Est auront des répercussions sur les pays en développement des autres régions. Un certain nombre d'entreprises des pays en développement craignent de perdre leur part de marché sous l'effet de la concurrence des entreprises hongroises, polonaises et tchécoslovaques, à mesure qu'augmenteront les investissements étrangers en Europe de l'Est et que les pays de cette région restructureront leur économie, développeront leurs exportations et seront susceptibles de bénéficier d'un régime préférentiel auprès des pays de la Communauté européenne. Toutefois, la demande des consommateurs en Europe de l'Est entraînera vraisemblablement un accroissement des importations



La SFI a accordé un deuxième prêt aux Tata Electric Companies, qui alimentent Bombay et ses environs en électricité.

de biens manufacturés aussitôt que les avoirs en devises le permettront. Cette croissance de la demande bénéficiera aux fournisseurs concurrents des autres régions en développement.

En résumé, la croissance des pays en développement a été faible l'an dernier, et il est peu probable que cette situation s'améliore beaucoup, en raison en partie des efforts de stabilisation et d'ajustement structurel. Par ailleurs, la croissance a commencé à fléchir aux Etats-Unis.

Conséquences pour les entreprises des pays en développement

Ce ralentissement a eu de profondes répercussions sur l'activité économique des pays en développement. La persistance des problèmes de stabilisation et des déficits du secteur public freine le développement des marchés des capitaux et rend difficile pour les entreprises le financement de leurs investissements. Trop souvent, il est impossible de trouver un financement à moyen ou à long terme, ce qui oblige les entreprises à recourir à des emprunts à court terme. Les besoins de ressources des gouvernements et la lutte contre l'inflation poussent les taux d'intérêts réels à des niveaux tels que très peu de projets d'investissement peuvent être viables. En Argentine et au Brésil, les mesures prises par les gouvernements pour résoudre leurs problèmes d'endettement intérieur, aussi nécessaires qu'elles soient pour lutter contre l'inflation, freinent encore davantage la croissance des marchés des capitaux. Les politiques de stabilisation qui restreignent la croissance de la demande intérieure limitent en même temps la croissance des marchés intérieurs pour les entreprises. Dans le cas de biens non échangeables ou de produits qui ne peuvent être exportés à profit, ces politiques ont provoqué de graves difficultés pour de nombreuses entreprises. Les producteurs de biens exportables peuvent réorienter leurs ventes vers les marchés internationaux, mais la transition n'est pas toujours facile.

L'importance des échanges commerciaux pour les entreprises des pays en développement

Pendant les années 80, le commerce international a pris une importance vitale pour les entreprises des pays en développement. Le marché mondial des biens manufacturés a connu une expansion rapide : en l'espace d'une décennie, les exportations de biens manufacturés des pays en développement vers les trois grands marchés de l'OCDE—la CE, le Japon et les Etats-Unis—sont passées d'environ 80 milliards à près de 250 milliards de dollars. Bien qu'un petit nombre de pays se taillent une part substantielle de ces échanges, les exportations d'un grand nombre d'autres pays en développement ont enregistré des progrès spectaculaires. Les entreprises dominicaines, indonésiennes, pakistanaïses et turques, entre autres, ont réussi à se créer des marchés d'exportations dans les pays industriels. Les entreprises indonésiennes ont ainsi augmenté leurs exportations à destination des pays industriels d'environ 30 % par an, et les exportations des entreprises industrielles malaisiennes ont progressé d'environ 15 % par an dans les années 80. Les exportations de produits manufacturés de la Hongrie vers le Japon, pratiquement inexistantes en 1980, dépassent actuellement 100 millions de dollars, et celles du Maroc vers la CE augmentent très rapidement.

La gamme de produits s'est également beaucoup diversifiée. Un petit nombre de produits traditionnels, en parti-

culier les textiles, le vêtement et la chaussure, restent extrêmement importants et sont toujours exportés en grandes quantités, même de pays en développement relativement avancés. Pourtant, des produits pratiquement inconnus parmi les exportations des pays en développement il y a seulement dix ans—par exemple, le matériel et les accessoires d'informatique; les machines de bureau; le matériel d'enregistrement et de lecture sonores; les automobiles, les fourgonnettes et les motocycles; ainsi que l'équipement de chauffage et de refroidissement—deviennent d'importants produits d'exportation.

Cet accroissement des échanges commerciaux est dû en grande partie à la nature de plus en plus concurrentielle de l'économie mondiale. Pendant les années 80, les entreprises des pays industriels ont essayé de réduire leurs coûts de production en introduisant certaines innovations, comme les méthodes de production juste à temps, et en mettant au point diverses formules d'achats à l'étranger avec des entreprises de pays en développement. Les entreprises des pays industriels ont rationalisé l'implantation de leurs filiales à l'étranger pour en exporter la production vers leur propre pays ou vers des pays tiers. C'est pourquoi on assiste non seulement à un accroissement des échanges de produits finis, mais aussi à une progression spectaculaire des échanges de pièces détachées, de composants et de sous-ensembles, stimulés en partie par l'investissement étranger direct dans les pays en développement. Avec la hausse des coûts intérieurs, les entreprises des pays nouvellement industrialisés d'Asie de l'Est contribuent également à la croissance du commerce international en installant leurs usines à l'étranger.

C'est en tout premier lieu la croissance rapide de la demande de produits importés aux Etats-Unis pendant les années 80 qui a permis aux exportations des pays en développement de progresser rapidement. Entre 1980 et 1988, les importations américaines de biens manufacturés en provenance des pays en développement sont passées de 35 à 122 milliards de dollars, les importations de la CE de 40 à 86 milliards de dollars, et celles du Japon de 8 à 30 milliards de dollars. Les Etats-Unis étaient alors non seulement un marché vaste et en expansion rapide, mais aussi un marché relativement facile à pénétrer, grâce à son caractère compétitif, à des frontières relativement ouvertes et au rôle important joué par un petit nombre de revendeurs désireux de réduire leurs coûts en s'approvisionnant à l'étranger. Toutefois, la croissance de l'économie américaine s'est ralentie, ce qui s'est traduit par un fléchissement de la demande de produits manufacturés en provenance des pays en développement. Les importations américaines de produits manufacturés en provenance de ces pays ont progressé de 7 % en 1989, soit moins de la moitié du taux enregistré pour l'ensemble des années 80. Même si l'on s'attend à une reprise en 1990 et 1991, le taux de croissance projeté reste 9 %, c'est-à-dire bien en deçà des rythmes de la décennie écoulée.

Le ralentissement de l'expansion des Etats-Unis, associé à la persistance de la faible croissance des marchés intérieurs de nombreux pays en développement, rendra les marchés mondiaux plus compétitifs dans un avenir proche, malgré

l'accroissement probable des importations du Japon et de l'Europe. L'heureux aboutissement des négociations de l'Uruguay Round forcera des domaines jusque-là protégés de l'économie mondiale à se plier à la discipline des échanges internationaux, accentuant encore les pressions concurrentielles.

Les vents cinglants de la concurrence internationale commencent à se faire sentir dans l'ensemble du monde en développement. L'industrie automobile latino-américaine, longtemps bénéficiaire d'une forte protection, est particulièrement touchée. Le Mexique a commencé à libéraliser son régime commercial il y a plusieurs années dans l'intention de bâtir une industrie capable d'exporter. Il apparaît aujourd'hui comme un important fournisseur des Etats-Unis en automobiles et en pièces détachées, et exporte également des moteurs vers le Japon. Ses producteurs sont désormais en mesure de satisfaire aux normes mondiales tant en ce qui concerne la qualité que le respect des délais de livraison. La décision récente du Brésil de libéraliser son régime d'importations devrait donner un coup de fouet à la fabrication d'automobiles et de pièces détachées. Il ne s'agit pas d'exemples isolés : de plus en plus de pays en développement et d'industries s'ouvrent aux marchés mondiaux. Les producteurs se rendent compte qu'ils ne peuvent plus compter uniquement sur les marchés intérieurs pour absorber des marchandises de qualité inférieure, et que les normes sont fixées sur le marché international.

Les activités de montage et de transformation dans les zones franches représentent un type d'industrie d'exportation de plus en plus important qui attire de nombreux investisseurs du monde entier (dont la SFI). Bien qu'il ne soit pas prouvé que les zones franches créent une valeur ajoutée pour l'économie nationale, ces zones ont montré qu'elles étaient capables de créer des emplois et de dégager des recettes d'exportation.

Perspectives de l'investissement

Les conditions économiques des pays en développement resteront difficiles pendant un certain temps, mais la perspective d'une croissance moyenne lente ne veut pas dire que la demande d'investissement privé sera faible en 1990-91.

Tout d'abord, le secteur privé est particulièrement bien placé pour faire face aux changements qui interviendront dans l'économie mondiale, notamment à l'internationalisation de la production et des échanges commerciaux, à l'expansion rapide des échanges dans le secteur des services et à l'accélération des changements technologiques. Pour rester compétitif sur les marchés, il faudra continuer d'investir dans trois domaines : les exportations, la modernisation et la nécessité de faire face à des normes de qualité plus rigoureuses. La concurrence entre producteurs joue de plus en plus sur la qualité, la fiabilité et les délais de livraison, et non plus seulement sur les prix. Cela signifie que les pays en développement ne peuvent plus compter uniquement sur une main-

d'oeuvre moins chère pour attirer les investissements. Les sociétés des pays en développement commencent à se préoccuper davantage de trouver des débouchés pour leurs exportations en nouant des rapports étroits avec des partenaires dans les pays développés. Ces rapports peuvent être formels, comme dans le cas des entreprises communes, dans les domaines où les connaissances techniques jouent un grand rôle, ou se limiter à une association étroite dans des industries telles que les textiles, où la pénétration du marché et l'aptitude à répondre rapidement à l'évolution de la demande des consommateurs sont plus importantes. L'industrie textile offre un exemple intéressant de ces tendances : on trouve ainsi de plus en plus de machines à filer et de métiers à tisser ultramodernes dans les pays en développement, car les entreprises exportatrices doivent produire selon les normes du marché mondial. Il est donc clair qu'une bonne gestion et l'existence de main-d'oeuvre capable d'utiliser ces machines sont de plus en plus prépondérantes, et que le simple avantage d'une main-d'oeuvre moins coûteuse perd de son importance. L'investissement étranger direct représente l'un des moyens de nouer de tels liens avec les marchés mondiaux. En 1989, de nombreux pays en développement (notamment le Chili, l'Indonésie, la Thaïlande et la Turquie, ainsi qu'un grand nombre de pays plus petits) ont vu augmenter leurs flux d'investissements étrangers directs. Le Mexique, Singapour et la Thaïlande ont été les principaux bénéficiaires de ces investissements en 1989. Pour certains pays, ces investissements représentent une forte proportion de l'investissement privé total. En Malaisie, par exemple, cette proportion était de 9 % en 1988 et, en Thaïlande, de 20 %.

Deuxièmement, la plupart des pays en développement sont confrontés à de graves problèmes budgétaires et n'ont pas les ressources financières nécessaires à l'expansion (et, dans de nombreux cas, au maintien) des services fournis par le secteur public. Ces investissements, dans l'infrastructure notamment, sont indispensables pour maintenir la compétitivité du secteur privé. Le recours aux entreprises privées est souvent le seul moyen de faire face à une demande croissante. Dans de nombreux pays en développement, la performance des entreprises publiques dans les activités directement productives a été également décevante, et l'on

s'est rendu compte que, dans un environnement favorable, les entreprises privées peuvent être plus efficaces. C'est pourquoi le secteur privé se lance de plus en plus fréquemment dans des activités aussi diverses que l'aviation commerciale, les télécommunications et l'électricité, secteurs qui étaient autrefois, dans les pays industriels comme dans les pays en développement, la chasse gardée des Etats et des entreprises publiques.

En fait, des données récentes sur les tendances de l'investissement privé montrent que l'équilibre entre le secteur privé et le secteur public a déjà commencé à se modifier. Dans 27 pays en développement pour lesquels on dispose de données sur l'investissement public et l'investissement privé jusqu'en 1988, la part de l'investissement privé dans le PIB a augmenté, passant de 10,2 % en 1986 à 11,8 % en 1988, alors que, dans le même temps, la part de l'investissement public tombait de 8,2 % à 7,5 %.

On ne saurait surestimer le volume des investissements en retard dans les pays en développement, notamment dans les pays fortement endettés, surtout dans le domaine de l'infrastructure. De la production et de la distribution d'électricité à l'alimentation en eau et aux télécommunications, en passant par les soins de santé et les transports, le secteur privé a de plus en plus un rôle à jouer, que ce soit par la privatisation d'avoirs de l'Etat ou par une nouvelle participation du secteur privé à mesure que changent les réglementations. Les projets d'équipement dans ces domaines sont généralement vastes et ne peuvent intéresser le secteur privé que s'il a confiance en la stabilité des politiques gouvernementales. Cette confiance devrait également favoriser une participation accrue d'investisseurs privés dans les secteurs productifs plus traditionnels de l'économie. C'est ce qui commence à se produire dans un certain nombre de pays, notamment au Chili, où l'investissement privé s'intensifie dans l'électricité et les télécommunications, ainsi que dans l'industrie et les exportations.

Ce processus devrait s'accélérer : il ne fait aucun doute que l'année dernière, le secteur privé a pris une place beaucoup plus importante dans les pays en développement. A mesure que cette place se fera de plus en plus grande, la demande d'investissements privés massifs augmentera.

RAPPORT D'ACTIVITE

APERCU DES INVESTISSEMENTS

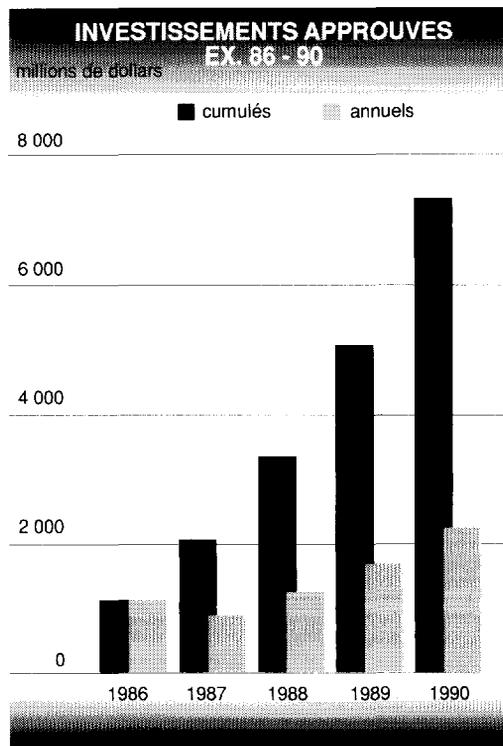
Projets approuvés

Au cours de l'exercice, la SFI a approuvé 122 projets, y compris les projets du Fonds pour l'entreprise en Afrique, contre 92 pendant l'exercice 89. Elle a approuvé des investissements de 1,5 milliard de dollars pour son propre compte, contre 1,3 milliard pendant l'exercice 89, ainsi que 622 millions de dollars au titre de participations à ses prêts, contre 398 millions de dollars pendant l'exercice 89.

L'une des principales fonctions de la SFI, à savoir la mobilisation, auprès d'autres investisseurs, de ressources nécessaires au financement des projets, a pris une importance accrue au cours de ces dernières années, du fait de la réticence des banques commerciales à accroître leurs engagements dans les pays en développement fortement endettés. La SFI estime que le coût d'investissement total des projets approuvés pendant l'exercice 90 frôlera 9,4 milliards de dollars, ce qui signifie que, pour chaque dollar qu'elle a prêté, investi ou garanti pour son propre compte, d'autres bailleurs de fonds ont fourni environ 5,2 dollars sous forme de prêts ou de prises de participation sans recours. Bien que le taux de mobilisation ait été inférieur à celui de l'exercice 89 (où il a été influencé par quelques très grands projets), il a été supérieur à la moyenne réalisée sur les cinq dernières années, qui était de 4,5 dollars.

Sur le montant total (net) que la SFI a approuvé pendant l'exercice 90, les prêts ont représenté 1,2 milliard de dollars, et les apports de capital et de quasi fonds propres 257 millions de dollars. Cinq prêts totalisant 103 millions de dollars ont servi à financer des projets de restructuration de sociétés. Les investissements en quasi fonds propres comprennent des prêts subordonnés, des obligations convertibles, des actions privilégiées, des obligations participatives, et des prêts ayant une possibilité de conversion. Les garanties et les accords de confirmation approuvés au cours de l'exercice ont représenté 13 millions de dollars et 26 millions de dollars, respectivement.

Conformément à la politique de la SFI, les prêts ont été consentis aux taux du marché. Les échéances des prêts de la SFI, modulées en fonction des exigences de chaque projet, ont varié de cinq à 13 ans, avec des différés d'amortissement allant de deux à cinq ans. Les taux d'intérêt ont varié de 62 à 294 points de base au-dessus du LIBOR à six mois pour les prêts à taux variable, ou pour l'équivalent après swap des prêts à taux fixe. La SFI a également perçu des commissions d'ouverture et d'engagement aux taux en cours. La SFI a continué à offrir des prêts libellés dans toutes les principales monnaies nationales, au choix du client. La plupart des prêts approuvés pendant l'exercice 90 étaient libellés en dollars et



pouvait être assortis de taux fixes ou variables. Plus de 66 % du volume des prêts approuvés pour le compte de la SFI étaient assortis de taux variables; 80 % du total étaient libellés en dollars. La composition en monnaies des prêts approuvés pendant l'exercice 90 était la suivante (en millions de dollars ou l'équivalent) :

		Pourcentage du total
Dollars	\$972	80,3
Deutsche mark	\$101	8,4
Yen	\$94	7,8
Francs français	\$27	2,2
Francs suisses	\$16	1,3

La SFI a dispensé à ses clients toute une gamme d'autres services financiers pendant l'exercice 90 : engagements de souscription sur les marchés nationaux et internationaux (73 millions de dollars), swaps et conversions de dette. Elle a également placé auprès d'investisseurs institutionnels du secteur privé des titres de cinq fonds, parrainés par la SFI, pour un montant de 328 millions de dollars.

Répartition géographique des investissements

La SFI veille à assurer une grande diversité géographique à ses investissements. Les projets approuvés pendant

l'exercice 90 étaient situés dans 38 pays; un projet était de portée régionale, et trois autres de portée mondiale. Sur les 92 projets approuvés pendant l'exercice 89, 90 projets étaient répartis entre 38 pays différents; un projet était d'intérêt régional et un autre projet était d'envergure mondiale.

Sur le total des investissements approuvés, 37, représentant 328 millions de dollars, sont situés dans des pays en développement à faible revenu, c'est-à-dire au revenu par habitant égal ou inférieur à 830 dollars. Ces investissements représentent 30 % du nombre total et 22 % du volume net des projets approuvés.

La valeur nette en dollars des investissements approuvés a augmenté dans toutes les régions, excepté l'Amérique latine et les Caraïbes. C'est en Asie que la plus forte augmentation, 81 % par rapport à l'exercice 89, a été enregistrée. L'Afrique est venue ensuite avec une augmentation de 50 % par rapport à l'exercice 89, suivie de l'Europe et du Moyen-Orient avec une augmentation de 6 %. Le nombre des investissements a diminué en Amérique latine, mais il a augmenté dans toutes les autres régions.

Projets par région, exercices 90 et 89

	Ex. 90		Ex. 89	
	Nombre	Montant ¹ (en millions de dollars)	Nombre	Montant ¹ (en millions de dollars)
Afrique ²	34	\$ 362	21	\$ 283
(Afrique subsaharienne)	(32)	(265)	(20)	(275)
Amérique latine et Caraïbes	29	735	30	842
Asie	35	697	25	321
Europe et Moyen-Orient	21	244	15	259
Portée mondiale	3 ³	163	1 ⁴	5
Total	122	\$ 2 201	92	\$ 1 710

1. Le montant en dollars se réfère au total des investissements approuvés par la SFI pour son propre compte et pour le compte d'autres investisseurs.

2. Les montants incluent les projets du Fonds pour l'entreprise en Afrique.

3. Ouvertures de crédit multipays.

4. Emerging Markets Investment Fund.

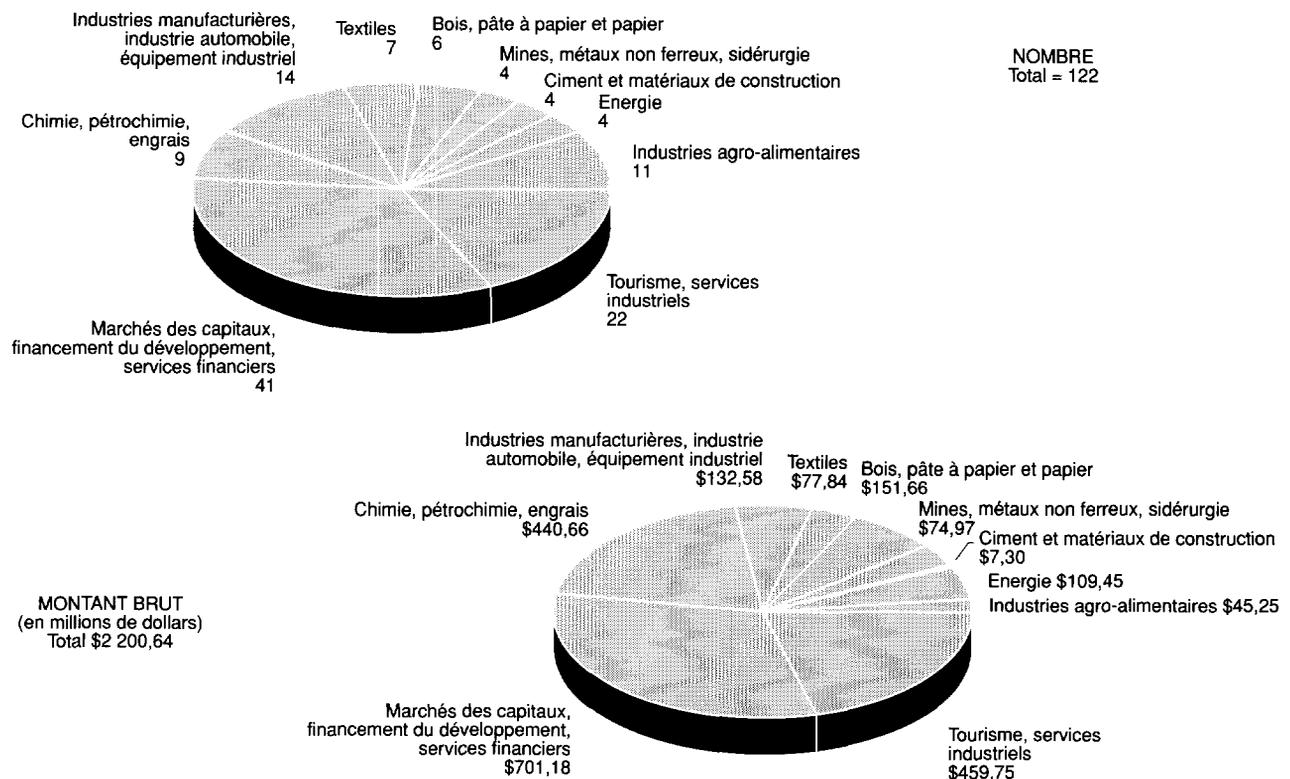
Ventilation par secteur des projets approuvés

La SFI a approuvé des investissements dans un large éventail de secteurs pendant l'exercice 90. Les projets relatifs aux marchés financiers, aux institutions financières de développement et aux services financiers ont représenté 32 % du volume total des investissements approuvés. Treize projets comportaient des prêts et des prises de participation réalisés par des intermédiaires et des mécanismes financiers. La SFI considère que ces investissements lui permettent d'atteindre beaucoup plus de petites entreprises qu'elle ne pourrait le faire si elle investissait directement, accentuant ainsi son impact sur le développement. Elle a approuvé un prêt à la Banque de développement des exportations de la Pologne—son deuxième projet dans ce pays depuis qu'il a adhéré à la SFI—pour l'octroi de prêts à de petites entreprises tournées vers l'exportation. Elle a approuvé d'autres ouvertures de crédit pour l'octroi de prêts et pour la prise de participation, ainsi que des délégations de crédit pour prêts, en Inde, en

Indonésie, au Mexique et au Zimbabwe. Par ailleurs, la SFI a créé un nouvel instrument, l'Ouverture de Crédit multipays, afin de mobiliser des prêts en devises auprès de banques commerciales internationales pour des projets de petite et moyenne envergure dans les pays en développement. La SFI a approuvé trois de ces mécanismes pendant l'exercice 90. Elle a également aidé à lancer 11 fonds-pays, approuvé des investissements dans plusieurs sociétés de leasing et banques d'affaires, et organisé des swaps de monnaies pour des banques en Bolivie et au Mexique.

Les projets dans le secteur de la pétrochimie et des engrais ont représenté 20 % du volume des investissements. Les agro-industries et les industries alimentaires, le ciment, l'énergie, la pâte à papier et le papier, ainsi que les textiles pris ensemble, comptent pour 18 % du total des projets approuvés. De gros investissements ont été approuvés pour des projets d'exploitation et d'exploration pétrolières en mer et sur terre; une opération d'exploration pétrolière en Guinée-Bissau représente le premier projet entrepris par la SFI dans

EX.90: INVESTISSEMENTS APPROUVES PAR SECTEUR



ce pays. Des projets de tourisme, y compris le premier investissement de la SFI à Belize, et des services industriels, comme la production et la distribution d'électricité, représentent 21 % du volume des prêts approuvés. La Société a également octroyé un prêt de 6 millions de dollars pour aider à financer l'expansion d'une zone franche en République dominicaine, qui louera des terrains à usage industriel pour l'aménagement d'usines à des entreprises étrangères.

L'extraction minière et la métallurgie ont bénéficié de 3 % des investissements de la SFI, avec deux projets d'extraction de l'or au Ghana. 6 % du volume total des investissements approuvés portent sur des projets dans le secteur manufacturier, notamment l'automobile et les pièces détachées, et le verre.

PORTEFEUILLE

Engagements

A la fin de l'exercice 89, le portefeuille total d'engagements de la SFI comprenait 4 752 millions de dollars de prêts et de prises de participation dans 495 sociétés. Sur ce total,

484 sociétés sont situées dans 79 pays; six ont une envergure régionale (deux en Afrique, trois en Asie, et une en Amérique latine) et cinq une envergure mondiale. La valeur totale du portefeuille d'engagements de la SFI peut se décomposer comme suit :

	(millions de \$)
Prêts	\$ 4 068
Prises de participation	\$ 684
Portefeuille total de la SFI	\$ 4 752
Total décaissé	\$ 3 589
Total non décaissé	\$ 1 163

Le montant total du portefeuille d'engagements a augmenté de 17 % par rapport à l'exercice 89. Cet accroissement de 707 millions de dollars est dû à une augmentation de 596 millions de dollars des engagements de prêt et de 111 millions de dollars des engagements de participations au capital. A la fin de l'exercice 89, le portefeuille comprenait des investissements dans 464 sociétés situées dans 79 pays et dans six sociétés d'envergure régionale ou mondiale, pour un engagement total de 4,1 milliards de dollars.

Pendant l'exercice 90, la SFI a investi dans 67 nouvelles sociétés et, par le jeu des remboursements des prêts, des ventes

de participations ou des passations par pertes et profits, elle a retiré 46 investissements de son portefeuille. Les nouveaux engagements de la SFI pour son propre compte se montent au total à 1,0 milliard de dollars, comparé à 1,2 milliard de dollars pendant l'exercice 89. Environ 34 % des nouveaux engagements bénéficient à l'Amérique latine, 25 % à l'Asie, 18 % à l'Afrique et 16 % à l'Europe et au Moyen-Orient. Les 7 % restants portent sur des projets d'envergure mondiale. La majeure partie des nouveaux engagements se répartit entre quatre secteurs : les marchés des capitaux, le financement du développement et les services financiers (34 %); le tourisme et les services industriels (15 %); les industries manufacturières, l'automobile et l'équipement industriel (14 %); et le bois, la pâte à papier et le papier (13 %).

En plus de ses propres investissements, la SFI gère des investissements pour le compte de participants. Pendant l'exercice 90, elle a engagé 337 millions de dollars pour le compte de participants, contre 314 millions de dollars pendant l'exercice 89.

Décaissements

Les décaissements de la SFI ont augmenté de 15 %, passant de 870 millions de dollars pendant l'exercice 89 à 1,0 milliard de dollars pendant l'exercice 90, dont 839,6 millions de dollars au titre de prêts et 161,8 millions de dollars au titre de prises de participation. Le portefeuille des prêts décaissés a augmenté de 30 % pour atteindre 3 milliards de dollars, alors que le portefeuille des prises de participation décaissées a augmenté de 21 % pour atteindre 570 millions de dollars. La SFI a également décaissé 125 millions de dollars pour le compte des participants à ses prêts, contre 207 millions de dollars pendant l'exercice 89.

Revenu du portefeuille

Pendant l'exercice 90, le revenu du portefeuille de prêts a enregistré une légère hausse, passant de 394 millions de dollars pour l'exercice 89 à 419 millions de dollars pour l'exercice 90. Le revenu du portefeuille des prêts a augmenté de 22 %, passant de 244 millions de dollars pour l'exercice 89 à 297 millions de dollars pour l'exercice 90. Le produit des intérêts et des commissions a été plus élevé qu'au cours de l'exercice précédent, ce qui tient au volume accru des prêts décaissés et à l'ampleur des recouvrements sur prêts non productifs. Les pertes dues aux prêts qui sont devenus non productifs ont été compensées par les revenus des prêts qui sont devenus productifs.

Le revenu du portefeuille des participations a baissé par rapport à ses niveaux exceptionnels de l'exercice 89 (149 millions de dollars), s'établissant à 121 millions de dollars; malgré tout, les niveaux de l'exercice 90 viennent au deuxième rang depuis la création de la SFI. En dépit des plus-values très appréciables réalisées par la Société pendant l'exercice 90 (91 millions de dollars), on estime qu'à la fin de l'exercice les plus-values potentielles du portefeuille de participations sont encore plus élevées qu'il y a un an.

Gestion du portefeuille

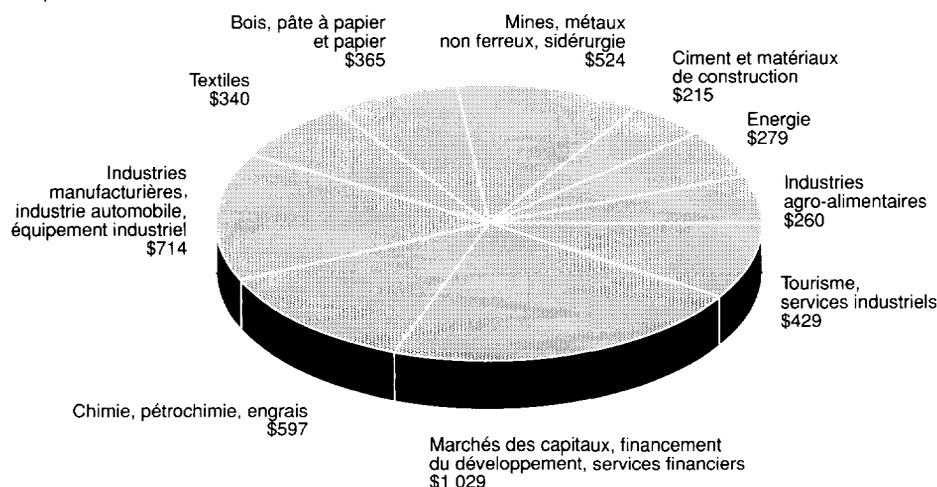
Les résultats du portefeuille de la SFI ont été favorablement influencés par la vigueur actuelle de l'économie mondiale. La Société a néanmoins continué d'améliorer la gestion et la supervision de son portefeuille. La mise en place d'une base de données et d'un système d'information sur ordinateur, couvrant les portefeuilles de prêts et de participations au capital, facilitera le suivi des investissements. Ce système renforce également

l'aptitude de la SFI à suivre son portefeuille de participations et à tirer profit des possibilités de cession lorsque son intervention dans un projet n'est plus nécessaire. En outre, la restructuration et la cession des investissements en difficulté ont amélioré la qualité de son portefeuille. Le Service des opérations spéciales de la SFI, grâce aux efforts intensifs de ses experts, a réussi à éliminer, soit par cession, soit par restructuration, plusieurs actifs antérieurement non productifs.

PORTEFEUILLE: ENGAGEMENTS PAR SECTEUR

(en millions de dollars)

Total - \$4 752



RESULTATS FINANCIERS

Faits marquants

Pour la SFI, l'exercice 90 a été également marqué par d'excellents résultats financiers. Le revenu des prêts a enregistré une croissance régulière, et la progression observée depuis quelque temps de la qualité du portefeuille de prêts s'est poursuivie. Une fois de plus, les dividendes et les plus-values réalisées sur la cession de participations arrivées à maturité ont apporté une contribution importante aux résultats financiers de la SFI. Néanmoins, les plus-values varient inévitablement d'une année sur l'autre et, comme on pouvait s'y attendre, elles n'ont pas atteint cette fois-ci leur niveau record de l'exercice 89. Toutefois, le revenu net de l'exercice 90 a dépassé l'objectif que la direction de la SFI s'était fixé en début d'exercice, et n'a été dépassé depuis la création de la SFI que par celui de l'exercice 89.

La Société a continué d'accorder une large place à la fourniture de toute une gamme de services rémunérés pour répondre aux besoins de ses clients et diversifier ses sources de revenu, et elle prévoit de consacrer davantage de ressources à ces services.

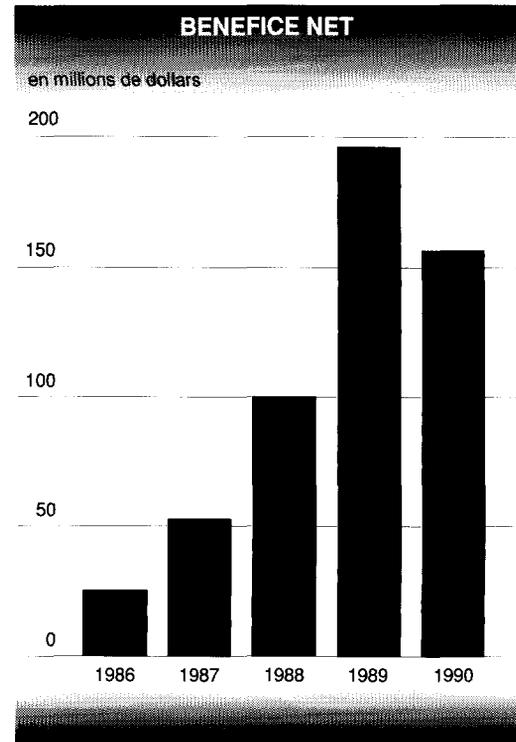
Les résultats du programme révèlent une expansion continue du volume des investissements de la SFI, bien que ce rythme ait été plus lent que celui des dernières années. Le volume des investissements approuvés et des décaissements de l'exercice 90 a été plus élevé que celui de l'exercice précédent.

Les deux principales agences de cotation américaines ont attribué leur meilleure cote (AAA) aux obligations de la SFI à la fin de l'exercice 89 et la Société offre à présent ses obligations sur les marchés publics des obligations. En mai 1990, elle a lancé une émission de 300 millions de dollars d'euro-obligations; il s'agit du plus gros emprunt qu'elle ait jamais lancé.

Bénéfice net

Le bénéfice net de la Société s'est chiffré à 157 millions de dollars. Ce chiffre est inférieur au niveau record de 196,5 millions de dollars de l'exercice 89, où la SFI avait réalisé des plus-values exceptionnelles sur des cessions de participations arrivées à maturité. Néanmoins, ses résultats ont été solides et bien équilibrés entre les portefeuilles de prêts et de participations, et les commissions qu'elle reçoit pour ses activités consultatives.

Pendant l'exercice, conformément à sa politique en matière de participations, la Société s'est dessaisie des participations qu'elle détenait dans des sociétés où sa mission était terminée, libérant ainsi des ressources pour de nouveaux investissements. Elle a ainsi cédé 33 participations arrivées à maturité. Ces ventes comprenaient 18 investissements dans



des sociétés peu efficaces, qui dénotaient une volonté particulière de faire tourner un capital sous-utilisé. Au total, les plus-values provenant des cessions de participations se sont chiffrées à 90,7 millions de dollars, chiffre record de la Société, qui n'est dépassé que par celui de 118,6 millions de dollars de l'exercice 89.

Les dividendes de 30,7 millions de dollars perçus pendant l'exercice 90 ont été proches du niveau record de 30,8 millions de dollars de l'exercice précédent. Ces dividendes provenaient de 101 sociétés de 40 pays, contre 107 sociétés situées dans 38 pays pour l'exercice précédent.

Le revenu des prêts est resté facilement la principale source de bénéfices de la SFI, avec 297 millions de dollars pour l'exercice 90. Ce revenu a été plus élevé que pour l'exercice 89, reflétant la croissance et la bonne qualité du portefeuille de prêts décaissés. Les améliorations observées en ce qui concerne le taux de recouvrement des intérêts et le portefeuille des prêts non productifs se sont poursuivies pendant l'exercice.

Les commissions perçues au titre de services de conseil ont atteint le total de 16,8 millions de dollars au cours de l'exercice 90, contre 25,3 millions de dollars pendant l'exercice 89, chiffre qui comprenait une commission exceptionnelle de 13,6 millions de dollars au titre d'une seule consultation. La Société est activement engagée dans l'expansion de ses services de conseil dans le contexte des privatisations, des restructurations et des transactions sur les marchés financiers internationaux.

Le revenu du portefeuille de liquidités s'est chiffré à 142,2 millions de dollars pendant l'exercice 90, contre 101,5 millions de dollars pendant l'exercice 89. Ce portefeuille comprend le produit des emprunts avant

décaissement au titre des prêts de la SFI, le capital, les bénéfices cumulés et les réserves. L'augmentation du revenu provenant des liquidités reflète, d'une part, un plus haut niveau de liquidité et, plus particulièrement, l'amélioration du rendement des placements de liquidités, qui a été de 8,81 % au cours de l'exercice 90, contre 7,85 % pendant l'exercice 89. Ce rendement accru peut également être attribué, dans une certaine mesure, à la nouvelle stratégie de placement mise en oeuvre au cours de l'exercice 90, selon laquelle la composante du portefeuille de liquidités provenant d'emprunts à taux variable en attente de décaissement est investie de manière à réduire le plus possible son coût d'immobilisation—on a obtenu un gain de 51 points de base au cours de l'exercice 90—le reste étant placé stratégiquement selon une formule de durée moyenne pour chaque monnaie.

Le revenu brut a atteint 584,9 millions de dollars au cours de l'exercice 90, enregistrant une hausse par rapport aux 518,5 millions de dollars de l'exercice précédent. Les charges d'exploitation ont atteint 105,9 millions de dollars, contre 76,8 millions de dollars pour l'exercice 89, y compris une charge forfaitaire de 7,6 millions de dollars, découlant d'une nouvelle règle de comptabilité pour les prestations de retraite autres que les pensions.

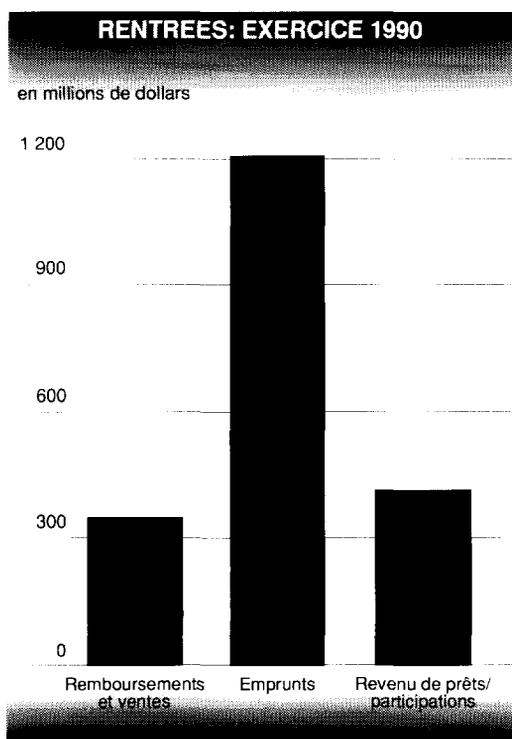
Pendant l'exercice 90, les provisions pour pertes se sont élevées à 90,5 millions de dollars, contre 59,6 millions au cours de l'exercice 89. Un montant de 23,8 millions de dollars a été ajouté à la Réserve pour pertes spécifiques, qui couvre les pertes identifiables sur des investissements spécifiques, dont la valeur accuse une baisse sensible et relativement durable. 70,0 millions de dollars ont été également ajoutés à la Réserve générale pour pertes, qui complète la

Sources de revenu brut pour les exercices 90 et 89

(en millions de dollars)

	Ex. 90	Ex. 89
Intérêts et frais financiers	297,1	244,4
Dividendes et participation aux bénéfices	30,7	30,8
Plus-values réalisées sur cessions de participations	90,7	118,6
Honoraires de services	16,8	25,3
Produits des dépôts et titres	142,2	101,5
Revenus divers	7,4	(2,1)
	<u>584,9</u>	<u>518,5</u>

Réserve pour pertes spécifiques et est maintenue à un niveau approuvé par le Conseil de la SFI, qui tient compte pour cela de l'évolution de la situation, de la concentration du portefeuille, et d'autres éléments des risques potentiels afférents à la partie du portefeuille qui n'est pas couverte par la Réserve pour pertes spécifiques. Il s'agit de risques qui, par leur nature, ne sont pas faciles à déterminer à partir d'un examen des investissements du portefeuille. A la fin de l'exercice 90, les réserves totales pour pertes s'élevaient à 319,3 millions de dollars, soit 8,9 % du portefeuille total décaissé de 3,6 milliards de dollars, contre 9,2 % à la fin de l'exercice 89. La Réserve pour pertes spécifiques atteignait 159,3 millions de dollars et la Réserve générale pour pertes 160,0 millions de dollars.

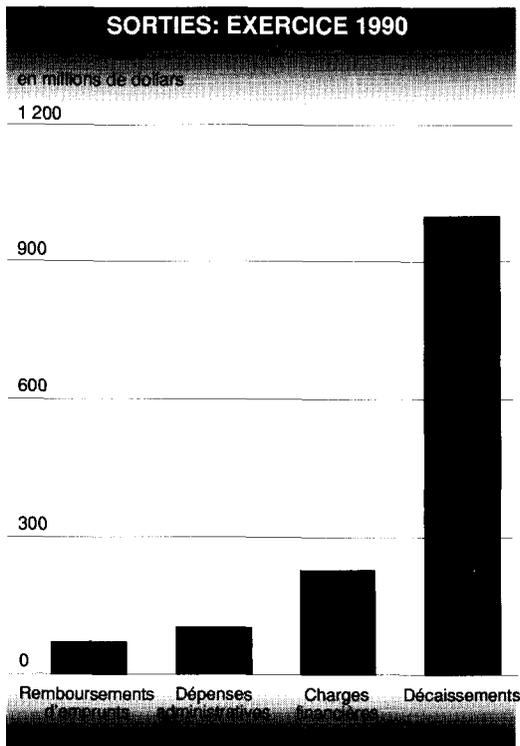


Capital et réserves

Pendant l'exercice 90, la SFI a reçu de ses pays membres 124,4 millions de dollars pour la libération de son capital, dont 90,1 millions de dollars au titre de l'augmentation de capital de décembre 1985; 33,5 millions de dollars pour les actions supplémentaires demandées et achetées par la Corée, la France, l'Inde et le Japon; et 0,8 million de dollars représentant les souscriptions des nouveaux membres de la SFI, l'Angola et le Cap-Vert.

Au 30 juin 1990, le capital libéré s'élevait à 1,1 milliard de dollars, et les bénéfices non distribués à 792 millions de dollars. L'actif net de la Société est donc passé à 1,9 milliard de dollars, contre 1,6 milliard de dollars à la fin de l'exercice 89. En outre, une part de 86 millions de dollars du capital a été souscrite, mais n'est pas encore libérée. Le dernier versement sur cette part devra être effectué en août 1991.

A la fin de l'exercice, le ratio d'endettement, qui est le rapport entre l'encours des emprunts et des garanties, d'une part, et le capital souscrit et les réserves, d'autre part, était de 1,88:1 contre 1,34:1 à la fin de l'exercice 89.



Gestion du financement

Le programme total de financement de la SFI pour l'exercice 90 s'est élevé à 799 millions de dollars, contre 845 millions pendant l'exercice 89. La SFI a emprunté 650 millions de dollars, ce qui représente 81 % de ses besoins de financement, sur les marchés internationaux, comparé à 595 millions de dollars pendant l'exercice 89.

Les 149 millions de dollars restants ont été empruntés à la Banque mondiale avec laquelle la SFI a un Accord de prêt. Les emprunts contractés par la SFI auprès de la Banque ont servi essentiellement à financer des actifs à taux fixe libellés en diverses monnaies, dont le deutsche mark, le yen et le franc français.

L'ensemble des emprunts de la SFI sur les marchés ont été échangés contre des emprunts en dollars à taux variable, qui sont le type de financement le plus recherché par les clients de la SFI. Le coût inférieur au LIBOR obtenu grâce à ces échanges a beaucoup contribué à faire baisser les coûts de financement globaux de la SFI. A la fin de l'exercice 89,

après avoir reçu la cote (AAA) des deux agences de cotation américaines pour ses titres obligataires, la SFI a commencé à offrir ses titres sur le marché public des obligations. L'un des principaux objectifs de son programme d'emprunts de l'exercice 90 était de se placer parmi les mieux cotées des institutions supranationales lançant des émissions publiques sur les marchés des euro-obligations. L'émission publique la plus importante de la SFI pendant l'exercice 90, et son emprunt le plus gros à ce jour, a été une émission de 300 millions de dollars d'euro-obligations. Elle a été lancée en mai 1990 par un syndicat d'émission ayant Deutsche Bank Capital Markets Ltd. pour chef de file. Les cochefs de file étaient le Crédit Suisse First Boston Ltd., J. P. Morgan Securities Ltd., Morgan Stanley International Ltd., et Norinchukin International. Les autres emprunts de la SFI sur les marchés au cours de l'exercice 90 ont compris deux émissions de 20 milliards de pesetas au total (soit l'équivalent de 180,7 millions de dollars), et deux émissions Samurai libellées en deux devises et lancées au Japon, de 25 milliards de yen (soit l'équivalent de 169,8 millions de dollars).

Pour le prochain exercice, la SFI a l'intention de s'assurer un accès à un plus large éventail de marchés publics, et de limiter ses emprunts à la Banque mondiale au maximum à 20 % de son financement total. La SFI poursuivra une double stratégie à l'égard de ses emprunts : lancer des émissions faciles à écouler sur les marchés publics et obtenir un financement peu coûteux sur les marchés de l'arbitrage.

Garants d'émission des emprunts de la SFI pour l'exercice 90

Chefs de file et cochefs de file

Banco Español de Crédito, S.A.	J.P. Morgan Securities Ltd.
Banco Exterior de España, S.A.	Morgan Stanley International
Bankers Trust Sociedad de Valores, S.A.	The Nikko Securities Co. Ltd.
Citibank España, S.A.	Nomura Securities Co. Ltd.
Credit Suisse First Boston Ltd.	Norinchukin International Ltd.
Daiwa Securities Co. Ltd.	Tokyo Sociedad de Valores (España) S.A.
Deutsche Bank Capital Markets Ltd.	Yamaichi Securities Co. Ltd.

Cogérants

B.N.P. España, S.A.	Kidder, Peabody International Ltd.
Banco Bilbao Vizcaya, S.A.	Kokusai Securities Co. Ltd.
Banco Comercial Transatlántico	Mapfre Indosuez, Sociedad de Valores, S.A.
Banco de Crédito Industrial, S.A.	Marusan Securities Co. Ltd.
Banco Exterior de España	Merrill Lynch Japan Inc.
Banco Hispano Americano, S.A.	Midland Bank, PLC
Banco Santander de Negocios	New Japan Securities Co. Ltd.
Bankers Trust Servicios Financieros, S.A.	The Nippon Kangyo Kakumaru Securities Co. Ltd.
Banque Bruxelles Lambert, España	Nomura International
Banque Nationale de Paris, España	Okasan Securities Co. Ltd.
Banque Paribas, España	Paribas Capital Markets Group
Caisse Nationale de Crédit Agricole, España	Salomon Brothers Asia Ltd. (Tokyo)
Citibank España, S.A.	Salomon Brothers International Ltd.
Commerzbank AG, España	Sanyo Securities Co. Ltd.
Cosmo Securities Co. Ltd.	Shearson Lehman Hutton International
Crédit Commercial de France	Swiss Bank Corporation Investment Banking
Crédit Lyonnais	Taiheiyo Securities Co. Ltd.
Crédit Suisse First Boston Ltd.	Tokyo Securities Co. Ltd.
CS First Boston (Japan) Ltd.	Tokyo Sociedad de Valores (España) S.A.
Dai-Ichi Securities Co. Ltd.	Toyo Securities Co. Ltd.
Dresdner Bank AG, España	UBS Phillips & Drew Securities Ltd.
Generale Bank-Banco Belga, España	Universal Securities Co. Ltd.
Goldman Sachs International Ltd.	Wako Securities Co. Ltd.
Goldman Sachs (Japan) Corp.	S.G. Warburg Securities
IBJ International Ltd.	S.G. Warburg Securities (Japan) Inc.
J.P. Morgan Sociedad de Valores y Bolsa, S.A.	Yamatane Securities Co. Ltd.

RAPPORTS REGIONAUX

AFRIQUE

Aperçu général de l'investissement

Les conditions économiques et les perspectives pour l'investissement privé varient considérablement dans cette région. L'année 1989 a été marquée par une reprise générale de la croissance économique en Afrique subsaharienne par rapport à 1987-88, à la suite de la hausse des prix de certains produits de base et de l'augmentation des volumes des exportations. L'amélioration des conditions climatiques et la réaction positive des producteurs locaux aux efforts d'ajustement ont également contribué à cette reprise. Néanmoins, la performance économique d'un certain nombre de grands pays laisse encore à désirer.

Bien que le climat de l'investissement reste difficile en Afrique, il s'est amélioré de façon sensible dans les pays qui libéralisent leurs politiques économiques en introduisant des réformes dans la réglementation de leurs échanges commerciaux et de l'investissement privé. De nombreux pays essaient également de mieux équilibrer leurs secteurs public et privé. Dans un premier temps, les programmes d'ajustement peuvent entraîner un ralentissement de l'investissement privé, les milieux d'affaires devant s'adapter à un environnement plus ouvert et plus compétitif, à une diminution de la protection de l'Etat et au fléchissement de la demande. A long terme, cependant, les programmes d'ajustement permettent d'élargir le champ d'activité du secteur privé en créant un environnement plus favorable. La réaction du secteur privé aux réformes économiques a été très favorable au Maroc et en Tunisie, et elle s'améliore dans certains pays tels que le Ghana, Madagascar, le Nigéria et le Togo—la réapparition de l'investissement privé dans le secteur minier du Ghana est à cet égard un signe encourageant.

Un prêt de 3 millions de dollars à Africamer, S.A., grosse entreprise de pêche et de traitement du poisson du Sénégal, contribuera au financement de la modernisation et de l'expansion des installations de cette entreprise.



En revanche, dans d'autres pays, l'investissement privé se heurte à de graves obstacles—entre autres, l'inflation, les politiques gouvernementales restrictives, les arriérés dans les paiements extérieurs et l'instabilité politique.

Initiatives régionales

La SFI a lancé plusieurs initiatives ces dernières années pour répondre aux préoccupations spécifiques de la région. Le Service de promotion et de développement des investissements en Afrique (APDF), projet du PNUD pour lequel la SFI joue le rôle d'organe d'exécution, a été créé en 1986 pour aider les entreprises africaines à préparer des projets acceptables par les banques; pendant l'exercice 90, ses bailleurs de fonds ont décidé de prolonger son mandat jusqu'en 1995 (voir p. 40). Le Fonds pour l'entreprise en Afrique (FEA) a été créé pendant l'exercice 89 pour financer les projets de petites et moyennes entreprises en Afrique subsaharienne (voir p. 21). Une troisième initiative, l'AMSCo (Société de services de gestion pour l'Afrique), qui assure la formation de cadres et détache des cadres à titre temporaire auprès d'entreprises africaines, a été constituée pendant l'exercice 90 (voir p. 41).

L'exercice 90 a été marqué notamment par l'augmentation de l'aide financière apportée par la SFI aux petites et moyennes entreprises par l'intermédiaire des banques commerciales du secteur privé. Ce type d'activité financière permet à la SFI d'investir dans des secteurs déterminés—par exemple, dans les transports ou les industries d'exportation—et d'utiliser les connaissances et les aptitudes à l'évaluation des projets des institutions bancaires locales. Dans un certain nombre de projets, la SFI a servi de catalyseur pour mobiliser les apports financiers de banques commerciales étrangères, en plus de son propre financement.

La SFI peut également fournir des services consultatifs en Afrique. Pendant l'exercice 90, elle a engagé des pourparlers avec les autorités marocaines sur sa participation éventuelle à la conception et à la mise en oeuvre d'un programme de privatisation.

Faits marquants de l'exercice

Au cours de l'exercice 90, la SFI a approuvé le financement de 34 projets situés dans 13 pays d'Afrique, y compris des projets relatifs au Fonds pour l'entreprise en Afrique, aux marchés financiers et à l'énergie, pour un montant total de 362 millions de dollars, dont 339 millions de dollars de prêts et 18 millions de dollars d'investissements en capital et en quasi fonds propres. Une garantie de 5 millions de dollars a également été approuvée. Pendant l'exercice 89, la Société avait approuvé un total de 283 millions de dollars de prêts et d'investissements en capital et en quasi fonds propres pour 21 projets dans la région.

A la fin de l'exercice 90, les engagements d'investissement de la SFI s'élevaient à 762 millions de dollars répartis

Investissements approuvés pendant l'exercice 90 : Afrique

(millions de dollars)

Société	Pays	Activité	Investissement brut	Coût du projet
Société industrielle laitière du Cameroun	Cameroun	Industries alimentaires	1,36	4,10
Société des industries alimentaires et des produits laitiers de Côte d'Ivoire	Côte d'Ivoire	Industries alimentaires	2,09	4,90
Pelican Seafood (Gambia) Ltd.	Gambie	Pêche	1,65	2,50
Ashanti Goldfields Corporation (Ghana) Ltd.	Ghana	Mines	70,00	93,00
Ghanaian-Australian Goldfields Ltd. (Iduapriem)	Ghana	Mines	3,00	13,50
Programme d'exploration pétrolière Anetibene	Guinée-Bissau	Exploration pétrolière	5,85	39,00
Clearwater Fishing Project (Pescas Bissau)	Guinée-Bissau	Pêche	0,20	1,15
Crédit immobilier et hôtelier (CIH)	Maroc	Tourisme	92,12	200,00
Société Ennasr de pêche	Maroc	Pêche	4,83	13,00
Saxon Properties Ltd.	Maurice	Tourisme	3,59	14,70
Textile Industries Ltd.	Maurice	Textiles	3,10	7,60
Afcott Nigeria Ltd.	Nigéria	Agro-industrie	4,50	17,30
Tiger Battery Company (Nigeria) Ltd.	Nigéria	Piles sèches	1,70	1,70
Togotex	Togo	Textiles	1,61	22,70
Barclays Bank of Zimbabwe Ltd.*	Zimbabwe	Ouverture de crédit	20,11	20,11
Mashonaland Holdings Ltd.	Zimbabwe	Tréfilage	4,44	6,54
Merchant Bank of Central Africa Ltd.*	Zimbabwe	Ouverture de crédit	25,21	25,21
RAL Merchant Bank Ltd.*	Zimbabwe	Banque d'affaires/ ouverture de crédit	17,85	19,00
RAL Merchant Bank Ltd.*	Zimbabwe	Ouverture de crédit	30,21	30,21
Scotfin Limited*	Zimbabwe	Ouverture de crédit	7,50	7,50
Standard Chartered Merchant Bank Ltd.*	Zimbabwe	Ouverture de crédit	30,21	30,21
Syfrets Merchant Bank Ltd. Zimbabwe*	Zimbabwe	Ouverture de crédit	25,21	25,21
Total partiel			356,34	599,14
Projets du Fonds pour l'entreprise en Afrique (voir p. 21)			5,61	19,95
Projets du Département des marchés financiers (voir p. 34)			0,11	1,08
Total			362,06	620,17

* Projets entrepris en collaboration avec le Département des marchés financiers.

entre 133 entreprises situées dans 34 pays d'Afrique, dont 674 millions de dollars de prêts et 88 millions de dollars d'apports de capital et de quasi-capital. Par comparaison, à la fin de l'exercice 89, les engagements se chiffraient à 624 millions de dollars répartis entre 123 entreprises situées dans 33 pays.

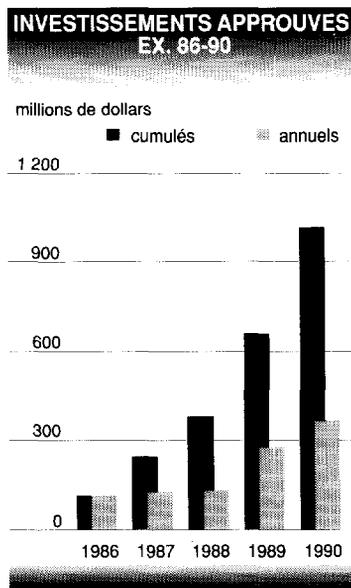
Au cours de l'exercice 90, les investissements de la SFI en Afrique se sont concentrés sur les industries basées sur les ressources naturelles—notamment les industries minières, le tourisme et la pêche. Au Ghana, la SFI a joué un rôle important dans le montage et l'organisation du financement d'un programme d'expansion de 93 millions de dollars de l'Ashanti Goldfields Corporation (Ghana) Limited. Ce projet permettra à Ashanti d'accroître sa production d'or de 180 000 onces par an. La SFI a approuvé un prêt de 60 millions de dollars en faveur de ce projet, ainsi qu'un accord d'aide éventuelle de 10 millions de dollars; elle a organisé des syndicats de prêt avec des banques commerciales internationales pour la moitié de chacune de ces opérations. La SFI a également approuvé une prise de participation d'un maximum de 3 millions de dollars à la Ghanaian-Australian Goldfields Limited, une société de mines d'or qui exploitera les réserves de la concession d'Iduapriem au Ghana.

La SFI a maintenu son appui au secteur du tourisme en Afrique pendant l'exercice 90. A Maurice, où le tourisme est un secteur en expansion, la SFI a approuvé un investissement de 3,6 millions de dollars dans la Saxon Properties Limited

pour achever la construction d'un hôtel de 206 chambres sur la plage et en faire un hôtel de catégorie supérieure. La SFI a également organisé l'octroi d'un prêt consorsial de 92 millions de dollars avec des banques commerciales pour le Crédit immobilier et hôtelier (CIH), la principale banque de développement du tourisme et du logement au Maroc, pour financer des investissements privés dans des projets touristiques pendant la période 1989-90. Ce prêt est le quatrième prêt consorsial international accordé depuis le début des années 80 à une institution financière marocaine; tous ces prêts ont été consentis sur l'initiative de la SFI.

Le secteur de la pêche en Afrique a bénéficié de plusieurs investissements de la SFI. La SFI a approuvé une garantie de 4,8 millions de dollars qui permettra à la Société Ennasr de Pêche, une société marocaine, d'acquérir une flottille de quatre chalutiers équipés de congélateurs pour la pêche hauturière. En Gambie, elle a approuvé un prêt de 1,7 million de dollars dont 1,1 million de dollars pour son propre compte, le reste étant syndiqué, au profit de la Pelican Seafood pour permettre à cette entreprise de remettre en état une usine de conditionnement du poisson. Un investissement en quasi fonds propres de 200 000 dollars a été approuvé pour un projet pilote d'un an destiné à déterminer la faisabilité d'une entreprise de pêche en Guinée-Bissau et la taille éventuelle à lui donner.

La SFI a aussi participé activement au financement de l'industrie textile. Elle a aidé à structurer et à financer la pri-



vatation et la remise en état des deux plus grandes usines textiles du Togo. Ce projet a comme promoteur la Cha Chi Ming Ltd., société ayant son siège à Hong Kong. Ces usines devraient produire 20 millions de yards d'imprimés africains par an. Un prêt approuvé au profit de la Textile Industries Limited, à Maurice, permettra à cette société de regrouper ses opérations de confection en un seul endroit et de moderniser son équipement.

La SFI a octroyé plusieurs ouvertures de crédit à des intermédiaires commerciaux privés pendant l'exercice 90. Ces ouvertures de crédit, organisées conjointement par le Département régional des investissements et le Département des marchés financiers, ont pour objectif de soutenir le secteur bancaire privé en Afrique et de fournir des devises aux moyennes entreprises pour leurs investissements. Au Zimbabwe, une ouverture de crédit de 7,5 millions de dollars a été approuvée en faveur de la Scotfin Limited pour financer l'achat de biens d'équipement importés par des petites et moyennes entreprises de transport et du secteur

manufacturier; une ouverture de crédit de 15 millions de dollars a été également approuvée en faveur de la RAL Merchant Bank pour l'octroi de prêts à des sociétés clientes.

Une ouverture de crédit non renouvelable à moyen terme de 131 millions de dollars a été approuvée en faveur de cinq banques (commerciales et d'affaires) au Zimbabwe. Il s'agit de la Barclays Bank, la Merchant Bank of Central Africa, la RAL Merchant Bank, la Standard Chartered Merchant Bank et la Syfrets Merchant Bank. Chacune de ces banques empruntera de 20 à 30 millions de dollars qu'elle rétrocèdera à des sociétés locales d'exportation pour financer leurs importations de biens d'équipement. Sur le montant total de l'investissement, la SFI a fourni 66 millions de dollars pour son propre compte, et le reste est financé au moyen d'un prêt consorsial de banques commerciales. Ce projet fournira les devises très nécessaires à l'expansion et à la diversification du secteur des exportations du Zimbabwe.

Le Fonds pour l'entreprise en Afrique

Le Fonds pour l'entreprise en Afrique (FEA), créé pendant l'exercice 89, finance des projets trop petits pour justifier une intervention directe du siège de la SFI. Au cours d'une période d'essai de trois ans, le FEA prévoit d'investir 60 millions de dollars dans des petites et moyennes entreprises de pays d'Afrique subsaharienne membres de la SFI. Les propositions d'investissement sont préparées et évaluées par les missions résidentes de la SFI à Abidjan, Lagos et Nairobi, en collaboration avec des banques locales qui fournissent un cofinancement. Les opérations du FEA sont confiées principalement à des spécialistes recrutés sur place et relevant des Représentants résidents de la SFI.

Bien que le FEA ne fonctionne que depuis 15 mois seulement, ses concours sont déjà très demandés. Il a reçu plus de 400 propositions d'investissement d'entrepreneurs répartis entre 34 pays membres. A la fin de l'exercice 90, le FEA avait approuvé 14 investissements dans huit pays pour un total équivalant à 7 millions de dollars; plus de 50 projets étaient à l'étude à la fin de l'exercice.

Le FEA augmentera son effectif pendant l'exercice 91 pour pouvoir examiner le nombre croissant de projets en attente, ainsi que le grand nombre de propositions que reçoivent les missions résidentes de la SFI. Les nouvelles missions régionales de la SFI à Douala (Cameroun) et Harare (Zimbabwe), ouvertes au début de l'exercice 91, permettront au FEA d'intensifier son assistance aux entreprises d'Afrique centrale et australe.

Investissements approuvés pendant l'exercice 90 : Fonds pour l'entreprise en Afrique

(millions de dollars)

Société	Pays	Activité	Investissement brut	Coût du projet
Northern Textiles	Botswana	Textiles	0,38	1,82
Omnium de Transformations Alimentaires, S.A.	Côte d'Ivoire	Huiles et graisses	0,83	1,80
Tribois S.A.	Côte d'Ivoire	Industrie du bois	0,54	1,30
Alugan Co. Ltd.	Ghana	Fabrications en aluminium	0,28	0,70
Dimples Inn	Ghana	Hôtellerie	0,24	0,60
Plastic Laminates Ltd.	Ghana	Produits en plastique	0,60	2,50
Upper Qeme Holdings (Pty.) Limited	Lesotho	Blocs de béton	0,12	0,31
Financière d'investissement ARO (Fiaro)	Madagascar	Capital-risque	0,40	2,60
General Haulage Limited	Maurice	Camionnage	0,14	0,32
Intermatch Nigeria Ltd.	Nigeria	Papiers	0,96	3,10
Mat Tools and Forging (Private) Limited	Zimbabwe	Fabrication d'outils et de matrices	0,75	3,80
Retrofit (Private) Limited	Zimbabwe	Installations électroniques sous contrat	0,37	1,10
		Total	5,61	19,95

Aperçu général de l'investissement

En 1989, la performance des économies en développement d'Asie était supérieure à celle de toutes les autres régions; toutefois, leur taux de croissance global a diminué par rapport à son niveau très élevé de 1988. Cette diminution, particulièrement visible dans les cas de la Chine, de la République de Corée et de l'Inde, est due à divers facteurs économiques et politiques. Néanmoins, en règle générale, la conjoncture est restée très favorable à l'investissement privé, aussi bien local qu'étranger.

En Asie de l'Est, la croissance est tombée à un peu moins de 6 % en 1989, principalement sous l'effet du fléchissement des taux de croissance de la Chine et de la Corée, qui avaient dépassé 10 % en 1988. Toutefois, la performance économique est restée solide en Indonésie, en Malaisie et en Thaïlande; l'économie a été étonnamment résistante aux Philippines, malgré les incertitudes politiques du second semestre. Les investissements privés étrangers et locaux ont continué à progresser rapidement dans toute la région, surtout dans les industries tournées vers l'exportation. La croissance économique rapide a permis également de lancer de grands projets dans certains secteurs tels que la pétrochimie. Il est prévu que ces projets servent de base à la croissance industrielle en Asie de l'Est. La hausse des coûts observée dans certains pays tels que la Corée et le Japon tend à déplacer de plus en plus les industries à forte utilisation de main-d'oeuvre, telles que les textiles et l'habillement, l'électronique, les industries mécaniques et les pièces d'automobile, vers d'autres pays de la région.

La détérioration de la performance économique de l'Asie du Sud est due à un certain nombre de facteurs : catastrophes naturelles, inflation, aggravation du déficit budgétaire et du déficit de la balance des paiements, et alourdissement des charges afférentes au service de la dette extérieure. Toutefois, les progrès soutenus de la productivité et des exportations prouvent que ces économies sont capables de répondre à des incitations bien choisies. Tel est le cas de l'Inde, où les entreprises privées ont obtenu des résultats excellents au cours des deux derniers exercices, ce qui a entraîné un fort accroissement des nouvelles émissions de titres libellés en roupies et une intense activité sur le marché des actions. Bien que l'Inde ait subi un léger ralentissement de l'investissement privé à la suite de son changement de gouvernement, son budget récent et sa nouvelle politique en matière de commerce extérieur vont dans le sens d'une poursuite de la libéralisation économique; les conditions devraient rester favorables à l'investissement privé local. Au Pakistan, le gouvernement a pris de nouvelles mesures visant à ouvrir l'économie, et il a entrepris des programmes de réforme et d'ajustement structurel à moyen terme avec l'appui de la Banque mondiale et du FMI. Le secteur privé a continué d'afficher une certaine vigueur.

Un certain nombre de gouvernements des pays d'Asie envisagent de privatiser leurs entreprises publiques, notamment dans le domaine de l'infrastructure—énergie, électricité, routes et transports, par exemple—mais les progrès sont restés lents dans ce domaine. Aux Philippines, les institutions financières publiques se sont dessaisies de certains de leurs avoirs non productifs et, au Pakistan, le gouvernement prépare plusieurs privatisations.

Initiatives régionales

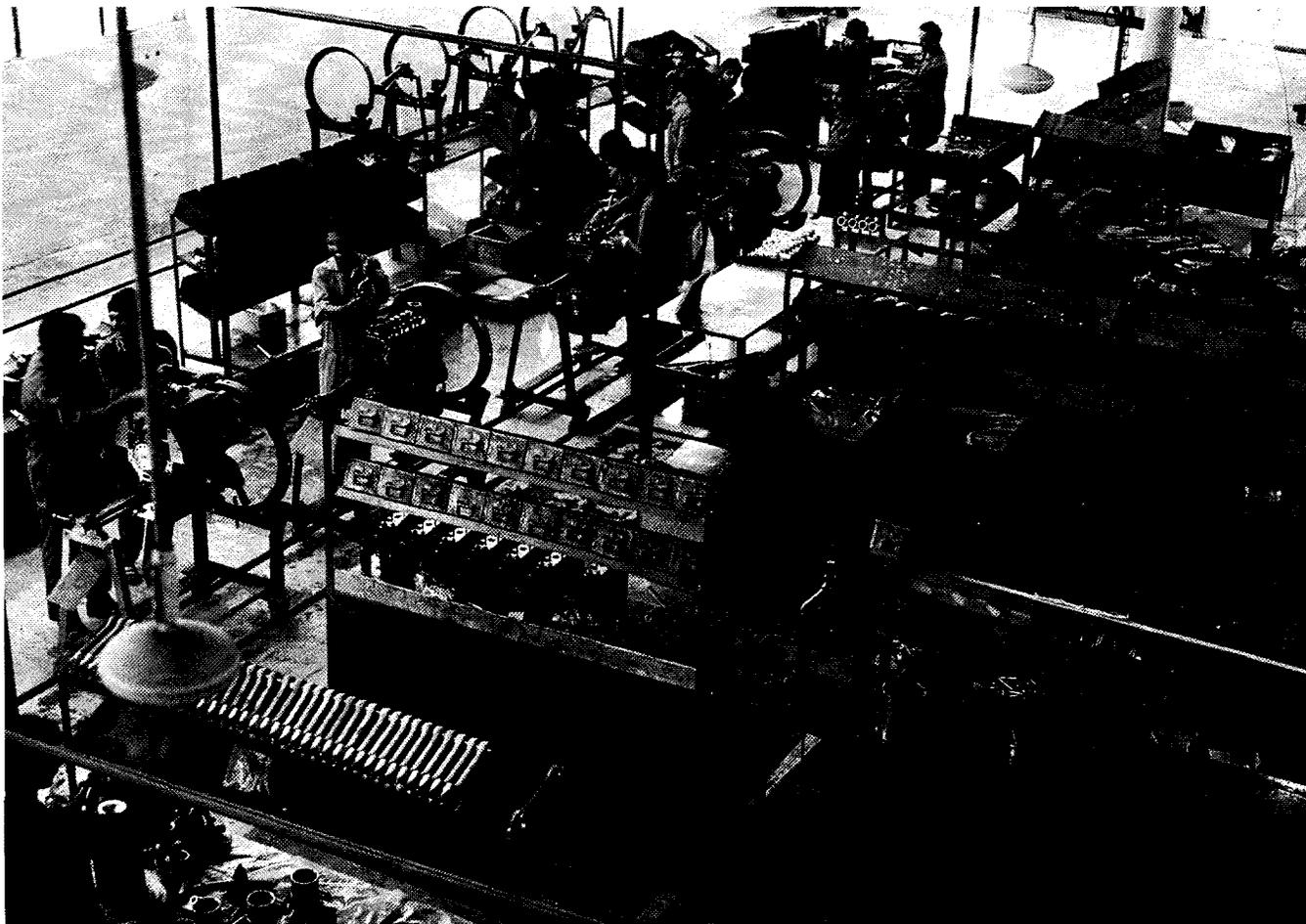
Les initiatives de la SFI en Asie de l'Est au cours de l'exercice se sont concentrées sur certains grands secteurs, tels que la pétrochimie. La SFI a joué un rôle consultatif dans un projet pétrochimique en Indonésie, et elle a approuvé un investissement dans un complexe pétrochimique aux Philippines. Elle a fourni des conseils au Gouvernement thaïlandais pour le lancement du deuxième complexe pétrochimique du pays, et elle a approuvé un investissement dans un projet en aval. Le premier complexe pétrochimique thaïlandais, qui est en cours de réalisation, a été lancé en 1984 avec les conseils et l'assistance financière de la SFI.

La SFI a facilité le transfert d'installations industrielles de Corée vers d'autres pays, tels que l'Indonésie et les Philippines. Sa participation à ces projets de réimplantation a été le fruit d'un long travail de promotion auprès des entreprises coréennes, dont certaines avaient bénéficié d'investissements antérieurs de la SFI pour le financement d'opérations locales.

Au cours de l'exercice 90, la SFI a créé le Service de promotion et de développement des investissements dans le Pacifique Sud (SPPF) sur le modèle d'initiatives similaires lancées en Afrique et aux Caraïbes (p. 45). Le SPPF aura pour mission d'aider les entrepreneurs des petites économies insulaires à préparer des projets viables et à mobiliser des fonds pour leur financement.

En Asie du Sud, l'attention que continue de porter la SFI au secteur énergétique s'explique par le rôle de plus en plus important que jouent les investisseurs privés dans le secteur de l'électricité en Inde, et par l'intérêt manifesté par le secteur privé pour l'exploitation du pétrole et du gaz et la production d'électricité au Pakistan. La SFI a approuvé des investissements dans deux compagnies d'électricité privées en Inde. Les industries mécaniques de ces deux pays ont également attiré les investissements de la SFI, qui a aussi entrepris des efforts de promotion dans d'autres industries où ces pays jouissent d'avantages naturels. Au Pakistan, ces efforts ont privilégié la diversification du portefeuille et ont permis d'identifier de bonnes possibilités d'investissement dans le secteur manufacturier.

La Société a continué à rechercher de nouveaux investissements directs sous forme de prises de participation en Inde et au Pakistan. Elle a effectué de gros investissements en capital aussi bien dans des projets entièrement nouveaux que dans de grandes sociétés qui augmentent leur capital,



La SFI a effectué un certain nombre d'investissements dans des projets manufacturiers au Pakistan.

ainsi qu'un nombre limité de petites prises de participation directes dans des projets comportant des transferts de technologie. Une ouverture de crédit consentie à un intermédiaire financier en Inde permettra à la SFI d'effectuer de façon rentable un plus grand nombre de petits investissements sous forme de prises de participation.

La SFI a continué à dispenser une assistance technique aux Gouvernements du Népal et du Pakistan engagés dans des efforts de privatisation. Elle a conclu un accord avec le Gouvernement du Népal et le PNUD sur les modalités d'une mission de consultation financée par le PNUD et qu'elle va effectuer elle-même. La SFI continuera d'aider le Népal à formuler sa politique de privatisation et à renforcer ses institutions, et lui apportera un appui direct pour la mise en oeuvre de deux opérations de privatisation. Elle a fourni des conseils au Gouvernement du Pakistan pour la privatisation de certaines entreprises publiques.

Pour appuyer ses efforts de promotion au Bangladesh et au Pakistan, la SFI a ouvert une nouvelle mission régionale à Islamabad au cours de l'exercice 90.

Faits marquants de l'exercice

Au cours de l'exercice 90, la SFI a approuvé un financement total de 697 millions de dollars destinés à 35 projets situés dans 8 pays d'Asie, y compris des projets de marchés financiers et des projets d'énergie. Sur ce montant, les prêts ont représenté 559 millions de dollars, les investissements en capital et en quasi fonds propres 109 millions de dollars, et les engagements de souscription 29 millions de dollars. Au cours de l'exercice 89, la SFI avait approuvé un montant total de 321 millions de dollars pour financer des prêts et des investissements en capital et en quasi fonds propres dans 25 projets en Asie.

A la fin de l'exercice 90, les engagements de portefeuille de la SFI comprenaient 921 millions de dollars d'investissements dans 113 sociétés situées dans 12 pays d'Asie— 701 millions de dollars de prêts et 220 millions de dollars d'investissements en capital et en quasi fonds propres. A titre de comparaison, à la fin de l'exercice 89, ils comprenaient

Investissements approuvés pendant l'exercice 90 : Asie

(millions de dollars)

Société	Pays	Activité	Investissement brut	Coût du projet
Bengal Glass Works Ltd.	Bangladesh	Industries manufacturières	2,30	6,80
Hae Un Dae Development Company Ltd.	Corée	Tourisme	0,50	15,80
Korea Long Term Credit Bank	Corée	Banque commerciale/d'affaires	15,98	450,00
CESEC Ltd. (anciennement Calcutta Electric Supply Corp. Ltd.)	Inde	Distribution d'électricité	20,10	92,20
Herdillia Oxides & Electronics Ltd.	Inde	Industries manufacturières	0,32	13,40
Industrial Credit and Investment Corp. of India Ltd. (ICICI)	Inde	Ouverture de crédit	25,00	25,00
Mahindra & Mahindra Ltd.	Inde	Fabrication d'automobiles	16,37	212,00
Mahindra Ugin Steel Co. Ltd.	Inde	Sidérurgie/Tourisme	1,32	26,20
Tata Electric Companies	Inde	Production/distribution d'électricité	60,00	273,70
Tata Keltron Ltd. §	Inde	Industries manufacturières	0,13	0,68
Titan Watches Ltd. §	Inde	Industries manufacturières	0,17	9,10
Bank Umum Nasional*	Indonésie	Délégation de crédit	10,00	20,00
P.T. Indo-Rama Synthetics	Indonésie	Textiles	12,00	74,00
P.T. Kayu NIC Indonesia	Indonésie	Produits du bois	13,10	52,10
Programme d'exploration pétrolière Raja-Pendopo	Indonésie	Exploration pétrolière	3,60	32,60
Twenty First Century Oleochemicals Sdn. Bhd.	Malaisie	Industries chimiques	8,63	20,00
Pak-Suzuki Motor Company Ltd.	Pakistan	Fabrication d'automobiles	15,14	92,60
Rupali Polyester Ltd.	Pakistan	Industries pétrochimiques/textiles	24,51	89,00
Avantex Mill Corporation	Philippines	Textiles	13,74	51,00
General Milling Corporation	Philippines	Alimentation et agro-industries	0,64	14,20
Luzon Petrochemical Corporation	Philippines	Industries pétrochimiques	105,00	500,00
Makati Shangrila Hotel and Resort Inc.	Philippines	Tourisme	59,00	118,00
Northeast Agriculture Company Ltd. §	Thaïlande	Alimentation et agro-industries	0,05	0,41
Shin Ho Paper	Thaïlande	Papier	57,08	108,00
Siam Asahi Technoglass Company	Thaïlande	Industries manufacturières	8,06	313,00
Vinythai Company Ltd.	Thaïlande	Industries pétrochimiques	150,00	529,00
Total partiel			622,74	3 138,79
Projets du Département des marchés financiers (voir p. 34)			74,69	442,44
Total			697,43	3 581,23

* Projets entrepris en collaboration avec le Département des marchés financiers.

§ Comme l'émission de droits de souscription est inférieure à 250 000 dollars, ce projet ne figure pas dans le nombre total des projets approuvés.

729 millions de dollars d'investissements dans 109 sociétés situées dans 12 pays de la région.

De nombreux pays d'Asie de l'Est améliorent leurs structures industrielles en se lançant dans la production de produits pétrochimiques de base et intermédiaires. Aux Philippines, où il est difficile de trouver des fonds pour de gros investissements, la SFI aide à mobiliser des fonds pour des projets du secteur privé dans les domaines de l'infrastructure et des industries de base. Elle a approuvé un prêt et un investissement en capital totalisant 105 millions de dollars pour la Luzon Petrochemical Corporation pour la construction du premier complexe pétrochimique intégré aux Philippines. Le coût total de ce projet est estimé à 500 millions de dollars. Elle a aussi approuvé un prêt de 59 millions de dollars, dont la moitié sera syndiquée, pour un grand complexe hôtelier à Manille. La SFI a continué à fournir des services consultatifs à la Philippines Airlines (PAL) et a préparé un plan d'action détaillé pour la restructuration du bilan de cette compagnie et sa privatisation afin de la rendre via-

ble. La PAL a décidé d'appliquer les recommandations de la SFI.

En Thaïlande, la SFI a approuvé un prêt de 50 millions de dollars et mobilisé pour 100 millions de dollars de prêts consortiaux afin d'aider à financer un ensemble intégré de production de chlorure de polyvinyle/chlorure de vinyle monomère près de Bangkok, dont le coût se chiffre à 529 millions de dollars. Dans un projet en association avec un partenaire japonais, comportant un transfert de technologie à la Thaïlande, la SFI a approuvé une prise de participation dans une usine qui fabriquera des tubes de télévision en verre.

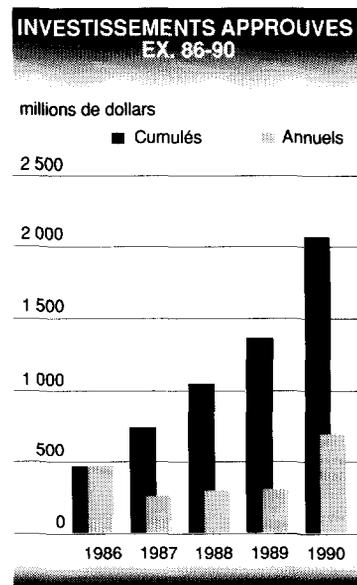
En Indonésie, où un certain nombre d'initiatives de développement sont freinées par un manque de capital social, la SFI aide des entreprises privées à diversifier leurs sources de financements en lançant des émissions publiques de titres. La Société a également appuyé le développement d'industries fondées sur l'utilisation des ressources naturelles en Indonésie avec un investissement dans une usine de panneaux

de fibres de densité moyenne utilisant les déchets de scierie recyclés. Deux délégations de crédit ont été approuvées pour l'octroi de prêts à des sociétés indonésiennes. En Corée, la SFI collabore avec des sociétés désireuses de monter des entreprises communes dans d'autres pays de la région.

En Inde, la SFI a approuvé son second prêt, de 60 millions de dollars, aux Tata Electric Companies (TEC), qui alimentent Bombay et sa banlieue. Elle a également approuvé un prêt de 20 millions de dollars à la CESC Ltd. (anciennement la Calcutta Electric Supply Corporation, Ltd.) pour financer l'expansion du réseau de transport et de distribution de la CESC. Cette expansion permettra d'améliorer la qualité et la fiabilité du service à Calcutta, en accroissant l'efficacité de la distribution et en réduisant les pertes de transport.

Toujours en Inde, la SFI a approuvé un prêt de 10 millions de dollars et un investissement en quasi fonds propres de 6,4 millions de dollars en obligations pleinement convertibles pour Mahindra & Mahindra Limited (M&M), gros fabricant de véhicules utilitaires et de tracteurs agricoles. Ces investissements contribueront à financer un programme de modernisation et de rationalisation des principales installations de fabrication des divisions automobiles et tracteurs de la M&M, qui a pour objectif de porter la production annuelle à 31 250 tracteurs et 56 500 véhicules utilitaires. Ce programme permettra également à M&M de produire des véhicules utilitaires dotés d'une transmission moderne et de moteurs à faible consommation de carburant pour répondre à la demande d'un marché indien de plus en plus concurrentiel.

La Société a approuvé une ouverture de crédit de 25 millions de dollars pour des prises de participation à effectuer avec le concours de l'Industrial Credit and Investment Corporation of India Limited (ICICI). Cette ouverture de crédit permettra à la SFI d'effectuer de petits investissements en capital dans 15 à 20 petites et moyennes entreprises industrielles de sous-secteurs où l'Inde jouit d'un certain avantage comparatif. L'ICICI, importante institution de financement du développement, aidera la SFI à identifier, évaluer et gérer les investissements effectués au titre de cette ouverture de crédit; l'introduction de techniques nouvelles et les possibilités d'exportation figureront parmi les critères importants dans le choix des projets. La SFI a également approuvé une prise de participation de 320 000 dollars dans la



Herdillia Oxides and Electronics Limited, pour la création en Inde de la première installation de production d'oxyde de fer magnétique utilisé pour enduire les bandes et les disques audio, vidéo et d'ordinateur.

Un prêt de 22 millions de dollars et une prise de participation de 2,6 millions de dollars ont été approuvés en faveur de la Rupali Polyester Limited au Pakistan pour contribuer au financement de l'expansion de la capacité de production de fibres de 22 750 à 72 750 tonnes par an avec l'installation de deux chaînes de production. La fibre synthétique, qui sera utilisée par l'industrie locale de la filature pour la fabrication de fils mélangés de polyester et coton, contribuera à la modernisation et à la diversification de l'industrie textile pakistanaise.

La SFI a approuvé un prêt de 2,3 millions de dollars à la Bengal Glass Works Limited (BGWL), le seul producteur automatisé de verre du Bangladesh, pour contribuer au financement de l'expansion de sa capacité de production de verre et de sa gamme de produits. La BGWL installera une chaîne de fabrication qui produira 20 millions de verres d'ampoule électrique par an et portera sa capacité de production de récipients en verre blanc à 4 000 tonnes par an.

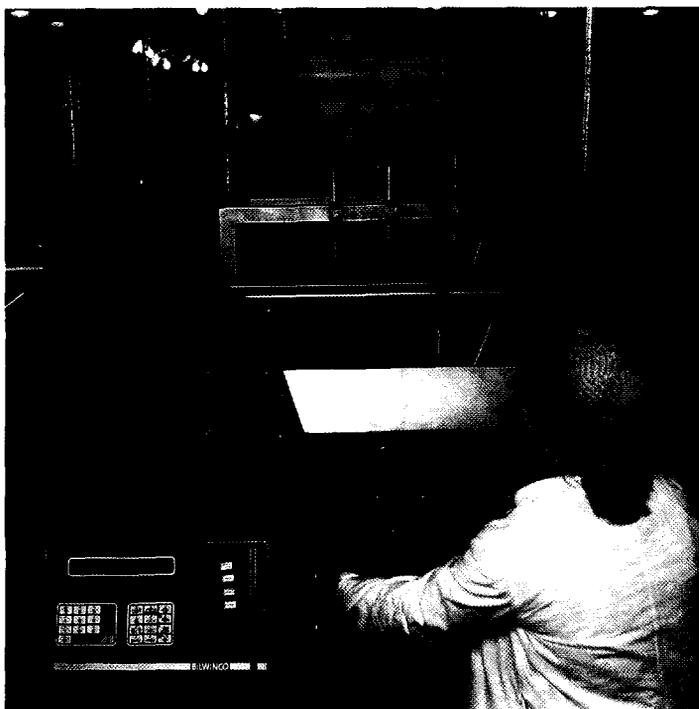
Aperçu général de l'investissement

La Hongrie, la Pologne et la Yougoslavie sont toutes trois engagées dans des réformes visant à transformer leurs économies en économies de marché et à soumettre leurs entreprises au jeu de la concurrence. Les éléments clés de ce processus de réforme, dans lequel l'investissement et le savoir-faire étrangers devraient jouer un rôle important, sont la restructuration et la privatisation des entreprises publiques, ainsi que l'élimination du contrôle des prix et des subventions de l'Etat aux producteurs et aux consommateurs. L'environnement créé par les nouvelles politiques économiques des gouvernements force les entreprises à tenir compte de l'évolution des prix du marché et à réagir aux signes favorables et défavorables du marché pour survivre. A court terme, ces réformes se font durement sentir sur l'emploi et la production. En Pologne et en Yougoslavie, les priorités de l'année écoulée ont été de juguler l'hyperinflation et d'éliminer les réglementations monétaires. Dans ces deux pays, l'inflation est tombée à des niveaux tolérables au début de 1990, et les monnaies sont devenues convertibles sur le marché intérieur, ce qui a considérablement amélioré le climat de l'investissement étranger.

Ces trois pays sont aux prises, à des degrés divers, avec de graves problèmes macroéconomiques, qui obligent leur gouvernement à prendre des décisions difficiles en période de transformation politique, où leur sensibilité aux aspirations populaires est mise à l'épreuve.

A Chypre et en Turquie, malgré une baisse sensible des taux de croissance par rapport à leurs niveaux de 1988, le secteur privé de plus en plus moderne reste vigoureux et concurrentiel. Les liens étroits qui unissent ces pays à la Communauté européenne—dont la Turquie est membre associé et avec laquelle Chypre a une union douanière—en font des lieux de prédilection pour de nouvelles entreprises. Le secteur touristique, en particulier, a attiré un volume substantiel de nouveaux investissements privés en 1989. Depuis son adhésion à la CE, le Portugal connaît une forte croissance économique et une rapide expansion des investissements dans le secteur privé. Chypre et le Portugal maintiennent des niveaux d'inflation relativement peu élevés (4 et 11 %, respectivement) et une dette extérieure acceptable. En revanche, la Turquie reste en butte à une forte inflation, qui n'a baissé que légèrement, de 75 % en 1988 à 69 % en 1989, et, en conséquence, le secteur privé turc arrive difficilement à mobiliser un financement intérieur à long terme. En même temps, si la Turquie a quelques difficultés à attirer des concours financiers extérieurs, l'investissement étranger direct y est néanmoins en hausse. Les autorisations relatives à de nouveaux investissements étrangers en Turquie ont atteint 1,5 milliard de dollars en 1989, ce qui représente une progression de 80 % par rapport à 1988; le volume effectif des entrées de fonds a été de 650 millions de dollars.

Au Moyen-Orient, l'Egypte, la Jordanie et la République du Yémen ont continué à faire face à une baisse de leur revenu causée par le fléchissement des prix du pétrole, la diminution des envois de fonds des travailleurs émigrés et le ralentissement de la croissance des principaux pays exportateurs de pétrole. En Egypte, la poursuite des efforts du gouvernement en vue d'améliorer les conditions de l'investissement privé et de déréglementer les prix a commencé à porter ses fruits. Certains projets à vocation exportatrice ont commencé à attirer des capitaux privés vers la zone franche. L'assouplissement du contrôle des prix dans le secteur hôtelier et une augmentation remarquable du tourisme étranger ont favorisé une accélération de l'investissement privé local et étranger dans le secteur touristique. En Jordanie, les milieux d'affaires commencent à reprendre confiance dans l'économie. La réunification récente de la République arabe du Yémen et de la République démocratique populaire du Yémen laisse entrevoir de plus grandes possibilités pour l'activité du secteur privé.



La SFI a aidé à la création du premier mécanisme de rétrocession en Pologne, la Banque de développement des exportations, qui offrira une aide financière à de petites entreprises polonaises comme cette société de conserves de fruits et légumes.

Investissements approuvés pendant l'exercice 90 : Europe et Moyen-Orient

(millions de dollars)

Société	Pays	Activité	Investissement brut	Coût du projet
Leptos Calypos Bay Hotels Ltd.	Chypre	Tourisme	8,20	30,00
Al-Hikma Pharmaceuticals (Jordan), Limited	Jordanie	Produits pharmaceutiques	2,00	5,32
Banque de développement des exportations*	Pologne	Ouverture de crédit	29,60	60,00
Bristol Hotel	Pologne	Tourisme	10,22	36,20
AL HIKMA Farmaceútica (Portugal), Limitada	Portugal	Produits pharmaceutiques	2,00	6,00
Banco Português de Investimento (BPI)	Portugal	Financement du développement	2,03	72,35
Sociedade de Capital de Risco S.A.—Inter-Risco§	Portugal	Financement du développement	0,02	2,10
União Industrial Textil e Quimica S.A. (UNITECA)	Portugal	Industries chimiques/pétrochimiques	6,63	16,11
Anadolu Cam Sanayii A.S.§	Turquie	Fabrication de verre	0,10	1,56
Conrad International	Turquie	Tourisme	49,00	93,00
Kamelya Turizm Islemcilik et Sol Hotels	Turquie	Tourisme	11,84	43,00
Kepez Electric Company	Turquie	Production d'électricité	25,00	67,60
Kiris Otelcilik ve Turizm A.S.	Turquie	Tourisme	5,26	20,30
Koy-Tur	Turquie	Aviculture	12,60	25,90
Mersin Enternasyonal Otelcilik A.S.	Turquie	Tourisme	12,50	25,00
Nasas Aluminyam Sanayii ve Ticaret A.S. (NASAS)§	Turquie	Métaux non ferreux	0,05	14,67
Silkar Turizm Yatirim ve Isletmeleri A.S.	Turquie	Tourisme	22,64	38,50
Simplot ve Besikcioglu A.S.	Turquie	Agro-industrie/industries alimentaires	9,50	47,33
Salonit Anhovo	Yougoslavie	Fabrication de tuyaux	6,82	16,70
		Total partiel	216,01	621,64
		Projets du Département des marchés financiers (voir p. 34)	27,73	201,80
		Total	243,74	823,44

* Projet entrepris en collaboration avec le Département des marchés financiers.

§ Comme l'émission de droits de souscription est inférieure à 250 000 dollars, ce projet ne figure pas dans le nombre total des projets approuvés.

Initiatives régionales

En Europe et au Moyen-Orient, l'exercice 90 a été marqué principalement par les efforts consacrés par la SFI à développer le rôle de l'entreprise privée, en particulier dans les secteurs manufacturier et bancaire. En Pologne, la SFI s'est employée activement à rechercher les possibilités d'investir dans les entreprises communes créées à l'occasion du processus de privatisation; elle a également dispensé une assistance consultative au nouveau gouvernement polonais en ce qui concerne la privatisation, l'investissement étranger, la création de marchés financiers locaux et l'implantation de banques étrangères. La SFI a appuyé les efforts en vue de renforcer les secteurs financier et bancaire, aussi bien en Hongrie qu'en Pologne. A Oman et en Turquie, elle a engagé des pourparlers et donné des conseils pour des projets construction-exploitation-transfert (CET) dans des industries qui étaient traditionnellement le domaine réservé du secteur public, telles que la production d'électricité. En Egypte, la SFI a poursuivi ses activités de promotion, particulièrement dans le secteur du tourisme. Etant donné l'abondance de main-d'oeuvre qualifiée peu coûteuse dont dispose ce pays, la Société a entrepris d'étudier la possibilité de participer à des projets à vocation exportatrice—en particulier dans les industries pharmaceutique et textile et dans l'industrie du papier—implantés dans des zones franches.

Pendant l'exercice 90, la SFI a engagé des pourparlers avec les gouvernements de la Bulgarie, de la Roumanie et de la Tchécoslovaquie, en vue de leur éventuelle adhésion à la Société. Ses services étant de plus en plus demandés en Europe de l'Est, la Société a élaboré un plan de restructuration de ses départements régionaux d'investissements. Sa nouvelle structure est devenue opérationnelle le 1er juillet 1990.

Faits marquants de l'exercice

Au cours de l'exercice 90, la SFI a approuvé un financement total de 244 millions de dollars destinés à 21 projets dans 7 pays d'Europe et du Moyen-Orient, y compris des projets intéressants les marchés financiers. Sur ce total, les prêts, et un accord de confirmation, ont représenté 188 millions de dollars, les investissements en capital et en quasi fonds propres 40 millions de dollars, et les engagements de souscription 16 millions de dollars. Au cours de l'exercice 89, la SFI avait approuvé un montant total de 259 millions de dollars de prêts et d'investissements en capital et en quasi fonds propres pour financer 15 projets dans la région.

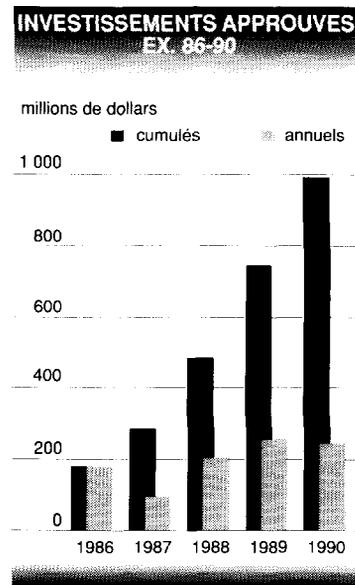
A la fin de l'exercice 90, les engagements de portefeuille de la SFI représentaient 889 millions de dollars répartis entre

82 entreprises dans 12 pays d'Europe et du Moyen-Orient, dont 798 millions de dollars de prêts et 91 millions de dollars d'investissements en capital et en quasi fonds propres, contre 756 millions de dollars d'investissements dans 74 entreprises situées dans 12 pays à la fin de l'exercice précédent.

La SFI a continué d'appuyer la croissance rapide du tourisme en Turquie. Elle a approuvé des investissements dans quatre hôtels de station balnéaire et dans deux autres en ville. Elle a également approuvé des investissements dans deux projets d'expansion agro-industrielle : Simplot ve Besikcioglu A.S., pour la production de frites congelées pour l'exportation; et Koy-Tur, pour la production d'aliments pour le bétail et l'aviculture. La SFI a approuvé un prêt, de 25 millions de dollars, à une société de production d'électricité détenue et exploitée par des intérêts privés, Kepez Electric, à l'appui de la construction d'un barrage hydroélectrique de 47 mégawatts. Elle a également fourni des conseils financiers et des services de restructuration à titre payant à un certain nombre de sociétés locales et d'entreprises communes.

Au cours de l'exercice 90, la SFI a entrepris son deuxième projet en Pologne. Elle fournit 50 millions de deutsche mark (soit l'équivalent de 30 millions de dollars) à la Banque de développement des exportations de la Pologne, le premier établissement de crédit de Pologne. Pour le compte de la SFI, la Banque fournira des fonds à concurrence de montants allant de 100 000 deutsche mark à 8 millions de deutsche mark sous la forme d'investissements en quasi fonds propres et de prêts à terme à des petites sociétés polonaises. Ce projet, qui a été entrepris conjointement par le Département des investissements en Europe et au Moyen-Orient et le Département des marchés financiers de la SFI, comprenait également une assistance technique financée au moyen d'un don pour améliorer les aptitudes de la Banque à évaluer et à superviser les prêts. Au cours de l'exercice 90, la SFI a approuvé sa première grande opération en entreprise commune en Pologne, sous la forme d'un prêt de 10 millions de dollars pour la reconstruction du prestigieux Hôtel Bristol de Varsovie. Elle a structuré cette opération, qui représente la première grande privatisation en Pologne, pour laquelle elle a en outre servi de principal conseiller au Gouvernement polonais.

D'une façon plus générale, la SFI a dispensé une assistance technique au gouvernement polonais, sous la forme de



commentaires sur un projet de loi relatif aux privatisations et d'informations sur les critères et la méthode sur lesquels devrait se fonder la sélection des candidats à la privatisation.

En Yougoslavie, la SFI a approuvé un projet de production de canalisations en plastique (CPV), appelées à remplacer les canalisations écologiquement dangereuses en ciment et amiante actuellement utilisées sur les réseaux d'alimentation en eau et d'assainissement du pays. Elle a également étudié la possibilité de développer ses activités dans ce pays, face aux changements structurels et juridiques qu'il a introduits récemment dans la propriété et l'exploitation des entreprises.

En Jordanie, la SFI a approuvé une prise de participation dans une société locale de produits pharmaceutiques florissante, Al-Hikma, pour la production de biens intermédiaires pour ses opérations. Elle a également approuvé l'octroi d'un prêt à Al-Hikma pour la construction d'une nouvelle usine au Portugal. La SFI avait déjà fait des investissements dans cette société.

En Hongrie, la SFI a dispensé des conseils à l'organisme gouvernemental chargé des activités de privatisation, et elle a été invitée à fournir des services consultatifs à propos d'une opération particulière de privatisation.

AMERIQUE LATINE ET CARAIBES

Aperçu général de l'investissement

Les résultats macroéconomiques de l'Amérique latine et des Caraïbes ont été inégaux au cours de l'exercice écoulé. Le Chili et le Paraguay ont enregistré, respectivement, une croissance de 10 % et 5 %; en revanche, l'Argentine et le Pérou ont dû faire face à une hyperinflation et à une forte récession. L'Argentine et le Brésil, qui venaient de connaître des changements politiques, ont adopté d'importants programmes d'ajustement en 1989 et 1990. Le Venezuela a entrepris un programme d'ajustement structurel radical. Son PIB a diminué de 8,1 %; toutefois, ses comptes extérieurs se sont sensiblement améliorés, la balance des paiements courants passant d'un déficit de 7,5 % du PIB en 1988 à un excédent estimé à 4,6 % du PIB en 1989. L'économie bolivienne a maintenu son taux de croissance modeste de 2,8 % en 1989. L'économie du Mexique a continué de réagir aux efforts d'ajustement, avec une croissance frôlant les 3 %. La Colombie a réussi également à maintenir une croissance d'environ 3 %, malgré les problèmes de sécurité et la baisse des recettes procurées par les exportations de café. La croissance du PIB a été d'environ 3 % en Amérique centrale, mais elle a été négligeable dans les Caraïbes.

De nombreux pays de la région font une plus large place au secteur privé en réduisant les réglementations gouvernementales et les investissements du secteur public dans l'industrie. La privatisation des entreprises publiques s'inscrit dans cette évolution vers un plus grand recours au secteur privé. Certains pays libéralisent également leur politique à l'égard des investissements étrangers.

L'Argentine et le Brésil ont lancé de vastes programmes d'austérité afin de briser le cercle vicieux des emprunts publics massifs, des taux d'intérêt élevés et de l'hyperinflation. Ils ont également introduit des réformes afin de réduire la participation directe de l'Etat à l'activité économique; ils ont

adopté des politiques de taux de change plus réalistes et éliminé la plupart des subventions aux investissements et autres distorsions liées à l'intervention de l'Etat. S'il est encore trop tôt pour juger du succès de ces programmes, on remarque néanmoins qu'ils ont eu pour effet immédiat d'entraîner une réduction spectaculaire de l'inflation. Comme on pouvait s'y attendre, l'investissement privé s'est trouvé freiné. Les difficultés de trésorerie et la réduction de la demande intérieure ont forcé de nombreuses entreprises à différer leurs investissements. En revanche, l'objectif à long terme de ces programmes est de rendre les économies argentine et brésilienne mieux à même de réagir aux principes et aux forces d'un marché libre. S'ils réussissent, ces programmes donneront un coup de fouet au secteur privé. Les taux de change plus favorables, la libéralisation des régimes commerciaux et la réduction de la demande intérieure ont déjà incité certaines entreprises à se tourner vers les marchés d'exportation et ont créé des pressions concurrentielles qui poussent aux investissements de modernisation, de restructuration et d'expansion. Toutefois, l'insuffisance de crédit à moyen et à long terme, et en particulier des devises, continue de faire gravement obstacle aux progrès de ces entreprises.

La SFI a été le principal garant d'émission de la première offre internationale de participation lancée par une société latino-américaine depuis plus de 20 ans.

Prospectus

**5,882,353 American Depositary Shares
Representing
100,000,001 Shares of Series A Common Stock**



**Compañía de Teléfonos de Chile S.A.
(Telephone Company of Chile)**

Each American Depositary Share ("ADS") represents 17 shares of Series A Common Stock, without face value ("Series A Common Stock"), of Compañía de Teléfonos de Chile S.A. (the "Company"). The ADSs are evidenced by American Depositary Receipts ("ADRs"). See "Description of American Depositary Receipts".

The offering of 5,882,353 ADSs is being made in two concurrent offerings, one offering outside the United States and Canada (the "International Offering") and one in the United States and Canada (the "U.S. Offering"). Of the 5,882,353 ADSs offered by the Company, 1,470,588 are being offered in the International Offering and 4,411,765 are being offered in the U.S. Offering, subject to transfers between the underwriters of each of the offerings. See "Underwriting".

Prior to this offering there has been no public market in the United States for the ADSs or the Series A Common Stock. The Series A Common Stock is listed on and trades on the Santiago Stock Exchange. The closing sales price on the Santiago Stock Exchange for the Series A Common Stock based on its Official Quotations Bulletin as of the close of business on July 19, 1990 was Ch\$260 per share equivalent to US\$14.92 per ADS (representing 17 shares of Series A Common Stock), translated at the "Dólar Observado" rate of Ch\$296.32 per US\$1.00 for such day.

Under applicable Chilean regulations, persons who are domiciled or resident in Chile are not entitled to the foreign exchange treatment accorded other holders of ADSs by the Central Bank of Chile. See "Foreign Investments and Exchange Controls in Chile" and "Description of American Depositary Receipts". For a discussion of certain considerations attendant with an investment in a Chilean company, see "Chilean Company Investment Considerations".

The ADSs are listed on the New York Stock Exchange under the symbol "TCH".

THESE SECURITIES HAVE NOT BEEN APPROVED OR DISAPPROVED BY THE SECURITIES AND EXCHANGE COMMISSION OR ANY STATE SECURITIES COMMISSION NOR HAS THE COMMISSION OR ANY STATE SECURITIES COMMISSION PASSED UPON THE ACCURACY OR ADEQUACY OF THIS PROSPECTUS. ANY REPRESENTATION TO THE CONTRARY IS A CRIMINAL OFFENSE.

	Price to Public	Underwriting Discount(1)	Proceeds to the Company(2)
Per American Depositary Share.....	\$15.125	\$.885	\$14.24
Total(3).....	\$88,970,589	\$5,205,882	\$83,764,707

(1) See "Underwriting" for information with respect to indemnification provided to the several underwriters of the U.S. and International Offerings.

(2) Before deducting offering expenses payable by the Company, estimated at \$1,998,936. See "Underwriting".

(3) The Company has granted the underwriters of the U.S. and International Offerings 30-day options to purchase up to 616,994 additional ADSs (representing the right to receive up to a total of 10,488,728 shares of Series A Common Stock) at the Price to Public, less the Underwriting Discount, to cover over-allotments, if any, if all such additional ADSs are purchased by the underwriters of the U.S. and International Offerings. The total Price to Public, Underwriting Discount and Proceeds to the Company will be \$98,302,472, \$5,721,913 and \$92,550,559, respectively. See "Underwriting".

The ADSs offered by this Prospectus are offered by the underwriters of the International Offering subject to prior sale, to withdrawal, cancellation or modification of the offer without notice, to delivery to and acceptance by the underwriters of the International Offering, and to certain further conditions. It is expected that the ADRs evidencing ADSs will be ready for delivery at the offices of Salomon Brothers International Limited, London, England, on or about July 27, 1990.

Salomon Brothers International Limited International Finance Corporation

The date of this Prospectus is July 20, 1990.

Investissements approuvés pendant l'exercice 90 : Amérique latine et Caraïbes

(millions de dollars)

Société	Pays	Activité	Investissement brut	Coût du projet
Programme d'exploitation pétrolière Hidra	Argentine	Exploitation pétrolière	30,00	30,00
Petroquímica Ensenada S.A. (Petroken)	Argentine	Industries pétrochimiques	35,00	135,10
Terminal 6 S.A.	Argentine	Services portuaires	4,00	13,20
Journey's End Caribbean Club Limited	Belize	Tourisme	1,00	3,00
Banco Industrial S.A. (BISA)	Bolivie	Financement du développement	2,12	5,90
Bahia Sul Celulose S.A. (Bahia Sul)	Brésil	Bois, pâte et papier	55,00	897,00
Companhia Minuano de Alimentos (Minuano)	Brésil	Aviculture	7,00	28,00
Companhia Vidraria Santa Marina (Santa Marina)	Brésil	Fabrication de verre	25,00	103,00
Engepol Engenharia de Polimeros S.A. (Engepol)	Brésil	Fabrication de plastiques	3,50	11,54
Ripasa S.A. Celulose e Papel (Ripasa)	Brésil	Bois, pâte et papier	25,00	146,00
Compañía de Teléfonos de Chile S.A. (CTC)*†	Chili	Télécommunications	152,10	1 104,40
Compañía Puerto de Coronel S.A. (Puerto Coronel)	Chili	Services portuaires	8,00	39,70
Compañía Colombiana de Tejidos, S.A. (Coltejer)	Colombie	Textiles	22,50	56,86
Oleoducto de Colombia S.A.	Colombie	Oléoduc	70,00	321,00
Banca Serfin*	Mexique	Financement du développement	6,50	22,00
Bancomer*	Mexique	Ouverture de crédit	20,00	40,00
Banco Nacional de Mexico (Banamex)*	Mexique	Ouverture de crédit	60,00	200,00
Grupo Condumex, S.A. de C.V.	Mexique	Industries manufacturières	50,00	128,00
Grupo Primex, S.A. de C.V.	Mexique	Industries pétrochimiques	20,00	57,50
Indelpro, S.A. de C.V.	Mexique	Industries pétrochimiques	42,00	108,00
Petrocel	Mexique	Industries pétrochimiques	32,00	101,60
Compañía de Minas Buenaventura S.A. (Buenaventura)	Pérou	Extraction de métaux non ferreux	0,60	6,00
Zone franche de San Isidro	République dominicaine	Services industriels	6,00	15,30
Sociedad Comercializador, S.A. (Comersa)	République dominicaine	Matériaux de construction/ciment	0,08	0,78
Productora de Alcoholes Hidratados, C.A. (Pralca)	Venezuela	Industries pétrochimiques	41,40	142,50
Total partiel			718,80	3 716,38
Projets du Département des marchés financiers (voir p. 34)			16,08	473,10
Total			734,88	4 189,48

* Projets entrepris en collaboration avec le Département des marchés financiers.

† Deux projets : en plus d'un prêt et d'un investissement en quasi fonds propres totalisant 130 millions de dollars, la SFI a garanti une émission publique de la part de la CTC.

L'économie bolivienne a commencé à se remettre, lentement il est vrai, des problèmes du début des années 80—hyperinflation et surendettement causés par une gestion macroéconomique inefficace. Au cours des cinq dernières années, le Gouvernement a créé un climat favorable à l'investissement privé en libéralisant les marchés, en supprimant le contrôle des prix et les obstacles au commerce et en réduisant l'intervention de l'Etat dans le secteur privé. Le gouvernement a également pris des mesures très constructives pour la régularisation de ses rapports avec ses créanciers extérieurs.

Au Mexique, où les lois relatives au commerce et aux investissements étrangers ont été libéralisées de manière à favoriser une plus large participation extérieure, l'investissement étranger a augmenté de 10 % en 1989. On estime que l'investissement privé a progressé de 10 %, atteignant près de 16 % du PIB; le secteur manufacturier a enregistré une croissance d'environ 6 %. Toutefois, comme la croissance de la demande intérieure reste modeste et que les taux d'intérêt intérieurs réels découragent les gros investissements "en rase campagne", l'investissement privé reste presque essentiellement axé sur la suppression des goulots d'étranglement et l'amélioration de l'efficacité.

Au Venezuela, la libéralisation économique progresse rapidement; le pays a adopté un taux de change unique, les taux

d'intérêt ont été libérés et les droits de douane et contingents ont été réduits. Le déficit budgétaire a été ramené de 8,3 % du PIB en 1988 à 1,4 % en 1989. Le secteur privé a accepté le programme de libéralisation et a commencé à y répondre. Le volume des exportations non traditionnelles est passé de 1,5 milliard de dollars en 1988 à 2,7 milliards de dollars en 1989. Le pays envisage d'élargir son programme annuel de conversions de dettes en fonds propres, qui est de l'ordre de 600 millions de dollars, afin de favoriser les plus gros investissements, et il a mis en oeuvre son programme de privatisation, qui met l'accent sur les petites entreprises.

En Colombie, le changement n'a pas été aussi rapide, mais l'ampleur du programme de libéralisation devrait être similaire. Le Gouvernement a lancé récemment un plan visant à démanteler les barrières protégeant les industries du pays. En règle générale, la libéralisation a été plus lente en Amérique centrale et aux Caraïbes.

Initiatives régionales

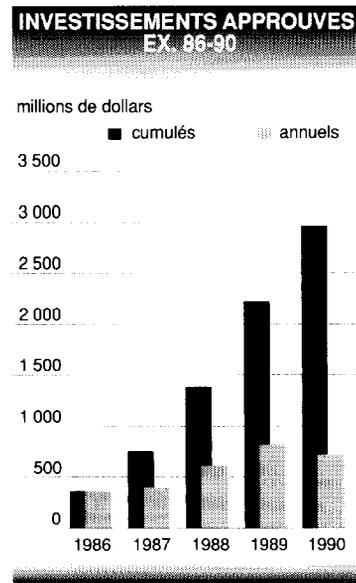
Au Mexique, la SFI continue à investir dans les programmes visant à rendre plus modernes et plus efficaces un grand nombre d'entreprises de toutes sortes, exposées à une

concurrence accrue dans une économie plus ouverte. De nombreuses entreprises s'efforcent de mieux délimiter leur marché et commencent à pouvoir soutenir la concurrence internationale. Certaines grandes entreprises reçoivent une aide directe de la SFI sous forme d'investissements et de services consultatifs; l'aide aux petites et moyennes entreprises passe par les ouvertures de crédit offertes à des banques commerciales locales. L'une de ces ouvertures de crédit approuvées au cours de l'exercice 90 permettra l'octroi de prêts à des entreprises de transformation qui produisent pour l'exportation. La SFI aide quelques grandes entreprises mexicaines à accéder aux marchés financiers internationaux, notamment en organisant des swaps de monnaies et des émissions de titres.

Au Venezuela, la SFI continue d'appuyer des projets qui permettent d'utiliser les abondantes ressources naturelles du pays, de promouvoir l'intégration en aval et de produire pour l'exportation. Le projet pétrochimique au Venezuela approuvé au cours de l'exercice 90 utilise les approvisionnements en gaz naturel peu coûteux du pays pour fabriquer des produits destinés aux marchés intérieur et extérieur. En Colombie, la SFI a fait porter principalement ses efforts sur des projets de modernisation industrielle et de fabrication de biens destinés à l'exportation. Elle a appuyé, par ses services consultatifs et par un investissement, le programme de modernisation de l'un des principaux producteurs de textile du pays. Elle a également approuvé un investissement destiné à contribuer au financement de la construction d'un oléoduc, qui devrait remédier partiellement à un grave problème de transport pétrolier. Aux Caraïbes, la SFI a fait porter ses efforts sur les projets touristiques et sur l'expansion des opérations du service de promotion et de développement des investissements aux Caraïbes (p. 41).

La SFI a également apporté son appui à des opérations dans le Cône Sud fondées sur l'utilisation des ressources naturelles, notamment à une société pétrochimique en Argentine et à des projets, lancés par de solides promoteurs, visant à substituer des produits locaux aux produits importés. Son aptitude à mobiliser des concours financiers pour des projets auprès d'autres investisseurs et bailleurs de fonds a continué de jouer un rôle important dans le succès des opérations en Amérique latine, où beaucoup de banques commerciales hésitent à accroître leurs engagements.

Par ailleurs, la Société s'est employée activement à promouvoir le rôle du secteur privé dans des secteurs traditionnellement réservés à l'Etat. Au Chili, elle a approuvé des investissements dans deux entreprises, dont l'une avait été récemment privatisée et l'autre était une nouvelle entreprise, qui fournissent des services d'infrastructure de base—télécommunications et construction et exploitation d'installations portuaires. Ces services sont indispensables au Chili s'il veut pouvoir rester l'un des exportateurs les plus efficaces d'Amérique latine. La SFI continuera d'apporter son appui à des projets économiquement sains qui vont dans le sens des efforts de privatisation. Elle a également favorisé un investissement intrarégional. Elle a approuvé un investissement dans une opération en association entre une société brésilienne et une société chilienne.



Faits marquants de l'exercice

Pendant l'exercice 90, les financements approuvés par la SFI pour l'Amérique latine et les Caraïbes ont totalisé 735 millions de dollars, répartis entre 29 projets dans 10 pays, y compris des projets relatifs aux marchés financiers et au secteur de l'énergie. Sur ce total, les prêts, les garanties et les accords de confirmation ont représenté 616 millions de dollars, les investissements en capital et en quasi fonds propres 91 millions de dollars, et les engagements de souscription 28 millions de dollars. Au cours de l'exercice 89, la SFI avait approuvé un total de 842 millions de dollars, sous la forme de prêts et de financements en capital et en quasi fonds propres pour 30 projets dans la région.

A la fin de l'exercice 90, le total des engagements de portefeuille de la SFI pour l'Amérique latine et les Caraïbes s'élevait à 2,1 milliards de dollars répartis entre 162 sociétés de 21 pays—1,8 milliard de dollars sous forme de prêts et 263 millions de dollars sous forme d'investissements en capital et en quasi fonds propres. Comparativement, à la fin de l'exercice 89, ses investissements s'élevaient à 1,9 milliard de dollars répartis entre 160 sociétés de 22 pays.

Au Mexique, la SFI a consenti un prêt de 50 millions de dollars à la Condumex, fournisseur de pièces et d'appareillage électrique pour automobiles, pour aider au financement d'un programme destiné à accroître la capacité et à réduire les coûts de production de cette société. A la suite de ce programme, on prévoit que la part des exportations dans le volume de vente de la Condumex passera de 22 à 32 %. Une ouverture de crédit de 60 millions de dollars avait été établie en faveur de la plus grande banque commerciale du Mexique, le Banco Nacional de Mexico, pour l'octroi de prêts à des petites et moyennes entreprises engagées dans des efforts de restructuration, d'amélioration de leur efficacité et de renforcement de leur compétitivité. Ce projet est l'un des trois au Mexique entrepris conjointement par le Département régional des investissements et le Département des

marchés financiers de la SFI. Aux termes du deuxième de ces projets, la SFI a accordé une ouverture de crédit de 20 millions de dollars à Bancomer, banque commerciale, pour l'octroi de prêts à des sociétés de transformation produisant pour l'exportation; aux termes du troisième, auquel a également participé la Division des opérations financières de la SFI, la Société a organisé un swap de monnaies pour Banca Serfin, afin de réduire le risque de change lié à un prêt en deutsche mark. Ce swap a été le premier organisé par la SFI pour un client. Trois investissements ont été approuvés dans le secteur pétrochimique mexicain : un prêt et un investissement en quasi fonds propres de 42 millions de dollars à Indelpro, pour aider à la construction de la première installation de production de polypropylène du pays; un prêt de 20 millions de dollars au Grupo Primex, pour l'expansion de sa production de chlorure de polyvinyle; et un prêt de 32 millions de dollars à Petrocel, qui a entrepris de développer sa production d'acide téréphthalique purifié et de téréphthalate de diméthyle, qui sont les deux principales matières premières utilisées dans la fabrication de polyester.

Au Venezuela, la SFI a approuvé un investissement sous forme de prêt et de prise de participation d'un total de 41,4 millions de dollars à une société pétrochimique, la Productora de Alcoholes Hidratados, C.A. (Pralca), qui produira de l'oxyde d'éthylène et du glycol éthylène. En Colombie, la SFI a prêté des services consultatifs et accordé un prêt de 22,5 millions de dollars pour le programme de modernisation d'un important producteur de textile, la Compañía Colombiana de Tejidos, S.A. (Coltejer). La SFI a également approuvé un prêt de 70 millions de dollars destiné à aider Oleoducto de Colombia à construire un oléoduc pour le transport de 150 000 barils de brut par jour pour l'exportation. Le Service de promotion et de développement des investissements aux Caraïbes (p. 41) a identifié un projet d'expansion d'une zone franche en République dominicaine, pour lequel la SFI a approuvé par la suite un investissement de 6 millions de dollars.

Malgré l'accélération de l'inflation et les incertitudes politiques, les entreprises privées brésiliennes ont continué d'investir et de rechercher le concours de la SFI. Celle-ci a approuvé un financement de 55 millions de dollars, dont 15 millions de dollars sous forme de prise de participation, en faveur de Bahia Sul, projet partiellement intégré de pâte et de papier entièrement nouveau de 897 millions de dollars dans le sud de l'Etat de Bahia, l'une des régions les moins développées du Brésil. Un prêt de 20 millions de dollars et une prise de participation de 5 millions de dollars ont été approuvés en faveur de Ripasa, le troisième fabricant de papier du Brésil. Ces deux projets permettront au pays de dégager d'importantes recettes d'exportation. La SFI a également approuvé un prêt et un financement en quasi fonds propres de 25 millions de dollars en faveur de la Companhia Vidraria Santa Marina, société de production de fibres de verre dont le principal actionnaire est le groupe Saint-Gobain. Un prêt de 3,5 millions de dollars (partiellement convertibles en fonds propres) a été approuvé en faveur d'Engepol, société

de fabrication de plastique formée par un client brésilien de la SFI dans le cadre d'une entreprise commune à 60/40 avec un partenaire chilien. Ce projet est destiné à produire des feuilles et des tubes de polyéthylène de haute densité pour les secteurs minier et agricole et le secteur de l'assainissement, principalement pour le marché brésilien. Ce projet offre un bon exemple d'investissement intrarégional appuyé par la SFI. Un investissement en quasi fonds propres de 7 millions de dollars approuvé par la SFI aidera au financement de l'expansion de la Companhia Minuano de Alimentos, moyenne entreprise avicole à vocation exportatrice.

Au Chili, la Société a approuvé un financement de 130 millions de dollars en faveur de la Compañía de Teléfonos de Chile S.A. (CTC). En outre, par l'entremise de la Division des valeurs mobilières internationales de son Département des marchés financiers, la SFI a appuyé l'émission de certificats américains de dépôt lancée par la CTC sur les marchés financiers internationaux, en s'engageant à acquérir les titres émis par la CTC jusqu'à concurrence de 22 millions de dollars. Cette compagnie a lancé un programme quinquennal d'investissement d'un coût total de plus de 1,1 milliard de dollars destiné à doubler le nombre de lignes téléphoniques et à améliorer le service interurbain grâce à l'emploi de liaisons par fibre optique et par satellite. La SFI a également approuvé un investissement dans la Compañía de Puerto Coronel S.A., nouvelle entreprise privée qui construira et exploitera un port commercial dans la huitième région du Chili. Le crédit de 5 millions de dollars et la prise de participation de 3 millions de dollars contribueront au financement d'un projet dont le coût est estimé à 40 millions de dollars, qui sera entrepris par des partenaires argentins, chiliens et néo-zélandais.

En Argentine, la Société a approuvé un investissement dans la Petroquímica Ensenada S.A., entreprise commune d'Ipako S.A. et de Shell CAPSA, qui produira du polypropylène pour l'exportation. Un crédit de 20 millions de dollars de la SFI, qui a été déterminant dans la conclusion du plan de financement, complètera une forte prise de participation et un financement fourni par des organismes de crédit d'exportation.

En Bolivie, la SFI a approuvé son deuxième swap de monnaies en faveur de l'un de ses clients, le BISA (Banco Industrial, S.A.), banque de développement privée dans laquelle la SFI avait déjà effectué des investissements; il s'agit d'un swap d'un prêt en deutsche mark de la DEG en dollars des Etats-Unis, monnaie utilisée par le BISA pour ses opérations de prêt, qui a pour objet de réduire le risque de change pour cette banque.

Au Brésil, la SFI a dispensé des services consultatifs à un vaste conglomérat, ABC, dont elle a aidé la direction à élaborer un programme complet de restructuration et à définir la stratégie pour les activités à moyen terme de la société. L'aide de la SFI a été déterminante pour le choix des principales activités de la société et l'amélioration de son contrôle financier, de ses systèmes d'information de gestion et de son efficacité dans la mobilisation de ressources extérieures.

MARCHES FINANCIERS

La SFI aide ses pays membres à développer leur secteur financier par l'intermédiaire de son Département des marchés financiers, dont les principales fonctions sont les suivantes :

- conseiller les gouvernements pour la mise en place des régimes fiscaux, juridiques et réglementaires nécessaires au développement d'un solide secteur financier axé sur le marché;
- fournir une assistance financière et technique aux institutions financières locales—qui sont souvent les premières de leur genre dans le pays;
- faire connaître les marchés naissants aux investisseurs internationaux en assurant la promotion, la garantie et la distribution sur les marchés internationaux des fonds-pays (y compris les fonds de conversion de dette en fonds propres) et des nouvelles émissions de titres de sociétés de pays en développement.

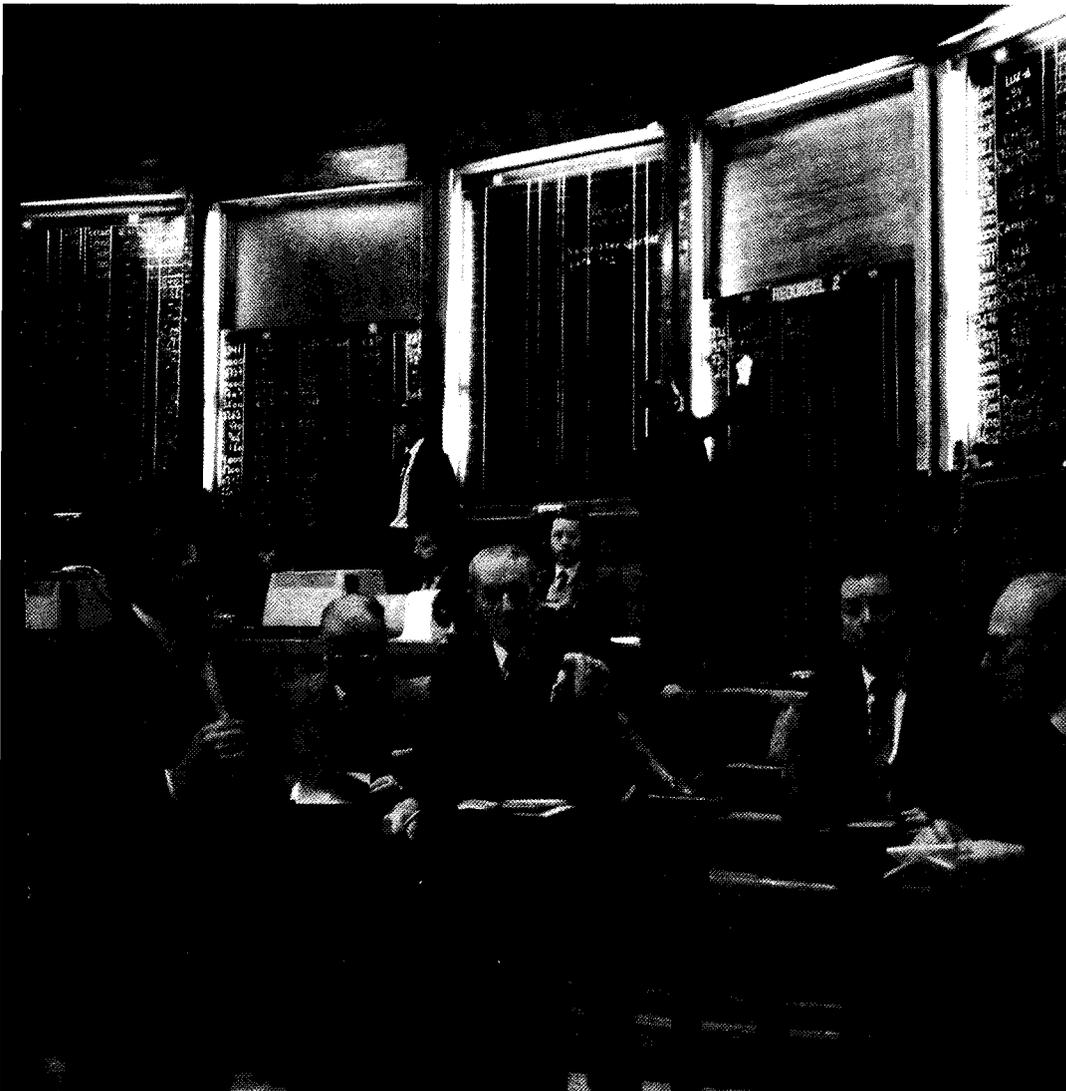
Faits marquants de l'exercice

Pendant l'exercice 90, le Département des marchés financiers s'est sensiblement développé. Les investissements bruts dans les projets approuvés intéressant les marchés finan-

ciers ont atteint 423 millions de dollars—soit presque trois fois le volume approuvé au cours de l'exercice précédent—répartis entre 33 projets dans 14 pays et une région. Treize de ces projets ont été entrepris conjointement par le Département des marchés financiers et les départements régionaux des investissements. Pendant l'exercice 89, la SFI avait approuvé pour 160 millions de dollars d'investissements pour 20 projets intéressant les marchés financiers dans 13 pays.

En même temps qu'il maintenait son volume d'activité, le Département des marchés financiers a réussi à établir un équilibre géographique dans ses approbations de projets. En outre, il a su répartir harmonieusement ses investissements entre ses trois principales activités : renforcement d'institutions, rétrocession par l'entremise d'intermédiaires financiers et placements de titres sur les marchés internationaux (voir diagrammes à secteurs).

Pendant l'exercice 90, la SFI a approuvé 10 projets de renforcement d'institutions. Elle a aidé à la création de l'une des premières banques d'affaires au Pakistan; au Zimbabwe, elle a pris une importante participation dans la RAL Merchant Bank et lui a consenti une ouverture de crédit de 15 millions de dollars pour l'aider à accroître ses transactions financières en devises et à diversifier sa clientèle en y incluant de plus petites entreprises; elle a approuvé un investissement dans une société de capital-risque en Inde pour promouvoir le développement commercial de techniques locales; elle a



Au cours de l'exercice 90, la SFI a lancé 11 fonds-pays qui ont permis de mobiliser plus de 1 milliard de dollars pour des sociétés de pays en développement.

Investissements approuvés pendant l'exercice 90 : Marchés financiers

(millions de dollars)

Société	Pays	Activité	Investissement brut	Coût du projet
Corporación de Inversiones y Privatización	Argentine	Gestion d'investissement	0,08	388,10
Jardine Fleming Asia Select Limited	Asie	Fonds de placement	11,25	100,00
Compañía de Teléfonos de Chile S.A.*†	Chili	Télécommunications	22,10	110,00
Five Arrows Chile Fund†	Chili	Fonds de placement	6,00	75,00
Leasing Andino	Chili	Leasing	10,00	10,00
Korea Development Leasing Corporation	Corée	Leasing	0,90	46,30
First Hungary Fund	Hongrie	Fonds de placement	7,50	80,00
India Lease Development Ltd.	Inde	Leasing	3,94	13,37
Infrastructure Leasing and Financial Services Ltd.	Inde	Leasing	16,95	16,95
Technology Development and Information Company of India	Inde	Capital-risque	2,87	60,00
Bank Niaga	Indonésie	Délégation de crédit	7,50	15,00
Bank Umum Nasional*	Indonésie	Délégation de crédit	10,00	20,00
Nomura Jakarta Fund†	Indonésie	Fonds de placement	3,00	30,00
P.T. Saseka Gelora Leasing§	Indonésie	Leasing	0,07	0,56
The Leasing and Finance Company of Malawi§	Malawi	Leasing	0,11	1,08
Banca Serfin*	Mexique	Financement du développement	6,50	22,00
Bancomer*	Mexique	Ouverture de crédit	20,00	40,00
Banco Nacional de Mexico (Banamex)*	Mexique	Ouverture de crédit	60,00	200,00
First International Investment Bank	Pakistan	Banque d'affaires	0,69	4,76
All Asia Capital and Leasing Corporation	Philippines	Leasing	0,26	2,30
The First Philippine Fund†	Philippines	Fonds de placement	20,00	100,00
The Manila Fund†	Philippines	Fonds de placement	7,00	50,00
Banque de développement des exportations*	Pologne	Ouverture de crédit	29,60	60,00
Finantia Capital	Portugal	Fonds de placement	4,00	30,00
Portuguese Investment Fund†	Portugal	Fonds de placement	6,00	30,50
Mutual Fund Company	Thaïlande	Gestion de fonds	0,26	3,20
ISGEN Leasing	Turquie	Leasing	0,23	1,30
Turkish Investment Fund†	Turquie	Fonds de placement	10,00	60,00
Barclays Banks of Zimbabwe Ltd.*	Zimbabwe	Ouverture de crédit	20,11	20,11
Merchant Bank of Central Africa Ltd.*	Zimbabwe	Ouverture de crédit	25,21	25,21
RAL Merchant Bank Ltd.*	Zimbabwe	Ouverture de crédit	30,21	30,21
RAL Merchant Bank Ltd.*	Zimbabwe	Banque d'affaires/Ouverture de crédit	17,85	19,00
Scotfin Limited*	Zimbabwe	Ouverture de crédit	7,50	7,50
Standard Chartered Merchant Bank*	Zimbabwe	Ouverture de crédit	30,21	30,21
Syffrets Merchant Bank Ltd. Zimbabwe*	Zimbabwe	Ouverture de crédit	25,21	25,21
Total			423,11	1 727,87

* Projets entrepris en collaboration avec le Département régional des investissements.

† Engagement de souscription.

§ Comme l'émission de droits de souscription est inférieure à 250 000 dollars, ce projet ne figure pas dans le nombre total des projets approuvés.

Note: Les placements privés effectués par le Département des marchés financiers, qui ne figurent pas sur ce tableau, se sont élevés à 328 millions de dollars au cours de l'exercice 90, y compris 113 millions de dollars de placements pour le Emerging Markets Investment Fund.

aidé six sociétés de leasing à développer leurs opérations (une société, respectivement, au Chili, en Corée, aux Philippines et en Turquie et deux en Inde); et elle a pris une participation au capital d'une société de développement et de gestion de fonds communs en Thaïlande.

Au cours de l'exercice, la SFI a développé ses activités de rétrocession. Elle a créé le premier mécanisme de rétrocession en Pologne, au moyen d'un prêt de 50 millions de deutsche mark à la Banque de développement des exportations. Elle a également approuvé des prêts à des intermédiaires financiers en Indonésie, au Mexique et au Zimbabwe pour l'octroi de crédits à de moyennes entreprises.

La part des activités de la SFI sur les marchés financiers qui a connu la croissance la plus rapide est celle des transac-

tions internationales de titres. Pendant l'exercice, l'intérêt suscité par les fonds-pays, qui permettent d'attirer des nouveaux capitaux vers des marchés naissants, est resté vif et la demande a été soutenue, jusqu'au quatrième trimestre où l'activité de ces fonds s'est quelque peu ralentie. La SFI est restée à la pointe dans ce domaine, participant au montage et au lancement de 11 fonds qui ont permis de mobiliser plus de 1 milliard de dollars sur les marchés internationaux. Elle a participé à cette activité en tant que promoteur, garant, courtier et, le cas échéant, investisseur. Le Nomura Jakarta Fund (Indonésie), le Portuguese Investment Fund (Portugal) et le Five Arrows Chile Fund (Chili) sont les premiers fonds de la SFI dans ces pays. Le First Hungary Fund, le Manila Fund et le Turkish Investment Fund sont les premiers fonds d'investissement

créés en Hongrie, aux Philippines et en Turquie, respectivement.

La SFI a fait usage pour la première fois de certains instruments de placement. Elle a participé directement à la mise sur pied d'un swap de monnaies pour Banca Serfin au Mexique. Deux fonds de financement de sociétés dans leur phase de développement ("mezzanine funds") ont été créés au Portugal (Finantia Capital) et en Asie du Sud-Est (Jardine Fleming Asia Select) pour investir dans des sociétés cherchant à obtenir leur cotation sur les marchés boursiers locaux. La SFI a placé auprès d'investisseurs institutionnels privés un total de 328 millions de dollars de titres de ces deux fonds et de trois autres : Corporación de Inversiones y Privatización (Argentine), First Hungary Fund (Hongrie) et Emerging Markets Investment Fund (un fonds d'envergure mondiale).

Au cours de l'exercice, la SFI a créé la Division des valeurs mobilières internationales afin de renforcer ses activités sur les marchés financiers internationaux. En particulier, cette division aide les sociétés de pays en développement à accéder aux grands marchés financiers par l'émission d'actions et d'obligations. Cette division est devenue pleinement opérationnelle pendant le deuxième trimestre de l'exercice 90 et s'est constitué un portefeuille de projets à l'étude. Elle a contribué de façon déterminante à la structuration, à l'engagement de souscription (en tant que cochef de file) et au placement d'une émission publique de certificats américains de dépôt qui a fait date, pour la Compañía de Teléfonos de Chile S.A., sur les marchés financiers internationaux. Cette émission est enregistrée auprès de la Securities and Exchange Commission et cotée à la Bourse de New York. Elle représente la première offre de titres dans les marchés internationaux publics lancée par une société d'Amérique latine depuis plus de 20 ans.

La Base de données sur les marchés naissants (EMDB) du Département des marchés financiers, qui établit des sta-

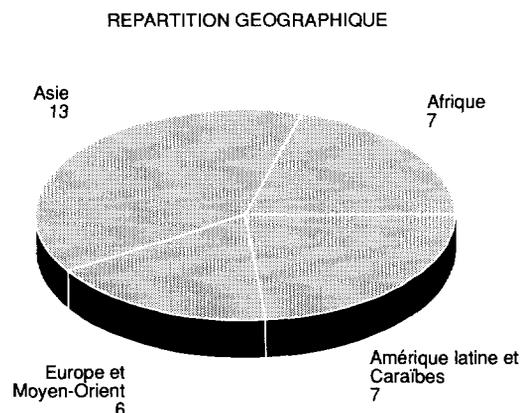
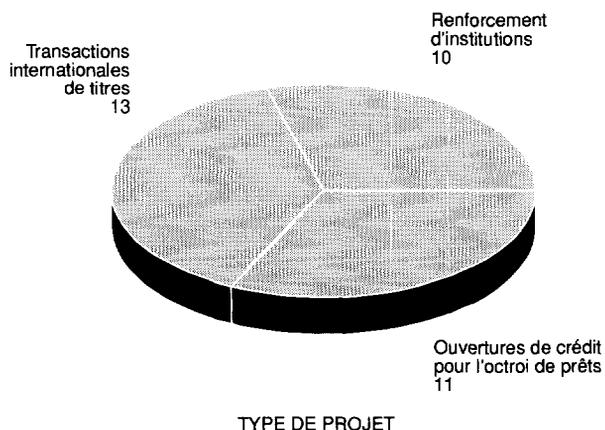
tistiques sur les marchés boursiers de 19 pays en développement et plus de 700 sociétés, reste très appréciée des milieux d'affaires. Cette base de données complète les activités de placement du département en fournissant, aux institutions financières et à la presse, les informations nécessaires qui leur font souvent défaut sur les marchés naissants. En réponse à la demande, au cours de l'exercice 90, elle a étendu sa Base de données à l'Indonésie; elle a également publié un Guide des sociétés (*The EMDB Company Guide*), qui fournit des données sur les opérations d'un échantillon représentatif de sociétés de certains marchés naissants.

Au cours de l'exercice, la SFI a continué d'offrir une assistance technique à ses pays membres. Elle a coordonné des études sur les cadres juridiques et réglementaires existants et proposés dans près de 40 pays et régions afin d'y faciliter la création de marchés financiers. Elle a également procédé à des examens approfondis des secteurs financiers de plusieurs pays, à la demande de leur gouvernement.

Activités futures

Au cours du présent exercice, le Département des marchés financiers continuera à chercher un équilibre entre ses différents types d'activité, les secteurs financiers et les régions géographiques qu'il dessert. En réponse à la demande, et compte tenu des événements politiques récents, ce département accentuera son action dans certains domaines tels que le renforcement d'institutions en Afrique et en Europe de l'Est. Il développera son programme d'assistance consultative et technique et, tout en facilitant les transactions financières traditionnelles, il créera de nouveaux produits pour les offres internationales de titres. L'EMDB complètera ces efforts en élargissant la gamme des services qu'elle offre à une communauté financière internationale sophistiquée.

PROJETS DU DEPARTEMENT DES MARCHES FINANCIERS



SERVICES DE GESTION FINANCIERE DES ENTREPRISES

Le Département des services de gestion financière des entreprises (CFS) dispense des services consultatifs pour le montage des entreprises, y compris pour les restructurations financières, et les privatisations. Il travaille en étroite coopération avec les autres départements de la SFI. Lorsque le Service de gestion financière des entreprises a été créé, au cours de l'exercice 89, la SFI avait déjà mené à bien un certain nombre de projets d'investissement comportant restructuration et privatisation, et elle cherchait à développer ses activités dans ces domaines pour répondre à une demande croissante de la part de ses pays membres en développement. Ce service n'a pas tardé à se faire accepter des gouvernements, des entreprises privées et des conseillers financiers. Face à la croissance rapide de ses activités et au succès de ses services consultatifs, il a été érigé en département en janvier 1990, avec accroissement de son effectif.

Restructuration

Pendant l'exercice 90, ce département a été invité à aider à la restructuration financière de la Philippine Associated Smelting and Refining Corporation (PASAR). Ce projet de services consultatifs avait pour principal objectif la mise au point d'une structure financière viable pour la PASAR par le biais d'un programme de réduction de sa dette; toutefois, il pourrait également déboucher sur la privatisation de la PASAR, à la suite d'une réduction de la participation majoritaire de l'Etat.

Privatisations

Au cours de l'exercice 90, la SFI a travaillé à quatre projets de services consultatifs pour privatisation; dans la plupart

de ces cas, la SFI a également donné des conseils pour une restructuration financière.

- Après avoir effectué une analyse approfondie de la Philippine Airlines (PAL), le département CFS a conçu un programme détaillé de réduction de la dette et de privatisation, destiné à rendre la PAL financièrement viable par la restructuration de son actionnariat. La PAL a accepté les recommandations du département CFS et a décidé d'exécuter ce programme.
- Après avoir aidé le Gouvernement pakistanais, au cours de l'exercice 89, à trouver des candidats à la privatisation, le département CFS a présenté une proposition énonçant ses recommandations sur la façon d'aborder la privatisation des candidats choisis.
- Le département CFS a aidé le Gouvernement polonais à créer les cadres législatif et institutionnel nécessaires à l'établissement de la propriété privée et aux privatisations. Plusieurs entreprises sont actuellement pressenties pour un désengagement de l'Etat.
- Le département CFS a continué d'apporter son aide au Gouvernement népalais pour la formulation d'une politique de privatisation. Un accord a été conclu avec le Gouvernement et le PNUD sur les modalités d'une mission de consultation pour le département CFS, qui portera sur le renforcement institutionnel et le transfert de compétences, ainsi que sur un appui direct à deux transactions. Il est prévu que cette mission sera financée par le PNUD.

Au cours de l'exercice, le département CFS a également engagé des pourparlers pour des restructurations et des privatisations avec des entreprises et les Gouvernements d'Antigua, d'Argentine, de Bolivie, d'Egypte, de Grèce, de Hongrie, d'Inde, de Jamaïque, de Malaisie, du Maroc, du Mexique, du Nigéria, du Paraguay, de Thaïlande, de Turquie, d'Uruguay, du Venezuela et de Yougoslavie. Un certain nombre de ces pays ont demandé au département CFS de leur soumettre des propositions précises soit pour la restructuration et la privatisation, soit pour des services de conseils en gestion financière en rapport avec de nouveaux projets.

AUTRES OPERATIONS

SYNDICATS DE FINANCEMENT

L'exercice 90 aura été pour la Division des syndicats de financement une année record, qui témoigne de la volonté de plus en plus marquée d'un certain nombre de banques de participer à nouveau au financement de projets dans les pays en développement, en collaboration avec la SFI. Sur les 1,8 milliard de dollars de prêts approuvés au cours de l'exercice, le montant syndiqué ou en cours de syndication a été de 622 millions de dollars, chiffre jamais atteint auparavant. La liste des 37 institutions ayant participé à ces opérations de syndication figure ci-dessous.

A la fin de l'exercice 90, le portefeuille de prêts administré par la SFI pour le compte de participants s'élevait à 1,1 milliard de dollars, soit une augmentation de 158 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent.

La syndication de prêts est l'une des activités les plus efficaces de la SFI par son effet catalytique. Grâce à des techniques mises au point depuis les années 60, la SFI a réussi à syndiquer plus de 3,1 milliards de dollars de participations à ses prêts auprès de 249 institutions financières, qui sont pour la plupart des banques internationales. Bien que les banques qui participent à ces syndicats assument intégralement le risque commercial lié au prêt, en pratique, du fait du statut particulier de la Société, aucun prêt de la SFI, y compris pour la partie syndiquée, n'a été affecté par le rééchelonnement de la dette extérieure du pays emprunteur.

Le succès du programme de syndication de la SFI est également dû à l'expérience de la Société en ce qui concerne la gestion de son propre portefeuille de prêts, aux avantages que comportent pour les participants à ses prêts ses capacités d'évaluation et de supervision des projets et, dans un nombre croissant de pays développés, au traitement préférentiel accordé par les autorités de tutelle des banques aux participations aux prêts de la SFI, du fait que celle-ci est le prêteur en titre.

Institutions financières participant à des projets de la SFI au cours de l'exercice 90

The Arab Investment Company S.A.A.
Bank für Kärnten und Steiermark A.G.
Bank für Oberösterreich und Salzburg (Oberbank)
Banque CSIA
Banque Indosuez
Banque Internationale à Luxembourg S.A.
Banque Marocaine du Commerce Extérieur
Banque Nationale de Paris
Banque de l'Union Européenne
Bergen Bank A/S
Commerzbank AG
Crédit Lyonnais
Crédit National
Den norske Creditbank
Deutsche Bank AG
Ecobank Transnational Incorporated
Girozentrale und Bank der Österreichischen Sparkassen A.G.
The Industrialization Fund for Developing Countries

Kansallis-Osake-Pankki
Kreditanstalt für Wiederaufbau (KfW)
Manufacturers Hanover Trust Company
NMB Postbank Groep N.V.
Nederlandse Financierings Maatschappij voor Ontwikkelingslanden N.V.
Österreichische Länderbank A.G.
Österreichische Volksbanken A.G.
PKbanken
Postipankki, Ltd.
Raiffeisen Zentralbank Österreich A.G.
Skopbank
Société Générale
Standard Chartered Bank
The Sumitomo Bank, Limited
Swiss Bank Corporation
The Tokai Bank, Limited
Union Bank of Finland Ltd.
Union Bank of Switzerland
Zentralsparkasse und Kommerzbank, Wien

C'est en Asie que les activités de syndication de la SFI ont enregistré l'augmentation la plus forte, avec six nouveaux projets dans quatre pays. En Thaïlande, la SFI est en train de syndiquer un prêt de 100 millions de dollars pour financer en partie l'usine intégrée de fabrication de CPV de Vinythai dont le coût total est de 529 millions de dollars, ainsi qu'un prêt de 30 millions de dollars à la Shin Ho Paper Co. pour une usine de papier journal et une installation de désencrage de pâte à papier. Aux Philippines, un prêt syndiqué de 25 millions de dollars contribuera, avec un prêt de 65 millions de dollars consenti par la SFI pour son propre compte, au financement d'un complexe pétrochimique de 500 millions de dollars de la Luzon Petrochemical Corporation. La SFI est également en train de syndiquer un prêt de 29,5 millions de dollars pour le nouvel hôtel Shangri-La à Manille. En Malaisie, un prêt de 3,4 millions de dollars a été syndiqué pour la construction d'une usine d'acides gras par la société Twenty First Century Oleochemicals Sdn. Bhd.

L'évolution de l'attitude des banques commerciales a été particulièrement évidente en Amérique latine. En effet, au cours de l'exercice 90, la SFI a mené à bien ou entrepris la mise sur pied de prêts consortiaux d'un montant total de 157 millions de dollars pour neuf projets en Argentine, au Brésil, au Chili, en Colombie, au Mexique et au Venezuela. Parmi les transactions effectuées au cours de l'exercice 90 figurent une syndication de 35 millions de dollars liée à un crédit d'exportation français mis en place par la Société Générale pour l'Oleoducto de Colombia, S.A., entreprise conjointe chargée de la construction d'un oléoduc d'un coût de 321 millions de dollars en Colombie; un prêt syndiqué de 15 millions de dollars destiné à contribuer au financement d'un projet d'expansion de 128 millions de dollars du Grupo Condumex, S.A. de C.V., gros producteur mexicain de câbles et de fils métalliques pour appareillage électronique; et une syndication de 15 millions de dollars au profit de Petroquímica Ensenada S.A., entreprise conjointe argentine, pour la construction et l'exploitation d'une usine de polypropylène d'un coût de 135 millions de dollars.

En Afrique, la SFI a mobilisé un financement de plus de 150 millions de dollars auprès de banques commerciales pour trois grands projets. Au Ghana, elle a syndiqué pour l'Ashanti Goldfields Corporation un prêt de 35 millions de dollars dans le cadre d'un financement de 93 millions de dollars destiné à l'expansion des activités d'exploitation de la mine d'or de Sansu. Au Maroc, elle a syndiqué un second prêt au Crédit immobilier et hôtelier, institution financière locale : des banques commerciales ont participé à hauteur de 52 millions de dollars à un prêt de 92 millions de dollars de la SFI qui est utilisé pour financer divers projets touristiques générateurs de recettes en devises. Enfin, au Zimbabwe, la SFI, en collaboration avec la Banque nationale de Paris, est en train de mobiliser des fonds par le biais d'une opération de syndication pour l'octroi d'un prêt de 65 millions de dollars à un groupe d'institutions financières locales pour le financement de nouvelles industries d'exportation.

Ouvertures de crédit multipays

La SFI a mis au point un nouvel instrument permettant de mobiliser des apports en devises à moyen terme auprès de banques commerciales internationales pour financer des projets de petite et moyenne envergure dans un certain nombre de pays en développement. En raison de leur taille, ces projets ne pourraient pas normalement bénéficier d'un financement direct de la SFI.

Dans le cadre d'une Ouverture de crédit multipays, la SFI et une banque commerciale internationale s'engagent à financer dans des proportions convenues la composante en devises de projets dans certains pays. La banque commerciale est chargée d'identifier, d'évaluer et de superviser ces projets à travers son réseau de succursales, de filiales ou d'agences locales. La SFI doit donner son approbation à chaque prêt, sur la base de ses critères habituels de sélection, y compris du respect des normes du Groupe de la Banque mondiale en matière d'environnement. La SFI fait fonction de prêteur officiel pour le montant total du prêt, auquel la banque commerciale participe à concurrence de 50 % ou plus.

Cette formule présente plusieurs avantages. Elle permet d'utiliser les connaissances du pays que possèdent les grandes banques internationales et leurs relations avec la clientèle locale; elle encourage les banques commerciales à partager les autres risques à moyen terme du projet avec la SFI; et elle permet un apport en devises à des projets qui seraient autrement trop petits pour obtenir un financement de la SFI.

Au cours de l'exercice 90, la SFI a ainsi approuvé les trois premières ouvertures de ce type.

Banque commerciale	Pays bénéficiaires
NMB Postbank	Chili, Indonésie, Malaisie, Uruguay
Algemene Bank Nederland	Indonésie, Maroc, Pakistan, Sri Lanka, Turquie
Banque Indosuez	Bangladesh, Malaisie, Pakistan, Thaïlande, Turquie

D'autres pays pourront être par la suite ajoutés à cette liste. Par ailleurs, la SFI a engagé des pourparlers avec d'autres banques commerciales pour l'octroi de prêts dans le cadre de telles ouvertures dans d'autres régions, y compris en Afrique subsaharienne.

This announcement appears as a matter of record only.

Crédit Immobilier et Hôtelier

Projets hôteliers au Maroc
Prêts à moyen et long terme
d'une contrepartie de

U.S. \$109,000,000

Munis par
International Finance Corporation

Société Générale Österreichische Länderbank

¥ 2,875,000,000

FF 118,000,000

Prêt à long terme
International Finance Corporation

U.S. \$33,000,000

DM 18,000,000

DM 15,000,000

Participations bancaires au prêt à moyen terme
Co-Lead Managers

Société Générale	Österreichische Länderbank
Nederlandse Financierings Maatschappij voor Ontwikkelingslanden N.V.	GROZENTRALE und BANK des Deutschen und Spanischen Mittelstands
Managers	
Banque Française du Commerce Extérieur	Banque Internationale à Luxembourg
NMB Bank (France)	SKOPBANK Union Bank of Finland (France) S.A.
Co-Managers	
The Arab Investment Company	Österreichische Länderbank
Banque CSIA (C.I.T.)	Österreichische Länderbank

This announcement appears as a matter of record only.

U.S. \$80,000,000

ASHANTI GOLDFIELDS CORPORATION (GHANA) LIMITED

Financing Primarily for Development of the Sansu Project

U.S. \$60,000,000
Term Loan

Provided by
International Finance Corporation
and through Participations in the IFC loan by

Banque Nationale de Paris p.l.c. Standard Chartered Bank
Union Bank of Switzerland
Manufacturers Hanover Trust Company

U.S. \$10,000,000
Lenders' Standby Loan

Provided by
International Finance Corporation
Standard Chartered Bank Union Bank of Switzerland

U.S. \$10,000,000
Sponsors' Standby Loan

Provided by
Republic of Ghana Lonrho Plc

The undersigned acted as financial advisor to Ashanti Goldfields Corporation (Ghana) Limited, and structured and arranged the financing.

International Finance Corporation

March, 1990

This announcement appears as a matter of record only.



CONDUMEX

Grupo Condumex, S.A. de C.V.
Mexico

U.S. \$53,000,000

Project Financing

Provided by
International Finance Corporation

and through Participations in the IFC Loan by

NMB Bank
Banque et Caisse d'Épargne de l'Etat, Luxembourg
Banque Française du Commerce Extérieur
Banque Internationale à Luxembourg

Société Anonyme
Crédit National
Crédit Suisse

June, 1990

This announcement appears as a matter of record only.

U.S. \$154,700,000



Philippine Long Distance Telephone Company

U.S. \$70,000,000

Project Financing

Provided by
International Finance Corporation

and through Participations in the IFC Loan by German banks led by

This announcement appears as a matter of record only.



Yeditepe Beynelmülêl Oteliçlik Turizm ve Ticaret A.Ş.

U.S. \$49,000,000

Project Financing

Arranged by
International Finance Corporation

U.S. \$21,000,000

Project Term Loan

and

U.S. \$4,000,000

Equity Investment

Provided by
International Finance Corporation

U.S. \$24,000,000

Provided through participations in the IFC loan by

Swiss Bank Corporation

Banque Indosuez

Bergen Bank A/S

Crédit Lyonnais

Zentralsparkasse und Kommerzbank, Wien

Banque Internationale à Luxembourg

Den norske Creditbank PLC

The Tokai Bank, Limited

Haci Özgür, December, 1987

February, 1990

SERVICE DE PROMOTION ET DE DEVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS EN AFRIQUE

Le Service de promotion et de développement des investissements en Afrique (APDF) a pour mission d'identifier des entrepreneurs africains de qualité et de les aider à préparer des projets viables impliquant la création de nouvelles entreprises ou l'expansion, la privatisation ou la diversification d'entreprises existantes. L'APDF ne finance pas lui-même les projets, mais il pourvoit partiellement au financement des études de marché, des études techniques et autres études de faisabilité et travaille avec les promoteurs jusqu'à ce que le financement de leurs projets soit assuré.

La SFI est l'agent d'exécution de l'APDF qui a été créé en 1986 sous la forme d'un projet du PNUD. L'Administrateur adjoint du PNUD est le Président du Conseil consultatif du Service. La Banque africaine de développement (BAfD), qui en est le responsable régional, est représentée au Conseil d'administration de l'APDF. Le financement des dépenses de fonctionnement de l'APDF est assuré par la BAfD, la SFI, le PNUD et 14 pays : la République fédérale d'Allemagne, la Belgique, le Canada, le Danemark, les Etats-Unis, la Finlande, la France, l'Italie, le Japon, la Norvège, les Pays-Bas, le Royaume-Uni, la Suède et la Suisse. Par ailleurs, le Brésil, l'Inde et Israël ont accepté d'apporter une assistance technique à l'APDF.

Le premier mandat de l'APDF est arrivé à expiration en juin 1990. En février 1990, les donateurs ont décidé de le proroger de cinq ans et de développer les activités du Service. L'APDF a ouvert un nouveau bureau à Harare (Zimbabwe) au début de l'exercice 91.

En 1989, l'APDF a fourni des services consultatifs et contribué à mobiliser des fonds pour 24 projets dans neuf pays. Ces projets, qui représentent un investissement total de 51 millions de dollars, permettront de créer environ 1 700 emplois à un coût unitaire relativement faible. Depuis sa création, l'APDF est intervenu dans 53 projets qui ont permis de créer 3 600 emplois.

Au cours des quatre dernières années, les bureaux extérieurs de l'APDF à Abidjan et Nairobi ont reçu plus de 1 600 propositions de projets. Au moment où un grand nombre de pays procèdent à des réformes de leurs politiques pour promouvoir les activités du secteur privé, l'APDF permet aux entrepreneurs africains de tirer profit de ces réformes.

Exemples de projets de l'APDF

Guinée

Une nouvelle société, *Alpha Chandelle S.A.*, envisage de créer une petite installation de fabrication de 36 millions de bougies par an pour le marché local. Le coût de ce projet est estimé à 500 000 dollars. La technologie et l'équipement seront importés de la République fédérale d'Allemagne. A la demande du promoteur local, l'APDF a fait procéder à une étude de marché et a évalué les aspects techniques et la viabilité à long terme de ce projet dont l'exécution sera financée par un prêt de la Banque internationale pour le commerce et l'industrie de Guinée (BICIGUI).

Kenya

L'APDF a aidé deux femmes entrepreneurs à négocier l'acquisition d'une entreprise de fabrication et de vente au détail de vêtements dans le centre de Nairobi. Utilisant des textiles locaux, cette entreprise conçoit, confectionne et vend des tenues de travail et des vêtements habillés pour femmes. Une étude de marché réalisée à la demande de l'APDF et des promoteurs a confirmé ce que pensaient les promoteurs, à savoir qu'il existe un marché à Nairobi pour de tels vêtements à des prix raisonnables. La production de ce projet, d'un coût de 100 000 dollars et qui est financé par un apport des promoteurs et un prêt de la Barclays Bank, permettra de diminuer quelque peu les importations actuelles de vêtements du Kenya.

Soudan

Le promoteur de la *Mistika Engineering Company* envisage de créer un atelier pour l'entretien complet de moteurs diesel. Les véhicules lourds constitueront le principal marché de ce projet, dont le coût est estimé à 1 million de dollars. Deux banques, la Sudan Rural Development Corporation et l'Industrial Bank of Sudan, ont déjà consenti des prêts à moyen terme, et un prêt de la Sudan Development Corporation devrait être approuvé prochainement. L'APDF a aidé à mobiliser 600 000 dollars pour le financement de ce projet.

Zambie

Le projet de la *Siaza Industrial Limited*, dont le coût est de 500 000 dollars, porte sur la création d'une installation de coulée en continu pour la fabrication de billettes d'alliage de cuivre qui seront vendues à l'exportation à des clients européens identifiés avec l'aide de l'APDF. L'apport du promoteur, qui représente 49 % des financements nécessaires, sera complété par un prêt de la Banque de développement de Zambie. Le personnel technique du projet a été formé à l'étranger. Les essais de production ont débuté en septembre 1989.

SOCIETE DE SERVICES DE GESTION POUR L'AFRIQUE

On estime que les faiblesses d'un grand nombre d'entreprises privées et la lenteur des efforts de privatisation déployés en Afrique sont dues en grande partie à la pénurie de cadres qualifiés et expérimentés. Afin de remédier à ce problème, la SFI a lancé en avril 1989, avec la collaboration du PNUD et de la Banque africaine de développement (BAfD), la Société de services de gestion pour l'Afrique (AMSCo).

L'AMSCo, qui est un projet du PNUD, représente une formule nouvelle visant à combiner les crédits du secteur public aux investissements et aux compétences en gestion du secteur privé. L'AMSCo B. V. a été constituée à Amsterdam en tant que société néerlandaise. Son capital est détenu à environ 70 % par la SFI et d'autres institutions financières, parmi lesquelles la Banque africaine de développement (BAfD) le Fonds danois d'industrialisation pour les pays en développement (IFU), le Fonds finlandais de coopération pour le développement industriel (FINNFUND), la Caisse centrale de coopération économique (CCCE, France), la Société financière pour les pays en développement (FMO, Pays-Bas), la Banque de développement du Portugal (BFN), le Fonds suédois de coopération industrielle avec les pays en développement (SWEDFUND) et la Société pour le développement du Commonwealth du Royaume-Uni (CDC). Le reste du capital de l'AMSCo est détenu par plus de 50 sociétés internationales privées de 20 pays industrialisés et en développement. Ces sociétés, qui sont toutes membres du Conseil de coopération industrielle pour les services de développement (ICDS), fourniront du personnel et une formation aux entreprises africaines, conformément au mandat de l'AMSCo. M. Carl L. Angst est le premier Président du Comité de direction et M. Tener Eckelberry le premier Président de l'AMSCo.

L'AMSCo affectera aux postes de direction de ses sociétés clientes africaines des cadres recrutés principalement parmi ses actionnaires privés. L'AMSCo a été conçue comme une entreprise commerciale financièrement autonome dont les services seront payés par ses clients. Toutefois, elle disposera d'un fonds de 7 millions de dollars qui lui permettra de financer en partie les contrats de gestion de ses clients qui ne pourront au départ assumer intégralement le coût de ses services. Ce fonds sera constitué grâce à des contributions des Gouvernements de la République fédérale d'Allemagne, de la Belgique, du Danemark, des Etats-Unis, de la Finlande, des Pays-Bas, du Portugal et du Royaume-Uni.

Le principal objectif de l'AMSCo est de promouvoir des entreprises rentables et compétitives gérées par des Africains. A l'expiration de leur mandat, les cadres fournis par l'AMSCo seront remplacés par des cadres africains. A cette fin, l'AMSCo offrira à l'intention de ressortissants africains des programmes de formation à la gestion. La BAfD, le PNUD et les Gouvernements de la Belgique, de l'Italie, des Pays-Bas, de la Suède et de la Suisse ont constitué un fonds de formation de 7 millions de dollars pour appuyer ces programmes.

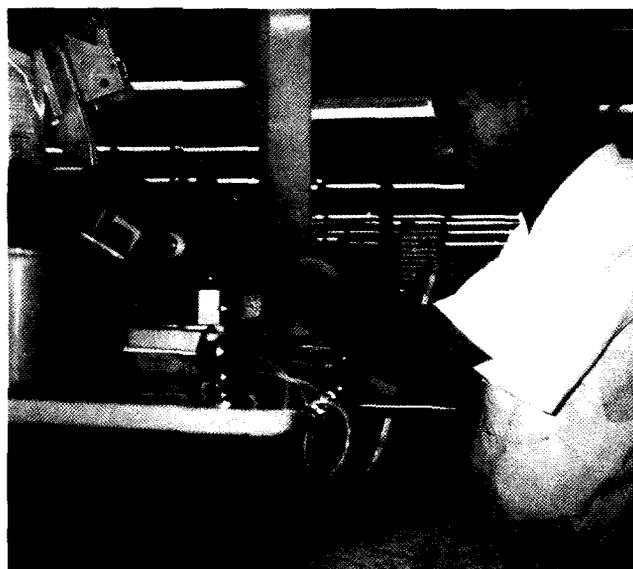
Pendant l'exercice 90, l'AMSCo a pourvu ses deux postes de directeur des opérations et engagé un responsable de la formation. Pour faire connaître la société, des membres de son personnel ont parcouru l'Afrique, donnant des conférences à l'intention de groupes d'affaires, de banques et d'organismes publics. L'AMSCo dispose à présent d'une abondante réserve de projets potentiels, et elle a conclu son premier contrat, aux termes duquel elle aidera une laiterie sénégalaise à améliorer sa gestion. Elle prévoit de signer prochainement cinq ou six contrats. Les services de l'AMSCo sont très demandés, et l'on prévoit qu'il lui faudra encore deux ans avant d'accéder à l'autonomie financière.

SERVICE DE PROMOTION ET DE DEVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS AUX CARAIBES

Le Service de promotion et de développement des investissements aux Caraïbes (CPDF) aide les chefs d'entreprise de cette région à trouver des financements, sous forme de prêts et de prises de participation, pour créer ou développer des entreprises. En juillet 1989, le CPDF a étendu la portée de ses services aux entreprises du Costa Rica, d'El Salvador, du Guatemala, du Honduras, du Nicaragua et du Panama, portant ainsi à 27 le nombre de pays et de territoires qu'il dessert.

En 1989, le CPDF a ouvert à la Barbade un Bureau régional pour l'est des Caraïbes, ce qui lui permettra de renforcer son appui aux entreprises confrontées aux problèmes particuliers des économies relativement limitées et isolées des

La Zone franche de San Isidro, en République dominicaine, qui loue des usines à des entreprises étrangères pour le montage de composants informatiques et électroniques, a reçu une assistance technique du CPDF et un prêt de 6 millions de dollars de la SFI qui lui permettront de s'agrandir.



îles Sous-le-Vent et du Vent. Le CPDF a également conclu des accords officiels avec des institutions locales de plusieurs pays plus grands, notamment avec le Comité de promotion des investissements en République dominicaine et la Fondation pour les investissements et le développement des exportations au Honduras, aux termes desquels ces institutions rempliront en son nom des fonctions promotionnelles et logistiques.

La capacité financière du CPDF a été considérablement renforcée au cours de l'exercice. L'USAID et les Gouvernements du Japon et des Pays-Bas sont en effet venus s'ajouter au nombre de ses précédents donateurs—la Banque interaméricaine de développement (BID), la SFI, le PNUD et des institutions gouvernementales de la République fédérale d'Allemagne, du Canada et du Royaume-Uni—pour financer les activités du CPDF, qui a maintenant presque entièrement atteint ses objectifs de financement pour la période quinquennale 1988-92.

En 1989, le CPDF a travaillé sur neuf nouvelles propositions de projet d'un coût total supérieur à 83 millions de dollars. Au total, depuis sa création en 1981, le CPDF a réussi à mobiliser des financements pour 52 projets d'un coût total de près de 120 millions de dollars.

PROGRAMME ENERGETIQUE

Le programme énergétique actuel de la SFI a été lancé dans le cadre du Programme quinquennal approuvé par le Conseil d'administration en 1984. Ce programme a pour principal objectif de contribuer aux approvisionnements en énergie des pays en développement en encourageant les compagnies pétrolières à développer leurs activités dans ces pays. A ce jour, le Conseil a approuvé onze investissements—neuf dans des projets d'exploration pure et deux prises de participation dans le projet d'exploration et d'exploitation pétrolières de Meleiha, en Egypte. Le montant total des décaissements afférents à ces dix projets d'exploration est estimé à 46 millions de dollars. Les prêts

consentis à des projets d'exploitation pétrolière dans le cadre de ce programme représentent un montant total de 665 millions de dollars, à savoir 380 millions de dollars pour le compte de la SFI et 285 millions de dollars sous forme de prêts consortiaux négociés avec des banques commerciales.

Exploration

La première découverte de pétrole dans le cadre d'un projet d'exploration entrepris par la SFI (le projet Chirete-Olleros en Argentine, qui a été approuvé par le Conseil au cours de l'exercice 87) s'est produite récemment. Un puits foré dans le bloc d'Olleros a produit environ 800 barils de pétrole par jour pendant les essais; un programme d'évaluation sera bientôt entrepris pour déterminer si cette découverte présente un intérêt commercial. Dans le cadre du même projet, un puits a été foré dans le bloc de Chirete. Ce forage a donné des résultats encourageants, mais a dû être abandonné à cause d'ennuis mécaniques. Un nouveau forage est prévu prochainement dans le même bloc.

Au cours de l'exercice 90, le Conseil d'administration de la SFI a approuvé deux autres projets d'exploration pétrolière, ce qui a porté à cinq le nombre total de projets d'exploration auxquels la SFI participe actuellement. En Guinée-Bissau, un projet d'exploration pétrolière—le premier projet de la SFI dans ce pays—a été lancé au large des côtes, dans le bloc d'Anetibene, en association avec Shell Pecten, qui exploite le projet, et Walter International Inc., compagnie pétrolière américaine indépendante. La SFI a prévu de prendre une participation de 15 % dans ce projet. Le Conseil a également approuvé une prise de participation dans le projet d'exploration pétrolière de Raja-Pendopo, dans le sud de Sumatra, en Indonésie. Les partenaires de la SFI dans ce projet sont deux sociétés pétrolières américaines indépendantes, l'Union Pacific Resources Co. et Enron Oil and Gas, et une grande société indonésienne, P.T. Kodel, dont ce projet est la première opération d'exploration pétrolière.

Investissements approuvés pendant l'exercice 90 : Energie

(millions de dollars)

Société	Pays	Activité	Investissement brut	Coût du projet
Programme d'exploitation pétrolière Hidra	Argentine	Exploitation	30,00	30,00
Oleoducto de Colombia, S.A.	Colombie	Exploitation	70,00	321,00
Programme d'exploration pétrolière Anetibene	Guinée-Bissau	Exploration	5,85	39,00
Programme d'exploration pétrolière Raja-Pendopo	Indonésie	Exploration	3,60	32,60
		Total	109,45	422,60

Exploitation

Au cours de l'exercice 90, la SFI a approuvé deux prêts pour des projets de mise en valeur des ressources énergétiques. Le premier, d'un montant de 70 millions de dollars, a été consenti en faveur de la société Oleoducto de Colombia qui a entrepris un projet de 321 millions de dollars portant sur la construction d'un oléoduc de 476 kilomètres pour le transport de brut. Cet oléoduc devrait permettre d'augmenter la production et l'exportation de brut de deux grandes régions productrices de pétrole de la Colombie, la région des Llanos et la vallée de Magdalena. La moitié du montant de ce prêt sera financée par la SFI pour son propre compte; l'autre moitié sera syndiquée entre sept banques commerciales. La SFI a également approuvé son deuxième investissement dans le projet d'Hidra, le premier projet d'exploitation commerciale d'un gisement pétrolier au large des côtes de l'Argentine. La SFI accordera un prêt conditionnel de 20 millions de dollars aux trois principaux actionnaires de ce projet et augmentera de 10 millions de dollars la part syndiquée de son prêt initial. Le projet d'Hidra produit à l'heure actuelle environ 28 000 barils de brut par jour.

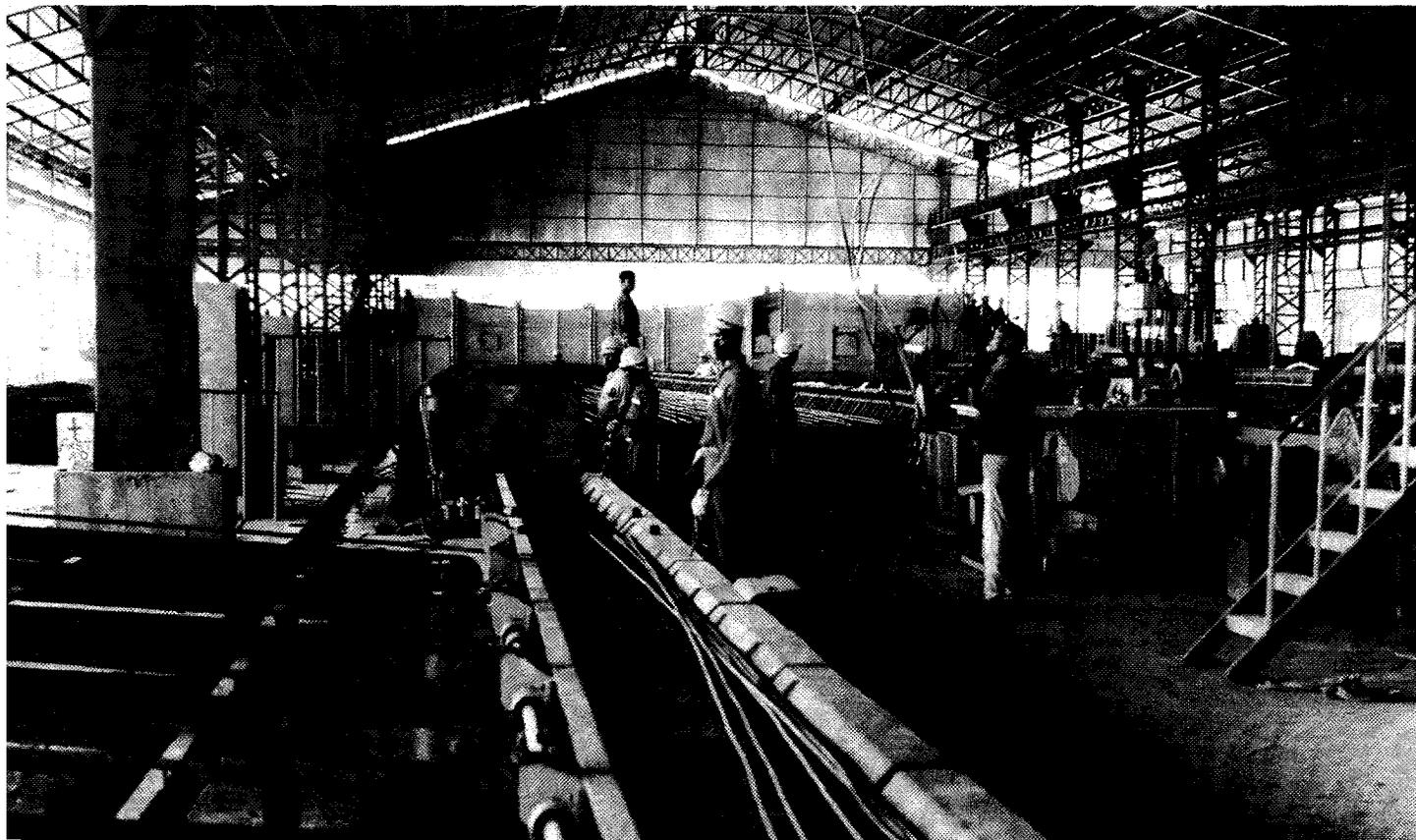
Wahome Steel Ltd., société ghanéenne, utilisera un financement de la SFI pour construire une usine pour la production de fers à béton, de fers à étirer, de fils et d'autres produits en acier.

Le projet d'exploration et d'exploitation de Meleiha

La SFI a effectué sa première prise de participation dans le projet d'exploration et d'exploitation de Meleiha en juin 1986 et son second investissement dans ce projet un an plus tard. A ce jour, elle a investi environ 30 millions de dollars dans cette opération, dont elle a tiré quelque 14 millions de dollars de recettes. Elle compte recouvrer la totalité de son investissement d'ici à 1994; après cela, cette opération devrait encore dégager un cash-flow pendant au moins dix ans. Lorsque la SFI a décidé de participer à ce projet, les réserves étaient estimées à 50 millions de barils. Par la suite, de nouvelles réserves ont été découvertes, et les réserves prouvées se montent maintenant à 80 millions de barils et l'on prévoit que la récupération finale dépassera 100 millions de barils. Le gisement produit actuellement environ 17 000 barils par jour. On injecte de l'eau dans le réservoir pour accroître la proportion de pétrole récupéré, de sorte que la production pourrait atteindre 20 000 barils par jour en 1992.

La production actuelle provient des réservoirs moins profonds de la zone de Meleiha. Un puits de découverte, foré dans des réservoirs plus profonds, a révélé la présence, peut-être même en grandes quantités, d'hydrocarbures, principalement de gaz. Il n'existe pas de marché pour ce gaz dans la région, mais on est en train d'examiner la possibilité d'aménager un système de collecte du gaz extrait de plusieurs blocs dans le désert de l'Ouest, et de relier ce système par gazoduc au réseau national de transport du gaz.

Le projet de Meleiha a permis d'accroître les réserves dont dispose le secteur énergétique égyptien, et continue de dégager des revenus substantiels pour l'économie égyptienne. Ce projet offre d'excellentes possibilités de développement, et pourrait apporter une importante contribution à l'industrie naissante du gaz naturel en Egypte.



SERVICE-CONSEIL POUR L'INVESTISSEMENT ETRANGER

Le Service-conseil pour l'investissement étranger (FIAS), qui est un service conjoint de la SFI et de l'AMGI, a pour mandat de conseiller les gouvernements des pays membres sur les politiques et les programmes susceptibles de leur permettre d'attirer des investissements étrangers directs. A ce jour, les activités du FIAS se sont concentrées principalement sur l'Asie et l'Afrique subsaharienne. Cependant, au cours de l'exercice 90, ses efforts de diversification géographique ont porté leurs fruits. Le FIAS est intervenu dans 20 pays, et a terminé 17 projets consultatifs, dont deux en Europe de l'Est. Il a également identifié de nouveaux projets en Arabie saoudite, en Egypte et en République du Yémen.

Comme au cours des années précédentes, les conseils dispensés par le FIAS au cours de l'exercice 90 ont été très divers. Le FIAS a ainsi conseillé les Gouvernements du Bangladesh, du Cameroun, du Lesotho, de l'Ouganda, du Pakistan et de la Pologne sur des questions relatives à la politique générale des investissements. Le FIAS a aidé plusieurs pays, dont le Cameroun, Madagascar et l'Ouganda, à revoir ou restructurer leurs codes des investissements. Il a également aidé le Kenya à élaborer une déclaration de politique générale en matière d'investissement qui servira de base à la révision de lois et règlements spécifiques. Le FIAS a procédé à une analyse des incitations à l'investissement en Hongrie et dans les pays de l'ANASE. Il a également aidé plusieurs pays, dont l'Indonésie, le Lesotho, le Maroc et le Togo, à élaborer des stratégies de promotion de l'investissement. Il a formulé des recommandations à l'intention des Gouvernements du Bangladesh, du Lesotho, de l'Ouganda et de la Pologne en vue de créer des organismes de promotion de l'investissement ou d'améliorer la structure et le fonctionnement des organismes existants. Il a aidé les Philippines à améliorer leur base de données sur les investissements étrangers, et il a participé avec le Gouvernement hongrois à l'élaboration de mesures en vue de faciliter l'investissement étranger dans le processus de privatisation.

En plus de ses activités de conseil, le FIAS organise des conférences et prépare des études sur des questions relatives à l'investissement étranger direct. Au cours de l'exercice 90, il a ainsi organisé, avec le concours du PNUD, une grande conférence sur la promotion de l'investissement étranger en Afrique subsaharienne, qui a attiré plus de 40 orateurs et plus de 200 participants. Le FIAS a également achevé deux projets de recherche qui étaient le prolongement de ses activités de conseil. L'un de ces projets a permis de déterminer quelles sont les caractéristiques des organismes chargés de la sélection et du suivi des investissements qui facilitent les flux d'investissements productifs. Le second avait pour objet d'identifier, dans les pays de l'OCDE, les programmes qui favorisent les investissements des entreprises locales dans les pays en développement; ces programmes peuvent en effet être utilisés par les pays en développement qui cherchent à attirer davantage d'investissements étrangers. Le FIAS a éga-

Les activités du FIAS en Europe de l'Est

Les pays de l'Europe de l'Est sont en train d'ouvrir leurs économies à l'investissement étranger et, en même temps, de lancer de vastes programmes de privatisation. Des établissements à planification centrale, subventionnés et protégés sont transformés en entreprises privées exposées à la concurrence sur les marchés extérieurs comme sur les marchés intérieurs plus ouverts, exempts de subventions. L'investissement étranger direct a un rôle important à jouer dans ce processus, car de nombreuses grandes entreprises industrielles et financières d'Europe de l'Est ont besoin des compétences administratives, techniques et commerciales et du capital-risque que peut leur apporter ce type d'investissement. Celui-ci peut accélérer le processus de privatisation. L'investissement étranger peut aussi rendre ce processus moins coûteux sur le plan du chômage, des faillites et de la mauvaise utilisation des ressources et plus à même d'accroître la productivité et les revenus réels.

Le FIAS a entrepris avec les gouvernements de la région de rechercher des moyens de mobiliser et de canaliser les investissements étrangers pour aider à cette transformation radicale. Outre la fourniture de conseils à titre officieux, il a effectué des études et présenté des recommandations sur un certain nombre de questions :

Pologne

- Amender la loi relative aux investissements étrangers de manière à réduire la participation de l'Etat aux décisions des entreprises; améliorer la disponibilité des devises pour l'investissement étranger direct; réviser les procédures suivies pour le règlement des différends; et adopter des lois régissant l'action de l'investissement étranger direct dans les privatisations.
- Réviser les réglementations fiscales de manière à offrir de meilleures incitations.
- Restructurer et renforcer l'agence pour les investissements étrangers et améliorer son aptitude à promouvoir l'investissement étranger direct en Pologne.

Hongrie

- Restructurer et réorienter les incitations fiscales.
- Déterminer quelles sont les entreprises publiques qu'il convient de laisser procéder à leur propre privatisation "spontanée" et quelles sont celles qu'il convient de contrôler plus étroitement; améliorer les règlements régissant les privatisations spontanées; et promouvoir une libre concurrence dans la participation des investisseurs étrangers à la privatisation des entreprises les plus importantes.
- Revoir le processus de sélection aux fins de l'investissement étranger direct.

lement commencé à analyser, au cours de l'exercice 90, les problèmes relatifs à la politique d'investissement des pays insulaires du Pacifique Sud.

Les dépenses de fonctionnement du FIAS ont été financées par des contributions du PNUD, de la SFI et de l'AMGI, par son propre fonds fiduciaire et par les redevances qu'il perçoit auprès de ses clients. Au cours de l'exercice 90, le fonds fiduciaire a reçu des contributions de la France, du Japon, des Pays-Bas, de la Suisse et du Royaume-Uni. La France, le Royaume-Uni et la Suisse se sont en outre engagés à lui apporter des ressources sur plusieurs années. L'USAID fournit également un apport financier sur plusieurs années à l'appui des travaux du FIAS en Afrique subsaharienne.

SERVICE DE PROMOTION ET DE DEVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DANS LE PACIFIQUE SUD

Au cours de l'exercice 90, le Conseil d'administration de la SFI a approuvé la création du Service de promotion et de développement des investissements dans le Pacifique Sud (SPPF), sur le modèle des Services de promotion et de développement des investissements en Afrique et aux Caraïbes, pour aider au développement de petites et moyennes entreprises dans les pays insulaires du Pacifique Sud. La taille moyenne des projets devrait être de l'ordre de 1 million de dollars. La SFI gèrera le SPPF dont elle couvrira en partie des dépenses de fonctionnement. Ce service recevra également des fonds de divers pays donateurs et organisations multilatérales de développement. Le SPPF commencera ses activités en août 1990 pour une période initiale de cinq ans.

ASSISTANCE TECHNIQUE ET TRANSFERT DE TECHNOLOGIE

Assistance technique

La SFI s'efforce de contribuer au succès des entreprises privées des pays en développement en leur fournissant une assistance technique en vue d'assurer leur solidité financière, administrative et technologique. Les Fonds fiduciaires d'assistance technique de la SFI qui sont nés de la collaboration de la Société avec la Communauté européenne et les institutions d'aide bilatérale de plusieurs pays—Canada, États-Unis, Italie, Pays-Bas, Suède et Suisse—ont continué à se développer au cours de l'exercice 90. Les contributions totales à ces fonds ont atteint 8,5 millions de dollars. Deux nouveaux fonds ont été créés avec les Gouvernements de la Finlande et du Japon, tandis que les fonds existants ont été reconstitués grâce à de nouvelles contributions des Gouvernements du Canada, du Japon et des Pays-Bas. Ces fonds fi-

duciaires d'assistance technique s'ajoutent au Système de financement des études de rentabilité des investissements du PNUD, dont le montant de 1 million de dollars est utilisé principalement par la SFI.

En finançant des services tels qu'études sectorielles, opérations pilotes d'expérimentation de techniques nouvelles, études de pré-faisabilité et de faisabilité, programmes de formation et services d'assistance de courte durée à la gestion, ces fonds fiduciaires d'assistance technique permettent à la SFI de transformer des propositions de projets prometteuses en opérations à même de bénéficier de concours financiers, et de relancer des projets en difficulté figurant ou non dans son portefeuille. La Société prévoit de mobiliser à l'avenir de nouveaux apports financiers auprès d'autres pays pour créer d'autres fonds d'assistance technique de ce type.

Au cours de l'exercice 90, la SFI a appuyé 22 projets d'assistance technique, décrits dans l'encadré de la page 46, qui ont été cofinancés à concurrence de 2 millions de dollars par ces fonds fiduciaires. Depuis le début du programme d'assistance technique, ces fonds ont appuyé au total 37 projets, dont plusieurs se sont achevés avec succès, tels que la création d'un service de préparation de projets viables pour les pays insulaires du Pacifique Sud (le Service de promotion et de développement des investissements dans le Pacifique Sud - SPPF); un projet de pêche et de traitement du poisson au Sénégal; au Pérou, un projet métallurgique pilote de production de barres de doré à partir de concentré d'argent; et des études de faisabilité pour une usine de popeline en Tunisie et une fabrique de fil à coudre en Egypte.

Dans le cadre de ses efforts de promotion des transferts de technologies nouvelles, la SFI est en train d'étudier en Argentine un projet d'utilisation à des fins commerciales de technologies de télécommunications par satellite. Elle travaille également à un petit projet de biotechnologie prévoyant un transfert de savoir-faire américain au Cameroun pour la production de nécessaires pour examens médicaux à usage domestique.

Transfert de technologie

Au cours de l'exercice 90, le Département de l'ingénierie de la SFI a continué de développer son Service de technologie, qui aide les entreprises des pays membres en développement à identifier, évaluer, sélectionner et acquérir des technologies appropriées. Ce Département a constitué une banque de données sur les sources de technologies nouvelles et éprouvées qui existent en Europe, en Amérique du Nord et dans d'autres régions.

Le Service de technologie a dispensé une aide à des entreprises de plusieurs pays membres en développement, parmi lesquels le Chili, l'Inde, l'Indonésie, le Kenya, le Mexique et le Pakistan, qui cherchaient à moderniser leurs techniques de fabrication ou à promouvoir de nouveaux produits, de nouveaux procédés de fabrication ou de nouvelles activités. Par exemple, il a effectué une étude pour une

<i>Type d'activité</i>	<i>Projet d'assistance technique</i>	<i>Pays</i>
Etude sectorielle	—Fabrication et exportation de produits en cuir —Textiles	Bangladesh Monde
Identification de projets/ Recherche de partenaires	—Fabrication de popeline —Exportation de pâte à papier de Mangoro —Opération intégrée Afrique/CE de camionnage —Production de soie brute —Etude en plusieurs phases pour l'identification de possibilités d'investissement dans certains pays dans des projets de biens et de services environnementaux à l'intention de la SFI et de promoteurs locaux et étrangers	Tunisie Madagascar Maroc Thaïlande Phase 1—Turquie, Mexique, Thaïlande Phase 2—Malaisie, Pologne, Pakistan, Chili Phase 3—Indonésie, Hongrie
Etude de faisabilité	—Utilisation du gaz naturel comprimé pour les véhicules commerciaux —Société de leasing —Projet intégré d'élevage de volaille —Projet de boissons non alcoolisées —Projet de vaisselle en faïence céramique —Systèmes complets de chaîne de fabrication et de montage, services et formation —Projet de production de soie —Impact écologique d'un projet de polystyrène —Fonds de capitaux à risques	Bolivie Bolivie Cameroun Indonésie Indonésie Portugal Thaïlande Tunisie Zimbabwe
Installation pilote	—Culture de champignons sur paille de paddy	Indonésie
Réhabilitation de projets	—Projet de mine de nickel —Projet de transformation de produits de la pêche	Philippines Uruguay
Promotion/transfert de technologie/assistance technique	—Biotechnologie (tests médicaux) —Séminaires de suivi sur l'étude mondiale de l'industrie automobile (Brésil, Inde, Mexique) —Contrôle de la pollution —Traitement du poisson	Cameroun Monde Pologne Sénégal

entreprise agro-industrielle indienne comparant les technologies et les débouchés potentiels de sous-produits qui pourraient être tirés par des procédés biologiques à partir d'une matière première qui serait autrement sous-utilisée ou traitée comme déchet. Il a également effectué une étude au Brésil pour une entreprise désireuse de fabriquer un ordinateur mis au point par une firme scandinave. Dans l'ensemble, le Service a apporté une aide à des entreprises dans des domaines aussi variés que l'électronique, la céramique, la fonderie, l'ingénierie de l'environnement, le papier et le conditionnement, le logiciel informatique, l'instrumentation, les jus de fruit, les plastiques, les champignons, les produits du bois et le traitement des déchets de la métallurgie.

Un grand nombre de pays en développement ont besoin de technologies modernes de transformation et de conservation des produits alimentaires, tant pour améliorer la distri-

bution de ces produits au plan local que pour accéder à des marchés d'exportation. Le Service est en train d'analyser les caractéristiques commerciales et techniques de diverses technologies de transformation.

Le Service de technologie est également ouvert aux entreprises des pays industrialisés qui disposent de technologies pouvant être utilisées dans les pays en développement. L'expérience que possède la SFI du milieu des affaires dans les pays en développement peut en effet aider ces entreprises à identifier des partenaires et des débouchés commerciaux potentiels.

Les activités du Service de technologie peuvent dans certains cas aboutir à des projets d'investissement pour la SFI. Toutefois, cela n'est pas une condition préalable à l'assistance de ce service, qui est dispensée à titre payant aux entreprises privées des pays membres.

GESTION DU PERSONNEL ET ADMINISTRATION

La croissance de la SFI et l'expansion qu'ont connue ses services consultatifs au cours des cinq dernières années sont à l'origine de la création, au cours de l'exercice 90, de deux nouveaux départements qui représentent les premiers grands changements intervenus depuis 1985 au niveau des départements. En décembre 1989, un Département de contrôle financier et de planification a été créé dans le cadre du réalignement des fonctions relevant du Vice-Président, Finances et planification. M. Jean-Philippe Halphen a été nommé Directeur de ce Département. Egalement en décembre 1989, M. René Karsenti est passé de la Banque mondiale à la SFI où il a pris les fonctions de Directeur du Département des finances et de la politique financière, qui a remplacé l'ancien Département des finances et du budget. M. Karsenti a succédé à M. Eduardo Costa, qui a démissionné du poste de Directeur des finances et du budget pour retourner dans le secteur privé dans son pays natal, le Portugal. Après une année de transformation de ses services de restructuration et de privatisation d'entreprises en une activité solide, en janvier 1990, le Service de gestion financière des entreprises de la SFI a été érigé en un département à part entière, dont M. Edward A. Nassim a été nommé le premier directeur, à la suite du départ pour le secteur privé américain de M. Peter C. Jones, qui avait dirigé ce Service pendant sa phase de démarrage.

A la fin de l'exercice, la haute direction de la SFI a annoncé un nouveau changement dans l'organisation de la Société, avec effet au 1er juillet 1990. Un nouveau Département des investissements, couvrant le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, a ainsi été créé, et M. André Hovaguimian, Directeur du Département des investissements, Afrique I, en a été nommé le premier directeur. M. Philippe Liétard succédera à M. Hovaguimian au poste de Directeur, Afrique I. M. Douglas Gustafson reste Directeur du Département des investissements, Europe.

Plusieurs autres changements sont intervenus au cours de l'exercice 90 au sein de la direction de la SFI. M. Daniel F. Adams, qui était Vice-Président, Opérations de portefeuille, jusqu'à ce qu'il démissionne au cours de l'exercice 88 pour se consacrer à des activités privées, est retourné à la SFI en mars 1990 en tant que Directeur du Département des marchés financiers, où il a succédé à M. Charles O. Sethness. M. Walter F. Norris, Conseiller juridique adjoint, a pris sa retraite à la fin de l'exercice, et a été remplacé par M. Daoud L. Khairallah. Un nouveau poste de Conseiller spécial a été créé auprès du Vice-Président, Investissements, et a été confié à M. Ducksoo Lee, qui est passé de la Banque mondiale à la SFI le 1er juillet 1990.

La SFI a décidé de développer considérablement ses missions résidentes et régionales. Au cours de l'exercice 90, elle a ouvert une mission régionale à Islamabad, qui est char-

gée des opérations au Pakistan et au Bangladesh.

M. C. John Pott a été nommé Représentant à Islamabad. Au début de l'exercice 91, la SFI a ouvert une mission résidente à Sao Paulo (Brésil) et des missions régionales à Douala (Cameroun) et à Harare (Zimbabwe), ce qui portera à 14 le nombre des missions de la SFI dans les pays en développement. La SFI dispose également de bureaux à Londres, Paris et Tokyo, ainsi que d'un bureau de promotion qui depuis Vienne (Autriche) couvre les pays de l'Europe de l'Est. Le Service de promotion et de développement des investissements en Afrique (APDF) a ouvert un nouveau bureau à Harare (Zimbabwe) en juillet 1990. Enfin, le nouveau Service de promotion et de développement des investissements dans le Pacifique Sud, dont la création a été approuvée par le Conseil au cours de l'exercice 90, commencera ses activités au début de l'exercice 91.

Pour répondre aux besoins en personnel suscités par l'augmentation des activités de la SFI, le Service du personnel de la Société a intensifié ses efforts de recrutement et de développement de son personnel. Traditionnellement, la SFI cherche à recruter des cadres en milieu de carrière, venant le plus souvent du secteur privé, qui possèdent des compétences et une expérience éprouvées et qui sont attirés par le défi que représentent les activités de la SFI et par le désir de contribuer à ces activités. La SFI a récemment mis au point un programme de recrutement de candidats plus jeunes mais possédant un potentiel exceptionnel. Au cours des exercices 89 et 90, la SFI a organisé des séries d'entretiens avec des étudiants dans leur dernière année de préparation d'une maîtrise en administration des affaires dans les principales écoles de gestion d'Europe et d'Amérique du Nord telles que Bocconi, Chicago, Harvard, IMD (Lausanne), INSEAD (Paris), Kellogg (Northwestern University), Londres, Ecole de Rotterdam (Erasmus University), Sloan (MIT), Stanford et Wharton (Université de Pennsylvanie). Ce programme sera élargi au cours de l'exercice 91 et, par ailleurs, la SFI continuera à recruter des diplômés du Programme de jeunes cadres de la Banque mondiale.

La SFI s'efforce parallèlement d'améliorer sa compétitivité au niveau de la promotion et de la rémunération de son personnel. La Société a ainsi étendu son programme de formation et offre maintenant des cours sur les innovations dans la gestion des affaires, la gestion financière, l'analyse économique des projets et d'autres disciplines pertinentes, ainsi que des cours sur les techniques de communication et d'information. La SFI a également renforcé ses procédures d'évaluation du travail de son personnel.

Le personnel de la SFI est très international et compte des ressortissants de près de 70 pays dont plus de 50 sont classés comme pays en développement. A la fin de l'exercice 90, la SFI comptait un effectif permanent de 595 personnes, contre 541 au 30 juin 1989. L'effectif total de la Société, y compris les consultants engagés pour de longues périodes, le personnel temporaire, le personnel des missions résidentes qui est généralement composé de ressortissants des pays hôtes, et d'autres spécialistes, se montait au 30 juin 1990 à 765 personnes. Plus de 37 % du personnel de direction et

45 % des cadres de la SFI sont originaires de pays en développement. Les femmes occupent actuellement 67 postes de cadres, soit 17 % du nombre total de ces postes.

Au cours de l'exercice, la SFI a été endeuillée par le décès de MM. John W. Lowe et J. David Dodd. M. Lowe était entré à la SFI en 1975 en qualité de chargé d'investissements au Département des marchés financiers. Au cours

de sa carrière, il a occupé des postes de plus en plus importants à la Banque mondiale et à la SFI, pour devenir Chef du Service d'appui aux opérations de portefeuille en 1987, poste qu'il occupait au moment de son décès. M. Dodd, qui était entré à la SFI en tant qu'ingénieur en 1957, avait joué un rôle déterminant dans la création, en 1964, du Département de l'ingénierie, dont il a été le premier directeur.

ETATS FINANCIERS

Société financière internationale Rapport annuel 1990

Bilan 50

Compte de résultat 51

Etat des variations de trésorerie 52

Etat des souscriptions au capital social
et des voix attribuées aux Etats membres 53

Notes sur les états financiers 54

Rapport des réviseurs comptables 58

Bilan**Annexe A**

Au 30 juin 1990 et au 30 juin 1989

En milliers de dollars américains—Voir les Notes sur les états financiers, Annexe E

	1990	1989
ACTIF		
Liquidités, dépôts et valeurs mobilières—Note B	\$ 2 162 898	\$ 1 313 404
Montants à recevoir et autres actifs—Note C	151 129	146 437
Placements décaissés et en cours—Note D		
Prêts	3 018 930	2 320 267
Participations	570 096	472 454
Total des placements	<u>3 589 026</u>	<u>2 792 721</u>
Moins : Provision pour pertes	(319 300)	(257 927)
	<u>3 269 726</u>	<u>2 534 794</u>
Montant net à recevoir sur échanges de monnaies—Note G	25 680	11 465
TOTAL DE L'ACTIF	<u><u>\$ 5 609 433</u></u>	<u><u>\$ 4 006 100</u></u>
PASSIF		
Exigibilités		
Montants à payer et autres passifs—Note F	\$ 115 955	\$ 79 253
Montants tirés et non remboursés—Note G		
Emprunts sur le marché	2 670 281	1 560 703
Emprunts à la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement	<u>909 293</u>	<u>694 503</u>
Total des emprunts	<u>3 579 574</u>	<u>2 255 206</u>
Montant net à payer sur échanges de monnaies—Note G	7 845	56 402
Produits constatés d'avance	41 969	32 592
Total	<u>3 745 343</u>	<u>2 423 453</u>
Capital et réserves		
Capital social autorisé : 1 300 000 actions d'une valeur nominale de \$ 1 000—Note H		
Capital souscrit	\$ 1 162 427	\$ 1 112 817
Moins : Fractions dont le paiement n'est pas encore exigible	<u>(90 101)</u>	<u>(164 915)</u>
	<u>1 072 326</u>	<u>947 902</u>
Avances sur souscriptions en cours	67	67
Réserves	<u>791 697</u>	<u>634 678</u>
Total	<u>1 864 090</u>	<u>1 582 647</u>
TOTAL DU PASSIF	<u><u>\$ 5 609 433</u></u>	<u><u>\$ 4 006 100</u></u>

Compte de résultat**Annexe B**

Pour les exercices clos les 30 juin 1990 et 30 juin 1989

En milliers de dollars américains—Voir les Notes sur les états financiers, Annexe E

	1990	1989
PRODUITS		
Revenus des prêts et participations :		
Intérêts et commissions financières—Note I.	\$ 297 083	\$ 244 357
Dividendes et participations aux bénéfices.	30 724	30 830
Plus-values sur cessions de participations.	90 707	118 616
Commissions de services.	16 777	25 303
Produits des dépôts et titres.	142 218	101 517
Gains (pertes) de change, net.	6 961	(1 554)
Autres produits (pertes)	403	(574)
TOTAL DES PRODUITS.	<u>584 873</u>	<u>518 495</u>
CHARGES		
Frais liés aux emprunts	230 940	184 649
Frais administratifs	105 864	76 827
Provision pour pertes—Note D.	90 550	59 635
Contributions aux programmes spéciaux—Note J.	500	900
TOTAL DES CHARGES	<u>427 854</u>	<u>322 011</u>
BENEFICE NET.	<u>\$ 157 019</u>	<u>\$ 196 484</u>

Etat des variations de trésorerie**Annexe C**

Pour les exercices clos les 30 juin 1990 et 30 juin 1989

En milliers de dollars américains—Voir les Notes sur les états financiers, Annexe E

	1990	1989
Variation de la trésorerie issue des opérations d'investissement :		
Décaissements sur opérations de prêts et prises de participation	\$ (1 001 437)	\$ (870 045)
Remboursements de prêts et de participations	285 006	234 287
Cessions de prêts et participations, au prix de revient	67 666	36 328
Trésorerie utilisée pour les opérations d'investissement, nette	(648 765)	(599 430)
Variation de la trésorerie issue des opérations de financement :		
Part utilisée des emprunts de la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement et émissions nouvelles	1 207 626	502 792
Remboursements d'emprunts	(92 352)	(184 723)
Paiements au titre des souscriptions au capital	124 424	97 680
Trésorerie issue des opérations de financement, nette	1 239 698	415 749
Variation de la trésorerie d'exploitation :		
Bénéfice net	157 019	196 484
Rapprochement du résultat net et de la trésorerie d'exploitation :		
Provision pour pertes	90 550	59 635
Gains (pertes) de change	(6 961)	1 554
Augmentation des produits à recevoir sur prêts, dépôts et titres	(12 820)	(26 627)
Augmentation (diminution) des montants à payer et autres passifs	29 445	27 267
Diminution (augmentation) des montants à recevoir et autres actifs	(10 192)	(30 447)
Trésorerie d'exploitation, nette	247 041	227 866
Augmentation des liquidités, dépôts et titres	837 974	44 185
Effet des fluctuations des taux de change sur les liquidités, dépôts et titres	11 520	(8 983)
Augmentation nette des liquidités, dépôts et titres	849 494	35 202
Liquidités, dépôts et titres en début d'exercice	1 313 404	1 278 202
Liquidités, dépôts et titres à la clôture de l'exercice	\$ 2 162 898	\$ 1 313 404
Activités sans effet sur la trésorerie :		
Augmentation (diminution) résultant des fluctuations des taux de change :		
Prêts en cours	131 949	(60 398)
Emprunts et opérations d'échanges	143 513	(65 732)

Etat des souscriptions au capital social et des voix attribuées aux Etats membres

Annexe D

Au 30 juin 1990 et au 30 juin 1989
En milliers de dollars des Etats-Unis

Membres	Souscriptions au capital		Voix attribuées		Membres	Souscriptions au capital		Voix attribuées	
	Montant versé	Pourcentage du total	Nombre de voix	Pourcentage du total		Montant versé	Pourcentage du total	Nombre de voix	Pourcentage du total
Afghanistan	\$ 111	0,01	361	0,03	Kenya	1 529	0,14	1 779	0,16
Afrique du Sud	9 014	0,84	9 264	0,84	Kiribati	7	*	257	0,02
Allemagne, République fédérale d'	72 861	6,80	73 111	6,61	Koweït	4 533	0,42	4 783	0,43
Angola	837	0,08	1 087	0,10	Lesotho	18	*	268	0,02
Antigua et Barbuda	13	*	263	0,02	Liban	50	*	300	0,03
Arabie saoudite	14 447	1,35	14 697	1,33	Libéria	83	0,01	333	0,03
Argentine	19 205	1,79	19 455	1,76	Libye	55	*	305	0,03
Australie	26 751	2,49	27 001	2,44	Luxembourg	1 209	0,11	1 459	0,13
Autriche	9 943	0,93	10 193	0,92	Madagascar	111	0,01	361	0,03
Bahamas, les	142	0,01	392	0,04	Malaisie	7 668	0,72	7 918	0,72
Bangladesh	4 552	0,42	4 802	0,43	Malawi	853	0,08	1 103	0,10
Barbade	182	0,02	432	0,04	Maldives	9	*	259	0,02
Belgique	27 446	2,56	27 696	2,50	Mali	116	0,01	366	0,03
Belize	50	*	300	0,03	Maroc	4 552	0,42	4 802	0,43
Bénin	67	0,01	317	0,03	Maurice	736	0,07	986	0,09
Bolivie	958	0,09	1 208	0,11	Mauritanie	55	*	305	0,03
Botswana	64	0,01	314	0,03	Mexique	10 306	0,96	10 556	0,95
Bésil	19 885	1,85	20 135	1,82	Mozambique	182	0,02	432	0,04
Burkina Faso	432	0,04	682	0,06	Myanmar	666	0,06	916	0,08
Burundi	100	0,01	350	0,03	Népal	306	0,03	556	0,05
Cameroun	885	0,08	1 135	0,10	Nicaragua	184	0,02	434	0,04
Canada	45 976	4,29	46 226	4,18	Niger	131	0,01	381	0,03
Cap-Vert	11	*	261	0,02	Nigéria	10 900	1,02	11 150	1,01
Chili	4 552	0,42	4 802	0,43	Norvège	9 947	0,93	10 197	0,92
Chine	8 122	0,76	8 372	0,76	Nouvelle-Zélande	1 583	0,15	1 833	0,17
Chypre	1 209	0,11	1 459	0,13	Oman	671	0,06	921	0,08
Colombie	4 571	0,43	4 821	0,44	Ouganda	735	0,07	985	0,09
Congo, République populaire du	131	0,01	381	0,03	Pakistan	8 626	0,80	8 876	0,80
Corée, République de	9 013	0,84	9 263	0,84	Panama	426	0,04	676	0,06
Costa Rica	420	0,04	670	0,06	Papouasie-Nouvelle-Guinée	490	0,05	740	0,07
Côte d'Ivoire	1 349	0,13	1 599	0,14	Paraguay	270	0,03	520	0,05
Danemark	10 487	0,98	10 737	0,97	Pays-Bas	31 726	2,96	31 976	2,89
Djibouti	21	*	271	0,03	Pérou	1 777	0,17	2 027	0,18
Dominique	22	*	272	0,03	Philippines	3 247	0,30	3 497	0,32
Egypte, République arabe d'	6 855	0,64	7 105	0,64	Pologne	4 090	0,38	4 340	0,39
El Salvador	11	*	261	0,02	Portugal	4 705	0,44	4 955	0,45
Emirats arabes unis	1 838	0,17	2 088	0,19	République arabe syrienne	72	0,01	322	0,03
Equateur	1 479	0,14	1 729	0,16	République dominicaine	598	0,06	848	0,08
Espagne	13 175	1,23	13 425	1,21	Royaume-Uni	68 400	6,38	68 650	6,21
Etats-Unis	231 429	21,58	231 679	20,95	Rwanda	306	0,03	556	0,05
Ethiopie	33	*	283	0,03	Sainte-Lucie	37	*	287	0,03
Fidji	108	0,01	358	0,03	Samoa-Occidental	20	*	270	0,02
Finlande	8 872	0,83	9 122	0,83	Sénégal	1 106	0,10	1 356	0,12
France	68 400	6,38	68 650	6,21	Seychelles	15	*	265	0,02
Gabon	931	0,09	1 181	0,11	Sierra Leone	83	0,01	333	0,03
Gambie, la	35	*	285	0,03	Singapour	177	0,02	427	0,04
Ghana	2 242	0,21	2 492	0,23	Somalie	83	0,01	333	0,03
Grèce	3 051	0,29	3 301	0,30	Soudan	111	0,01	361	0,03
Grenade	46	*	296	0,03	Sri Lanka	3 594	0,34	3 844	0,35
Guatemala	598	0,06	848	0,08	Suède	13 539	1,26	13 789	1,25
Guinée	294	0,03	544	0,05	Swaziland	404	0,04	654	0,06
Guinée-Bissau	18	*	268	0,02	Tanzanie	724	0,07	974	0,09
Guyane	406	0,04	656	0,06	Thaïlande	5 510	0,51	5 760	0,52
Haiti	306	0,03	556	0,05	Togo	808	0,07	1 058	0,10
Honduras	184	0,02	434	0,04	Tonga	13	*	263	0,02
Hongrie	5 216	0,49	5 466	0,49	Trinité-et-Tobago	1 818	0,17	2 068	0,19
Iles Salomon	19	*	269	0,02	Tunisie	1 795	0,17	2 045	0,19
Inde	45 976	4,29	46 226	4,18	Turquie	5 985	0,56	6 235	0,56
Indonésie	16 131	1,50	16 381	1,48	Uruguay	1 797	0,17	2 047	0,19
Iran, République islamique d'	372	0,04	622	0,06	Vanuatu	55	*	305	0,03
Iraq	147	0,01	397	0,04	Venezuela	15 593	1,45	15 843	1,43
Irlande	729	0,07	979	0,09	Viet Nam	166	0,01	416	0,04
Islande	11	*	261	0,02	Yémen, République arabe du†	360	0,03	610	0,06
Israël	1 076	0,10	1 326	0,12	Yougoslavie	4 169	0,39	4 419	0,40
Italie	41 942	3,91	42 192	3,81	Zaire	2 159	0,20	2 409	0,22
Jamaïque	2 157	0,20	2 407	0,22	Zambie	1 286	0,12	1 536	0,14
Japon	79 794	7,44	80 044	7,24	Zimbabwe	546	0,05	796	0,07
Jordanie	735	0,07	985	0,09					
					Total au 30 juin 1990	\$ 1 072 326	100,00†	1 106 076	100,00†
					Total au 30 juin 1989	\$ 947 902	100,00†	981 152	100,00†

* Moins de 0,005 %.

† Le total ne correspond pas nécessairement à la somme des pourcentages, les chiffres ayant été arrondis.

‡ Le 22 mai 1990, la République arabe du Yémen et la République démocratique populaire du Yémen ont fusionné en un seul Etat, la République du Yémen. A compter du 13 juillet 1990, la République du Yémen remplace la République arabe du Yémen dans les dossiers de la Société.

Notes sur les états financiers

Au 30 juin 1990 et au 30 juin 1989

NOTE A—RESUME DES PRINCIPES COMPTABLES ESSENTIELS

Les principes appliqués par la SFI en matière de comptabilité et de présentation des informations financières sont conformes aux principes comptables généralement admis aux Etats-Unis et aux Normes Comptables Internationales. Les actifs et passifs de la Société sont comptabilisés pour l'essentiel selon les méthodes du coût historique et de la comptabilité d'exercice, sauf indication contraire.

Les principes comptables essentiels peuvent être résumés comme suit :

Présentation des états financiers—Certains montants des exercices précédents ont été reclassés pour être conformes à la présentation adoptée pour cet exercice.

Bases de conversion—Les actifs et passifs non libellés en dollars américains, à l'exception des participations, sont convertis en dollars américains aux taux approximatifs en vigueur aux 30 juin 1990 et 30 juin 1989. Les participations payées en monnaies autres que le dollar américain sont converties en dollars américains aux taux de change en vigueur à la date de décaissement. Les gains ou pertes de change sont inscrits au compte de résultat.

Placements—Les placements sont comptabilisés à la date à laquelle l'engagement est signé par la Société et sont inscrits au bilan au moment du décaissement. Les prêts sont généralement comptabilisés pour le montant du principal en cours. Les participations sont comptabilisées au prix de revient. Les garanties accordées par la Société et relatives au paiement du principal et des intérêts de dettes pour le compte d'entreprises commerciales, ainsi que les autres risques liés à des accords contractuels divers, ne sont pas inscrits au bilan tant que la garantie n'a pas été exercée.

Dotation à la provision pour pertes—La dotation à la provision pour pertes reflète l'évaluation, par la Direction, des pertes identifiables au titre de placements pour lesquels une dépréciation importante et presque constante a été constatée, ainsi que des pertes potentielles pour lesquelles aucune provision spécifique n'a été constituée. Cette dotation à la provision pour pertes est prélevée sur les produits et inscrite au compte de résultat sous la rubrique "Provision pour pertes". Les placements passés en charges, ainsi que tout recouvrement ultérieur, sont déduits de ou ajoutés à la provision pour pertes.

Comptabilisation des revenus—Les dividendes et participations aux bénéfices sont comptabilisés lorsqu'ils sont perçus en monnaies librement convertibles. Les plus-values sur cessions de placements sont calculées par rapport au prix de revient moyen des investissements cédés et sont comptabilisées lorsqu'elles sont perçues en monnaies librement convertibles.

Les intérêts et commissions d'engagement sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Toutes les autres commissions sont comptabilisées lorsqu'elles sont perçues. La Société ne comptabilise pas les intérêts courus sur des prêts dont le recouvrement est incertain et pour lesquels le retard dans le paiement du principal et des intérêts dépasse soixante jours, à moins que la Direction n'estime que les montants impayés seront recouverts à brève échéance. Tous les intérêts courus sur un prêt immobilisé sont déduits du revenu courant et ne sont comptabilisés que lorsqu'ils sont effectivement perçus. Lorsque des intérêts qui n'ont pas encore été comptabilisés sont capitalisés dans le cadre de la restructuration d'une dette, ils sont comptabilisés en produits constatés d'avance et ne sont repris dans le résultat que lorsque le principal de la dette arrivé à échéance est effectivement perçu. Les frais et commissions liés au montage de prêts sont comptabilisés au fur et à mesure, la différence entre les deux montants n'étant pas significative.

Dépôts et titres—Jusqu'au 30 juin 1990, les dépôts et titres étaient évalués à leur prix d'achat, qui représentait approximativement leur valeur de marché. A compter de cet exercice, les liquidités de la Société ont été réparties en portefeuilles qui, au 30 juin 1990, selon l'objet pour lequel ils sont détenus, sont valorisés à leur prix d'achat ou à leur valeur de marché. Les plus- ou moins-values de cession de titres valorisés à leur prix d'achat représentent la différence entre le coût (selon la méthode du dernier entré-premier sorti) et les produits de cessions et sont comptabilisées dans les "Produits des dépôts et titres".

Etant donné la nature des dépôts et titres détenus par la Société et ses pratiques concernant le niveau et l'utilisation de ces actifs, la SFI présente le portefeuille de dépôts et titres comme un élément de liquidité dans l'Etat des variations de trésorerie.

Echanges de monnaies et de taux d'intérêt—Dans le cadre de la gestion de ses actifs et passifs, la Société est amenée à conclure divers accords d'échanges de monnaies et de taux d'intérêt dont les produits et charges sont comptabilisés sur la durée de vie du contrat d'échange dans les "Frais liés aux emprunts".

NOTE B—LIQUIDITES, DEPOTS ET TITRES

Les liquidités, dépôts et titres s'analysent comme suit :

	Au 30 juin (en \$ milliers)	
	1990	1989
Liquidités	\$ 23 209	\$ 17 099
Dépôts à terme et autres titres émis par des banques et institutions financières	1 823 621	890 348
Titres émis par divers Etats	316 068	405 957
Total des liquidités, dépôts et titres	<u>\$ 2 162 898</u>	<u>\$ 1 313 404</u>

Au 30 juin 1990, 40,7 % du portefeuille de dépôts et titres ont été valorisés à leur valeur de marché, ce qui a donné lieu à une plus-value latente de \$ 600 000 à cette date. Le reste du portefeuille a été valorisé à son prix d'achat, qui avoisinait sa valeur de marché. Le portefeuille de dépôts et titres est essentiellement libellé en dollars américains, la part libellée en devises étrangères en représentant 7,9 %.

NOTE C—MONTANTS A RECEVOIR ET AUTRES ACTIFS

Les montants à recevoir et autres actifs de la Société s'analysent comme suit :

	Au 30 juin (en \$ milliers)	
	1990	1989
A recevoir sur la vente de dépôts et de titres	\$ 123	\$ 123
Produits à recevoir sur dépôts et titres	26 028	14 460
A recevoir des acquéreurs de prêts et participations	22 839	24 249
Produits à recevoir sur les prêts	61 438	54 444
Charges constatées d'avance	15 886	8 387
Autres actifs	24 815	44 774
Total des montants à recevoir et autres actifs	<u>\$ 151 129</u>	<u>\$ 146 437</u>

NOTE D—PRETS ET PARTICIPATIONS ET PROVISION POUR PERTES

Les placements approuvés par le Conseil d'administration de la Société mais non encore signés et les engagements signés mais au titre desquels aucun décaissement n'a encore été effectué s'établissent comme suit :

	Au 30 juin (en \$ milliers)	
	1990	1989
Placements approuvés mais non encore signés :		
Prêts	\$ 757 350	\$ 310 560
Participations	108 610	82 900
	<u>865 960</u>	<u>393 460</u>
Placements signés mais non encore décaissés :		
Prêts	1 048 978	1 151 891
Participations	114 017	100 038
	<u>1 162 995</u>	<u>1 251 929</u>
Total des placements approuvés mais non encore décaissés	<u>\$ 2 028 955</u>	<u>\$ 1 645 389</u>

Au 30 juin 1990, les prêts à taux fixe représentaient 57 % du portefeuille des prêts décaissés, l'autre partie étant à taux variables.

Au 30 juin 1990, les prêts décaissés étaient libellés dans les monnaies suivantes (en milliers de dollars américains) :

Dollars américains	\$ 2 056 838	ECU	24 273
Deutsche Mark	654 089	Florins néerlandais	16 009
Francs suisses	160 613	Livres sterling	6 555
Francs français	55 336	Dollars jamaïcains	1 115
Yen japonais	44 102		

Les prêts décaissés en cours s'analysent comme suit :

	Au 30 juin 1990 (en \$ milliers)
1er juillet 1990 au 30 juin 1991	\$ 458 308
1er juillet 1991 au 30 juin 1992	431 689
1er juillet 1992 au 30 juin 1993	531 633
1er juillet 1993 au 30 juin 1994	431 582
1er juillet 1994 au 30 juin 1995	373 991
Au-delà	791 727
Total	<u>\$ 3 018 930</u>

Les prêts immobilisés ont atteint \$ 156,0 millions au 30 juin 1990 (\$ 174,9 millions-1989). Les intérêts non comptabilisés dus au cours de l'exercice sur cette catégorie de prêts ont représenté \$ 18,8 millions (\$ 17,2 millions-1989). Au cours de l'exercice clos le 30 juin 1990, la Société a recouvré \$ 8,2 millions (\$ 11,5 millions-1989) d'intérêts relatifs à des prêts immobilisés au titre de 1990 et des exercices précédents.

En outre, la Société s'est engagée à émettre des garanties représentant au total \$ 114,0 millions au 30 juin 1990 (\$ 118,3 millions-1989), dont \$ 95,4 millions (\$ 83,6 millions-1989) sont en cours.

Les variations de la provision pour pertes s'analysent comme suit :

	Au 30 juin (en \$ milliers)	
	1990	1989
Solde en début d'exercice	\$ 257 927	\$ 223 590
Participations passées en charges	(34 872)	(25 449)
Participations recouvrées	5 695	151
Dotations de l'exercice	90 550	59 635
Solde à la clôture de l'exercice	<u>\$ 319 300</u>	<u>\$ 257 927</u>

NOTE E—PARTICIPATIONS

La Société mobilise des fonds auprès de banques commerciales et d'autres institutions financières par le biais de participations à ses prêts. Ces participations sont vendues sans possibilité de recours à la Société qui les administre pour le compte des participants et achemine les fonds décaissés et remboursés. La Société a ainsi appelé et décaissé \$ 124,8 millions et \$ 207,3 millions de fonds de participants au cours des exercices clos les 30 juin 1990 et 1989 respectivement. Au 30 juin 1990 et au 30 juin 1989, les montants engagés et non décaissés par les participants s'élevaient respectivement à \$ 430,3 et \$ 183,3 millions. En outre, la Société a essayé de placer auprès de participants \$ 739,3 millions de placement approuvés par le Conseil d'administration mais non encore signés au 30 juin 1990 (\$ 121,8 millions-1989).

Notes sur les états financiers

Au 30 juin 1990 et au 30 juin 1989

NOTE F—MONTANTS A PAYER ET AUTRES PASSIFS

Les montants à payer et autres passifs de la Société s'analysent comme suit :

	Au 30 juin (en \$ milliers)	
	1990	1989
Comptes et charges à payer	\$ 32 175	\$ 26 407
A payer pour l'achat de dépôts et de titres	17	—
Charges à payer sur emprunts	75 671	49 393
Autres passifs	8 092	3 453
Total des montants à payer et autres passifs	\$ 115 955	\$ 79 253

NOTE G—EMPRUNTS

L'encours des emprunts sur le marché et des échanges de monnaies de la Société s'analyse comme suit (en millions de dollars américains) :

	Emprunts sur le marché							
	Montant en principal au 30 juin		Coût moyen pondéré au 30 juin	Echanges de monnaies A payer (A recevoir) au 30 juin		Obligations libellées en devises, nettes au 30 juin		
	1990	1989		1990	1989	1990	1989	
Dollars américains	\$ 1 163	\$ 657	8,82 %	\$ 1 161	\$ 690	\$ 2 324	\$ 1 347	
Deutsche Mark	174	148	6,53 %	81	48	255	196	
Yen japonais	430	148	6,27 %	(430)	(148)	—	—	
Livres sterling	70	63	9,13 %	(70)	(63)	—	—	
Francs suisses	71	60	4,75 %	(12)	(9)	59	51	
ECU	68	58	6,63 %	(68)	(58)	—	—	
Dollars australiens	47	45	12,50 %	(47)	(45)	—	—	
Florins néerlandais	28	24	6,64 %	(14)	(12)	14	12	
Pesetas espagnoles	472	226	12,31 %	(472)	(226)	—	—	
Mark finlandais	64	57	9,63 %	(64)	(57)	—	—	
Couronnes suédoises	83	75	10,50 %	(83)	(75)	—	—	
	<u>\$ 2 670</u>	<u>\$ 1 561</u>		<u>\$ (18)</u>	<u>\$ 45</u>	<u>\$ 2 652</u>	<u>\$ 1 606</u>	

Le principal et les intérêts doivent être versés dans la monnaie d'emprunt. Aux termes de ses accords d'emprunts, la Société ne peut constituer d'hypothèque ni de sûreté sur ses actifs autres que les sûretés garantissant un solde dû au titre d'une participation sans faire bénéficier les détenteurs d'obligations d'une garantie équivalente.

Le coût moyen pondéré des emprunts après échanges de monnaies s'est établi à 8,11 % au 30 juin 1990.

Aux termes des contrats d'échanges de monnaies, les produits des emprunts sont convertis en une monnaie différente de celle dans laquelle ils sont perçus et un contrat à terme est exécuté simultanément afin de recouvrer la monnaie convertie. Le montant net à recevoir au 30 juin 1990, soit \$ 18 millions (voir tableau ci-dessus), comprend respectivement \$ 26 millions et \$ 8 millions au titre des montants nets à recevoir et à payer sur les opérations d'échange, et résulte des fluctuations des taux de change survenues après la date de conclusion des échanges. Le montant net à recevoir ou à payer ne sera pas réalisé si l'échange est détenu jusqu'à son échéance. Au 30 juin 1990, la valeur comptable des montants bruts à recevoir et à payer au titre des échanges de monnaie s'élevait respectivement à \$ 1 334 millions et à \$ 1 316 millions pour la Société.

La Société a également conclu des accords d'échanges de taux d'intérêt, portant sur des montants théoriques en principal de \$ 1 048 millions (\$ 500 millions-1989) en vertu desquels elle s'est engagée à verser des intérêts à taux variable (8,37 % en moyenne au 30 juin 1990) en échange d'intérêts à taux fixes (8,93 % en moyenne au 30 juin 1990). La différence à payer ou à recevoir au titre des variations des taux d'intérêts est comptabilisée sur la durée de vie du contrat.

La Société pourrait subir une perte en cas de défaillance des co-contractants; cependant, la Société utilise des critères sévères pour sélectionner ses co-contractants et ne juge donc pas qu'il y ait un risque significatif de défaillance.

L'encours des emprunts auprès de la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD) est analysé dans le tableau ci-après. Aucun échange de taux d'intérêt ou de monnaies n'a été conclu en relation avec ces emprunts, dont le principal et les intérêts doivent être versés dans la monnaie d'emprunt.

	Montant en principal (en \$ millions) au 30 juin		Coût moyen pondéré au 30 juin
	1990	1989	
Dollars américains	\$ 159	\$ 194	8,21 %
Deutsche Mark	465	311	7,67 %
Francs suisses	148	98	6,00 %
Yen japonais	60	36	6,20 %
Autres monnaies	77	56	9,38 %
	<u>\$ 909</u>	<u>\$ 695</u>	

En outre, au 30 juin 1990 et au 30 juin 1989, les soldes non décaissés sur des emprunts signés auprès de la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement s'établissaient respectivement à \$ 311,8 millions et \$ 382,3 millions. Une commission d'engagement est payable sur les soldes non décaissés des prêts à des taux annuels allant de 2/5 à 3/4 de 1 % par an. Pour l'exercice clos le 30 juin 1990, ces commissions ont représenté au total \$ 2,5 millions (\$ 2,5 millions-1989).

Les montants remboursables, toutes monnaies confondues, au titre du principal des emprunts en cours pour la période allant de l'exercice clos le 30 juin 1991 à l'exercice clos le 30 juin 1995 s'analysent comme suit :

	(en \$ millions)					
	1991	1992	1993	1994	1995	au-delà
Emprunts sur le marché	\$ 0,9	\$ 1,0	\$ 459,4	\$ 453,1	\$ 704,7	\$ 1 050,9
Emprunts auprès de la BIRD	85,6	104,0	114,8	144,9	109,2	350,5
	<u>\$ 86,5</u>	<u>\$ 105,0</u>	<u>\$ 574,2</u>	<u>\$ 598,0</u>	<u>\$ 813,9</u>	<u>\$ 1 401,4</u>

NOTE H—CAPITAL SOCIAL

Le 26 décembre 1985, le Conseil des Gouverneurs a adopté une résolution portant le capital social autorisé à \$ 1,3 milliard. Cette résolution, avec ses amendements, offrait également \$ 650 millions supplémentaires en souscription aux pays membres de la Société pendant une période de souscription allant jusqu'à 1er août 1991. Les pays membres peuvent choisir de payer leur souscription en totalité ou par tranches, la dernière étant payable au plus tard le 1er août 1991 ou dans les six mois suivants.

NOTE I—INTERETS ET COMMISSIONS FINANCIERES

Les intérêts et commissions financières s'analysent comme suit :

	Exercice clos le 30 juin (en \$ milliers)	
	1990	1989
Produits d'intérêts	\$ 276 428	\$ 224 403
Commissions d'engagement	9 832	10 468
Autres commissions financières	10 823	9 486
Total des intérêts et commissions financières	<u>\$ 297 083</u>	<u>\$ 244 357</u>

NOTE J—CONTRIBUTIONS AUX PROGRAMMES SPECIAUX

Le 5 décembre 1985, le Conseil d'administration a approuvé une recommandation, amendée le 21 mai 1986, aux termes de laquelle la Société versera un total de \$ 2 millions au Service de promotion et de développement des investissements en Afrique. Au 30 juin 1990, la Société avait versé \$ 1,5 million. Le solde de \$ 500 000, comptabilisé en charges à payer au cours de l'exercice 1990, sera versé au cours de l'exercice 1991. En outre, le Conseil a autorisé la Société à collaborer avec l'Agence Multilatérale de Garantie des Investissements sur un programme de soutien des activités du Service-Conseil pour l'investissement étranger (FIAS). La contribution de la Société au FIAS pour l'exercice clos le 30 juin 1990 était de \$ 400 000. Une contribution supplémentaire de \$ 400 000 sera effectuée au cours de l'exercice clos le 30 juin 1991.

NOTE K—DIVERS

Caisse de retraite—La Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD) a une caisse de retraite par contributions qui couvre l'essentiel de son personnel, de celui de la Société et de l'Agence Multilatérale de Garantie des Investissements (AMGI). Les prestations sont fonction du nombre d'années de service et de la rémunération moyenne et les cotisations versées par les employés correspondent à un pourcentage fixe de leur rémunération ouvrant droit à retraite. La Société, la BIRD et l'AMGI financent le reste des coûts futurs de retraite, qui sont calculés selon la méthode actuarielle. Le montant global des cotisations est calculé d'après un système de capitalisation collective. Toutes les cotisations versées à la caisse et tous les revenus et éléments d'actifs de celle-ci sont gérés séparément des autres actifs et revenus de la Société, de la BIRD et de l'AMGI. Ils ne peuvent être utilisés qu'au profit des participants et de leurs ayants-droit et ce jusqu'à ce que toutes les obligations qui leur sont relatives aient été versées ou aient fait l'objet d'une provision. La part totale supportée par la Société au titre de l'exercice clos le 30 juin 1990 s'est établie à \$ 6,9 millions (\$ 4,4 millions-1989).

Autres avantages de retraite—La BIRD offre également à la quasi totalité du personnel en retraite de la Société, de la BIRD et de l'AMGI, ainsi qu'à leurs conjoints, une assurance-vie et le remboursement de frais médicaux. A compter de l'exercice actuel, la Société, la BIRD et l'AMGI ont commencé à comptabiliser les coûts, calculés au taux actuariel, des prestations à venir destinées aux futurs retraités. Le coût de ces prestations est comptabilisé sur la durée de service estimée des bénéficiaires présumés (15 ans environ). De plus, la Société a déboursé \$ 7,6 millions au cours de l'exercice 1990 au titre de la dette, calculée au taux actuariel, existant en début d'exercice, et qui représentait le coût de ces prestations. Ces charges, provisionnées pour chaque exercice, sont incluses dans les frais administratifs.

Commissions de services et de soutien—La Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement fournit à la Société des services généraux et administratifs dans les domaines où ils peuvent être efficacement rendus. Ceci recouvre notamment le partage des frais relatifs aux Conseils des Gouverneurs et aux Conseils d'administration ainsi que d'autres services tels que contrôle de gestion interne, services administratifs, occupation des bureaux, fournitures et assurances. Le paiement de ces services est acquitté par la Société à la BIRD sur la base de commissions préalablement négociées, de facturations directes et d'affectation des charges lorsque la facturation directe est impossible. Ces charges ont représenté au total \$ 17,1 millions au titre de l'exercice clos le 30 juin 1990 (\$ 10,8 millions-1989).

Rapport des Réviseurs Comptables

Price Waterhouse
(International Firm)

The Hague
London
New York

Tokyo
Washington

Price Waterhouse



Le 30 juillet 1990

Au Président et au Conseil des Gouverneurs
Société financière internationale

A notre avis, les états financiers apparaissant aux pages 50 à 57 du présent rapport donnent une image fidèle, en dollars américains, de la situation financière de la Société financière internationale aux 30 juin 1990 et 1989, ainsi que du résultat de ses activités et des variations de sa trésorerie pour les exercices clos à ces dates, conformément aux principes comptables généralement admis aux Etats-Unis et aux Normes Comptables Internationales. Les états financiers sont établis sous la responsabilité de la Direction de la SFI. Notre travail consiste à émettre une opinion sur ces états financiers après en avoir effectué la révision. Nos examens ont été effectués conformément aux normes de révision comptables généralement admises, selon lesquelles notre révision doit nous permettre de vérifier, avec un degré de certitude raisonnable, que les états financiers ne comportent aucune erreur significative. La révision des comptes comprend l'examen, à partir d'un échantillon de transactions, des faits qui correspondent aux montants et informations figurant dans les états financiers, et l'évaluation des principes comptables utilisés et des estimations les plus importantes faites par la Direction, ainsi que de la présentation générale des états financiers. Selon nous, notre révision fournit une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-dessus.

Price Waterhouse
(International Firm)

APPENDICES

Gouverneurs et suppléants 60

Administrateurs et suppléants
avec indication du nombre de voix
dont ils disposent 62

Groupe consultatif bancaire et
Groupe consultatif des affaires 63

Investissements approuvés
pendant l'exercice 64

Portefeuille d'investissements 78

Etat des engagements bruts cumulés 93

Direction de la SFI 94

Gouverneurs et Suppléants

Au 30 juin 1990

Etat membre	Gouverneur	Suppléant
Afghanistan	Hamidullah Tarzi	Zalmay Ahmadi
Afrique du Sud	C.L. Stals	J.A. Lombard
Allemagne, République fédérale d'	Juergen Warnke	Horst Koehler
Angola	Antonio Henriques da Silva	Antonio da Silva Inacio
Antigua-et-Barbuda	John E. St. Luce	Ludolph Brown
Arabie saoudite	Mohammad Abalkhail	Hamad Al-Sayari
Argentine	Antonio Erman Gonzalez	Javier Gonzalez Fraga
Australie	P.J. Keating	Bob Dun
Autriche	Ferdinand Lacina	Othmar Haushofer
Bahamas, les	Sir Lynden O. Pindling	Ethelyn C. Isaacs
Bangladesh	Mohammad Abdul Munim	Enam Ahmed Chaudhury
Barbade	L. Erskine Sandiford	Winston A. Cox
Belgique	Philippe Maystadt	Alfons Verplaetse
Belize	Said W. Musa	Yvonne S. Hyde
Bénin	Paul Dossou	Fatiou Adekounte
Bolivie	Enrique Garcia Rodriguez	Raul Boada Rodriguez
Botswana	F.G. Mogae	Baledzi Gaolathe
Brésil	Zelia Maria Cardosa de Mello	Ibrahim Eris
Burkina Faso	Pascal Zagre	Henri Bruno Bessin
Burundi	Gérard Niyibigira	Salvator Nkeshimana
Cameroun	Elizabeth Tankeu	Simon Ngann Yonn
Canada	Michael H. Wilson	Marcel Masse
Cap-Vert	Arnaldo C. de Vasconcelos Franca	Antonio Hilario Cruz
Chili	Alejandro Foxley Rioseco	José Pablo Arellano
Chine	Wang Bingqian	Chi Haibin
Chypre	George Syrimis	Michael Erotokritos
Colombie	Luis F. Alarcón-Mantilla	Francisco J. Ortega
Congo, République populaire du	Pierre Moussa	Dieudonne Diabantantou
Corée, République de	Yung-Euy Chung	Kun Kim
Costa Rica	Theimo Vargas Madrigal	Jorge Guardia Quiros
Côte d'Ivoire	Moïse Koumoue Koffi	Léon Naka
Danemark	Uffe Ellemann-Jensen	Ole Loensmann Poulsen
Djibouti	Mohamed Djama Elabe	Ibrahim Kassim Chehem
Dominique	Mary Eugenia Charles	Gilbert Williams
Egypte, République arabe d'	Kamal El-Ganzoury	Maurice Makram-Allah
El Salvador	Mirna Lievano de Marques	José Roberto Orellana Milla
Emirats arabes unis	Hamdan bin Rashid Al Maktoum	Ahmed Humaid Al-Tayer
Equateur	Jorge Gallardo Zavala	Edison Ortiz Durán
Espagne	Carlos Solchaga	Mariano Rubio Jiménez
Etats-Unis	Nicholas F. Brady	Richard T. McCormack
Ethiopie	Tekola Dejene	Seyoum Alemayehu
Fidji	J.N. Kamikamica	Rigamoto Taito
Finlande	Matti Louekoski	Osmo Sarmavuori
France	Jacques de Larosière	Jean-Claude Trichet
Gabon	Marcel Doupamby-Matoka	Richard Onouviat
Gambie, la	Saihou S. Sabally	Aliou M. Ngum
Ghana	Kwesi Botchwey	Kwesi Bekoe Amissah-Arthur
Grèce	George Souflias	George Papastamkos
Grenade	George Ignatius Brizan	Lauriston F. Wilson, Jr.
Guatemala	Juan Francisco Pinto Casasola	Oscar Pineda Robles
Guinée	Ibrahima Sylla	Kerfalla Yansane
Guinée-Bissau	Pedro A. Godinho Gómes	José Lima Barber
Guyane	Carl Greenidge	Winston Murray
Haiti	Violene Legagneur	Ludovic Pierre
Honduras	Benjamin Villanueva	Ricardo Maduro Joest
Hongrie	Imre Tarafas	Istvan Major
Iles Salomon	Christopher C. Abe	Leonard Palmer Maenu'u
Inde	Madhu Dandavate	Bimal Jalan
Indonésie	J.B. Sumarlin	Hasudungan Tampubolon
Iran, République islamique d'	Mohsen Noorbakhsh	Mehdi Navab
Iraq	Subhi Frankool	Hashim Ali Obaid
Irlande	Albert Reynolds	Sean P. Cromien
Islande	Jon Sigurdsson	Olafur R. Grimsson
Israël	Michael Bruno	Yaacov Lifshitz
Italie	Carlo Azeglio Ciampi	Mario Sarcinelli
Jamaïque	Seymour Mullings	Omar Davies
Japon	Ryutaro Hashimoto	Yasushi Mieno
Jordanie	Awni Masri	Mohammad H. Al-Saqqaf
Kenya	George Saitoti	Charles S. Mbindyo

Appendice A

Etat membre	Gouverneur	Suppléant
Kiribati	Teatao Teannaki	Baraniko Baaro
Koweït	Ali Al-Khalifa Al-Sabah	Bader Meshari Al-Humaidhi
Lesotho	E.R. Sekhonyana	Tom Liphapang Tuoane
Liban	Ali El-Khalil	Raja Himadeh
Libéria	Elijah E. Taylor	Mary B. Dennis
Libye	Mohamed El Madni Al-Bukhari	Bashir Ali Khallat
Luxembourg	Jean-Claude Juncker	Yves Mersch
Madagascar	Jean Robiarivony	Nirina Andriamanerasoa
Malaisie	Daim Zainuddin	Zain Azraai
Malawi	L. Chimango	Graham Chipande
Maldives	Fathulla Jameel	(vacance)
Mali	Diango Cissoko	Souleymane Dembele
Maroc	Mohamed Berrada	Mohammed Dairi
Maurice	Beergoonath Ghurburrun	Madhukarlall Baguant
Mauritanie	Moustapha Ould Abeiderrahmane	M'Rabih Rabou Ould Cheikh Bounena
Mexique	Pedro Aspe Armella	José Angel Gurria
Mozambique	Abdul Magid Osman	Eneas da Conceição Comiche
Myanmar	D.O. Abel	Min Aung
Népal	Devendra Raj Panday	Sashi Narayan Shah
Nicaragua	Emilio Pereira	Francisco J. Mayorga
Niger	Almoustapha Soumaila	Abdou Insa
Nigéria	S. Olu Falae	Ahmadu Abubakar
Norvège	Arne Skauge	Tom Vraalsen
Nouvelle-Zélande	Graham C. Scott	Chris N. Pinfield
Oman	Qais Abdul-Munim Al-Zawawi	Mohammed Bin Musa Al-Yousef
Ouganda	Joshua Mayanja Nkangi	Suleiman Kiggundu
Pakistan	V.A. Jafarey	Khalid Mahmud Chima
Panama	Guillermo Ford B.	Luis H. Moreno
Papouasie-Nouvelle-Guinée	Paul Pora	Morea Vele
Paraguay	Enzo Debernardi	Oscar Jacinto Obelar
Pays-Bas	W. Kok	J.P. Pronk
Pérou	Cesar Vásquez Bazán	(vacance)
Philippines	Jesus P. Estanislao	(vacance)
Pologne	Wladyslaw Baka	Grzegorz Wojtowicz
Portugal	Luis Miguel Belezza	(vacance)
République arabe syrienne	Mohammed Khaled Mahayni	Adnan Al-Saty
République dominicaine	Luis Toral Cordova	Manuel E. Gómez Pieterz
Royaume-Uni	Robin Leigh-Pemberton	Timothy Lankester
Rwanda	Benoit Ntigulirwa	Emmanuel Ndahimana
Sainte-Lucie	John G.M. Compton	Bernard Lacorbiniere
Samoa-Occidental	Tuilaepa S. Malielegaoi	Kolone Va'ai
Sénégal	Moussa Toure	Abdoul Aziz Diop
Seychelles	Danielle de St. Jorre	Bertrand Rassool
Sierra Leone	Thomas Taylor Morgan	Y.T. Sesay
Singapour	Richard Hu Tsu Tau	Ngiam Tong Dow
Somalie	Mohamud Ghelle Yusuf	Said Ahmed Yusuf
Soudan	Abdul Rahim Mahmoud Hamdi	Mohamed Khair El Zubair
Sri Lanka	D.B. Wijetunga	R. Paskaralingam
Suède	Allan Larsson	Lena Hjelm-Wallen
Swaziland	Andreas Fakudze	Noreen N. Maphalala
Tanzanie	K.A. Malima	Simon Mbiinyi
Thaïlande	Pramual Sabhavasuu	Panas Simasathien
Togo	Barry Moussa Barque	Kwassi Klutse
Tonga	James Cecil Cocker	Selwyn Percy Jones
Trinité-et-Tobago	Selby Wilson	William G. Demas
Tunisie	Mustapha Kamel Nabli	Abdellatif Saddem
Turquie	Namik Kemal Kilic	Mahfi Egilmez
Uruguay	Enrique Braga Garcia	Conrado Hughes
Vanuatu	Sela Molisa	George Pakoa
Venezuela	Miguel Rodríguez	Eduardo Quintero
Viet Nam	Cao Si Kiem	(vacance)
Yémen, République arabe du†	Mohammed Saeed Al-Attar	Kaid Mohammed Al-Hirwi
Yougoslavie	Branimir Zekan	Boris Skapin
Zaïre	Bombito Botomba Lompio	Mbonga Magalu Engwanda
Zambie	Gibson G. Chigaga	Lennard Nkhata
Zimbabwe	B.T.G. Chidzero	K.J. Moyana

† Le 22 mai 1990, la République arabe du Yémen et la République démocratique populaire du Yémen ont fusionné en un seul Etat, la République du Yémen. A compter du 13 juillet 1990, la République du Yémen remplace la République arabe du Yémen dans les dossiers de la Société.

Administrateurs et suppléants avec indication du nombre de voix dont ils disposent

Appendice B

Au 30 juin 1990

Administrateur	Suppléant	Etats au nom desquels vote chaque administrateur	Total des voix	% du total
Nommés				
E. Patrick Coady	Mark T. Cox, IV	Etats-Unis.	231 679	21,14
Masaki Shiratori	Yukio Yoshimura	Japon.	80 044	7,31
Gerhard Boehmer	Bernd Esdar	République fédérale d'Allemagne	73 111	6,67
Jean-Pierre Landau	Stéphane Pallez	France	68 650	6,27
Frank Cassell	Robert Graham-Harrison	Royaume-Uni	68 650	6,27
Elus				
J.S. Bajjal (Inde)	M. Mustafizur Rahman (Bangladesh)	Bangladesh, Inde, Sri Lanka	54 872	5,01
Cesare Caranza (Italie)	Fernando S. Carneiro (Portugal)	Grèce, Italie, Pologne, Portugal	54 788	5,00
Frank Potter (Canada)	Clarence Ellis (Guyane)	Antigua-et-Barbuda, les Bahamas, Barbade, Belize, Canada, Dominique, Grenade, Guyane, Irlande, Jamaïque, Sainte-Lucie	52 510	4,79
Jacques de Groot (Belgique)	Bahar Sahin (Turquie)	Autriche, Belgique, Hongrie, Luxembourg, Turquie	51 049	4,66
Jonas H. Haralz (Islande)	Jorunn Maehlum (Norvège)	Danemark, Finlande, Islande, Norvège, Suède	44 106	4,03
Jorge Pinto (Mexique)	Edgar Ayales ¹ (Costa Rica)	Costa Rica, El Salvador, Espagne, Guatemala, Honduras, Mexique, Nicaragua, Panama, Venezuela	43 147	3,94
Chang-Yuel Lim (République de Corée)	Robert G. Carling (Australie)	Australie, Corée (République de), Iles Salomon, Kiribati, Nouvelle-Zélande, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Samoa-Occidental, Vanuatu	39 938	3,64
Paul Arlman (Pays-Bas)	Cvitan Dujmovic (Yougoslavie)	Chypre, Israël, Pays-Bas, Yougoslavie	39 180	3,58
Eduardo Wiesner (Colombie)	Pedro Sampaio Malan (Brésil)	Brésil, Colombie, Equateur, Haïti, Philippines, République dominicaine, Trinité-et-Tobago	33 654	3,07
Vibul Aunsnunta (Thaïlande)	Le Van Chau (Viet Nam)	Fidji, Indonésie, Malaisie, Myanmar, Népal, Singapour, Thaïlande, Tonga, Viet Nam	32 995	3,01
Raymundo Morales (Pérou)	Felix Alberto Camarasa (Argentine)	Argentine, Bolivie, Chili, Paraguay, Pérou, Uruguay	30 059	2,74
Fawzi Hamad Al-Sultan (Koweït)	Mohamed W. Hosny (République arabe d'Égypte)	Égypte (République arabe d'), Emirats arabes unis, Iraq, Jordanie, Koweït, Liban, Maldives, Oman, Pakistan, République arabe syrienne, République arabe du Yémen ²	26 646	2,43
J.S.A. Funna (Sierra Leone)	Jabez A. Langley (la Gambie)	Botswana, Burundi, Ethiopie, la Gambie, Guinée, Kenya, Lesotho, Libéria, Malawi, Mozambique, Nigéria, Ouganda, Seychelles, Sierra Leone, Soudan, Swaziland, Tanzanie, Zambie, Zimbabwe	22 745	2,08
Ibrahim A. Al-Assaf (Arabie saoudite)	Abdulaziz Al-Sehail (Arabie saoudite)	Arabie saoudite	14 697	1,34
André Milongo (République populaire du Congo)	Jean-Pierre Le Boudier (République centrafricaine)	Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Cap-Vert, Congo (République populaire du), Côte d'Ivoire, Djibouti, Gabon, Guinée-Bissau, Madagascar, Mali, Maurice, Mauritanie, Niger, Rwanda, Sénégal, Somalie, Togo, Zaïre	14 206	1,30
Mourad Benachenhou (Algérie)	Salem Mohamed Omeish (Libye)	Afghanistan, Ghana, Iran (République islamique d'), Libye, Maroc, Tunisie	10 627	0,97
Zhang Junyi (Chine)	Jin Liqun (Chine)	Chine	8 372	0,76

Outre les Administrateurs et Suppléants mentionnés dans la liste ci-dessus, les personnes dont le nom figure ci-dessous ont également exercé leurs fonctions après le 30 juin 1989:

Administrateur	Fin du mandat	Suppléant	Fin du mandat
Mario Draghi (Italie)	16 janvier 1990	J.A.L. Faint (Royaume-Uni)	20 août 1989
Hélène Ploix (France)	1er octobre 1989	Rodrigo M. Guimarães (Portugal)	22 novembre 1989
Mohd. Ramli Wajib (Malaisie)	31 octobre 1989	Veikko Kantola (Finlande)	31 juillet 1989
C.R. Krishnaswamy Rao Sahib (Inde)	31 juillet 1989	Michael von Harpe (République fédérale d'Allemagne)	1er septembre 1989
Jobarah E. Suraisy (Arabie saoudite)	10 octobre 1989		

Note: L'Angola (1 087 voix) et l'Afrique du Sud (9 264 voix) n'ont pas participé à l'élection ordinaire des Administrateurs en 1988.

1. Silvia Charpentier (Costa Rica) a assumé ce poste le 1er juillet 1990.

2. Le 22 mai 1990, la République arabe du Yémen et la République démocratique populaire du Yémen ont fusionné en un seul Etat, la République du Yémen. A compter du 13 juillet 1990, la République du Yémen remplace la République arabe du Yémen dans les dossiers de la Société.

Le Groupe consultatif bancaire de la SFI se réunit régulièrement avec la direction pour discuter des activités et politiques de la Société. La Société tient à exprimer sa vive gratitude aux membres du Groupe pour les conseils précieux qu'ils lui ont prodigués.

Abdlatif y Al-Hamad	Directeur général Fonds arabe de développement économique et social Koweït	Yusuke Kashiwagi	Président The Bank of Tokyo, Ltd. Tokyo, Japon
Jan Ekman	Vice président Svenska Handelsbanken Stockholm, Suède	Lord Roll of Ipsden	Président S.G. Warburg and Co. Ltd. Londres, Angleterre
Wilfried Guth	Président du Conseil de supervision Deutsche Bank A.G. Francfort, République fédérale d'Allemagne	Robert V. Roosa	Associé Brown Brothers Harriman and Co. New York, N.Y., Etats-Unis
Jean-Yves Haberer	Président Crédit Lyonnais Paris, France	Anthony Solomon	Président S.G. Warburg (USA) Inc. New York, N.Y., Etats-Unis

Groupe consultatif des affaires

Le Groupe consultatif des affaires, qui conseille la direction de la Société sur les besoins et les vues des milieux d'affaires et de l'industrie pour ce qui a trait aux activités de la SFI, a tenu sa réunion annuelle en avril 1990.

S. Babar Ali	Conseiller Packages Limited Lahore, Pakistan	Daniel Parker	Président-directeur général Omniflight, Inc. Charleston, Caroline du Sud, Etats-Unis
Thomas J. Bata	Président du Conseil d'administration Bata Limited Don Mills, Ontario, Canada	Carlo Patrucco	Vice-Président, Rapporti Sindacali Confindustria Rome, Italie
Sir Michael Caine	Président Booker plc Londres, Angleterre	José Piñera	Président-directeur général Asset-Chile Ltd. Santiago, Chili
Ariston M. Chambati	Président-directeur général T.A. Holdings Limited Harare, Zimbabwe	Marcus V. Pratini de Moraes	Président-directeur général PPH - Companhia Industrial de Polipropileno Rio de Janeiro, Brésil
Mustapha Faris	Président-directeur général Banque nationale pour le développement économique Rabat, Maroc	Rong Yiren	Président China International Trust and Investment Corporation Beijing, Chine
Jaime García Parra	Président J. García P. y Co. Bogotá, Colombie	Antonio Ruiz Galindo, Jr.	Auparavant Président, DESC Sociedad de Fomento Industrial, S.A. de C.V. Mexico D.F. Mexique
Tae Yong Hahn	Président et Directeur représentatif Korea Long Term Credit Bank Séoul, Corée	Erol Sabanci	Vice-président du Conseil d'administration Akbank, T.A.S. Istanbul, Turquie
Carl H. Hahn	Président, Conseil d'administration Volkswagen, A.G. Wolfsburg, République fédérale d'Allemagne	Ibrahim A. Salamah	Vice-président et Président-directeur- général Saudi Basic Industries Corporation Riyadh, Arabie saoudite
Fouad Hashem Awad	Président Arab Investment Bank Le Caire, Egypte	Janko Smole	Auparavant Ministre fédéral des finances Belgrade, Yougoslavie
Olorogun Michael C.O. Ibru, OFR	Président-directeur général Ibru Group Lagos, Nigéria	Amadou Moctar Sow	Président-directeur général Soc. Industrielle de Produits Laitiers Dakar, Sénégal
Sam E. Jonah	Directeur général Ashanti Goldfields Corporation (Ghana) Limited Accra, Ghana	Julius Tahija	Président de la Commission P. T. Caltex Pacific Indonesia Jakarta, Indonésie
W. Sidney Knox	Président-directeur général Neal & Massy Holdings Limited Port of Spain, Trinité-et-Tobago	Toshio Takeuchi	Conseiller principal Toyo Menka Kaisha, Ltd. Tokyo, Japon
Stefan Lewandowski	Président Haste International, Ltd. Varsovie, Pologne	Joseph B. Wanjui	Président East Africa Industries Limited Nairobi, Kenya
Keshub Mahindra	Président Mahindra & Mahindra Limited Bombay, Inde	Gérard Worms	Directeur général Compagnie Financière de Suez Paris, France
Eugenio A. Mendoza	Président, Comité de gestion Mendoza Enterprises Caracas, Venezuela	Jaime Zobel de Ayala	Président-directeur général Ayala Corporation Manille, Philippines
Tarrin Nimmanahaeminda	Président-directeur général The Siam Commercial Bank, Ltd. Bangkok, Thaïlande	Federico J. L. Zorraquin	Président S.A. Garovaglio y Zorraquin Buenos Aires, Argentine

Investissements approuvés pendant l'exercice

Investissements approuvés pendant l'exercice 90
(montants exprimés en millions de dollars au 30 juin 1990)

Investissement
de la SFI

Coût du
projet

Argentine

Corporación de Inversiones y Privatización (CIP) gère un nouveau fonds de conversion dette-fonds propres, l'Argentina Private Development Trust Company Limited. Ce fonds dispose d'un montant total de 1,25 milliard de dollars.

Prêt	—	
Participation au capital	0,08	
Quasi fonds propres	—	
Syndicat de financement	—	
Total	0,08	388,10

La SFI a approuvé son second investissement dans le *Programme d'exploitation pétrolière Hydra**, premier projet d'exploitation commerciale d'un gisement pétrolier situé au large des côtes de l'Argentine. Ce projet produit actuellement environ 28 000 barils de brut par jour.

Prêt	—	
Participation au capital	—	
Quasi fonds propres	—	
Syndicat de financement	10,00	
Accord de confirmation	20,00	
Total	30,00	30,00

Petroquímica Ensenada S.A. (Petroken), projet entièrement nouveau, construira et exploitera une usine d'une capacité de production de 100 000 tonnes de polypropylène par an.

Prêt	15,00	
Participation au capital	—	
Quasi fonds propres	5,00	
Syndicat de financement	15,00	
Total	35,00	135,10

*Terminal 6 S.A.** développera ses services portuaires à l'intention des exportateurs paraguayens et boliviens d'oléagineux, en construisant un terminal pour péniches et une installation de stockage pour les marchandises acheminées par transport fluvial depuis ces pays.

Prêt	4,00	
Participation au capital	—	
Quasi fonds propres	—	
Syndicat de financement	—	
Total	4,00	13,20

Asie

Jardine Fleming Asia Select Limited est une société d'investissement fermée de sept ans qui fera des investissements en capital et en quasi fonds propres sur les marchés naissants de pays de la région Asie-Pacifique en se concentrant sur les titres non cotés.

Prêt	—	
Participation au capital	11,25	
Quasi fonds propres	—	
Syndicat de financement	—	
Total	11,25	100,00

Bangladesh

Bengal Glass Works Ltd., le seul producteur de verre automatisé du Bangladesh, étendra sa capacité et sa gamme de produits grâce à l'installation d'un four de 20 tonnes pour la production de 3 800 tonnes de bouteilles de verre blanc par an. Cette société ajoutera également une machine pour la fabrication de verre d'ampoules électriques à un four de cinq tonnes pour la production de 20 millions de verres d'ampoule par an.

Prêt	2,30	
Participation au capital	—	
Quasi fonds propres	—	
Syndicat de financement	—	
Total	2,30	6,80

Belize

Journey's End Caribbean Club Limited est en train d'agrandir un hôtel en complexe de 70 chambres à Ambergris Caye, face à la deuxième barrière de corail du monde. Cette région attire un nombre croissant d'adeptes des sports nautiques. Le tourisme est une source importante et croissante de devises pour Belize. Ce projet constitue le premier investissement de la SFI à Belize.

Prêt	—	
Participation au capital	—	
Quasi fonds propres	1,00	
Syndicat de financement	—	
Total	1,00	3,00

Bolivie

La SFI fera fonction d'intermédiaire dans un swap de monnaies pour le compte de *Banco Industrial S.A. (BISA)**. La SFI échangera un prêt de 10 millions de deutsche mark à taux fixe de la DEG au BISA contre des flux de trésorerie en dollars EU à taux flottant. La SFI avait approuvé une ouverture de crédit de 10 millions de dollars au BISA en juillet 1987.

Prêt	—	
Participation au capital	—	
Quasi fonds propres	—	
Syndicat de financement	—	
Garantie	2,12	
Total	2,12	5,90

Botswana

Northern Textile Mills, ▼ nouvelle entreprise, fabriquera des serviettes-éponges pour le marché local et l'exportation. Une part importante de la production de cette entreprise sera destinée à répondre à des commandes spéciales de ses clients. Actuellement, la demande locale est satisfaite par les importations.

Prêt	0,38	
Participation au capital	—	
Quasi fonds propres	—	
Syndicat de financement	—	
Total	0,38	1,82

Appendice D

Investissements approuvés pendant l'exercice 90
(montants exprimés en millions de dollars au 30 juin 1990)

Investissement
de la SFI

Coût du
projet

Brésil

Bahia Sul Celulose S.A. (Bahia Sul) construira et exploitera une usine entièrement nouvelle et partiellement intégrée de pâte et de papier qui produira chaque année 230 000 tonnes de pâte commerciale et 230 000 tonnes de papier d'imprimerie et de papier à écrire. Ce projet comprend l'aménagement et l'entretien d'environ 70 000 hectares de plantations d'eucalyptus.

Prêt	40,00	
Participation au capital	15,00	
Quasi fonds propres	—	
Syndicat de financement	—	
Total	55,00	897,00

Companhia Minuano de Alimentos (Minuano) développera son élevage intégré de volaille pour répondre à l'accroissement de la demande sur le marché intérieur et à l'exportation. Cette expansion favorisera les produits à valeur ajoutée, notamment les morceaux de volaille et des viandes traitées.

Prêt	—	
Participation au capital	—	
Quasi fonds propres	7,00	
Syndicat de financement	—	
Total	7,00	28,00

Companhia Vidraria Santa Marina (Santa Marina) construira une usine pour la production de 20 500 tonnes de fibres de verre par an. La production de ce projet servira à la fabrication de plastique renforcé pour le transport, la construction, la marine, les biens d'équipement et d'autres industries.

Prêt	10,00	
Participation au capital	—	
Quasi fonds propres	5,00	
Syndicat de financement	10,00	
Total	25,00	103,00

Engepol Engenharia de Polimeros S.A. (Engepol) construira et exploitera une nouvelle usine de plastiques. Cette société utilisera un polyéthylène à haute densité pour la création de produits en plastique pour certains créneaux spécialisés au Brésil.

Prêt	3,50	
Participation au capital	—	
Quasi fonds propres	—	
Syndicat de financement	—	
Total	3,50	11,54

Ripasa S.A. Celulose e Papel (Ripasa) augmentera sa capacité de production de papier de 144 000 tonnes par an pour parachever son intégration verticale par l'acquisition d'une nouvelle installation de production de papier.

Prêt	20,00	
Participation au capital	5,00	
Quasi fonds propres	—	
Syndicat de financement	—	
Total	25,00	146,00

Cameroun

*Société industrielle laitière du Cameroun** augmentera son parc de véhicules, se dotera de nouveaux éléments d'infrastructure, achètera des matériels de production, reconstituera son fonds de roulement et épongera les dépassements de devis causés par les retards de démarrage.

Prêt	1,15	
Participation au capital	0,21	
Quasi fonds propres	—	
Syndicat de financement	—	
Total	1,36	4,10

Chili

Compañía de Teléfonos de Chile S.A. (CTC) est en train de doubler le nombre de ses lignes téléphoniques en service, et d'accroître et de diversifier ses services de télécommunications. Outre un apport de fonds, la SFI a pris un engagement de souscription de 22,1 millions de dollars dans une émission de certificats américains de dépôt de la CTC sur les marchés financiers internationaux. Cette émission, qui a été structurée par la Division des valeurs mobilières internationales de la SFI, est enregistrée auprès de la U.S. Securities and Exchange Commission et cotée à la bourse de New York.†

Prêt	60,00	
Participation au capital	—	
Quasi fonds propres	20,00	
Syndicat de financement	50,00	
Engagement de souscription	22,10	
Total	152,10	1 104,40

Compañía Puerto de Coronel S.A. (Puerto Coronel) construira un port de marchandises diverses pour l'écoulement du volume croissant d'exportations forestières en provenance du sud du Chili.

Prêt	5,00	
Participation au capital	3,00	
Quasi fonds propres	—	
Syndicat de financement	—	
Total	8,00	39,70

La SFI a garanti et placé le *Five Arrows Chile Fund*, qui investira principalement dans les titres cotés aux bourses chiliennes.

Prêt	—	
Participation au capital	—	
Quasi fonds propres	—	
Syndicat de financement	—	
Engagement de souscription	6,00	
Total	6,00	75,00

Leasing Andino consentira un financement à bail à de petites et moyennes entreprises chiliennes pour l'acquisition d'équipement.

Prêt	5,00	
Participation au capital	—	
Quasi fonds propres -	—	
Syndicat de financement	5,00	
Total	10,00	10,00

Investissements approuvés pendant l'exercice *suite*

Investissements approuvés pendant l'exercice 90
(montants exprimés en millions de dollars au 30 juin 1990)

Investissement
de la SFI

Coût du
projet

Chypre

Leptos Calypos Bay Hotels Ltd. construira et exploitera un hôtel cinq étoiles de 300 chambres au bord de la mer à Paphos.

Prêt	5,48	
Participation au capital	—	
Quasi fonds propres	2,72	
Syndicat de financement	—	
Total	8,20	30,00

Colombie

Compañía Colombiana de Tejidos, S.A. (Coltejer), la plus grosse entreprise intégrée de textile de Colombie, a sollicité l'aide de la SFI pour un programme triennal d'investissement d'un montant équivalant à 56,86 millions de dollars, destiné à élargir sa gamme de produits et à améliorer leur qualité et leur contribution aux bénéfices.

Prêt	22,50	
Participation au capital	—	
Quasi fonds propres	—	
Syndicat de financement	—	
Total	22,50	56,86

Oleoducto de Colombia S.A. est constituée pour construire et exploiter un oléoduc qui reliera Vasconia, dans la Moyenne Vallée de la Magdalena, à Covenas, sur la côte des Caraïbes. Cet oléoduc transportera 150 000 barils de pétrole par jour pour l'exportation. Ce projet prévoit l'aménagement d'un terminal à Covenas et permettra à la Colombie d'accroître sa production et ses exportations de pétrole. La SFI a consenti un prêt de 35 millions de dollars pour son propre compte, et est en train d'organiser la syndication d'un prêt de 35 millions de dollars.

Prêt	35,00	
Participation au capital	—	
Quasi fonds propres	—	
Syndicat de financement	35,00	
Total	70,00	321,00

Corée, République de

La SFI a exercé ses droits de préemption pour participer à une augmentation de capital qui permettra à *Hae Un Dae Development Company Ltd.** de procéder à la rénovation de ses équipements hôteliers.

Prêt	—	
Participation au capital	0,50	
Quasi fonds propres	—	
Syndicat de financement	—	
Total	0,50	15,80

En 1990, la *Korea Development Leasing Corporation** a augmenté sa base de capital de 20 % pour faire face à la demande croissante de services de leasing en Corée.

Prêt	—	
Participation au capital	0,90	
Quasi fonds propres	—	
Syndicat de financement	—	
Total	0,90	46,30

La SFI a participé à une augmentation du capital de la *Korea Long Term Credit Bank** pour appuyer l'accroissement des opérations de cette banque.

Prêt	—	
Participation au capital	15,98	
Quasi fonds propres	—	
Syndicat de financement	—	
Total	15,98	450,00

Côte d'Ivoire

La *Société des industries alimentaires et des produits laitiers de Côte d'Ivoire** portera sa production annuelle de produits laitiers, y compris de lait reconstitué, condensé et stérilisé et de yogourt, de 17 125 à 31 500 tonnes, pour faire face à la demande intérieure.

Prêt	1,74	
Participation au capital	0,35	
Quasi fonds propres	—	
Syndicat de financement	—	
Total	2,09	4,90

L'*Omnium de transformations alimentaires, S.A. (OTA)*, ▼ nouvelle entreprise dont le promoteur est Cosmivoire, client de la SFI, produira des graisses animales et végétales pour le marché local. L'OTA a reçu une assistance technique de l'APDF. Ses produits serviront à répondre à l'accroissement de la demande locale et à remplacer les importations, ainsi qu'à ajouter de la valeur aux huiles raffinées et semi-raffinées produites par Cosmivoire.

Prêt	0,66	
Participation au capital	0,17	
Quasi fonds propres	—	
Syndicat de financement	—	
Total	0,83	1,80

La SFI aidera à financer la rénovation des installations de *Tribois S.A.*, ▼ entreprise commune de la Banque ivoirienne pour le développement industriel et Ober S.A., société française de transformation du bois. Tribois se spécialise dans la production de contreplaqué, de bois débité et de moulures, principalement pour les marchés européens.

Prêt	0,36	
Participation au capital	—	
Quasi fonds propres	0,18	
Syndicat de financement	—	
Total	0,54	1,30

Investissements approuvés pendant l'exercice 90
(montants exprimés en millions de dollars au 30 juin 1990)

Investissement
de la SFI

Coût du
projet

Gambie

Pelican Seafood rénovera et remettra en service une installation de traitement du poisson pour la production de produits à base de poisson pour l'exportation et la consommation locale.

Prêt	1,05	
Participation au capital	—	
Quasi fonds propres	—	
Syndicat de financement	0,60	
Total	1,65	2,50

Ghana

Alugan Co. Ltd. ▼ fabrique et installe des portes et des fenêtres en aluminium et d'autres produits pour le bâtiment à partir de matériaux semi-finis importés. Cette société est en train de moderniser et de développer ses installations, afin d'accroître sa production et d'améliorer son efficacité, et de s'équiper de nouvelles machines qui lui permettront d'utiliser des matières premières locales.

Prêt	0,28	
Participation au capital	—	
Quasi fonds propres	—	
Syndicat de financement	—	
Total	0,28	0,70

*Ashanti Goldfields Corporation (Ghana) Limited (AGC)** exploitera à ciel ouvert la zone Sansu de sa concession et développera sa capacité de reprise des résidus afin d'accroître sa production d'or de cinq tonnes par an. La SFI a approuvé un prêt pour son propre compte et organisé la syndication d'un prêt de 35 millions de dollars.

Prêt	35,00	
Participation au capital	—	
Quasi fonds propres	—	
Syndicat de financement	—	
Total	70,00	93,00

Dimples Inn ▼ hôtel deux étoiles, est en train de construire 20 nouvelles chambres et d'agrandir ses autres installations pour répondre à l'accroissement de la demande de services hôteliers au Ghana. Ce projet a bénéficié de l'assistance de l'APDF.

Prêt	0,24	
Participation au capital	—	
Quasi fonds propres	—	
Syndicat de financement	—	
Total	0,24	0,60

Ghanaian-Australian Goldfields Limited exécutera un programme d'évaluation en deux phases de la concession aurifère d'Iduapriem.

Prêt	—	
Participation au capital	3,00	
Quasi fonds propres	—	
Syndicat de financement	—	
Total	3,00	13,50

Plastic Laminates Ltd. ▼ la première entreprise de ce type au Ghana, fabriquera du formica et d'autres plastiques laminés utilisés pour la construction de logements et la fabrication de meubles. Sa production sera vendue sur place et dans les pays voisins. Une société italienne lui dispense une assistance technique et commerciale.

Prêt	0,60	
Participation au capital	—	
Quasi fonds propres	—	
Syndicat de financement	—	
Total	0,60	2,50

Guinée-Bissau

Le *Programme d'exploration pétrolière Anetibene* comprend des études sismiques et géologiques et un puits d'exploration. Selon les résultats des premiers travaux d'exploration, deux autres puits pourraient être forés.

Prêt	—	
Participation au capital	5,85	
Quasi fonds propres	—	
Syndicat de financement	—	
Total	5,85	39,00

Clearwater Fishing (rebaptisé par la suite *Pescas Bissau*) est un projet pilote d'un an destiné à étudier la faisabilité et à déterminer l'ampleur possible d'une opération intégrée de pêche en Guinée-Bissau.

Prêt	—	
Participation au capital	—	
Quasi fonds propres	0,20	
Syndicat de financement	—	
Total	0,20	1,15

Hongrie

Le *First Hungary Fund* a pour principal objectif de favoriser la croissance du capital par l'investissement, principalement dans des titres de sociétés hongroises. Les placements seront administrés par la *First Hungarian Investment Advisory Rt.*, nouvelle société en commandite par actions hongroise créée à Budapest. La SFI effectue des investissements à la fois dans le fonds et dans la société de placement.

Prêt	—	
Participation au capital	—	
Quasi fonds propres	7,50	
Syndicat de financement	—	
Total	7,50	80,00

Investissements approuvés pendant l'exercice suite

Investissements approuvés pendant l'exercice 90
(montants exprimés en millions de dollars au 30 juin 1990)

Investissement
de la SFI

Coût du
projet

Inde

CESC Ltd. (anciennement Calcutta Electric Supply Corporation) développera son réseau de transport et de distribution en modifiant et en étendant trois stations de réception et de commutation, en construisant deux stations de réception et en posant de nouveaux câbles souterrains entre ces stations. Cela permettra à la CESC d'assurer plus efficacement la distribution d'électricité, de réduire les pertes de transport et d'améliorer la qualité et fiabilité de l'alimentation dans la région de Calcutta.

Prêt	20,10	
Participation au capital	—	
Quasi fonds propres	—	
Syndicat de financement	—	
Total	20,10	92,20

Herdillia Oxides and Electronics Ltd. établira une installation de production de 2 000 tonnes par an d'oxyde de fer magnétique, utilisé comme revêtement des bandes et disques audio, vidéo et informatiques. Cette société sera le premier fabricant d'oxyde de fer magnétique d'Inde.

Prêt	—	
Participation au capital	0,32	
Quasi fonds propres	—	
Syndicat de financement	—	
Total	0,32	13,40

*India Lease Development Limited**, qui loue des véhicules et équipements à de petites entreprises du nord de l'Inde, augmente sa capacité de réponse à la demande croissante de ses services.

Prêt	3,50	
Participation au capital	—	
Quasi fonds propres	0,44	
Syndicat de financement	—	
Total	3,94	13,37

Industrial Credit and Investment Corporation of India Ltd. (ICICI), l'une des principales institutions financières de l'Inde, aidera la SFI à gérer une ouverture de crédit pour la prise de participation dans 15 à 20 petites et moyennes entreprises sur une période de trois ans. L'ICICI aidera la SFI à identifier, évaluer et superviser les investissements effectués au titre de cette ouverture de crédit.

Prêt	—	
Participation au capital	25,00	
Quasi fonds propres	—	
Syndicat de financement	—	
Total	25,00	25,00

Infrastructure Leasing and Financial Services fournira un financement sous forme de prêt ou de crédit-bail pour des projets d'équipement et d'infrastructure, et des services financiers à des entreprises du secteur privé.

Prêt	15,00	
Participation au capital	—	
Quasi fonds propres	1,95	
Syndicat de financement	—	
Total	16,95	16,95

Mahindra & Mahindra Ltd., gros producteur de véhicules utilitaires et de tracteurs, entreprendra un programme d'investissements destiné à améliorer ses produits, à incorporer une transmission moderne et un moteur économe en carburant et à moderniser et rationaliser les principales installations manufacturières de ses divisions automobiles et tracteurs. Ce programme d'investissement permettra de porter la production annuelle à 56 500 véhicules utilitaires et à 31 250 tracteurs et d'introduire une gamme de produits plus modernes et plus économes en carburant sur le marché indien.

Prêt	10,00	
Participation au capital	—	
Quasi fonds propres	6,37	
Syndicat de financement	—	
Total	16,37	212,00

*Mahindra UGINE Steel Co. Ltd. (MUSCO)** a invité la SFI à exercer ses droits de préemption dans une émission d'obligations partiellement convertibles de 14,9 millions de dollars offertes aux actionnaires et aux employés de la société. MUSCO, l'un des principaux producteurs d'alliage et d'acier spéciaux d'Inde, étend ses opérations aux secteurs hôtelier et immobilier. Il s'est associé à la société américaine Days Inns, Inc. pour une opération de construction et d'exploitation de cinq hôtels trois étoiles et pour la construction de deux complexes commerciaux et résidentiels.

Prêt	—	
Participation au capital	1,32	
Quasi fonds propres	—	
Syndicat de financement	—	
Total	1,32	26,20

*Tata Electric Companies (TEC)** augmenteront leur capacité de production et de transport en ajoutant une unité de production de 150 mégawatts d'électricité supplémentaires pour les heures de pointe, en étendant leur réseau de transport et en remplaçant trois anciennes unités thermiques par une installation à cycle combiné de 180 mégawatts. TEC investiront également dans une deuxième unité de désulfuration des gaz de carneau afin d'éliminer le dioxyde de soufre des émissions de centrale.

Prêt	60,00	
Participation au capital	—	
Quasi fonds propres	—	
Syndicat de financement	—	
Total	60,00	273,70

Tata Keltron Ltd. *‡ a demandé à la SFI de participer à une émission de droits de souscription d'actions offertes à ses actionnaires actuels.

Prêt	—	
Participation au capital	0,13	
Quasi fonds propres	—	
Syndicat de financement	—	
Total	0,13	0,68

Appendice D

Investissements approuvés pendant l'exercice 90 (montants exprimés en millions de dollars au 30 juin 1990)	Investissement de la SFI	Coût du projet
<i>Technology Development and Information Company of India</i> offrira du capital-risque pour promouvoir la commercialisation de produits et de services à base de techniques locales.	Prêt — Participation au capital 2,87 Quasi fonds propres — Syndicat de financement — Total 2,87	60,00
La SFI exercera ses droits de préemption dans une émission d'obligations convertibles offertes par <i>Titan Watches Ltd.*†</i> aux actionnaires et employés de cette société au titre de droits de souscription.	Prêt — Participation au capital 0,17 Quasi fonds propres — Syndicat de financement — Total 0,17	9,10
Indonésie		
Une ouverture de crédit consentie à <i>Bank Niaga</i> servira à l'octroi de prêts à de petites et moyennes entreprises des secteurs de l'agriculture et des agro-industries, du secteur manufacturier et d'industries fondées sur l'exploitation des ressources naturelles, offrant des potentialités d'exportation.	Prêt 7,50 Participation au capital — Quasi fonds propres — Syndicat de financement — Total 7,50	15,00
Une ouverture de crédit de 10 millions de dollars à <i>Bank Umum Nasional</i> servira de complément à l'ouverture de crédit consentie à <i>Bank Niaga</i> . Elle sera utilisée pour l'octroi de prêts à long terme en dollars des Etats-Unis à de petites et moyennes entreprises offrant des potentialités à l'exportation. <i>Bank Umum</i> fournira elle-même un apport en monnaie nationale de 10 millions de dollars.†	Prêt 10,00 Participation au capital — Quasi fonds propres — Syndicat de financement — Total 10,00	20,00
Le <i>Nomura Jakarta Fund</i> , fonds placé auprès d'investisseurs privés, investira dans des titres négociés sur le marché indonésien.	Prêt — Participation au capital 1,45 Quasi fonds propres — Syndicat de financement — Engagement de souscription 1,55 Total 3,00	30,00
<i>P.T. Indo-Rama Synthetics</i> construira et exploitera une usine de polyester dans l'ouest de Java qui produira chaque année 24 500 tonnes de fibres de polyester, 5 600 tonnes de fil continu texturé de polyester et 22 400 tonnes de copeaux de polyester.	Prêt 12,00 Participation au capital — au capital — Quasi fonds propres — Syndicat de financement — Total 12,00	74,00
<i>P.T. Kayu NIC Indonesia</i> produira 88 300 mètres cubes par an de panneaux de fibres à moyenne densité, à partir des déchets de bois de scieries et d'usines de contreplaqué du centre de Java. Environ 90 % de cette production seront exportés en Corée, au Japon et dans d'autres pays d'Asie de l'Est.	Prêt 12,20 Participation au capital 0,90 Quasi fonds propres — Syndicat de financement — Total 13,10	52,10
La SFI a exercé ses droits de préemption dans une émission au pair proposée par <i>P.T. Saseka Gelora Leasing*†</i> pour augmenter de 50 % le capital libéré de cette société.	Prêt — Participation au capital 0,07 Quasi fonds propres — Syndicat de financement — Total 0,07	0,56
La SFI a approuvé une prise de participation dans le <i>Programme d'exploration pétrolière Raja-Pendopo</i> , dans le sud de Sumatra.	Prêt — Participation au capital 3,60 Quasi fonds propres — Syndicat de financement — Total 3,60	32,60
Jordanie		
<i>Al-Hikma Pharmaceuticals (Jordan), Limited*</i> construira une installation en Jordanie pour la production de produits intermédiaires pour ses opérations de fabrication de produits pharmaceutiques.	Prêt — Participation au capital 2,00 Quasi fonds propres — Syndicat de financement — Total 2,00	5,32

Investissements approuvés pendant l'exercice *suite*

Investissements approuvés pendant l'exercice 90 (montants exprimés en millions de dollars au 30 juin 1990)		Investissement de la SFI	Coût du projet
Lesotho			
<i>Upper Qeme Holdings (Pty) Limited</i> ▼ produit des parpaings, notamment pour la construction de logements à coût faible ou modéré. Cette entreprise fait l'acquisition de machines plus grandes et plus efficaces et augmente son fonds de roulement pour étendre ses opérations.	Prêt	0,12	
	Participation au capital	—	
	Quasi fonds propres	—	
	Syndicat de financement	—	
	Total	0,12	0,31
Madagascar			
La SFI participe à une augmentation du capital de <i>Financière d'investissement ARO (Fiaro)</i> ▼, société de capital-risque qui fera des investissements en capital et en quasi fonds propres dans de petites et moyennes entreprises malgaches. <i>Fiaro</i> reçoit une assistance technique de l'Institut de développement industriel, société française établie de capital-risque.	Prêt	—	
	Participation au capital	0,40	
	Quasi fonds propres	—	
	Syndicat de financement	—	
	Total	0,40	2,60
Malaisie			
<i>Twenty First Century Oleochemicals Sdn. Bhd.</i> construira une usine d'hydrolyse de 125 tonnes par jour pour produire des acides gras à partir de dérivés de l'huile de palmiste et de l'huile de palme. La majeure partie de la production de ce projet, qui est utilisée pour diverses applications industrielles et domestiques, sera exportée.	Prêt	4,50	
	Participation au capital	0,73	
	Quasi fonds propres	—	
	Syndicat de financement	—	
	Total	8,63	20,00
Malawi			
<i>Leasing and Finance Company of Malawi, Limited</i> * ‡ a lancé une émission de droits de souscription qui a presque triplé sa base de capital, ce qui lui a permis de développer son activité principale—le financement d'équipement de petites et moyennes entreprises par la location-vente, le crédit-bail et les prêts.	Prêt	—	
	Participation au capital	0,11	
	Quasi fonds propres	—	
	Syndicat de financement	—	
	Total	0,11	1,08
Maroc			
La SFI fournira au <i>Crédit immobilier et hôtelier (CIH)</i> *, la principale banque de développement du tourisme et de l'habitat au Maroc, les devises nécessaires pour financer de substantiels investissements du secteur privé dans des projets touristiques. La SFI a organisé la syndication d'un prêt avec plusieurs institutions financières.	Prêt	40,61	
	Participation au capital	—	
	Quasi fonds propres	—	
	Syndicat de financement	51,51	
	Total	92,12	200,00
La <i>Société Ennasr de pêche</i> fera l'acquisition d'une flotte de quatre chalutiers surcongélateurs qui opéreront le long de la côte Atlantique du Maroc.	Prêt	—	
	Participation au capital	—	
	Quasi fonds propres	—	
	Syndicat de financement	—	
	Garantie	4,83	
Total	4,83	13,00	
Maurice			
<i>General Haulage Limited</i> ▼ entreprise de camionnage, est en train de développer et de restructurer ses activités. Elle a décidé d'acheter deux nouveaux camions et d'accroître son fonds de roulement.	Prêt	0,11	
	Participation au capital	0,03	
	Quasi fonds propres	—	
	Syndicat de financement	—	
	Total	0,14	0,32
La SFI a consenti un financement sous forme de prêt et de prise de participation à <i>Saxon Properties Limited</i> pour achever la construction d'un hôtel de 206 chambres sur une plage à Maurice. L'investissement de la SFI permettra également à cet hôtel de passer à la catégorie quatre étoiles.	Prêt	2,60	
	Participation au capital	0,99	
	Quasi fonds propres	—	
	Syndicat de financement	—	
	Total	3,59	14,70
<i>Textile Industries Ltd.</i> améliorera ses équipements et construira une usine pour regrouper ses opérations de confection en un seul endroit. La SFI a approuvé un prêt à ce projet.	Prêt	3,10	
	Participation au capital	—	
	Quasi fonds propres	—	
	Syndicat de financement	—	
	Total	3,10	7,60

Investissements approuvés pendant l'exercice 90
(montants exprimés en millions de dollars au 30 juin 1990)

Investissement
de la SFI

Coût du
projet

Mexique

La SFI a organisé un swap de monnaies pour *Banca Serfin**. La banque avait contracté un emprunt à neuf ans de 40 millions de deutsche mark auprès de la DEG pour l'octroi de prêts à des entreprises privées, qu'elle souhaitait échanger contre des dollars. Cette transaction a été la première de ce genre pour une banque mexicaine. †

Prêt	—	
Participation au capital	—	
Quasi fonds propres	—	
Syndicat de financement	—	
Garantie	6,50	
Total	6,50	22,00

Bancomer utilisera l'ouverture de crédit que lui a consentie la SFI pour l'octroi de prêts à des entreprises mexicaines pour l'aménagement ou l'expansion de parcs industriels dont les installations seront louées à de petites et moyennes entreprises produisant pour l'exportation. †

Prêt	20,00	
Participation au capital	—	
Quasi fonds propres	—	
Syndicat de financement	—	
Total	20,00	40,00

Banco Nacional de México (Banamex), la plus grande banque commerciale du Mexique, utilisera une ouverture de crédit de la SFI pour apporter une aide financière à la restructuration de petites et moyennes entreprises. †

Prêt	60,00	
Participation au capital	—	
Quasi fonds propres	—	
Syndicat de financement	—	
Total	60,00	200,00

Un investissement de la SFI contribuera à financer le programme de *Grupo Condumex, S.A. de C.V.*, destiné à accroître la capacité et à améliorer l'efficacité de ce groupe au cours de la période 1989-93. Ce programme vise à réduire les coûts et à rendre la société concurrentielle aussi bien sur les marchés internationaux que face à une économie mexicaine de plus en plus ouverte. Il prévoit l'accroissement de la capacité de production de fibres optiques et de câbles de téléphone, d'ordinateur et d'automobile.

Prêt	35,00	
Participation au capital	—	
Quasi fonds propres	—	
Syndicat de financement	15,00	
Total	50,00	128,00

Grâce à un financement de la SFI, *Grupo Primex, S.A. de C.V.** pourra porter la production de chlorure de polyvinyle de son usine de Tampico de 80 000 à 200 000 tonnes par an. La Georgia Gulf Corporation des Etats-Unis a accepté de fournir la matière première nécessaire jusqu'en 1995 et de commercialiser la moitié de la production. Primex vendra le reste, principalement à l'exportation.

Prêt	13,00	
Participation au capital	—	
Quasi fonds propres	7,00	
Syndicat de financement	—	
Total	20,00	57,50

Indelpro, S.A. de C.V. établira les plans et assurera la construction et l'exploitation de la première usine de production de résine de polypropylène du Mexique. La majeure partie de la production annuelle de 100 000 tonnes de cette usine sera destinée au marché intérieur, à la substitution aux importations.

Prêt	17,00	
Participation au capital	—	
Quasi fonds propres	10,00	
Syndicat de financement	15,00	
Total	42,00	108,00

Petrocel a entrepris un programme d'investissements destiné à améliorer son efficacité et à étendre sa capacité à la production d'acide téréphtalique purifié (PTA) et de téréphtalate de diméthyle (DMT), qui sont les deux principales matières premières utilisées dans la fabrication de polyester.

Prêt	26,00	
Participation au capital	—	
Quasi fonds propres	6,00	
Syndicat de financement	—	
Total	32,00	101,60

Nigéria

La SFI a approuvé un prêt à *Afcott Nigeria Limited* pour aider au financement de l'expansion de sa plantation de coton et de la modernisation d'une usine d'égrenage. Afcott construira également une usine de traitement des oléagineux sur la plantation.

Prêt	4,50	
Participation au capital	—	
Quasi fonds propres	—	
Syndicat de financement	—	
Total	4,50	17,30

Intermatch Nigeria Ltd. ▼ exploite des fabriques d'allumettes à Oregun et Sokoto. Elle a l'intention d'étendre ses activités à la production de papier mousseline à partir de vieux papiers récupérés sur place.

Prêt	0,96	
Participation au capital	—	
Quasi fonds propres	—	
Syndicat de financement	—	
Total	0,96	3,10

La SFI a organisé la restructuration financière de *Tiger Battery Company (Nigeria) Limited** et lui a consenti un prêt subordonné pour l'aider à réduire le poids de sa dette.

Prêt	—	
Participation au capital	—	
Quasi fonds propres	1,55	
Syndicat de financement	0,15	
Total	1,70	1,70

Investissements approuvés pendant l'exercice *suite*

Investissements approuvés pendant l'exercice 90 (montants exprimés en millions de dollars au 30 juin 1990)	Investissement de la SFI	Coût du projet
Ouvertures de crédit multipays (OCM)		
Une OCM établie avec la NMB Postbank permettra l'octroi de prêts en devises à des projets de petite et moyenne envergures au Chili, en Indonésie, en Malaisie et en Uruguay.	Prêt Participation au capital Quasi fonds propres Syndicat de financement <hr/> Total	25,00 — — 37,50 <hr/> 62,50
Une OCM établie avec l'Algemene Bank Nederland permettra l'octroi de prêts en devises à des projets de petite et moyenne envergures en Indonésie, au Maroc, au Pakistan, à Sri Lanka et en Turquie.	Prêt Participation au capital Quasi fonds propres - Syndicat de financement <hr/> Total	25,00 — — 25,00 <hr/> 50,00
Une OCM établie avec la Banque Indosuez permettra l'octroi de prêts en devises pour des projets de petite et moyenne envergures au Bangladesh, en Malaisie, au Pakistan, en Thaïlande et en Turquie.	Prêt Participation au capital Quasi fonds propres Syndicat de financement <hr/> Total	25,00 — — 25,00 <hr/> 50,00
Pakistan		
<i>First International Investment Bank</i> sera l'une des premières banques d'affaires privées du Pakistan. Elle aura son siège à Lahore et des succursales à Karachi et Islamabad. Cette banque offrira des services spécialisés, y compris des opérations sur les marchés monétaires, la garantie d'émissions de titres et des services financiers aux entreprises.	Prêt Participation au capital Quasi fonds propres Syndicat de financement <hr/> Total	— 0,69 — — <hr/> 0,69
<i>Pak-Suzuki Motor Company Ltd.</i> , la seule société de montage d'automobiles du Pakistan, établira une usine partiellement intégrée de peinture, d'emboutissage, de montage de moteurs et de transmissions et d'inspection de 30 000 automobiles et véhicules utilitaires légers par an.	Prêt Participation au capital Quasi fonds propres Syndicat de financement <hr/> Total	15,14 — — — <hr/> 15,14
<i>Rupali Polyester Ltd.</i> ajoutera deux chaînes de fibre polyester d'une capacité de 25 000 tonnes afin d'accroître sa production actuelle de 22 750 tonnes métriques par an. La fibre synthétique ainsi produite sera utilisée par l'industrie locale de la filature pour la fabrication de fil mélangé coton-polyester.	Prêt Participation au capital Quasi fonds propres Syndicat de financement <hr/> Total	21,95 2,55 — — <hr/> 24,51
Pérou		
<i>Compañía de Minas Buenaventura S.A.* (Buenaventura)</i> a annoncé une émission par l'augmentation de son capital, pour laquelle la SFI a exercé ses droits de préemption.	Prêt Participation au capital Quasi fonds propres Syndicat de financement <hr/> Total	— 0,60 — — <hr/> 0,60
Philippines		
<i>All Asia Capital and Leasing Corporation*</i> a décidé de doubler sa base de capital par une émission de droits de souscription pour étendre le volume de ses opérations de leasing et entreprendre de nouvelles activités de banque d'affaires.	Prêt Participation au capital Quasi fonds propres Syndicat de financement <hr/> Total	— 0,26 — — <hr/> 0,26
<i>Avantex Mill Corporation</i> établira une nouvelle filature pour la production de 4 500 tonnes par an de fil de coton peigné de haute qualité et 2 000 tonnes par an de fil mélangé coton-polyester, dont 70 % seront exportés directement ou à travers les exportations croissantes de textiles et de vêtements des Philippines.	Prêt Participation au capital Quasi fonds propres Syndicat de financement <hr/> Total	11,50 2,24 — — <hr/> 13,74
<i>The First Philippine Fund</i> est une société de gestion non diversifiée à capital fixe qui investit dans des titres de sociétés des Philippines.	Prêt Participation au capital Quasi fonds propres Syndicat de financement Engagement de souscription <hr/> Total	— — — — 20,00 <hr/> 20,00

Appendice D

Investissements approuvés pendant l'exercice 90
(montants exprimés en millions de dollars au 30 juin 1990)

Investissement
de la SFI

Coût du
projet

La SFI a participé à une émission de droits de souscription d'actions ordinaires pour financer le programme d'expansion de la *General Milling Corporation*,* dont la capacité de production de produits alimentaires et d'aliments pour le bétail augmentera de près de 100 %.

Prêt	—	
Participation au capital	0,64	
Quasi fonds propres	—	
Syndicat de financement	—	
Total	0,64	14,20

Luzon Petrochemical Corporation construira et exploitera le premier complexe pétrochimique intégré des Philippines, dont la capacité de production annuelle sera de 140 000 tonnes de polyéthylène (PE), 110 000 tonnes de polypropylène (PP) et 90 000 tonnes d'éthylène. La production de ce projet sera vendue principalement sur le marché intérieur pour répondre à la demande croissante de résines de PE et de PP.

Prêt	65,00	
Participation au capital	15,00	
Quasi fonds propres	—	
Syndicat de financement	25,00	
Total	105,00	500,00

Makati Shangrila Hotel and Resort Inc. construira un hôtel cinq étoiles de 697 chambres dans un endroit de premier plan à Makati, le quartier des affaires et des magasins de Manille. Cet hôtel contribuera à réduire l'insuffisance de chambres d'hôtel à Makati.

Prêt	29,50	
Participation au capital	—	
Quasi fonds propres	—	
Syndicat de financement	29,50	
Total	59,00	118,00

Le *Manila Fund* est un fonds de placement à cinq ans à capital fixe qui a pour objet de rechercher l'appréciation des capitaux à long terme en investissant principalement dans des titres cotés à la bourse des Philippines. Il s'agit du premier fonds-pays pour les Philippines.

Prêt	—	
Participation au capital	—	
Quasi fonds propres	—	
Syndicat de financement	—	
Engagement de souscription	7,00	
Total	7,00	50,00

Pologne

La *Banque de développement des exportations de la Pologne* administrera une ouverture de crédit pour la SFI. Elle effectuera des prêts à long terme et des investissements en quasi fonds propres pour des projets du secteur privé et des projets de coopératives trop petits pour justifier un financement direct de la SFI. Ces projets porteront principalement sur de petites entreprises manufacturières privées et sur des entreprises communes qui produisent pour l'exportation.†

Prêt	23,68	
Participation au capital	—	
Quasi fonds propres	5,92	
Syndicat de financement	—	
Total	29,60	60,00

Le *Bristol*, l'hôtel le plus prestigieux de Varsovie, sera entièrement rénové dans le cadre d'un accord de privatisation en association avec Trusthouse Forte et la SFI.

Prêt	10,22	
Participation au capital	—	
Quasi fonds propres	—	
Syndicat de financement	—	
Total	10,22	36,20

Portugal

Une société jordanienne construira une usine au Portugal pour produire et distribuer des produits pharmaceutiques dans ce pays par l'entremise d'une filiale à 100 %, *AL HIKMA Farmaceutica (Portugal), Limitada*.

Prêt	2,00	
Participation au capital	—	
Quasi fonds propres	—	
Syndicat de financement	—	
Total	2,00	6,00

*Banco Português de Investimento (BPI)** † a lancé deux nouvelles offres d'actions dans lesquelles la SFI a exercé ses droits de préemption.

Prêt	—	
Participation au capital	2,03	
Quasi fonds propres	—	
Syndicat de financement	—	
Total	2,03	72,35

Finantia Capital fournira du capital et des investissements en quasi fonds propres pour financer la modernisation, l'expansion et la restructuration de moyennes entreprises privées désireuses d'offrir leurs actions au public.

Prêt	—	
Participation au capital	4,00	
Quasi fonds propres	—	
Syndicat de financement	—	
Total	4,00	30,00

Le *Portuguese Investment Fund* est un fonds-pays pour l'apport d'argent frais qui investit principalement dans des titres cotés dans les bourses portugaises.

Prêt	—	
Participation au capital	—	
Quasi fonds propres	—	
Syndicat de financement	—	
Engagement de souscription	6,00	
Total	6,00	30,50

Investissements approuvés pendant l'exercice *suite*

Investissements approuvés pendant l'exercice 90 (montants exprimés en millions de dollars au 30 juin 1990)		Investissement de la SFI	Coût du projet
<i>Sociedade de Capital de Risco S.A.</i> *† a lancé une nouvelle offre d'actions pour laquelle la SFI a exercé ses droits de préemption.	Prêt	—	
	Participation au capital	0,02	
	Quasi fonds propres	—	
	Syndicat de financement	—	
	Total	0,02	2,10
<i>União Industrial Textil e Química S.A.</i> portera la capacité de ses installations de production de chlore de 45 000 à 57 000 tonnes par an.	Prêt	6,63	
	Participation au capital	—	
	Quasi fonds propres	—	
	Syndicat de financement	—	
	Total	6,63	16,11
République dominicaine			
<i>Sociedad Comercializadora, S.A. (Comersa)</i> assurera la commercialisation et la distribution d'environ 12 % du ciment produit par Cementos Nacionales. Les principaux actionnaires de Cementos Nacionales, S.A., dont la SFI détient une participation de 9,1 %, ont demandé à la Société de participer au capital de cette nouvelle entreprise commerciale.	Prêt	—	
	Participation au capital	0,08	
	Quasi fonds propres	—	
	Syndicat de financement	—	
	Total	0,08	0,78
<i>La Zone franche de San Isidro</i> a été constituée pour céder à bail des locaux à usage d'usine pour le montage de composants informatiques et électriques à de grandes sociétés étrangères. La SFI financera la construction d'un espace couvert supplémentaire de 61 000 mètres carrés sur une période de deux ans et demi.	Prêt	6,00	
	Participation au capital	—	
	Quasi fonds propres	—	
	Syndicat de financement	—	
	Total	6,00	15,30
Thaïlande			
La SFI a effectué un investissement supplémentaire dans <i>Mutual Fund Company, Ltd.</i> *, société de gestion d'investissements.	Prêt	—	
	Participation au capital	0,26	
	Quasi fonds propres	—	
	Syndicat de financement	—	
	Total	0,26	3,20
La SFI a pris une participation supplémentaire au capital de la <i>Northeast Agriculture Company Ltd. (NACO)</i> *† dans le cadre d'un investissement de capital et d'un placement privé pour financer le doublement de la capacité de la NACO.	Prêt	—	
	Participation au capital	0,05	
	Quasi fonds propres	—	
	Syndicat de financement	—	
	Total	0,05	0,41
<i>Shin Ho Paper (Thailand) Co. Ltd.</i> construira sa première usine de papier journal en Thaïlande, d'une capacité de 100 000 tonnes. Cette usine utilisera principalement de vieux papiers, importés pour la plupart des Etats-Unis, comme matière première.	Prêt	22,00	
	Participation au capital	5,08	
	Quasi fonds propres	—	
	Syndicat de financement	30,00	
	Total	57,08	108,00
<i>Siam Asahi Technoglass Company</i> construira une usine de fabrication de composants en verre pour téléviseurs couleurs de taille moyenne. Cette usine produira 12 millions de cônes et 7,5 millions de panneaux par an pour le marché intérieur et pour l'exportation.	Prêt	—	
	Participation au capital	8,06	
	Quasi fonds propres	—	
	Syndicat de financement	—	
	Total	8,06	313,00
<i>Vinythai Company Ltd.</i> construira et exploitera des installations à proximité du deuxième complexe pétrochimique thaïlandais de Map Ta Phut pour la production de 135 000 tonnes de chlorure de polyvinyle et de 140 000 tonnes de chlorure de vinyle monomère par an. Ce projet recevra l'éthylène du complexe pétrochimique.	Prêt	50,00	
	Participation au capital	—	
	Quasi fonds propres	—	
	Syndicat de financement	100,00	
	Total	150,00	529,00
Togo			
<i>Togotex</i> acquerra et rénovera deux usines textiles d'Etat, <i>Togotex (Kara)</i> et <i>ITT (Dadjá)</i> .	Prêt	—	
	Participation au capital	1,61	
	Quasi fonds propres	—	
	Syndicat de financement	—	
	Total	1,61	22,70

Appendice D

Investissements approuvés pendant l'exercice 90
(montants exprimés en millions de dollars au 30 juin 1990)

Investissement
de la SFI

Coût du
projet

Turquie

La SFI a exercé ses droits de préemption dans l'augmentation du capital d'*Anadolu Cam Sanayii A.S.*†* pour financer la modernisation des activités de production de récepteurs en verre de cette société.

Prêt	—	
Participation au capital	0,10	
Quasi fonds propres	—	
Syndicat de financement	—	
Total	0,10	1,56

Conrad International construira et exploitera un nouvel hôtel international de luxe de 667 chambres à Istanbul.

Prêt	18,00	
Participation au capital	4,00	
Quasi fonds propres	—	
Syndicat de financement	24,00	
Accord de confirmation	3,00	
Total	49,00	93,00

*ISGEN Leasing** louera des équipements de dimension moyenne et des équipements industriels à des sociétés turques.

Prêt	—	
Participation au capital	0,23	
Quasi fonds propres	—	
Syndicat de financement	—	
Total	0,23	1,30

Kamelya Turizm Islemecilik et Sol Hotels construiront et exploiteront un complexe touristique comprenant deux hôtels quatre étoiles de 232 chambres et un village de vacances de 333 chambres sur la côte Sud de la Turquie.

Prêt	9,47	
Participation au capital	—	
Quasi fonds propres	2,37	
Syndicat de financement	—	
Total	11,84	43,00

Kepez Electric Company construira un barrage hydroélectrique de 32 mégawatts sur le fleuve Karacaoren, améliorera ses installations de transport et développera ses installations hydroélectriques.

Prêt	25,00	
Participation au capital	—	
Quasi fonds propres -	—	
Syndicat de financement	—	
Total	25,00	67,60

*Kiris Otelcilik ve Turizm A.S.** achèvera un hôtel cinq étoiles sur la côte Méditerranéenne turque et y ajoutera 74 chambres.

Prêt	5,26	
Participation au capital	—	
Quasi fonds propres	—	
Syndicat de financement	—	
Total	5,26	20,30

Koy-Tur développera sa production de volaille et d'aliments pour le bétail.

Prêt	8,60	
Participation au capital	4,00	
Quasi fonds propres	—	
Syndicat de financement	—	
Total	12,60	25,90

Mersin Enternasyonal Otelcilik A.S. construira un hôtel Hilton cinq étoiles de 220 chambres à Mersin, dans le sud-ouest de la Turquie.

Prêt	8,50	
Participation au capital	—	
Quasi fonds propres	—	
Syndicat de financement	4,00	
Total	12,50	25,00

La SFI a exercé ses droits de préemption dans les augmentations du capital de *Nasas Aluminyum Sanayii ve Ticaret A.S.*†* à l'appui des efforts de cette société pour améliorer sa structure financière en augmentant son capital et en réduisant son recours aux prêts bancaires à court terme.

Prêt	—	
Participation au capital	0,05	
Quasi fonds propres	—	
Syndicat de financement	—	
Total	0,05	14,67

*Silkar Turizm Yatirim ve Isletmeleri A.S.** construira un village de vacances Club Robinson et un hôtel quatre étoiles.

Prêt	8,29	
Participation au capital	—	
Quasi fonds propres	4,88	
Syndicat de financement	9,47	
Total	22,64	38,50

Simplot ve Besikcioglu A.S. portera la capacité de ses installations de production de frites de 30 000 à 60 000 tonnes par an pour l'exportation à l'intention de chaînes européennes de restauration rapide.

Prêt	9,50	
Participation au capital	—	
Quasi fonds propres	—	
Syndicat de financement	—	
Total	9,50	47,33

Investissements approuvés pendant l'exercice *suite*

Investissements approuvés pendant l'exercice 90 (montants exprimés en millions de dollars au 30 juin 1990)	Investissement de la SFI	Coût du projet	
Le <i>Turkish Investment Fund</i> investit dans des titres de sociétés turques cotés à la bourse d'Istanbul. Ce fonds est coté à la bourse de New York.	Prêt Participation au capital Quasi fonds propres Syndicat de financement Engagement de souscription Total	— — — — 10,00 10,00	60,00
Venezuela			
<i>Productora de Alcoholes Hidratados, C.A. (Pralca)</i> construira une nouvelle usine d'oxyde d'éthylène/glycol éthylène sur les rives du lac Maracaïbo. Ce projet visera l'exportation vers les marchés régionaux et la substitution aux importations. Il produira chaque année 16 000 tonnes d'oxyde d'éthylène et 66 000 tonnes de glycol d'éthylène.	Prêt Participation au capital Quasi fonds propres Syndicat de financement Accord de confirmation Total	30,80 5,80 — 2,00 2,80 41,40	142,50
Yougoslavie			
<i>Salonit Anhovo</i> construira une usine de canalisations d'alimentation en eau et d'assainissement en CPV renforcé en verre pour remplacer son usine de conduites de ciment amiante.	Prêt Participation au capital Quasi fonds propres Syndicat de financement Total	6,82 — — — 6,82	16,70
Zimbabwe			
La SFI fournira un prêt à <i>Mashonaland Holdings Limited</i> pour moderniser et développer son installation de production de fil de cuivre émaillé. Ce projet permettra d'améliorer la qualité, de réduire le taux de déchets et d'offrir une plus large gamme de calibres de fil.	Prêt Participation au capital Quasi fonds propres Syndicat de financement Total	4,44 — — — 4,44	6,54
<i>Mat Tools and Forging (Private) Limited</i> , ▼ nouvelle société, construit des usines en deux endroits pour la fabrication d'outils pour le marché intérieur et l'exportation, et d'outils et de matrices pour son propre usage et pour la vente sur les marchés locaux. Ce projet a reçu une assistance technique de l'APDF.	Prêt Participation au capital Quasi fonds propres Syndicat de financement Total	0,44 0,31 — — 0,75	3,80
La SFI prendra une participation de 10 % dans la <i>RAL Merchant Bank</i> et accordera une ouverture de crédit pour l'octroi de prêts aux entreprises clientes de la RAL pour l'acquisition d'équipements importés. †	Prêt Participation au capital Quasi fonds propres Syndicat de financement Total	14,95 2,90 — — 17,85	19,00
<i>Retrofit (Private) Limited</i> , ▼ société de construction électrique créée il y a trois ans, agrandit ses installations et renforce son personnel technique et administratif.	Prêt Participation au capital Quasi fonds propres Syndicat de financement Total	0,29 0,08 — — 0,37	1,10
La SFI accordera une ouverture de crédit à la <i>Scotfin Limited</i> , société de financement, pour des opérations de location-vente intéressant principalement le secteur des transports commerciaux. †	Prêt Participation au capital Quasi fonds propres Syndicat de financement Total	7,50 — — — 7,50	7,50

Appendice D

Investissements approuvés pendant l'exercice 90
(montants exprimés en millions de dollars au 30 juin 1990)

Investissement
de la SFI

Coût du
projet

La SFI organisera la syndication d'ouvertures de crédit en devises à moyen terme non renouvelables au profit de cinq banques d'affaires et banques commerciales du Zimbabwe. Ces ouvertures de crédit seront utilisées pour l'octroi de prêts à des sociétés locales produisant pour l'exportation pour financer l'importation de biens d'équipement. Ces banques sont Barclays Bank of Zimbabwe Ltd. (20 millions de dollars), Merchant Bank of Central Africa Ltd. (25 millions de dollars), RAL Merchant Bank Ltd. (30 millions de dollars), Standard Chartered Merchant Bank Ltd. (30 millions de dollars) et Syfrets Merchant Bank Ltd. Zimbabwe (25 millions de dollars).†

Prêt	65,95	
Participation au capital	—	
Quasi fonds propres	—	
Syndicat de financement	65,00	
Total	130,95	130,95

Total prêts	\$ 1 209,46	
Total participations au capital	162,04	
Total investissements en quasi fonds propres	95,08	
Total syndicats de financement	622,13	
Total garanties	13,45	
Total accords de confirmation	25,80	
Total engagements de souscription	72,65	
Total	<u>\$ 2 200,61</u>	<u>\$ 9 376,82</u>

* La SFI a déjà effectué un investissement dans cette société.

▼ Projet du Fonds pour l'entreprise en Afrique.

† Ce projet a été entrepris conjointement par le Département des marchés financiers et le Département régional des investissements.

‡ Comme l'émission de droits de souscription est inférieure à 250 000 dollars, ce projet ne figure pas dans le nombre total des projets approuvés.

◆ Ces deux offres figurent comme un seul projet dans le nombre total des projets approuvés.

Portefeuille d'investissements

Au 30 juin 1990

Exprimé en monnaie des Etats-Unis (en milliers)

Pays, région ou zone et obligé	Secteur	Exercices au cours desquels les engagements ont été pris	Engagement ¹ initial		Investissements détenus par la Société pour son propre compte (y compris solde non versé)		
			Total SFI	Total Syndicats	Prêts	Participations (au prix de revient)	Total des prêts et participations
Argentine							
Alpargatas S.A.I.C.	Textiles	EX77, 84, 86, 88	42 935	7 500	27 215	5 000	32 215
Alpesca, S.A.	Industries agro-alimentaires	EX79, 83, 84	6 811	0	769	1 611	2 380
Arcor S.A.I.C.	Industries manufacturières	EX88	12 000	0	12 000	0	12 000
Argentine Investment Company	Services financiers	EX89	2 000	0	0	2 000	2 000
Astra—Compañía Argentina de Petróleo S.A.	Energie	EX89	25 000	0	25 000	0	25 000
Astra—C.A.P.S.A. (Lindero Field)	Energie	EX88	12 375	0	10 125	0	10 125
Banco Francés del Río de la Plata S.A.	Marchés des capitaux	EX89	15 000	0	15 000	0	15 000
Banco General de Negocios S.A.	Marchés des capitaux	EX88, 89	20 000	0	19 507	0	19 507
Banco Río de la Plata, S.A.	Marchés des capitaux	EX88	30 000	0	30 000	0	30 000
Banco Roberts S.A.	Marchés des capitaux	EX86, 89	20 000	0	16 841	0	16 841
Bridas S.A.P.I.C.	Energie	EX88	20 625	0	11 625	0	11 625
Bunge y Born S.A.	Industries manufacturières	EX88	40 000	0	40 000	0	40 000
Celulosa Argentina, S.A.	Bois, pâte à papier et papier	EX65, 72	8 250	4 000	120	0	120
Chihuidos—programme d'exploration pétrolière	Energie	EX89	4 950	0	0	4 950	4 950
Chirete/Morillo/Oliveros—programme d'exploration pétrolière	Energie	EX88	5 200	0	0	5 200	5 200
Compañía General de Inversiones	Services financiers	EX89	100	0	0	100	100
Corporación de Inversiones y Privatización S.A.	Services financiers	EX90	75	0	0	75	75
Hídra—programme d'exploitation pétrolière	Energie	EX87, 90	80 000	21 900	65 600	0	65 600
Ipako Industrias Petroquímicas Argentinas S.A.	Chimie et pétrochimie	EX78, 79, 82, 87	20 308	0	0	2 000	2 000
Juan Minetti S.A.	Ciment et matériaux de construction	EX78, 81, 82, 86, 87	35 500	67 500	16 424	0	16 424
Massuh S.A.	Bois, pâte à papier et papier	EX78, 85, 87, 88	26 948	3 000	16 280	2 448	18 728
Petroquímica Cuyo S.A.I.C.	Chimie et pétrochimie	EX84, 86	25 000	21 197	19 241	4 000	23 241
Petroquímica Ensenada S.A. (Petroken)	Chimie et pétrochimie	EX90	20 000	0	20 000	0	20 000
Roberts Participaciones S.A. (Ropasa)	Marchés des capitaux	EX90	50	0	0	50	50
S.A. de Inversiones de Capital de Riesgo (SADICAR)	Marchés des capitaux	EX86, 90	2 050	0	0	2 000	2 000
S.A. Garovaglio y Zorraquín	Chimie et pétrochimie	EX87	13 000	0	11 917	0	11 917
Terminal 6 S.A.	Services industriels	EX87, 90	8 500	0	7 125	0	7 125
					364 789	29 434	394 223
Bangladesh							
Bata Shoe Company (Bangladesh) Limited	Industries manufacturières	EX85, 86	3 551	1 415	2 376	509	2 886
Industrial Development Leasing Company of Bangladesh Limited	Marchés des capitaux	EX85	3 187	0	2 268	157	2 425
Industrial Promotion and Development Company of Bangladesh Limited	Financement du développement	EX80	1 051	0	0	1 051	1 051
					4 644	1 717	6 362
Barbade							
Caribbean Financial Services Corporation	Marchés des capitaux	EX84	300	0	0	300	300
Town and Commercial Properties Limited	Tourisme	EX87	1 250	0	1 140	0	1 140
					1 140	300	1 440
Bolivie							
Banco Industrial, S.A.	Financement du développement	EX76, 88	10 550	0	10 000	0	10 000
Compañía Minera Concepción S.A.	Mines	EX87	1 200	0	200	400	600
Compañía Minera del Sur, S.A.	Métaux non ferreux	EX90	10 000	0	7 000	3 000	10 000
Plasmar, S.A.	Industries manufacturières	EX73	400	0	0	100	100
					17 200	3 500	20 700
Botswana							
Botswana Development Corporation Limited	Financement du développement	EX79, 85	607	0	0	607	607
ULC (Proprietary) Limited	Marchés des capitaux	EX90	423	0	0	423	423
					0	1 030	1 030

Appendice E

Pays, région ou zone et obligé	Secteur	Exercices au cours desquels les engagements ont été pris	Engagement initial		Investissements détenus par la Société pour son propre compte (y compris solde non versé)		
			Total SFI	Total Syndicats	Prêts	Participations (au prix de revient)	Total des prêts et participations
Brésil							
Amapa Florestal e Celulose S.A.— AMCEL	Bois, pâte à papier et papier	EX87	14 000	0	14 000	0	14 000
Bahia Sul Celulose, S.A.	Bois, pâte à papier et papier	EX90	55 000	0	40 000	15 000	55 000
Banco Bozano, Simonsen de Investimento S.A.	Marchés des capitaux	EX88	20 000	0	20 000	0	20 000
Banco Itaú S.A.	Marchés des capitaux	EX88	30 000	0	30 000	0	30 000
Brasilpar Comércio e Participações S.A.	Marchés des capitaux	EX81	1 500	0	0	1 185	1 185
Brasital S.A. para a Indústria e o Comércio	Textiles	EX88	100	0	100	0	100
Cebrace—Companhia Brasileira de Cristal	Equipement et matériel industriels	EX88	45 000	0	40 000	5 000	45 000
Cimento Caue S.A.	Ciment et matériaux de construction	EX82, 87	25 000	20 000	10 758	3 255	14 014
CIMINAS—Cimento Nacional de Minas, S.A.	Ciment et matériaux de construction	EX72, 75, 81, 87	51 084	154 756	13 333	0	13 333
Companhia Alcoolquímica Nacional— Alcoolquímica	Chimie et pétrochimie	EX84	24 000	0	5 147	3 719	8 866
Companhia Brasileira de Agropecuária COBRAPE	Industries agro-alimentaires	EX81	8 500	0	4 500	3 000	7 500
COPENE—Petroquímica do Nordeste S.A.	Chimie et pétrochimie	EX89, 90	45 000	5 000	45 000	0	45 000
Dende do Para S/A-DENPASA— Agricultura, Indústria e Comércio de Oleaginosas	Industries agro-alimentaires	EX80	4 500	0	722	1 000	1 722
Duratex S.A.	Bois, pâte à papier et papier	EX88	7 370	0	7 370	0	7 370
Eluma S.A. Indústria e Comércio	Métaux non ferreux	EX89	15 000	0	15 000	0	15 000
Empresa de Desenvolvimento de Recursos Minerais "CODEMIN" S.A.	Sidérurgie	EX73, 78, 83	26 140	67 600	0	4 340	4 340
Equity Fund of Brazil	Services financiers	EX88, 89,90	20 549	0	0	16 254	16 254
Fabrica Carioca de Catalisadores S.A.	Chimie et pétrochimie	EX88	20 500	0	20 500	0	20 500
Fabrica de Tecidos Tatuape S.A.	Textiles	EX88	16 550	0	8 800	0	8 800
Hering do Nordeste S.A. - MALHAS	Textiles	EX80	2 000	0	1	0	1
lochpe S/A—Arrendamento Mercantil ("IAM")	Marchés des capitaux	EX82	10 450	20 000	2 000	0	2 000
Minerações Brasileiras Reunidas S.A.	Sidérurgie	EX88	20 000	0	20 000	0	20 000
Nitroclor Productos Químicos S.A.	Chimie et pétrochimie	EX86, 88	8 700	0	1 200	5 700	6 900
Papel e Celulose Catarinense, S.A.	Bois, pâte à papier et papier	EX89	19 561	2 631	15 000	0	15 000
Perdigão S.A. Comércio e Indústria	Industries agro-alimentaires	EX88	20 000	0	20 000	0	20 000
Petroquímica Triunfo S.A.	Chimie et pétrochimie	EX81, 87	19 106	31 000	3 562	3 065	6 627
PISA—Papel de Imprensa S.A.	Bois, pâte à papier et papier	EX83, 85, 88	58 800	31 670	22 000	7 200	29 200
Polisul Petroquímica S.A.	Chimie et pétrochimie	EX80, 81, 87	20 999	28 000	4 000	5 999	9 999
Politeno Linear Indústria e Comércio de Productos	Chimie et pétrochimie	EX89	25 000	0	18 500	6 500	25 000
PPH—Companhia Industrial de Polipropileno	Chimie et pétrochimie	EX80	33 000	0	16 009	1 643	17 651
Química da Bahia Indústria e Comercio S.A.	Chimie et pétrochimie	EX85	5 286	0	231	1 800	2 031
Santista Indústria Textile de Sergipe S.A.	Textiles	EX88	4 500	0	3 200	1 300	4 500
São Paulo Alpargatas S.A.	Textiles	EX87	30 000	0	30 000	0	30 000
SOCOCO S/A - Agroindustrias da Amazonia	Industries agro-alimentaires	EX83	5 500	0	0	2 500	2 500
Sotave Amazonia Química e Mineral S/A. S.A. Moinho Santista Industrias Gerais	Engrais	EX80, 83	28 000	13 000	14 200	0	14 200
Tecanor S.A.—Textil Catarinense do Nordeste	Textiles	EX88	4 000	0	4 000	0	4 000
do Nordeste	Textiles	EX76, 80	16 200	0	3	0	3
Toalia S.A. Industria Textil	Textiles	EX88	1 900	0	1 900	0	1 900
Unibanco—União de Bancos Brasileiros S.A.	Marchés des capitaux	EX88	30 000	0	30 000	0	30 000
Villares Industrias de Base S.A.—VIBASA	Sidérurgie	EX80	5 000	0	833	0	833
					481 870	88 460	570 330
Burundi							
Verreries du Burundi, S.A.R.L.	Industries manufacturières	EX81, 82, 87	5 878	0	0	1 108	1 108

Portefeuille d'investissements suite

Au 30 juin 1990

Exprimé en monnaie des Etats-Unis (en milliers)

Pays, région ou zone et obligé	Secteur	Exercices au cours desquels les engagements ont été pris	Engagement initial		Investissements détenus par la Société pour son propre compte (y compris solde non versé)			
			Total SFI	Total Syndicats	Prêts	Participations (au prix de revient)	Total des prêts et participations	
Cameroun								
Alucam - Compagnie Camerounaise de l'Aluminium Pechiney-Ugine	Métaux non ferreux	EX79	7 932	0	0	932	932	
Cotonnière Industrielle du Cameroun (CICAM)	Textiles	EX86	2 981	0	3 581	0	3 581	
Prestige Bottling Company	Industries manufacturières	EX88	3 036	0	2 990	302	3 292	
Société Camerounaise de Minoteries	Industries agro-alimentaires	EX81	1 308	0	140	0	140	
Société Camerounaise de Verrerie	Industries manufacturières	EX81	1 802	0	0	102	102	
Société des Palmeraies de la Ferme Suisse, S.A.	Industries agro-alimentaires	EX85	2 536	0	1 028	558	1 586	
Société des Plantations Nouvelles du Penja	Industries agro-alimentaires	EX88	2 250	0	2 148	357	2 505	
Société Industrielle Laitière du Cameroun "SILAC"	Industries agro-alimentaires	EX87	2 851	0	2 462	571	3 032	
Société Sucrière du Cameroun	Industries agro-alimentaires	EX83	1 444	0	877	0	877	
						13 225	2 821	16 046
Chili								
Cape Horn Methanol Ltd.	Chimie et pétrochimie	EX86, 88	100 000	0	45 000	5 000	50 000	
Celulosa Arauco y Constitución S.A.	Bois, pâte à papier et papier	EX87, 88	85 000	35 500	83 846	0	83 846	
Celulosa del Pacifico, S.A.	Bois, pâte à papier et papier	EX90	50 000	33 000	40 000	10 000	50 000	
Compañía Chilena de Inversiones S.A. Agente de Valores	Marchés des capitaux	EX82	200	0	0	120	120	
Compañía de Carbones de Chile COCAR S.A.	Mines	EX86	18 700	0	7 125	2 200	9 325	
Empresa Minera de Mantos Blancos S.A.	Métaux non ferreux	EX58, 59, 66, 84	23 851	15 500	0	7 476	7 476	
International Investment Company of Chile S.A.	Services financiers	EX89	3 750	0	0	3 750	3 750	
Investment Management Company	Marchés des capitaux	EX88	60	0	0	60	60	
Minera Escondida Limitada	Métaux non ferreux	EX89	85 000	0	61 000	15 000	76 000	
The Chile Investment Company S.A.	Services financiers	EX88	4 650	0	0	4 650	4 650	
						236 971	48 256	285 227
Chine								
China Bicycles Company Limited.	Industries manufacturières	EX88	5 000	0	4 167	0	4 167	
Crown (China) Electronics Co. Ltd.	Industries manufacturières	EX89	15 000	0	15 000	0	15 000	
Guangzhou Peugeot Automobile Company Ltd.	Industrie automobile	EX86	18 225	0	14 063	3 225	17 288	
JF China Investment Company Limited.	Financement du développement	EX88	3 036	0	3 000	36	3 036	
Shenzhen-Chronar Solar Energy Co., Ltd.	Industries manufacturières	EX89	3 000	0	2 000	1 000	3 000	
						38 229	4 261	42 490
Chypre								
Dome Investments Limited	Tourisme	EX83	2 058	0	0	274	274	
Colombie								
Carbones del Caribe, S.A.	Mines	EX84, 87	14 782	0	11 844	0	11 844	
Cementos Rioclaro S.A.	Ciment et matériaux de construction	EX84	16 000	11 473	1 240	1 400	2 640	
Corporación Financiera del Norte.	Financement du développement	EX69, 73	454	0	0	15	15	
Corporación Financiera del Valle	Financement du développement	EX88, 89	9 784	0	5 000	4 784	9 784	
Corporación Financiera Nacional	Financement du développement	EX62, 63, 85	8 042	0	0	52	52	
Enka de Colombia, S.A.	Textiles	EX67, 70, 74, 85, 86, 87, 89	43 816	17 103	32 897	0	32 897	
Frigoríficos Colombianos S.A.	Services industriels	EX83, 89	1 576	0	0	724	724	
Leasing Bolivar, S.A.	Marchés des capitaux	EX81, 85, 87, 90	7 218	7 000	1 816	218	2 034	
Petróleos Colombianos Limited.	Energie	EX81, 82	6 750	9 259	1 790	3 435	5 225	
Productos Derivados de la Sal, S.A. (PRODESAL)	Chimie et pétrochimie	EX87	7 180	0	5 077	1 180	6 257	
Promotora de la Interconexión de los Gasoductos de la Costa Atlántica S.A.	Services industriels	EX77	18 000	7 000	10 000	2 000	12 000	
San Fernando/Chucurí—programme d'exploration pétrolière	Energie	EX86	5 000	0	0	4 185	4 185	
						69 664	17 992	87 656

Appendice E

Pays, région ou zone et obligé	Secteur	Exercices au cours desquels les engagements ont été pris	Engagement initial		Investissements détenus par la Société pour son propre compte (y compris solde non versé)		
			Total SFI	Total Syndicats	Prêts	Participations (au prix de revient)	Total des prêts et participations
Congo, République populaire du							
Congolaise des Bois Impregnés, S.A.	Bois, pâte à papier et papier	EX87	2 134	0	2 005	272	2 277
Congolaise Industrielle des Bois (C.I.B.), S.A.	Bois, pâte à papier et papier	EX85, 86	2 134	0	3 223	0	3 223
					5 228	272	5 500
Corée, République de							
Anam Industrial Company Limited	Equipement et matériel industriels	EX88	15 747	0	0	15 747	15 747
Gold Star Company, Ltd.	Industries manufacturières	EX75, 76, 77, 79, 80, 84, 85, 87, 88	35 908	13 635	0	15 531	15 531
Hae Un Dae Development Company, Ltd.	Tourisme	EX75, 90	3 957	0	0	1 207	1 207
Korea Development Investment Corporation.	Marchés des capitaux	EX83, 85	5 952	0	0	5 952	5 952
Korea Development Leasing Corporation	Marchés des capitaux	EX77, 79, 87, 90	6 754	10 000	0	1 223	1 223
Korea Investment and Finance Corporation	Marchés des capitaux	EX71, 74, 76, 79, 80, 82, 85, 89	8 509	0	0	6 920	6 920
Korea Long Term Credit Bank	Financement du développement	EX68, 74, 76, 77, 78, 80, 88, 90	32 478	8 938	0	22 005	22 005
Korea Securities Finance Corporation	Marchés des capitaux	EX75, 77, 80, 82, 84	8 392	0	0	2 014	2 014
Korea Zinc Company, Ltd.	Métaux non ferreux	EX76, 86	26 612	0	4 736	5 612	10 348
Taihan Bulk Terminal Co., Ltd.	Services industriels	EX81	6 000	3 500	0	2 500	2 500
Tong Yang Nylon Company, Limited	Textiles	EX75, 88, 89	12 060	0	0	4 545	4 545
					4 736	83 256	87 992
Costa Rica							
Matas de Costa Rica, S.A.	Industries agro-alimentaires	EX83, 88	1 524	0	2 134	0	2 134
Scott Paper Company de Costa Rica, S.A.	Bois, pâte à papier et papier	EX78, 87	4 000	0	938	0	938
					3 072	0	3 072
Côte d'Ivoire							
Etablissements R. Gonfreville, S.A.	Textiles	EX77, 87	9 656	0	8 021	885	8 905
Industrial Promotion Services (Côte d'Ivoire) S.A.	Marchés des capitaux	EX88	833	0	0	833	833
Omnium Chimique et Cosmétique (COSMIVOIRE)	Industries agro-alimentaires	EX87	2 129	0	1 716	0	1 716
Omnium de Transformations Alimentaires S.A.	Industries agro-alimentaires	EX90	834	0	684	174	858
Pêchazur, S.A.R.L.	Industries agro-alimentaires	EX90	472	0	537	0	537
Société des Industries Alimentaires et Laitières "SIALIM"	Industries agro-alimentaires	EX88, 90	5 802	0	5 282	884	6 165
					16 239	2 775	19 014
Dominique							
Fort Young (1986) Ltd.	Tourisme	EX89	700	0	0	701	701
Egypte, République arabe d'							
Alexandria National Iron & Steel Company S.A.E.	Sidérurgie	EX84	38 400	64 000	0	7 200	7 200
Aluminum Sulphate Company of Egypt S.A.E.	Chimie et pétrochimie	EX86	565	0	0	565	565
Arab Ceramic Company S.A.	Ciment et matériaux de construction	EX76, 82	6 243	1 500	772	954	1 726
Bechtel Egypt S.A.E.	Services industriels	EX88	100	0	0	100	100
Crocodile Tourist Project Company SAE	Tourisme	EX82	5 131	0	650	721	1 371
Delta Sugar Company S.A.E.	Industries agro-alimentaires	EX78, 83	15 506	8 000	5 000	3 506	8 506
Egypt Investment Finance Corporation, S.A.E.	Marchés des capitaux	EX85	1 640	0	0	139	139
Ismailia Fish Farming Company, S.A.E.	Industries agro-alimentaires	EX80, 81, 83	5 009	0	965	100	1 065
Ismailia Misr Poultry Company, S.A.E.	Industries agro-alimentaires	EX79, 83	14 353	0	0	1 645	1 645
Meleha—programme d'exploration et d'exploitation pétrolières	Energie	EX87, 88	28 700	0	0	17 821	17 821
Phoenix Resources Company of Egypt	Energie	EX88	20 000	0	12 800	0	12 800
Suez Cement Company S.A.E.	Ciment et matériaux de construction	EX80	30 000	0	4 289	0	4 289
					24 476	32 752	57 229

Portefeuille d'investissements suite

Au 30 juin 1990

Exprimé en monnaie des Etats-Unis (en milliers)

Pays, région ou zone et obligé	Secteur	Exercices au cours desquels les engagements ont été pris	Engagement initial		Investissements détenus par la Société pour son propre compte (y compris solde non versé)		
			Total SFI	Total Syndicats	Prêts	Participations (au prix de revient)	Total des prêts et participations
Equateur							
Compañía Financiera Ecuatoriana de Desarrollo, S.A.	Financement du développement	EX69, 73, 75, 77, 81, 82, 89	4 589	0	4 000	375	4 375
Facturas Internacionales S.A.	Marchés des capitaux	EX88	88	0	0	88	88
					4 000	463	4 463
Espagne							
Sociedad Española de Financiación de la Innovación, S.A.	Marchés des capitaux	EX78	877	0	0	346	346
Ethiopie							
Mer Rouge—programme d'exploration pétrolière	Energie	EX89	7 800	0	0	7 800	7 800
Fidji							
Capos Limited	Tourisme	EX86	8 818	0	8 171	0	8 171
Fiji Forest Industries Limited	Bois, pâte à papier et papier	EX87	3 627	0	1 989	1 638	3 627
Merchant Bank of Fiji Limited	Marchés des capitaux	EX87	2 347	0	0	347	347
					10 160	1 985	12 145
Gabon							
Compagnie Minière de l'Ogooué	Mines	EX89	32 000	0	27 000	0	27 000
Elf Gabon	Energie	EX90	10 000	0	10 000	0	10 000
Shell Gabon S.A.	Energie	EX89	50 000	110 000	50 000	0	50 000
Société de Placages d'Essassa S.A.	Bois, pâte à papier et papier	EX88	3 671	0	4 386	0	4 386
					91 386	0	91 386
Gambie, la							
Kombo Beach Hotel Limited	Tourisme	EX84	2 823	0	4 623	0	4 623
Ghana							
Ashanti Goldfields Corporation (Ghana) Limited	Mines	EX85, 90	62 500	62 500	62 500	0	62 500
Canadian Bogoso Resources Limited	Mines	EX88, 89, 90	20 000	0	18 500	1 500	20 000
Continental Acceptances Limited	Marchés des capitaux	EX90	875	0	0	875	875
Ghanaian-Australian Goldfields Limited	Mines	EX90	3 000	0	0	3 000	3 000
Keta Basin Oil	Energie	EX90	0	0	0	2 900	2 900
Wahome Steel Limited	Sidérurgie	EX90	3 200	0	3 200	0	3 200
					84 200	8 275	92 475
Grèce							
Aluminium de Grèce. Société Anonyme Industrielle et Commerciale	Métaux non ferreux	EX70, 72	4 922	3 731	0	577	577
Grenade							
Issa Nicholas (Grenada) Limited	Tourisme	EX86	6 000	0	4 500	0	4 500
Guinée							
Banque Internationale pour le Commerce et l'Industrie de la Guinée	Marchés des capitaux	EX87	1 000	0	0	1 000	1 000
Société Aurifère de Guinée S.A.	Mines	EX88	7 500	0	7 402	0	7 402
Société Mixte Aredor Guinée S.A.	Mines	EX83	14 835	0	6 200	1 228	7 428
					13 602	2 228	15 830
Guinée-Bissau							
Anetibene—programme d'exploration pétrolière	Energie	EX90	5 850	0	0	5 850	5 850
Haiti							
Promoteurs et Investisseurs Associés, S.A.	Industries agro-alimentaires	EX82	1 500	0	263	114	377
Honduras							
Granjas Marnas San Bernardo S.A. de C.V.	Industries agro-alimentaires	EX87	575	0	0	575	575
Textiles Rio Lindo, S.A. de C.V.	Textiles	EX78, 90	4 770	6 000	2 742	1 000	3 742
					2 742	1 575	4 317

Appendice E

Pays, région ou zone et obligé	Secteur	Exercices au cours desquels les engagements ont été pris	Engagement initial		Investissements détenus par la Société pour son propre compte (y compris solde non versé)		
			Total SFI	Total Syndicats	Prêts	Participations (au prix de revient)	Total des prêts et participations
Hongrie							
AGROFERM Hungarian-Japanese Fermentation Industry Ltd.	Industries agro-alimentaires	EX87	11 250	0	8 550	2 700	11 250
Dexter Mold Making Company Limited	Industries manufacturières	EX90	3 893	0	3 006	922	3 928
Dunamont Polisztirogyarto Rt	Textiles	EX89	17 209	11 375	15 430	3 735	19 165
First Hungarian Investment Advisory Rt.	Services financiers	EX90	36	0	0	36	36
Salgotarjan Glass Wool Limited	Équipement et matériel industriels	EX88	4 972	0	3 440	1 533	4 973
Tetra Pak Hungary Limited	Bois, pâte à papier et papier	EX90	10 510	0	7 471	3 039	10 510
The First Hungary Fund Limited	Services financiers	EX90	7 500	0	0	7 500	7 500
Unicbank Rt.	Marchés des capitaux	EX87	3 227	0	0	3 227	3 227
					37 897	22 692	60 589
Inde							
Ahmedabad Electricity Company Limited	Services industriels	EX89	19 455	0	21 384	0	21 384
Bihar Sponge Iron Limited	Sidérurgie	EX85	15 440	0	16 651	630	17 280
Deepak Fertilisers and Petrochemicals Corporation Limited	Engrais	EX80, 82, 87, 89	11 722	0	3 748	2 851	6 599
Export-Import Bank of India	Marchés des capitaux	EX87	15 000	0	14 174	0	14 174
Gujarat Narmada Valley Fertilizers Company Limited	Engrais	EX87	33 911	0	39 192	0	39 192
Gujarat Rural Housing Finance Corporation	Marchés des capitaux	EX87	195	0	0	195	195
Gujarat State Fertilizers	Chimie et pétrochimie	EX89	27 161	0	30 039	0	30 039
Hero Honda Motors Limited	Industrie automobile	EX87	7 738	0	7 453	0	7 453
Hindustan Motors Limited	Industrie automobile	EX87	36 886	0	29 452	0	29 452
Housing Development Finance Corporation Limited	Marchés des capitaux	EX78, 87	5 608	0	200	1 001	1 201
India Equipment Leasing Limited	Marchés des capitaux	EX86	2 817	0	0	309	309
India Lease Development Limited	Marchés des capitaux	EX85, 90	5 786	0	0	786	786
Invel Transmissions Limited	Industrie automobile	EX88	1 067	0	0	1 067	1 067
J.M. Share & Stock Brokers Private Limited	Marchés des capitaux	EX90	430	0	0	430	430
Keltron Telephone Instruments Limited	Équipement et matériel industriels	EX89, 90	394	0	0	394	394
Mahindra Ugin Steel Company, Ltd.	Sidérurgie	EX64, 75, 79, 90	14 324	142	0	2 499	2 499
Mahindra & Mahindra Ltd.	Industrie automobile	EX90	16 383	0	10 000	6 383	16 383
Modi Cement Limited	Ciment et matériaux de construction	EX85	13 047	0	22 241	0	22 241
Nagarjuna Coated Tubes Limited	Sidérurgie	EX81	0	0	1 500	245	1 745
Nagarjuna Signode Limited	Sidérurgie	EX86	0	0	1 173	300	1 473
Nagarjuna Steels Limited	Sidérurgie	EX87	8 150	0	323	241	563
Tata Electric Companies	Services industriels	EX90	42 689	0	42 689	0	42 689
The Great Eastern Shipping Company Limited	Services industriels	EX86	11 866	0	5 975	5 891	11 866
The Indian Rayon Corporation Limited	Ciment et matériaux de construction	EX82, 87	14 554	0	4 118	0	4 118
The Tata Iron and Steel Company Limited	Sidérurgie	EX81, 86, 89	70 844	20 000	28 786	12 336	41 122
Titan Watches Limited	Industries manufacturières	EX87, 89, 90	22 174	0	20 539	510	21 050
UCAL Fuel Systems Limited	Industrie automobile	EX90	628	0	0	628	628
WBI Advanced Technology	Industries manufacturières	EX89	200	0	0	200	200
					299 636	36 895	336 532
Indonésie							
Bank Niaga	Marchés des capitaux	EX90	7 500	0	7 500	0	7 500
Nomura Jakarta Fund (NJF)	Marchés des capitaux	EX90	3 000	0	0	1 450	1 450
P.T. Astra International, Incorporated	Industrie automobile	EX90	25 000	0	0	12 500	12 500
P.T. Asuransi Jiwa Dharmala Manulife	Marchés des capitaux	EX88	321	0	0	321	321
P.T. Bali Holiday Village	Tourisme	EX88	9 325	2 000	3 063	0	3 063
P.T. Bank Umum Nasional	Marchés des capitaux	EX90	10 000	0	10 000	0	10 000
P.T. Jakarta International Hotel	Tourisme	EX73, 89	5 498	7 000	0	2 664	2 664
P.T. Monterado Mas Mining	Mines	EX88	5 500	4 500	3 500	2 000	5 500
P.T. Papan Sejahtera	Marchés des capitaux	EX80	5 202	0	0	1 202	1 202
P.T. Private Development Finance Company of Indonesia	Financement du développement	EX74	483	0	0	362	362
P.T. Saseka Gelora Leasing	Marchés des capitaux	EX82, 85	3 371	2 000	0	371	371
P.T. Semen Andalas Indonesia	Ciment et matériaux de construction	EX80, 88	27 658	25 898	20 871	0	20 871
P.T. Unitek	Textiles	EX71	1 550	1 750	0	347	347
					44 933	21 217	66 151

Portefeuille d'investissements suite

Au 30 juin 1990

Exprimé en monnaie des Etats-Unis (en milliers)

Pays, région ou zone et obligé	Secteur	Exercices au cours desquels les engagements ont été pris	Engagement initial		Investissements détenus par la Société pour son propre compte (y compris solde non versé)		
			Total SFI	Total Syndicats	Prêts	Participations (au prix de revient)	Total des prêts et participations
Jamaïque							
Eagle Merchant Bank of Jamaica Limited	Marchés des capitaux	EX89	5 000	0	5 000	0	5 000
Jamaica Citizens Bank Limited	Marchés des capitaux	EX89	5 000	0	5 000	0	5 000
Jamaica Flour Mills Limited	Industries agro-alimentaires	EX82	5 000	0	440	0	440
Mutual Security Bank Limited	Marchés des capitaux	EX89	5 000	0	5 000	0	5 000
St. Mary Banana Estates Limited	Industries agro-alimentaires	EX87	4 660	0	3 701	879	4 580
The Falcon Fund (1985) Limited	Services financiers	EX86	2 555	0	1 115	0	1 115
					20 257	879	21 136
Jordanie							
Al-Hikma Pharmaceuticals Company	Industries manufacturières	EX87	2 193	0	2 072	0	2 072
Jordan Lime and Silicate Brick Industries Company Limited	Ciment et matériaux de construction	EX79, 85	3 848	0	1 539	0	1 539
Jordan Phosphate Mines Company Limited	Engrais	EX75, 78, 82	38 229	50 000	3 556	0	3 556
					7 166	0	7 166
Kenya							
Bamburi Portland Cement Company Limited	Ciment et matériaux de construction	EX82	4 430	0	1 642	0	1 642
Development Finance Company of Kenya Limited	Financement du développement	EX80, 84	6 381	0	2 750	1 314	4 064
Diamond Trust of Kenya Limited	Marchés des capitaux	EX82	804	0	0	804	804
Equatorial Beach Properties Limited	Tourisme	EX86	3 671	0	6 036	0	6 036
Industrial Promotion Services (Kenya) Limited	Marchés des capitaux	EX82, 87	2 046	0	0	2 046	2 046
Kenya Commercial Finance Company Limited	Marchés des capitaux	EX81	5 000	0	1 434	0	1 434
Leather Industries of Kenya Limited	Industries manufacturières	EX84	2 713	0	1 030	595	1 625
Panafrican Paper Mills (E.A.) Limited	Bois, pâte à papier et papier	EX70, 74, 77, 79, 81, 90	43 049	3 965	17 800	4 510	22 310
Rift Valley Textiles Limited	Textiles	EX76	9 638	1 296	3 888	0	3 888
Tetra Pak Converters Limited	Bois, pâte à papier et papier	EX83	2 540	0	310	0	310
Tourism Promotion Services (Kenya) Ltd.	Tourisme	EX72	1 629	791	0	45	45
					34 892	9 314	44 206
Libéria							
Liberian Bank for Development and Investment	Financement du développement	EX66, 77, 84	702	1	0	70	70
Liberian Timber and Plywood Operation Company	Bois, pâte à papier et papier	EX88	8 500	0	7 286	0	7 286
					7 286	70	7 356
Madagascar							
Financière d'Investissement ARO	Marchés des capitaux	EX90	283	0	0	283	283
La Cotonnière d'Antsirabé (COTONA) S.A.	Textiles	EX86, 90	11 032	0	10 085	184	10 269
Les Pêcheries de Nossi Bé, S.A.	Industries agro-alimentaires	EX84, 90	7 009	0	4 952	249	5 202
Société Textile de Majunga S.A.	Textiles	EX77, 87	15 026	0	3 550	309	3 859
					18 588	1 025	19 613
Malaisie							
South East Asia Venture Investment Project (SEAVI)	Marchés des capitaux	EX85	1 000	0	0	812	812
Twenty First Century Oleochemicals Sdn. Bhd.	Chimie et pétrochimie	EX90	5 238	3 400	4 500	738	5 238
					4 500	1 550	6 050
Malawi							
David Whitehead and Sons (Malawi) Ltd	Textiles	EX76, 82	10 784	0	1 868	0	1 868
Dwangwa Sugar Corporation Limited	Industries agro-alimentaires	EX77, 81, 85	11 306	0	6 643	0	6 643
Ethanol Company Limited	Chimie et pétrochimie	EX81, 82	2 458	0	199	245	444
Investment and Development Bank of Malawi Limited	Financement du développement	EX79	605	0	0	605	605
The Leasing and Finance Company of Malawi, Limited	Marchés des capitaux	EX86, 90	858	0	0	186	186
Vipha Plywoods and Allied Industries Limited	Bois, pâte à papier et papier	EX87	4 427	0	3 907	500	4 407
					12 618	1 537	14 154

Appendice E

Pays, région ou zone et obligé	Secteur	Exercices au cours desquels les engagements ont été pris	Engagement initial		Investissements détenus par la Société pour son propre compte (y compris solde non versé)		
			Total SFI	Total Syndicats	Prêts	Participations (au prix de revient)	Total des prêts et participations
Maroc							
Banque Nationale pour le Développement Economique	Financement du développement	EX63, 78, 84, 86	46 630	40 240	44 425	1 544	45 970
Cimenterie Nouvelle de Casablanca—Cinouca, S.A.	Ciment et matériaux de construction	EX82, 83	17 844	0	5 925	2 044	7 969
Compagnie Maritime Maroc-Norvégienne (COMARIT)	Services industriels	EX89	4 300	2 000	3 991	0	3 991
Crédit Immobilier et Hôtelier	Financement du développement	EX87, 90	67 150	78 304	66 199	0	66 199
Fruitière Marocaine de Transformation "FRUMAT"	Industries agro-alimentaires	EX86	7 583	0	5 327	0	5 327
Settat Filature "SETAFIL"	Textiles	EX88	4 864	0	3 378	919	4 298
Société Minière du Bou-Gaffer "SOMIFER"	Métaux non ferreux	EX80	15 335	0	0	2 348	2 348
					129 246	6 855	136 101
Maurice (Ile)							
Saxon Management Limited et Saxon Properties Limited	Tourisme	EX90	3 605	0	2 686	984	3 670
Socota Textile Mills Ltd.	Textiles	EX87	5 993	0	4 643	993	5 636
Textile Industries Limited	Textiles	EX90	3 100	0	3 100	0	3 100
					10 428	1 977	12 406
Mexique							
Agro Industrial Exportadora, S.A. de C.V.	Industries agro-alimentaires	EX87	2 001	0	357	0	357
Apasco, S.A. de C.V.	Ciment et matériaux de construction	EX88, 89, 90	56 250	0	10 250	0	10 250
Banca Serfin, S.N.C.	Financement du développement	EX89	60 000	0	60 000	0	60 000
Banco Nacional de México, S.N.C.	Marchés des capitaux	EX90	60 000	0	60 000	0	60 000
Bancomer, S.N.C.	Marchés des capitaux	EX90	20 000	0	20 000	0	20 000
Celulosa y Papel de Durango, S.A. de C.V.	Bois, pâte à papier et papier	EX86, 89	13 069	0	10 000	3 069	13 069
Cementos Veracruz, S.A.	Ciment et matériaux de construction	EX73, 79	11 352	4 500	446	0	446
Cemex Group	Ciment et matériaux de construction	EX89	60 000	8 000	60 000	0	60 000
Conductores Monterrey, S.A.	Equipement et matériel industriels	EX79	5 000	13 000	4 496	0	4 496
Crescent Market Aggregates Project	Mines	EX88	37 000	0	14 000	0	14 000
Empresas Tolteca de México, S.A.	Ciment et matériaux de construction	EX79, 84	37 950	138 000	4 412	3 427	7 839
Fomento Económico Mexicano S.A. de C.V. (Visa)	Industries manufacturières	EX89, 90	107 600	0	80 000	27 600	107 600
Grupo Conduimex S.A. de C.V.	Industries manufacturières	EX90	35 000	15 000	35 000	0	35 000
Grupo Primex, S.A. de C.V.	Chimie et pétrochimie	EX85	12 000	4 400	2 000	0	2 000
Hotel Camino Real Ixtapa, S.A.	Tourisme	EX79, 81, 87	4 201	0	0	4 198	4 198
Indelpro, S.A. de C.V.	Chimie et pétrochimie	EX90	27 000	3 000	27 000	0	27 000
Industrias Sulfamex, S.A. de C.V.	Engrais	EX87	2 500	0	1 900	500	2 400
Metalsa, S.A.	Industrie automobile	EX84, 88	9 400	0	5 750	0	5 750
Papeles Ponderosa, S.A.	Bois, pâte à papier et papier	EX79, 81, 84	11 157	4 500	340	0	340
Polimar, S.A. de C.V.	Chimie et pétrochimie	EX89	14 500	0	14 500	0	14 500
Proteison, S.A. de C.V.	Industries agro-alimentaires	EX85	2 770	0	0	820	820
Salumi, S.A. de C.V.	Industries agro-alimentaires	EX88, 90	22 516	0	17 516	2 000	19 516
Sealed Power de Mexico, S.A. de C.V. et Spimex, S.A. de C.V.	Industrie automobile	EX88	9 000	0	7 500	0	7 500
Universal de Valores, S.A. de C.V.	Industries agro-alimentaires	EX81	9 300	5 000	497	1 670	2 167
Vidrio Plano de México, S.A. et Vitro Flotado, S.A.	Equipement et matériel industriels	EX80	15 000	99 900	3 000	0	3 000
					438 964	43 284	482 248
Mozambique							
Companhia Agro-Industrial Lonrho-Moçambique Limitada	Industries agro-alimentaires	EX87	2 500	0	2 000	0	2 000
Xai Xai	Energie	EX88	7 750	0	0	5 237	5 237
					2 000	5 237	7 237
Népal							
Nepal Orind Magnesite (Private) Limited	Mines	EX82	4 966	0	8 716	0	8 716
Soaltee Hotel Limited	Tourisme	EX75	3 128	0	0	428	428
					8 716	428	9 144

Portefeuille d'investissements suite

Au 30 juin 1990

Exprimé en monnaie des Etats-Unis (en milliers)

Pays, région ou zone et obligé	Secteur	Exercices au cours desquels les engagements ont été pris	Engagement initial		Investissements détenus par la Société pour son propre compte (y compris solde non versé)		
			Total SFI	Total Syndicats	Prêts	Participations (au prix de revient)	Total des prêts et participations
Niger							
Les Moulins du Sahel, S.A.	Industries agro-alimentaires	EX82	2 267	0	2 404	0	2 404
Nigéria							
Afcott Nigeria Limited	Industries agro-alimentaires	EX90	4 500	0	4 500	0	4 500
Arewa Textiles, Ltd.	Textiles	EX64, 67, 70	847	728	0	442	442
Dunlop Nigerian Industries Limited	Industrie automobile	EX88	12 500	0	12 500	0	12 500
Ikeja Hotel Limited	Tourisme	EX81, 85, 88, 90	13 051	0	9 135	1 459	10 593
Nigerian Textile Mills Limited	Textiles	EX80, 87, 90	23 490	0	2 862	0	2 862
Tiger Battery Company (Nigeria) Limited	Industries manufacturières	EX85, 90	4 397	2 429	6 308	0	6 308
					35 305	1 901	37 206
Oman							
Oman Development Bank S.A.O.G.	Financement du développement	EX79	2 029	0	0	1 014	1 014
Ouganda							
Development Finance Company of Uganda Limited	Financement du développement	EX85	375	0	0	376	376
Sugar Corporation of Uganda	Industries agro-alimentaires	EX84	8 000	0	8 000	0	8 000
The Toro and Mityana Tea Company Limited	Industries agro-alimentaires	EX84	1 123	500	439	0	439
Uganda Tea Corporation Limited	Industries agro-alimentaires	EX85	2 808	0	3 139	0	3 139
					11 578	376	11 954
Pakistan							
Attock Refinery Limited	Energie	EX79, 82, 84	8 357	7 500	0	607	607
Dawood Hercules Chemicals, Ltd.	Engrais	EX69, 89	21 223	0	17 300	2 923	20 223
First International Investment Bank Limited	Marchés des capitaux	EX90	683	0	0	683	683
Habib Arkady Limited	Industries agro-alimentaires	EX81	3 315	0	2 100	165	2 265
Hala Spinning Limited	Textiles	EX89	3 217	0	2 992	0	2 992
Mari Gas Company Limited	Energie	EX86	24 982	21 543	5 144	0	5 144
Milfat Tractors Limited	Equipement et matériel industriels	EX88	4 898	0	5 539	0	5 539
Packages Limited	Bois, pâte à papier et papier	EX65, 80, 82, 87, 88	16 932	10 087	6 188	620	6 808
Pakistan Industrial Credit and Investment Corporation Limited	Financement du développement	EX63, 69, 75, 89	3 629	0	0	592	592
Pakistan Oilfields Limited	Energie	EX79, 82, 84	8 183	7 000	0	1 028	1 028
Pakistan Petroleum Limited	Chimie et pétrochimie	EX83, 85	26 856	79 200	13 810	1 560	15 370
Pak-Suzuki Motor Company Limited	Industrie automobile	EX90	15 559	0	15 559	0	15 559
Rupali Polyester Limited	Textiles	EX90	22 097	0	20 097	2 000	22 097
Thatta Exploration Project	Energie	EX87	6 800	0	0	1 607	1 607
					88 728	11 784	100 513
Panama							
Banco Latinoamericano de Exportaciones, S.A.	Marchés des capitaux	EX79, 85, 86, 88	49 827	0	12 750	2 500	15 250
Vidrios Panameños, S.A.	Industries manufacturières	EX78	3 800	0	0	640	640
					12 750	3 140	15 890
Paraguay							
Empresa Hotelera de Encarnación S.A.	Tourisme	EX81, 86	1 450	0	135	280	415
Sociedad Agrícola Golondrina S.A.	Industries agro-alimentaires	EX82, 90	7 358	0	3 578	0	3 578
					3 713	280	3 993
Pérou							
Compañía de Cemento Pacasmayo, S.A.	Ciment et matériaux de construction	EX64, 67	248	1 357	0	91	91
Compañía de Minas Buenaventura, S.A.	Mines	EX79, 83, 86	8 060	0	0	2 060	2 060
Compañía de Minas Oropamoa, S.A.	Mines	EX86	9 000	0	6 000	0	6 000
Compañía Minera San Ignacio de Morococha, S.A.	Métaux non ferreux	EX80, 85	7 200	0	0	500	500
Consorcio Energético de Huancavelica, S.A.	Services industriels	EX82	4 500	0	1 732	0	1 732
S.A. Minera Regina	Métaux non ferreux	EX85	5 240	0	1 500	240	1 740
					9 232	2 891	12 123

Appendice E

Pays, région ou zone et obligé	Secteur	Exercices au cours desquels les engagements ont été pris	Engagement initial		Investissements détenus par la Société pour son propre compte (y compris solde non versé)		
			Total SFI	Total Syndicats	Prêts	Participations (au prix de revient)	Total des prêts et participations
Philippines							
Acoje Mining Company, Inc.	Mines	EX77, 85	3 721	0	1 342	0	1 342
All Asia Capital and Leasing Corporation (AACL)	Marchés des capitaux	EX80, 83, 85, 90	5 848	6 000	1 413	656	2 069
BPI Agricultural Development Bank	Financement du développement	EX88	976	0	0	976	976
Davao Union Cement Corporation	Ciment et matériaux de construction	EX81	16 000	0	3 505	0	3 505
General Milling Corporation	Industries agro-alimentaires	EX79, 90	5 730	0	0	1 730	1 730
Hambrecht & Quist Venture Capital Fund	Marchés des capitaux	EX89	2 417	0	0	2 326	2 326
Manila Electric Company	Services industriels	EX89	36 926	2 958	25 932	0	25 932
Maria Cristina Chemical Industries, Inc.	Sidérurgie	EX74, 79	2 190	0	0	436	436
NDC-Guthrie Plantations, Inc.	Industries agro-alimentaires	EX82	11 000	0	11 000	0	11 000
Philippine Associated Smelting and Refining Corporation	Métaux non ferreux	EX81	5 000	0	0	5 000	5 000
Philippine Long Distance Telephone Company	Services industriels	EX70, 82, 87, 88, 90	88 530	40 000	84 000	0	84 000
Pure Foods Corporation	Industries agro-alimentaires	EX86	1 391	0	0	1 390	1 390
					127 190	12 513	139 703
Pologne							
Banque de développement des exportations	Services financiers	EX90	30 055	0	30 055	0	30 055
Centrala Spoldzielni Ogrodniczych i Pszczelarskich (Hortex)	Industries agro-alimentaires	EX89	15 044	0	17 432	0	17 432
					47 487	0	47 487
Portugal							
Banco Português de Investimento	Financement du développement	EX82, 85, 87, 88, 89, 90	22 655	2 000	8 000	3 410	11 410
Finantia Capital Sociedade de Capital de Risco S.A.	Marchés des capitaux	EX90	4 000	0	0	4 000	4 000
Finantia-Sociedade de Investimentos, S.A.	Marchés des capitaux	EX88, 89	1 239	0	0	996	996
Inter-Risco - Sociedade de Capital de Risco S.A.	Marchés des capitaux	EX90	22	0	0	265	265
União Industrial Têxtil e Química, S.A.	Chimie et pétrochimie	EX89	6 629	0	6 629	0	6 629
					14 629	8 671	23 299
République dominicaine							
Cementos Nacionales, S.A.	Ciment et matériaux de construction	EX74, 81, 88	7 828	0	0	1 828	1 828
Compañía Dominicana de Leasing, S.A.	Marchés des capitaux	EX84	3 150	0	0	52	52
Productora Nacional de Algodón, C. por A.	Industries agro-alimentaires	EX83, 84, 89	2 936	2 400	1 363	728	2 091
Sociedad Comercializadora S.A.	Ciment et matériaux de construction	EX90	85	0	0	85	85
Transamerican Hoteles, Dechiaro, Siskind, Vincent & Co. S. en C. por A.	Tourisme	EX87	6 000	0	5 633	0	5 633
Zone Franche San Isidro S.A.	Services industriels	EX90	6 000	0	6 000	0	6 000
					12 996	2 692	15 688
Rwanda							
Société Rwandaise des Allumettes (SORWAL) S.A.R.L.	Bois, pâte à papier et papier	EX88	197	0	0	197	197
Sénégal							
Africamer S.A.	Industries agro-alimentaires	EX90	3 454	0	3 581	0	3 581
African Seafood S.A.	Industries agro-alimentaires	EX86, 88, 89	4 201	0	2 993	950	3 943
Banque de l'Habitat du Sénégal S.A.	Marchés des capitaux	EX80	465	0	0	465	465
Industries Chimiques du Sénégal, S.A.	Engrais	EX82, 88	37 145	0	13 800	145	13 945
					20 374	1 560	21 933
Seychelles							
Ailee Development Corporation Ltd.	Tourisme	EX87	9 132	0	10 672	0	10 672
Sierra Leone							
Sierra Cement Manufacturing Company, Limited—"SERACEM"	Ciment et matériaux de construction	EX80	2 050	0	2 050	0	2 050

Portefeuille d'investissements suite

Au 30 juin 1990

Exprimé en monnaie des Etats-Unis (en milliers)

Pays, région ou zone et obligé	Secteur	Exercices au cours desquels les engagements ont été pris	Engagement initial		Investissements détenus par la Société pour son propre compte (y compris solde non versé)		
			Total SFI	Total Syndicats	Prêts	Participations (au prix de revient)	Total des prêts et participations
Somalie							
Somali Bag Company Limited	Industries manufacturières	EX85	976	0	1 103	0	1 103
Somali Molasses Company Limited	Services industriels	EX81	375	0	69	0	69
					1 172	0	1 172
Soudan							
Cotton Textile Mills, Ltd.	Textiles	EX76	9 979	0	871	0	871
Gezira Managil Textile Company Limited	Textiles	EX78	8 083	0	669	0	669
					1 540	0	1 540
Sri Lanka							
Bank of Ceylon	Marchés des capitaux	EX78, 81	7 000	0	2 022	0	2 022
Development Finance Corporation of Ceylon	Financement du développement	EX78, 80, 83	457	0	0	457	457
Taj Lanka Hotels Limited	Tourisme	EX81	8 900	11 100	1 800	650	2 450
Union Assurance Limited	Marchés des capitaux	EX88	485	0	0	485	485
					3 822	1 592	5 414
Swaziland							
Natex Swaziland Limited	Textiles	EX88	8 770	0	5 000	1 771	6 771
Spintex Holdings Swaziland	Textiles	EX90	3 726	0	0	3 726	3 726
Swaziland Industrial Development Company Limited	Financement du développement	EX87, 89	3 000	0	2 300	700	3 000
The National Textile Corporation of Swaziland Limited	Textiles	EX85	2 202	0	1 233	0	1 233
The Royal Swaziland Sugar Corporation Limited	Industries agro-alimentaires	EX78, 86	10 429	0	0	461	461
					8 533	6 658	15 191
Tanzanie							
Amboni Limited	Industries agro-alimentaires	EX85	4 379	712	2 770	0	2 770
Highland Soap and Allied Products Limited	Industries manufacturières	EX78	1 741	0	472	0	472
Tanganyika Sisal Spinning Company Limited	Industries agro-alimentaires	EX90	2 000	0	2 000	0	2 000
					5 242	0	5 242
Thaïlande							
HMC Polymers Company Limited	Chimie et pétrochimie	EX88	16 499	11 000	15 000	1 497	16 497
National Petrochemical Corporation Limited	Chimie et pétrochimie	EX84, 86, 88, 89	35 512	0	35 000	512	35 512
Northeast Agriculture Company Limited	Industries agro-alimentaires	EX87, 90	2 147	0	1 744	517	2 261
Peroxythai Limited	Chimie et pétrochimie	EX89	10 700	0	10 700	0	10 700
Phansrivivat Company, Ltd.	Industries agro-alimentaires	EX88	4 673	0	3 600	1 074	4 674
Sea Minerals Limited	Métaux non ferreux	EX83	556	0	0	482	482
Siam Asahi Technoglass Co., Ltd.	Industries manufacturières	EX90	2 353	0	0	2 353	2 353
Siam City Cement Co., Ltd.	Ciment et matériaux de construction	EX79, 81, 85, 87	56 169	68 000	0	2 860	2 860
Siam Commercial Bank (SCB)	Financement du développement	EX90	15 000	0	0	15 000	15 000
The Mutual Fund Company Limited	Services financiers	EX77, 90	554	0	0	554	554
The Siam Cement Co., Ltd.	Ciment et matériaux de construction	EX69, 76, 78, 80, 85	16 878	15 874	0	1 422	1 422
The Thai Farmers Bank Limited	Financement du développement	EX90	5 000	0	0	5 000	5 000
					66 044	31 271	97 315
Togo							
Ducros—Togo, S.A.	Industries agro-alimentaires	EX88	1 303	0	1 522	0	1 522
Société Togolaise de Sidérurgie, S.A.	Sidérurgie	EX88	850	0	815	0	815
Togotex International S.A.	Textiles	EX90	1 611	0	0	1 611	1 611
					2 336	1 611	3 948
Trinité-et-Tobago							
The Home Mortgage Bank	Marchés des capitaux	EX87	411	0	0	411	411
Trinidad and Tobago Development Finance Company Limited	Financement du développement	EX89	469	0	0	471	471
Trinidad Nitrogen Company Limited	Engrais	EX87	34 930	150 000	28 376	0	28 376
					28 376	882	29 258

Appendice E

Pays, région ou zone et obligé	Secteur	Exercices au cours desquels les engagements ont été pris	Engagement initial		Investissements détenus par la Société pour son propre compte (y compris solde non versé)		
			Total SFI	Total Syndicats	Prêts	Participations (au prix de revient)	Total des prêts et participations
Tunisie							
Adwya S.A.	Industries manufacturières	EX87	2 390	0	2 480	286	2 766
Banque de Développement Economique de Tunisie.	Financement du développement	EX66, 70, 78	2 305	0	0	2 305	2 305
Banque Nationale de Développement Touristique	Financement du développement	EX69	9 081	1 167	0	2 248	2 248
Comète Engineering	Services industriels	EX87	38	0	0	38	38
Industries Chimiques du Fluor, S.A.	Métaux non ferreux	EX74	640	0	0	640	640
Rozzi Edilizzia Industrializzata de Tunisie "REIT"	Equipement et matériel industriels	EX87	1 565	0	1 364	415	1 779
Société des Industries Textiles Réunies, S.A.	Textiles	EX88	4 393	0	2 686	2 146	4 831
Société Industrielle des Textiles (SITEX)	Textiles	EX86	8 211	0	4 063	2 152	6 214
Société Minière de Spath Fluor et Barytine "Fluobar"	Mines	EX85	245	0	0	245	245
Société Tunisienne de Leasing "Tunis Leasing", S.A.	Marchés des capitaux	EX85, 86	3 938	0	497	0	497
Sociétés d'Etudes et de Développement de Sousse Nord	Tourisme	EX73, 75	3 161	0	0	631	631
					11 088	11 107	22 195
Turquie							
Anadolu Cam Sanayi A.S.	Equipement et matériel industriels	EX70, 86, 87, 88, 90	19 552	3 294	10 328	2 054	12 382
Cam Elyaf Sanayii A.S.	Equipement et matériel industriels	EX86	7 942	0	7 913	0	7 913
Dusa Endustriyel Iplik Sanayi	Textiles	EX89	17 000	8 000	17 000	0	17 000
Elginkan Holding A.S.	Industries manufacturières	EX88	16 454	0	17 432	0	17 432
Eska Turizm ve Ticaret A.S.	Tourisme	EX86, 89	9 078	0	9 978	0	9 978
Guney Sanayi ve Ticaret Isletmeleri A.S.	Textiles	EX87	16 478	0	17 457	0	17 457
Is Genel Finansal Kiralama A.S.	Marchés des capitaux	EX88, 90	536	0	0	536	536
Isko Testil Sanayi ve Ticaret A.S.	Textiles	EX89	32 266	0	38 847	0	38 847
Kamelya Turizm Isletmecilik Ticaret A.S.	Tourisme	EX90	11 844	0	12 022	0	12 022
Kiris Otelcilik Ve Turizm A.S.	Tourisme	EX89, 90	13 029	0	14 514	0	14 514
Kirklareli Cam Sanayii A.S.	Industries manufacturières	EX81, 89	30 450	1 955	22 442	0	22 442
Man Kamyon ve Otobus Sanayi A.S.	Industrie automobile	EX85	6 466	0	8 016	0	8 016
Mersin Enternasyonal Otelcilik, A.S.	Tourisme	EX90	8 500	4 000	8 500	0	8 500
M.A.N. Motor Sanayi ve Ticaret A.S.	Industrie automobile	EX82	7 886	0	4 082	0	4 082
Pinar Entegre et ve Yem Sanayii A.S.	Industries agro-alimentaires	EX84	3 900	0	1 671	0	1 671
Ram Dis Ticaret A.S.	Marchés des capitaux	EX89	3 249	1 505	3 697	0	3 697
Sanko Santral Konfeksiyon ve Ticaret A.S.	Industries manufacturières	EX89	6 223	0	7 213	0	7 213
Santral Dikis Sanayii A.S.	Textiles	EX89	7 338	0	8 415	0	8 415
Sariville Turistik Tesisler A.S.	Tourisme	EX89	4 811	0	3 006	2 151	5 157
Silkar Turizm Yatirim ve Isletmeleri A.S.	Tourisme	EX86, 90	18 984	9 601	14 679	4 893	19 572
Simplot-Besickooglu A.S. French Fries (SB)	Industries agro-alimentaires	EX90	9 000	0	9 000	0	9 000
Trakya Cam Sanayii A.S.	Equipement et matériel industriels	EX79, 81, 83, 84, 89	62 495	31 395	38 061	7 133	45 194
Türk Dis Ticaret Bankasi A.S.	Marchés des capitaux	EX89	12 500	47 500	12 500	0	12 500
Türkiye Sinai Kalkinma Bankasi, A.S.	Financement du développement	EX64, 67, 69, 72, 73, 75, 76, 77	19 742	45 028	0	2 698	2 698
Uluslararası Endüstri ve Ticaret Bankasi A.S.	Services financiers	EX85, 88	15 000	45 000	15 000	0	15 000
Viking Kagit ve Seluloz, A.S.	Bois, pâte à papier et papier	EX70, 71, 82, 83	3 323	0	0	823	823
Yeditepe Beynelmillel Otelcilik Turizm ve Ticaret A.S.	Tourisme	EX90	25 000	24 000	21 000	4 000	25 000
					322 773	24 289	347 062
Uruguay							
Astra Pesquerias Uruguayas S.A.	Industries agro-alimentaires	EX79, 83, 86, 89, 90	10 042	0	7 330	0	7 330
Azucitrus S.A.	Industries agro-alimentaires	EX85	9 972	0	8 606	2 400	11 006
Migranja S.A.	Industries agro-alimentaires	EX90	4 350	0	2 350	2 000	4 350
Sur Invest Casa Bancaria S.A.	Marchés des capitaux	EX89	12 586	10 000	730	1 786	2 516
					19 015	6 186	25 202
Venezuela							
C.A. Venezolana de Cementos	Ciment et matériaux de construction	EX88	10 000	0	10 000	0	10 000
Operaciones al Sur del Orinoco	Sidérurgie	EX89	37 375	35 750	37 375	0	37 375
Polipropileno de Venezuela	Chimie et pétrochimie	EX89	33 000	14 000	40 000	0	40 000
					87 375	0	87 375

Portefeuille d'investissements suite

Au 30 juin 1990

Exprimé en monnaie des Etats-Unis (en milliers)

Pays, région ou zone et obligé	Secteur	Exercices au cours desquels les engagements ont été pris	Engagement initial		Investissements détenus par la Société pour son propre compte (y compris solde non versé)		
			Total SFI	Total Syndicats	Prêts	Participations (au prix de revient)	Total des prêts et participations
Yémen, République arabe du							
Mario Agriculture Company, Y.S.C.	Industries agro-alimentaires	EX87	2 703	0	2 400	0	2 400
National Company for Vegetable Oil and Ghee Industries Limited	Industries agro-alimentaires	EX85	4 652	0	3 557	0	3 557
Yemen Battery Manufacturing Company, Y.S.C.	Industries manufacturières	EX84, 85	3 797	349	3 250	0	3 250
Yemen Hunt Oil Company	Energie	EX86	9 000	0	1 125	0	1 125
					10 332	0	10 332
Yougoslavie							
Beisce-Bel Tvorica Papira, Poluceluloze i Kartonaze—Beisce	Bois, pâte à papier et papier	EX73, 81	30 976	39 889	6 670	0	6 670
Ina-Naftaplin	Energie	EX85	28 873	8 909	9 574	0	9 574
Industrija Za Automobilski Delovi i Traktor—"Ruen" Kocani	Industrie automobile	EX82	10 631	0	7 258	0	7 258
Institut Za Fizikalnu Medicinu i Rehabilitaciju—Dr. Simo Miošević-Igalo	Services industriels	EX82	19 149	0	16 903	0	16 903
Investiciona Banka Titograd-Udruzena Banka	Tourisme	EX80	21 000	0	5 000	0	5 000
ISKRA	Equipement et matériel industriels	EX85, 89	22 668	10 600	23 751	0	23 751
Jugobanka—Udruzena Banka Beograd	Services financiers	EX86	25 445	10 360	26 413	0	26 413
Ljubljanska Banka—Zdruzena Banka	Services financiers	EX83, 86	71 149	30 117	62 960	0	62 960
Radoje Dakic	Equipement et matériel industriels	EX80	18 700	0	4 675	0	4 675
Salonit Anhovo Industrija Grad Materiala Projet des petites entreprises	Ciment et matériaux de construction	EX90	7 500	0	7 901	0	7 901
(prêt à huit banques)	Services financiers	EX80	26 000	4 233	5 797	0	5 797
Sour Energoinvest	Equipement et matériel industriels	EX85	15 180	0	13 088	0	13 088
Tovarna Avtomobirov in Motorjev Maribor	Industrie automobile	EX71, 80, 87	35 390	869	28 332	0	28 332
Tovarna Avtopnevmatike "Sava-Semperit"	Industrie automobile	EX72, 78, 80, 88	26 815	1 341	15 028	0	15 028
Tvorica Kartona i Ambalaze Cazin	Bois, pâte à papier et papier	EX77	10 821	7 366	4 448	0	4 448
UNIAL—Tovarna Glinice in Aluminija Boris Kidric	Métaux non ferreux	EX86	35 603	0	39 252	0	39 252
Vojvodjanska Banka-Udruzena Banka	Services financiers	EX87, 89	51 940	31 094	56 666	0	56 666
					333 715	0	333 715
Zaïre							
Grands Hôtels du Zaïre, S.Z.A.R.L.	Tourisme	EX85	15 000	0	10 500	0	10 500
Société Financière de Développement	Financement du développement	EX70, 85	1 297	0	0	1 297	1 297
Société Textile de Kisangani, S.Z.A.R.L.	Textiles	EX85	9 065	0	9 375	575	9 950
Utexafrika, S.P.R.L. et Usines Textiles Cotonnières de Kinshasa (Utexco), S.Z.A.R.L.	Textiles	EX88	12 909	0	14 258	0	14 258
					34 133	1 872	36 005
Zambie							
Gwembe Valley Development Company Limited	Industries agro-alimentaires	EX88	4 500	0	3 700	800	4 500
Kafue Textile of Zambia Limited	Textiles	EX80, 85	10 746	0	11 296	0	11 296
Masstock (Zambia) Limited	Industries agro-alimentaires	EX89	8 000	0	8 000	0	8 000
Zambia Bata Shoe Company Limited	Industries manufacturières	EX72, 73	1 146	1 131	0	228	228
Zambia Consolidated Copper Mines Limited	Métaux non ferreux	EX80, 82	45 142	8 000	23 382	0	23 382
Zambia Hotel Properties Limited	Tourisme	EX84	7 500	13 509	7 031	0	7 031
					53 410	1 028	54 438
Zimbabwe							
Crest Breeders International (Private) Limited	Industries agro-alimentaires	EX86	5 805	0	4 689	625	5 314
Mashonaland Holdings Limited	Industries manufacturières	EX90	4 568	0	4 568	0	4 568
Retrofit (Private) Limited	Services industriels	EX90	357	0	290	67	357
Scottin Limited	Marchés des capitaux	EX90	7 500	0	7 500	0	7 500
udc Limited	Marchés des capitaux	EX85, 87, 89	11 911	0	10 009	416	10 425
Wankie Colliery Company Limited	Mines	EX81	20 000	18 000	3 750	0	3 750
					30 806	1 108	31 914

Sommaire

	30 JUIN 1990			30 JUIN 1989		
	Prêts	Participations (aux prix de revient)	Total des prêts et participations	Prêts	Participations (aux prix de revient)	Total des prêts et participations
INVESTISSEMENTS DETENUS PAR LA SOCIETE POUR SON PROPRE COMPTE						
Montants non versés	\$4 067 908	\$684 112	\$4 752 020	\$3 472 158	\$372 492	\$4 044 650
Montants versés	1 048 978	114 017	1 162 995	1 151 891	100 038	1 251 929
	<u>\$3 018 930</u>	<u>\$570 095</u>	<u>\$3 589 025</u>	<u>\$2 320 267</u>	<u>\$472 454</u>	<u>\$2 792 721</u>
INVESTISSEMENTS DETENUS PAR LA SOCIETE POUR LE COMPTE D'ACQUEREURS ET DE PARTICIPANTS						
Total	\$1 131 202	\$ 349	\$1 131 551	\$ 923 030	\$ 349	\$ 923 379
Montants non versés	430 318	—	430 318	183 293	—	183 293
Montants versés	<u>\$ 700 884</u>	<u>\$ 349</u>	<u>\$ 701 223</u>	<u>\$ 739 737</u>	<u>349</u>	<u>\$ 740 086</u>
TOTAL DES INVESTISSEMENTS DETENUS PAR LA SOCIETE POUR SON PROPRE COMPTE ET POUR LE COMPTE D'ACQUEREURS ET DE PARTICIPANTS						
Total	\$5 199 110	\$684 461	\$5 883 571	\$4 395 188	\$572 841	\$4 968 029
Montants non versés	1 479 296	114 017	1 593 313	1 335 184	100 038	1 435 222
Montants versés	<u>\$3 719 814</u>	<u>\$570 444</u>	<u>\$4 290 258</u>	<u>\$3 060 004</u>	<u>\$472 803</u>	<u>\$3 532 807</u>

1. Les engagements comprennent les fonds qui doivent être fournis par la SFI pour son propre compte, par des participants par le biais d'une prise de participation dans les investissements de la SFI, et par d'autres établissements financiers en association avec la SFI, lorsque cette dernière a participé activement à la mobilisation de ces fonds.

Les engagements initiaux se composent des montants versés et des montants non versés. Ces derniers sont réévalués au cours actuel alors que les montants versés correspondent au coût réel de l'engagement au moment du versement. Les investissements sous forme de prêts détenus par la Société pour son propre compte sont réévalués au cours actuel.

2. Représente des investissements réalisés pendant la période durant laquelle le Gouvernement de Taiwan représentait la Chine à la Société financière internationale (avant le 15 mai 1980).

Note : Les investissements opérationnels comprennent des prêts et des participations ainsi qu'il est indiqué. De plus, pour certains investissements, la Société a le droit d'acquérir des actions et/ou de participer aux bénéfices des sociétés.

Etat des engagements bruts cumulés

Appendice F

Au 30 juin 1990

Exprimé en monnaie des Etats-Unis (en milliers)

Pays, région ou autre zone	Nombre d'entreprises	Engagements bruts cumulés ¹			Pays, région ou autre zone	Nombre d'entreprises	Engagements bruts cumulés ¹		
		SFI	Syndicats	Total			SFI	Syndicats	Total
Afghanistan	1	322	—	322	Malaisie	9	42 980	16 307	59 287
Argentine	36	562 687	128 958	691 645	Malawi	7	32 523	—	32 523
Australie	2	975	—	975	Mali	2	2 932	—	2 932
Bangladesh	5	12 842	4 155	16 997	Maroc	12	190 287	120 964	311 251
Barbade	2	1 550	—	1 550	Maurice (Ile)	5	14 964	98	15 062
Bolivie	7	29 487	1 000	30 487	Mauritanie	1	10 448	9 558	20 006
Botswana	2	1 030	—	1 030	Mexique	43	785 642	526 787	1 312 429
Brésil	67	1 018 189	532 442	1 550 631	Mozambique	2	10 250	—	10 250
Burkina Faso	1	542	—	542	Népal	2	8 094	—	8 094
Burundi	1	5 878	—	5 878	Nicaragua	3	8 543	929	9 472
Cameroun	12	28 595	253	28 848	Niger	1	2 267	—	2 267
Chili	15	391 815	85 100	476 915	Nigéria	11	73 958	3 674	77 632
Chine	5	44 261	—	44 261	Oman	1	2 029	—	2 029
Chypre	4	5 270	597	5 867	Ouganda	6	15 836	1 588	17 424
Colombie	32	176 509	54 821	231 330	Pakistan	27	222 654	126 987	349 641
Congo, République populaire du	4	7 925	—	7 925	Panama	3	55 100	—	55 100
Corée, République de	19	202 782	45 135	247 917	Paraguay	4	15 008	—	15 008
Costa Rica	4	7 997	217	8 214	Pérou	16	82 295	3 621	85 916
Côte d'Ivoire	9	29 847	—	29 847	Philippines	35	272 927	86 941	359 868
Dominique	1	700	—	700	Pologne	2	45 099	—	45 099
Egypte, République arabe d'	13	166 240	73 500	239 740	Portugal	7	44 348	11 000	55 348
El Salvador	2	1 074	—	1 074	République dominicaine	7	28 999	2 400	31 399
Equateur	8	44 360	1 236	45 596	Rwanda	2	1 308	—	1 308
Espagne	5	19 048	1 685	20 733	Sénégal	9	55 353	755	56 108
Ethiopie	4	20 078	3 490	23 568	Seychelles	1	9 132	—	9 132
Fidji	4	20 792	—	20 792	Sierra Leone	1	2 050	—	2 050
Finlande	4	1 075	2 073	3 148	Somalie	2	1 351	—	1 351
Gabon	4	95 671	110 000	205 671	Soudan	6	26 511	6 489	33 000
Gambie, la	1	2 823	—	2 823	Sri Lanka	8	25 526	13 672	39 198
Ghana	6	94 075	62 500	156 575	Swaziland	5	28 127	—	28 127
Grèce	7	26 006	41 107	67 113	Tanzanie	5	14 288	712	15 000
Grenade	1	6 000	—	6 000	Thaïlande	26	245 609	139 558	385 167
Guatemala	3	18 200	—	18 200	Togo	4	11 853	—	11 853
Guinée	4	23 443	—	23 443	Trinité-et-Tobago	5	38 160	150 000	188 160
Guinée-Bissau	1	5 850	—	5 850	Tunisie	13	40 241	2 324	42 565
Guyane	1	2 000	—	2 000	Turquie	42	484 059	233 777	717 836
Haïti	1	1 500	—	1 500	Uruguay	6	41 700	10 000	51 700
Honduras	4	5 697	6 101	11 798	Venezuela	11	110 585	51 661	162 246
Hongrie	8	58 595	11 375	69 970	Yémen, République arabe du ²	5	22 552	1 099	23 651
Inde	47	576 391	96 474	672 865	Yougoslavie	24	517 774	200 339	718 113
Indonésie	21	166 280	78 281	244 561	Zaire	7	42 704	—	42 704
Iran, République islamique d'	7	34 343	8 193	42 536	Zambie	10	85 072	22 640	107 712
Israéli	1	10 500	—	10 500	Zimbabwe	6	50 142	18 000	68 142
Italie	1	960	—	960	Investissements régionaux				
Jamaïque	10	35 749	926	36 675	Afrique	2	5 173	1 940	7 113
Jordanie	6	46 810	50 250	97 060	Asie	3	12 472	—	12 472
Kenya	15	110 334	35 667	146 001	Amérique latine	1	10 000	—	10 000
Lesotho	1	330	—	330	Investissements d'envergure mondiale	6	116 411	87 500	203 911
Liban	4	6 505	2 600	9 105	Divers ³	2	8 444	1 400	9 844
Libéria	2	9 202	1	9 203					
Madagascar	5	34 599	—	34 599					
					TOTAL	848	\$8 147 514	\$3 290 857	\$11 438 372

1. Les engagements bruts cumulés se composent des montants versés et des montants non versés. Ces derniers sont réévalués au cours actuel alors que les montants versés correspondent au coût réel de l'engagement au moment du versement.

2. Le 22 mai 1990, la République arabe du Yémen et la République démocratique populaire du Yémen ont fusionné en un seul Etat, la République du Yémen. A compter du 13 juillet 1990, la République du Yémen remplace la République arabe du Yémen dans les dossiers de la Société.

3. Représente des investissements réalisés pendant la période durant laquelle le Gouvernement de Taiwan représentait la Chine à la Société financière internationale (avant le 15 mai 1980).

Direction de la SFI

* Président	Barber B. Conable
Vice-Président exécutif	William S. Ryrie
Vice-Président, Investissements	Judhvir Parmar
Vice-Président, Opérations de portefeuille et de conseil	Wilfried E. Kaffenberger
Vice-Président, Finances et planification	Richard H. Frank
Vice-Président et Conseiller juridique	José E. Camacho
Vice-Président, Ingénierie	Makarand V. Deheja
* Secrétaire	Timothy T. Thahane

DEPARTEMENTS DES INVESTISSEMENTS¹

Directeur, <i>Département des investissements, Afrique I</i>	Philippe Liétard**
Chef de division—Burkina Faso, Cameroun, Congo (République populaire du), Gabon, Ghana, Mali, Niger, Zaïre	Karl Voltaire**
Chef de division—Bénin, Cap-Vert, Côte d'Ivoire, Gambie, Guinée, Guinée-Bissau, Libéria, Sénégal, Sierra Leone, Togo	G.K. van der Mandele M. Azam K. Alizai
Directeur, <i>Département des investissements, Afrique II</i>	Michael Dixon Tei Mante**
Chef de division—Angola, Botswana, Ethiopie, Kenya, Lesotho, Malawi, Maurice, Mozambique, Ouganda, Seychelles, Swaziland, Tanzanie, Zambie	Helmut Paul Varel Freeman
Chef de division—Burundi, Djibouti, Madagascar, Nigéria, Rwanda, Somalie, Soudan, Zimbabwe	Richard P. Parry Everett J. Santos Mitchell Alland** Manuel Nuñez Pho Ba Quan
Directeur, <i>Département des investissements, Amérique latine et Caraïbes I</i>	
Chef de division—Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras, Mexique, Nicaragua, Panama	
Chef de division—Antigua-et-Barbuda, les Bahamas, Barbade, Belize, Colombie, Dominique, Grenade, Guyane, Haïti, Jamaïque, République dominicaine, Sainte-Lucie, Trinité-et-Tobago, Venezuela	
Directeur, <i>Département des investissements, Amérique latine et Caraïbes II</i>	
Chef de division—Bolivie, Brésil, Paraguay, Uruguay	
Chef de division—Argentine, Chili, Equateur, Pérou	
Directeur, <i>Département des investissements, Asie I</i>	Sakdiyam Kupasrimonkol Muhtaz R. Khan Jemal-ud-din Kassum Athishdam Tharmaratnam Declan Duff** Douglas Gustafson Reynaldo Ortiz Vijay K. Chaudhry André Hovaguirmian**
Chef de division—Chine, Corée (République de), Kiribati, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Philippines, Thaïlande, Vanuatu	
Chef de division—Fidji, Îles Salomon, Indonésie, Malaisie, Samoa-Occidentale, Tonga, Viet Nam	
Directeur, <i>Département des investissements, Asie II</i>	
Chef de division—Inde, Myanmar, Népal	
Chef de division—Afghanistan, Bangladesh, Maldives, Pakistan, Sri Lanka	
Directeur, <i>Département des investissements, Europe</i>	
Chef de division—Chypre, Grèce, Portugal, Turquie, Yougoslavie	
Chef de division—Hongrie, Pologne	
Directeur, <i>Département des investissements, Moyen-Orient et Afrique du Nord</i>	
Chef de division—Arabie saoudite, Egypte (République arabe d'), Emirats arabes unis, Iran (République islamique d'), Iraq, Jordanie, Koweït, Liban, Oman, République arabe syrienne, Yémen (République du)	Javed Hamid*** Sami Haddad** Daniel F. Adams Robert D. Graffam
Chef de division—Maroc, Mauritanie, Tunisie	
Directeur, <i>Département des Marchés financiers</i>	
Directeur adjoint	
Chef de division—Afghanistan, Arabie saoudite, Argentine, Bangladesh, Bénin, Bolivie, Burkina Faso, Cameroun, Cap-Vert, Chili, Congo (République populaire du), Côte d'Ivoire, Egypte (République arabe d'), Emirats arabes unis, Equateur, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Inde, Iran (République islamique d'), Iraq, Jordanie, Koweït, Liban, Libéria, Maldives, Mali, Maroc, Mauritanie, Myanmar, Népal, Niger, Oman, Pakistan, Paraguay, Pérou, République arabe syrienne, Sénégal, Sierra Leone, Sri Lanka, Togo, Tunisie, Uruguay, Yémen (République du), Zaïre	Khalid A. Mirza
Chef de division—Caraïbes et Amérique centrale; Angola, Belize, Botswana, Colombie, Corée (République de), Fidji, Îles Salomon, Lesotho, Madagascar, Malaisie, Malawi, Maurice, Mexique, Mozambique, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Philippines, Samoa-Occidentale, Seychelles, Swaziland, Thaïlande, Tonga, Vanuatu, Venezuela, Viet Nam, Zambie, Zimbabwe	Cesare Calari
Chef de division—Brésil, Burundi, Chine, Chypre, Djibouti, Ethiopie, Grèce, Hongrie, Indonésie, Kenya, Nigéria, Ouganda, Pologne, Portugal, Rwanda, Somalie, Soudan, Tanzanie, Turquie, Yougoslavie; autres pays européens	Farida Khambata R. Michael Barth
Chef, Division des valeurs mobilières internationales	

SERVICE DES OPERATIONS DE PORTEFEUILLE ET DE CONSEIL

Chef, Opérations spéciales	Rolando M. Zosa
Chef, Service d'appui aux opérations de portefeuille	
Directeur, Département des services de gestion financière des entreprises	Edward A. Nassim Paul R. Hinchey
Chef, Division 1—Asie, Moyen-Orient, Afrique de l'Est, Afrique australe, Europe centrale et méridionale	
Chef, Division 2—Amérique latine et Caraïbes, Afrique occidentale et centrale, Afrique du Nord, Europe de l'Est	Vivek Talvadar**

DEPARTEMENTS DES SERVICES D'APPUI

Directeur, <i>Département de contrôle financier et de planification</i>	Jean-Philippe F. Halphen Peter A. Dickerson
Chef de division, Planification et budget	

Appendice G

Chef de division, l'informatique	Allen F. Shapiro
Chef de division, Comptabilité	Fayezul H. Choudhury
Directeur, <i>Département de l'Economie</i> , et Conseiller économique en chef	Guy Pierre Pfeffermann
Chef, Service-Conseil pour l'investissement étranger	Dale R. Weigel
Chef, Services économiques	Javed Hamid
Chef, Responsable de l'évaluation des opérations	Walter I. Cohn
Directeur, <i>Département des finances et de la politique financière</i>	René Karsenti
Chef de division, Planification et politiques financières	Harold Rosen
Chef de division, Opérations financières	Bernardo Frydman
Directeur adjoint, <i>Ingénierie</i>	Andreas M. Raczynski
Chef, Produits agricoles et forestiers	Friedrich Luhde
Chef, Produits chimiques et pétrole	Gilbert Hunt
Chef, Industries manufacturières	Gopi Nath Puri
Chef, Mines et métaux	Claus A. Westmeier
Chef, Service de technologie et développement	Alakadri K. Bose
<i>Personnel et administration</i>	
Chef	Robert M. Voight ²
Directeur, <i>Promotion des affaires et syndicats de financement</i> ³	Irving Kuczynski
Chef, Relations publiques et syndicats de financement	Francis de C. Hamilton
Chef, Promotion des affaires	Bruce H. MacLeod
Chef, Service de l'énergie	Hugh Henry-May
<i>Services juridiques</i>	
Conseiller juridique adjoint	Daoud L. Khairallah**
Conseiller en chef	Fernando Cabezas
Conseiller en chef	David G.T. d'Adhemar
Conseiller en chef (intérimaire)	Christopher J. Knight
Conseiller en chef (intérimaire)	Maher S. Mahmassani
Conseiller en chef (intérimaire)	Carlos Fernandez-Duque
<i>Autres services</i>	
Conseiller principal pour les finances	Vasant H. Karmarkar
Conseiller, Opérations	Nissim H. Ezekiel
Conseiller spécial	Ducksoo Lee**

SERVICES DE PROMOTION ET DE DEVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS

Coordinateur, <i>Service de promotion et de développement des investissements en Afrique</i> (APDF)	Alexander N. Keyserlingk
Chef régional, Afrique de l'Ouest (Abidjan, Côte d'Ivoire)	André J. Cracco
Chef régional, Afrique de l'Est (Nairobi, Kenya)	Ignacio D. Raramba
Chef régional, Afrique australe (Harare, Zimbabwe)	Omari Issa**
Chef, <i>Service de promotion et de développement des investissements aux Caraïbes</i> (CPDF)	Damian von Stauffenberg

REPRESENTANTS SPECIAUX ET MISSIONS REGIONALES

Représentant spécial à Tokyo	Sugio Hatanaka
Représentant spécial adjoint à Tokyo	Ernest Kepper***
Représentant spécial en Europe (Londres)	Christopher Bam
Représentant spécial en Europe (Paris)	Giovanni Vacchelli
Mission régionale en Afrique australe (Harare, Zimbabwe)	Thomas Milton***
Mission régionale en Afrique centrale (Douala, Cameroun)	Roger Blondel
Mission régionale en Afrique de l'Est (Nairobi, Kenya)	Guy Antoine***
Mission régionale en Afrique de l'Ouest (Abidjan, Côte d'Ivoire)	Hung Dinh Nguyen
Mission régionale en Afrique du Nord (Casablanca, Maroc)	Sami Haddad
Mission régionale à Bangkok (Thaïlande)	Chung Min Pang**
Mission régionale à Djakarta (Indonésie)	Udayan Wagle**
Mission régionale à Islamabad (Pakistan)	C. John Pott
Mission régionale à Manille (Philippines)	Krishan K. Sehgal
Mission régionale au Moyen-Orient (Le Caire, République arabe d'Egypte)	John H. Stewart
Mission régionale à New Delhi (Inde)	Mohan R. Wikramanayake
Mission résidente au Brésil (Sao Paulo)	Stanley Greig**
Mission résidente au Nigéria (Lagos)	Bahadurali Jetha
Mission résidente en Turquie (Istanbul)	Surya Sethi**
Conseiller de la SFI en Australasie (Sydney)	Neil Paterson
Conseiller de la SFI en Scandinavie (Oslo)	Torstein Stephanson
Conseiller principal, Europe de l'Est (Vienne)	Theo K. Zirkel

* Ces hauts fonctionnaires occupent le même poste à la BIRD.

** Ces nominations entrent en vigueur à partir du 1er juillet.

*** Ces nominations entrent en vigueur à partir du 1er août.

1. Les Départements des investissements et des Marchés financiers relèvent du Vice-Président, Investissements, pour les nouveaux investissements, et du Vice-Président, Opérations de Portefeuille et de conseil, pour les investissements en portefeuille.
2. John H. Stewart assumera ce poste le 1er septembre 1990.
3. Le Département, Promotion des affaires et syndicats de financement relève du Vice-Président, Investissements. Pour les questions ayant trait au Service de l'énergie, ce département relève du Vice-Président, Investissements pour les nouveaux investissements, et du Vice-Président, Opérations de portefeuille et de conseil pour les investissements en portefeuille.

Société financière internationale

Siège

1818 H Street, N.W.
Washington, DC 20433 U.S.A.
Téléphone: (202) 477-1234
Télex: FTCC 82987
RCA 248423
WU 64145

Adresse télégraphique: CORINTFIN
Télécopieur: (202) 477-6391

Londres

New Zealand House, 15th Floor
Haymarket
Londres SW1Y 4TE, Angleterre
Téléphone: (71) 930-8741
Télex: 919462

Adresse télégraphique: CORINTFIN
Télécopieur: (71) 930-8515

Paris

66, avenue d'Iéna
75116 Paris, France
Téléphone: 40-69-30-60
Télex: 620628

Adresse télégraphique: CORINTFIN
Télécopieur: 47207771

Tokyo

Kokusai Building, Room 913
1-1, Marunouchi 3-chome
Chiyoda-ku, Tokyo 100

Japon
Téléphone: 201-2310
Télex: 26838

Adresse télégraphique: INTBAFRAD
Télécopieur: 211-2216

Vienne

Boesendorferstr. 2/II
1010 Vienne, Autriche
Téléphone: 505-7306, 505-2853
Télex: 136433
Télécopieur: 505-1226

MISSIONS REGIONALES

Mission régionale en Afrique australe

CABS Centre, 11th Floor
Jason Moyo Avenue
P.O. Box 2960
Harare, Zimbabwe
Téléphone: 729611, 729612, 729613
Télex: 2704
Adresse télégraphique: INTBAFRAD,
HARARE
Télécopieur: 708659

Mission régionale en Afrique de l'Ouest

à l'angle des rues Booker Washington et
Jacques Aka
Cocody
B.P. 1850
Abidjan-01, Côte d'Ivoire
Téléphone: 443244, 446550
Télex: 28132
Adresse télégraphique: CORINTFIN
Télécopieur: 441687

Mission régionale en Afrique du Nord

30, avenue des F.A.R.
Casablanca, Maroc
Téléphone: 312-888, 312-278
Télex: 22606
Télécopieur: 315181

Mission régionale en Afrique orientale

View Park Towers, 17th Floor
Uhuru Highway
P.O. Box 30577
Nairobi, Kenya
Téléphone: 24726, 338868
Télex: 22022
Adresse télégraphique: CORINTFIN
Télécopieur: 338464

Mission régionale à Bangkok

Udom Vidhya Building, 5th Floor
956 Rama IV Road
Bangkok 10500, Thaïlande
Téléphone: 235-5300/6
Télex: 82817 TH
Adresse télégraphique: INTBAFRAD
Télécopieur: 2366467

Mission régionale à Djakarta

LIPPO Building, 3rd Floor
Jl. Rasuna Said, Kav. B-10
Kuningan 12940
P.O. Box 324/JKT
Djakarta, Indonésie
Téléphone: 5207316
Télex: 62141
Adresse télégraphique: CORINTFIN
Télécopieur: 5200438

Mission régionale à Islamabad

20A
Shahrah-e-Jamhuriat
P.O. Box 1025
Islamabad, Pakistan
Téléphone: 819781, ext. 301
Adresse télégraphique: CORINTFIN
Télécopieur: 812782

Mission régionale à Manille

Room 300, Multi-Storey Building
Central Bank of the Philippines
Mabini, Manille, Philippines
Téléphone: 521-1664, 521-5507
Télex: 40541
Adresse télégraphique: CORINTFIN
Télécopieur: 5220156

Mission régionale au Moyen-Orient

5 El Falah Street
Mohandessin
Guiza, Egypte
Téléphone: 347-3739, 347-8081
Télex: 93110
Adresse télégraphique: IFCAI
Télécopieur: 347-3738

Mission régionale à New Delhi

55 Lodi Estate
P.O. Box 416
New Delhi 110003, Inde
Téléphone: 697905, 617241
Télex: 3161493, 3123642
Adresse télégraphique: CORINTFIN
Télécopieur: 619393

MISSIONS RESIDENTES

Mission résidente au Brésil

Rua Guararapes 2064
10th Floor, #104
Sao Paulo, Brésil CEP 04561
Téléphone: 531-1629, 241-4049
Télécopieur: 241-3073

Mission résidente au Nigéria

Plot PC10, près de la rue Idowa Taylor
Victoria Island
P.O. Box 127
Lagos, Nigéria
Téléphone: 616044, 616196
Télex: 21174
Adresse télégraphique: INTBAFRAD
Télécopieur: 616360

Mission résidente en Turquie

Mete Caddesi No. 24/3
Taksim
Istanbul, Turquie
Téléphone: 1432593, 1432126
Adresse télégraphique: CORINTFIN
Télécopieur: 1492476

SERVICES DE PROMOTION ET DE DEVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS

Service de Promotion et de Développement des Investissements en Afrique (APDF)

1818 H Street, N.W.
Washington, DC 20433 U.S.A.
Téléphone: (202) 473-0508
Télex: 82987
Télécopieur: (202) 334-8632

Immeuble CCIA, 17ème étage
01 B.P. 8669
Abidjan 01, Côte d'Ivoire
Téléphone: 219697, 212303, 216859
Télex: 22264
Télécopieur: 216151

International House
P.O. Box 46534
Nairobi, Kenya
Téléphone: 722200
Télex: 25303
Télécopieur: 339121

Service de Promotion et de Développement des Investissements aux Caraïbes (CPDF)

1818 H Street, N.W.
Washington, DC 20433 U.S.A.
Téléphone: 473-0900
Télex: RCA 48856
Adresse télégraphique: CORINTFIN
Télécopieur: (202) 334-8855

Eastern Caribbean Regional Office
Musson Building, 2nd Floor
Hincks Street
P.O. Box 259
Bridgetown, Barbade
Téléphone: (809) 429-6298
Télex: 2473
Télécopieur: (809) 429-5809

Maquette de la couverture par la Barton-Gillet Company
Illustration de la couverture par Richard Waldrep
Composition du rapport par le Service de conception des publications de la Banque mondiale
Typographie par le Service de composition de la Banque mondiale

Société financière internationale
1818 H Street, N.W.
Washington, D.C. 20433
Etats-Unis

ISBN-0-8213-1646-X